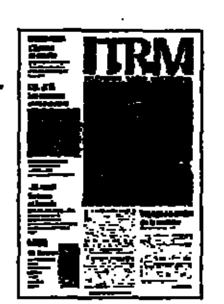
TÉLÉVISION-RADIO MULTIMÉDIA
■ Documentaires animaliers : la folie
■ Net : bras de fer Europe-Etats-Unis



Le Monde

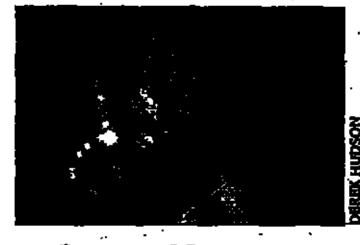
CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16585 – 7,50 F - 1,13 EURO — DIMANCHE 24 - LUNDI 25 MAI 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Football : la liste des 22

Le sélectionneur de l'équipe de France, Aimé Jacquet, a dévoilé, samedi, la liste des 22 joueurs retenus pour disputer le Mondial. p. 19

■ L'Irlande vers le « oui »

Les sondages de sortie des urnes, à l'issue du référendum du vendredi 22 mai sur les accords de paix en Ulster, laissent présager une large victoire du « oui ». p. 4


DEREK HUDSON

■ Cannes 98

En attendant l'arrivée du monstre *Godzilla* à l'issue de la cérémonie de clôture, *L'Ecole de la chair*, de Benoît Jacquot, a déçu. Le plaisir est venu de *The Shoe*, par la Lettone Laila Pakalnina. p. 22 et 23

■ Roland Dumas et la justice

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a confirmé le contrôle judiciaire imposé au président du Conseil constitutionnel, qui devra payer une caution de 5 millions de francs avant le 29 mai. p. 9

■ Bibendum a 100 ans

Pour son centenaire, le bonhomme Michelin, emblème inaltérable du numéro un mondial du pneumatique, s'est offert un lifting. p. 12


CLAUDE DITYVON

■ Mai 68, le roman

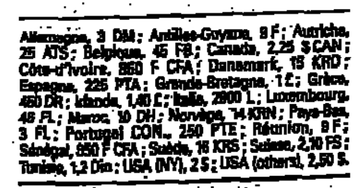
Dix-huitième épisode du roman-feuilleton de Patrick Rambaud. 23 mai 1968 : Georges Pompidou renouvelle sa fidélité au Général ; l'armée remplace Air Inter en grève ; la présence des « katangais » à la Sorbonne devient pesante, on parle du retour de Dany. p. 10 et 11

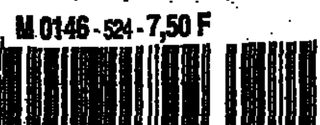
■ Placements

Pour rester compétitifs, hypermarchés et organismes de vente par correspondance proposent des produits d'épargne plus risqués. p. 15 à 17

■ Cabriolets de rêve

Jaguar commercialise sa XKR cabriolet depuis le début mai, tandis que le CLK cabriolet de Mercedes sera mis en vente au mois de juin. p. 20


Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.


M 0146 - 524 - 7,50 F

L'Université européenne de Claude Allègre

● Les ministres de l'éducation français, allemand, britannique et italien adoptent à Paris une charte commune ● Ils veulent harmoniser cursus et diplômes afin d'encourager la mobilité ● Claude Allègre annonce, dans un entretien au « Monde », un plan social en faveur des étudiants

A L'OCCASION des huit cents ans de l'université de Paris, un colloque réunit, dimanche 24 et lundi 25 mai, les ministres de l'éducation français, allemand, britannique et italien. Lors de cette rencontre, qui aura lieu à la Sorbonne, ils devraient adopter une charte commune destinée à renforcer les échanges d'étudiants et de professeurs et à harmoniser les parcours de formation et les diplômes universitaires. L'Europe compte 11 millions d'étudiants, dont un peu plus de 2 millions en France.

Dans un entretien au *Monde*, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, estime que *« l'objectif n'est pas d'unifier les systèmes, mais de proposer une trame commune »* s'inspirant du modèle américain. Reprenant à son compte les propositions formulées, il y a quinze jours, par Jacques Attali dans son rapport sur le modèle européen d'université, M. Allègre souhaite instaurer un nouveau rythme autour de trois paliers : la licence au bout de trois ans, le mastère après cinq ans, le doctorat après huit ans. Il envisage également d'accélérer le rapprochement entre les grandes écoles et l'université.



Le ministre de l'éducation nationale annonce, dans *Le Monde*, la relance du plan social pour les étudiants, qui figurait dans la déclaration de politique générale de Lionel Jospin, le 19 juin 1997. Il promet un *« effort financier substantiel »* pour ce projet, qui comprendra une modification du système d'attribution des bourses et une augmentation de leur montant. Il devrait également inclure des facilités pour le logement et le transport. Des négociations seront ouvertes prochainement avec les syndicats d'étudiants et un débat d'orientation devrait avoir lieu au Parlement avant la fin du mois de juillet.

Lire pages 6 et 7

L'Indonésie en crise

■ L'armée a délogé les étudiants du Parlement

■ Le général Wiranto est l'homme fort de l'après-Suharto

■ Les négociations avec le FMI vont reprendre

■ Les banques réduisent leur crédits en Asie

Lire pages 2, 14 et 17

Le « miracle » Viagra est fortement déconseillé aux cardiaques

SERAIENT-CE les premiers revers pour Viagra, ce comprimé bleu déjà mythique, présenté comme un remède miracle contre l'impuissance masculine ? La multinationale Pfizer vient en effet de transmettre à la Food and Drug Administration (FDA) les dossiers médicaux de six personnes décédées dans des conditions *a priori* suspectes, alors qu'elles étaient, depuis peu, consommatrices de Viagra. Autorisée à la commercialisation aux Etats-Unis, cette molécule a, en un mois, déjà fait l'objet d'un million de prescriptions et son succès s'accompagne d'une intense médiatisation.

Aucune information précise n'est encore disponible qui permettrait d'établir ou d'exclure formellement un lien de causalité entre la consommation de Viagra et les six décès. Chez Pfizer, l'hypothèse d'une telle causalité mortelle n'est pas écartée, au point que le fabricant a appelé au strict respect des contre-indications de son produit. Les performances et les effets secondaires, scientifiquement établis, du sildénafil – la dénomination chimique de Viagra – viennent d'être publiés dans le *New England Journal of Medicine* sous la signature d'un groupe de spécialistes américains dont les travaux ont été financés par Pfizer. Cette étude, qui a duré 24 semaines, a porté sur 532 hommes traités soit par des doses différentes de Viagra, soit par un produit placebo.

Conclusion des auteurs : *« Le sildénafil, par voie orale, est un traitement efficace et bien toléré des troubles de l'érection masculine. »* Les hommes recevant 100 milligrammes de cette substance voyaient leur score moyen d'érections réussies augmenter de 100 % après traitement. Dans les quatre dernières semaines de l'étude, quelles que soient les doses absorbées, 69 % de toutes les tentatives de rapports sexuels étaient positives dans le groupe des hommes sous sildénafil contre 22 % dans le groupe sous placebo. Le nombre mensuel moyen de tentatives sexuelles réussies atteignait 5,9 dans le premier groupe contre 1,5 dans le second. Cette étude a également permis de situer la fréquence (entre 6 % et 18 %) des effets secondaires parmi lesquels figuraient des maux de tête, des rougeurs, des troubles digestifs ainsi que des anomalies subites dans la vision de certaines couleurs.

On indique aujourd'hui auprès de Pfizer que, durant les périodes préliminaires des essais cliniques, huit décès masculins ont été enregistrés sans qu'aucun lien de causalité n'ait pu être établi avec la consommation de Viagra. Mais la physiopathologie des troubles de la fonction érectile masculine et le mécanisme moléculaire qui permet au Viagra d'agir plaident, à l'évidence, en faveur d'un possible lien dès lors que la molécule est consommée par des hommes « souffrant du cœur ». Les patients coronariens, traités pour leur insuffisance cardiaque par certains médicaments à base de dérivés nitrés, ne doivent, en aucun cas, avoir recours à ce médicament palliatif qui, chez eux, peut induire de graves perturbations cardiovasculaires.

Les caractéristiques pharmacologiques de cette nouvelle molécule, associées au brutal engouement dont elle fait l'objet (le vice-président américain Bob Dole n'a pas caché l'avoir testée avec satisfaction), devraient imposer un rappel des règles strictes. L'annonce des six décès n'a toutefois provoqué aucune émotion particulière aux Etats-Unis. Et la FDA a rappelé que, jusqu'à preuve du contraire, elle considérait toujours le médicament comme *« sûr et efficace »*.

Jean-Yves Nau

Libérez les enfants !

PARTIS le 21 mars du Cap, neuf enfants du tiers-monde, accompagnés d'une vingtaine de militants d'organisations non gouvernementales, sont arrivés à Paris, samedi 23 mai, après avoir traversé l'Afrique, le Maghreb et l'Espagne. Ils participent à une marche internationale dont les trois branches se rejoindront à Genève, début juin, pour peser sur les décisions des gouvernements représentés au Bureau international du travail, qui doivent examiner un projet de convention contre les formes les *« plus extrêmes »* de travail des enfants. Trois cents millions d'enfants, de par le monde, sont exploités, dans des conditions souvent inhumaines, et ne peuvent étudier.

Lire page 8 et notre éditorial page 13

La Colombie ravagée par la violence

LA COLOMBIE doit élire, le 31 mai, son nouveau président. Les médias locaux ont tendance à comparer le pays à un nouveau Vietnam, une autre Bosnie, voire à en faire une Algérie de l'Amérique latine.

Une chose est sûre : l'interminable guerre colombienne – elle dure depuis plus de quarante ans ! – a de quoi faire frémir. Les massacres indistincts et répétés – dans la seule année 1997, il y en a eu 280 qui ont fait 1 420 victimes –, les exécutions « ciblées », les affrontements, de plus en plus fréquents et de plus en plus spectaculaires, entre guérilla, armée et groupes paramilitaires, les longues files de réfugiés fuyant les villages désertés, sont devenus le lot quotidien des Colombiens. Une situation sans équivalent sur le continent latino-américain.

Certes, les institutions continuent de fonctionner et la machine économique de se développer. Mais nul ne peut plus ignorer les tueries, les attentats, les combats, les actes de violence gratuite qui, de jour en jour, se multiplient. La persécution contre les défenseurs des droits de l'homme et, plus généralement, contre tout partisan d'une solution négociée du conflit a créé un insupportable climat de terreur.

Jusque-là, le conflit n'avait pas débordé les frontières. Les choses sont en train de changer : certains des acteurs du conflit cherchent à l'étranger un appui qui pourrait aider à trouver une solution à cette guerre sans fin. Les Nations unies et le Parlement européen ont rendu publics plusieurs rapports alarmants sur la violation des droits de l'homme dans le pays. Les Etats-Unis ont multiplié émissaires et communiqués, manifestant une inquiétude croissante devant le risque de déstabilisation que le conflit colombien pourrait faire courir au reste de la région.

La multiplication des incidents aux frontières a de quoi troubler les pays voisins. Dénonçant les incursions de plus en plus fréquentes de la guérilla colombienne sur son territoire, le Venezuela a renforcé son dispositif militaire frontalier tout en créant plusieurs villes nouvelles pour peupler la région.

Anne Proenza

Lire la suite page 13

Le défi de Roland-Garros


PETE SAMPRAS

NUMÉRO UN au classement mondial des joueurs de tennis, Pete Sampras a remporté tous les tournois du Grand Chelem excepté les Internationaux de France, qui se disputent du lundi 25 mai au dimanche 7 juin. L'Américain, qui entend bien gagner cette année à Roland-Garros, explique au *Monde* comment il a combattu son allergie à la terre battue afin de préparer ce rendez-vous où, encore une fois, le tirage au sort ne lui est pas favorable.

Lire page 18

هكذا من الأصل

DJAKARTA Les autorités indonésiennes ont procédé, dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 mai, à l'évacuation *manu militari* du Parlement, occupé depuis cinq jours par deux à trois milliers d'étudiants, dont le mouvement a provoqué la démission du dictateur Suharto. Les manifestants ont quitté les lieux sans violences pour regagner leurs campus. Le « mai de Djakarta » trouve ainsi provisoirement sa conclusion pacifique, sans une répétition du « scénario Tiananmen » de Pékin. ● LE GÉNÉRAL WIRANTO, ancien proche de Suharto, demeuré ministre de la défense du nouveau président, B.J. Habibie, émerge comme l'acteur central de la nouvelle équipe dirigeante. ● LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) dépêchera, la semaine prochaine, une délégation à Djakarta pour réamorcer les discussions concernant l'assistance financière internationale à l'Indonésie.

L'armée indonésienne a mis fin à l'occupation du Parlement par les étudiants

L'évacuation s'est déroulée dans la nuit de vendredi à samedi sans occasionner de violence. Les manifestants assurent vouloir poursuivre leur mouvement contre le président Habibie, « marionnette de Suharto ». Le général Wiranto s'impose comme le détenteur du pouvoir réel

DJAKARTA
de nos envoyés spéciaux

« Dispersez-vous ! » Armés de mégaphones, de fusils automatiques M-16 et de bâtons, des milliers de soldats ont pénétré dans le complexe du Parlement, vendredi 22 mai peu avant minuit, pour en évacuer les deux ou trois mille étudiants qui y campaient, exigeant la démission du président B.J. Habibie après avoir obtenu celle de Suharto. Dans un premier temps, les étudiants ont réagi en se réfugiant à l'intérieur du bâtiment principal. Puis ils sont ressortis pour négocier leur départ avec les officiers.

A l'exception de quelques gestes de nervosité, de quelques coups de bâton, l'évacuation s'est déroulée sans incident notoire. Des discussions qui ont traîné pendant trois heures ont abouti au départ des étudiants dans des autobus mis à leur disposition par l'armée. Les étudiants se sont retrouvés sur le campus assez proche de l'université catholique Atma Jaya.

Ainsi a pris fin non pas le mouvement étudiant, mais l'occupation, pendant cinq jours, du Parlement. En regagnant leurs campus, ils ont entonné l'hymne national, scandé *« A bas Habibie ! »* et clamé que leur lutte continuait. A travers tout l'archipel, les étudiants poursuivent l'occupation de leurs campus. *« Il est temps de faire une pause, d'observer ce que fait le nouveau gouvernement, de lui laisser une chance. Mais nous sommes prêts à manifester dès aujourd'hui s'il le faut »*, résumait, samedi matin, Tris Stiadi, 22 ans, étudiant d'économie et coordinateur à l'Université d'Indonésie.

Le « scénario Tiananmen », redouté par certains, n'a donc pas eu lieu à Djakarta. Samedi, pour prévenir toute tentative de réoccupation du Parlement, des centaines de soldats en gardaient les abords. Ils occupaient également la place Merdeka, devant le Palais présidentiel, où un grand rassemblement populaire prévu le 20 mai, veille de la démission de Suharto, avait été décommandé à la dernière minute. Au même moment, à l'université Atma Jaya, des étudiants épuisés reprenaient le chemin de leurs propres campus. *« Notre combat continuera tant qu'il y aura collusion, corruption et népotisme »*, promettaient-ils.

Dans la matinée de vendredi, des milliers de manifestants, membres d'associations musulmanes et partisans de B.J. Habibie, scandant *« Allah Akbar ! Allah Akbar ! »*, l'air menaçant, le poing levé, avaient tenté d'occuper eux-mêmes le complexe du Parlement. Venus de province, de Djakarta et de ses banlieues, visiblement organisés, ces élèves d'écoles islamiques, femmes en tchadors et autres « militants » avaient envahi, sans avertissement, les jardins du Parlement pour tenter d'en chasser les étudiants hostiles à Habibie.

> « Le régime tente d'utiliser l'islam pour survivre. C'est un jeu dangereux. Mais les étudiants n'abandonneront pas »

Depuis la veille, les étudiants réclamaient la démission du nouveau président, *« marionnette de Suharto »* qui, disaient-ils, *« continue de tirer les ficelles »* du théâtre d'ombres javanais. Ils exigaient, et le font toujours, la *« réforme totale »*, c'est-à-dire le démantèlement d'un régime autoritaire et affairiste.

L'annonce d'un nouveau gouvernement *« de réforme et de développement »*, dont dix-neuf membres sur trente-six appartiennent au précédent, n'a fait que les renforcer dans leur conviction qu'Habibie joue les prolongations.

Face aux étudiants, engourdis à la suite de quatre nuits dans les locaux du Parlement, les « pro-Habibie » ont déployé des drapeaux verts, couleur de l'islam, et des banderoles proclamant : *« Réforme constitutionnelle »*, *« Soutenons Habibie »*. Des bouteilles en plastique ont volé et les « pro-Habibie » ont tenté d'occuper l'espace. Pour mettre fin aux bousculades, le service d'ordre des étudiants s'est interposé et a organisé un cloisonnage avec l'aide de quelques soldats.

« Le régime Suharto tente d'utiliser l'islam pour survivre. C'est un jeu dangereux. Mais les étudiants, qui sont la voix du peuple, n'abandonneront pas », a commenté Effendi, étudiant-salarié et ingénieur à la société pétrolière d'Etat.

Avant de renoncer et de s'en aller, un peu déçus par leur échec, des hommes qui encadraient les « pro-Habibie », la quarantaine sportive, talkie-walkie dans la poche, avaient promis de revenir samedi *« à la tête de cinq cent mille personnes »* alors que le Parlement de Djakarta bruissait déjà de rumeurs d'intervention militaire. Ils n'auront pas eu l'occasion de le faire.

J[illegible]tiste Naudet et Jea[illegible]e Pomonti

Le général Wiranto est devenu le véritable homme fort de l'ère post-Suharto

DJAKARTA
de nos envoyés spéciaux

Le général Wiranto s'est imposé au centre de la scène politique indonésienne en forçant, sans violence, les étudiants à évacuer le Parlement. Il avait, au préalable, relevé de leur commandement plusieurs officiers, dont le général de division Prabowo Subianto, gendre de Suharto, promu en février seulement à la tête des Forces stratégiques, unité d'élite. Plus que B.J. Habibie, qui a succédé à Suharto jeudi à la présidence, Wiranto, un Javanais de cinquante-deux ans, apparaît ainsi comme l'acteur central d'une succession encore pleine d'incertitudes.

Depuis le début de la crise, cet ancien aide de camp de Suharto, qui n'a été promu commandant en chef des forces armées qu'en février dernier, s'est efforcé de se donner une ligne autonome de conduite et d'imposer son autorité. Tout en tentant de leur interdire de manifester en dehors de leurs campus, il a réussi à ne pas se mettre les étudiants à dos. Depuis, il a publiquement dénoncé l'assassinat, le 12 mai à Djakarta, de quatre étudiants de l'université Trisatki, par balles réelles, ce qui était contraire à ses instructions.

Mais c'est également Wiranto qui, le 20 mai, pour prévenir une manifestation massive dans le centre de Djakarta, a ordonné le noyautage complet du centre-ville par des soldats appuyés par des blindés. Vendredi encore, à la suite du compromis qui avait abouti la veille à la démission de Suharto, il a réitéré son refus qu'une enquête soit ouverte sur les biens de la famille de l'ancien président. *« Il y a des choses plus importantes à faire. Ce pays a besoin de stabilité pour sortir de la crise »*, a-t-il dit.

DIVERGENCES

La classe dirigeante indonésienne s'est convaincue que l'après-Suharto se traduit d'abord par une transition dans laquelle l'armée joue un rôle déterminant. Pour entretenir cette tendance, le général Wiranto a attendu que les étudiants s'épuisent sur les pelouses du Parlement pour les cueillir, sans brutalité, dans la nuit de vendredi à samedi. C'est également pour la même raison qu'il n'a jamais autorisé l'armée et la police, cette dernière étant également sous son commandement, à pénétrer dans les campus universitaires.

Il lui fallait aussi imposer son autorité à la direction des forces armées, de nombreuses rumeurs faisant état de divergences, notamment entre lui et le général Prabowo. Il y a procédé dès sa confirmation dans les fonctions de ministre de la défense au sein du cabinet nommé par le président Habibie vendredi matin.

Des sources militaires ont en effet annoncé, vendredi après-midi, que Prabowo avait été muté à la tête d'une école militaire à Bandung (Java occidental). Il a été remplacé sur-le-champ par le général Johny Lumintang, un officier originaire des Célèbes.

Wiranto était partagé entre des ambitions peu conciliables : le besoin d'affirmer son autorité au sein de l'armée tout en préservant l'unité de cette dernière ; sa propre loyauté à l'égard de Suharto ; et la nécessité de ne pas affronter les mouvements étudiants, qui traduisent un ras-le-bol général. Il a donc assez bien manœuvré, surtout depuis mai, pour se retrouver dans le rôle du personnage incontournable au cours d'une transition qui ne fait que s'amorcer.

Jusqu'ici, cet homme assez posé est parvenu à ne faire le jeu de quiconque. Le président Habibie, qui n'aurait pas pu être promu sans son appui, devra d'autant plus s'en accommoder que plusieurs des nouveaux ministres sont soit proches du général, soit favorables à une alliance avec lui. Il reste à voir comment Wiranto s'y prendra pour neutraliser d'inévitables retours de bâton.

J.-B. N. et J.-C. P.

Des prisonniers politiques pourraient être libérés

M. Muladi, ministre de la justice du président J.B. Habibie, a annoncé, dès vendredi, qu'il était favorable à la libération de prisonniers politiques, à l'exception des condamnés à perpétuité pour avoir trempé dans le coup d'Etat avorté de 1965. Les deux prisonniers les plus connus sont Muchtar Prakpahan, dirigeant d'un syndicat indépendant et non reconnu, qui purge une peine de quatre ans, et Sri Bintang Pamungkas, ancien parlementaire condamné pour avoir insulté Suharto. Un pardon présidentiel peut être accordé après consultation du conseil suprême de la magistrature.

Les organismes de défense des droits de l'homme estiment à environ deux cents personnes le nombre des prisonniers politiques en Indonésie. Ces derniers temps, plusieurs personnes ont été placées en détention après avoir organisé des réunions politiques sans autorisation. La libération sans condition du leader timorais Xanana Gusmao, condamné à vingt ans de prison, est également réclamée par des sympathisants étrangers, notamment au Portugal.

Reprise des négociations avec le FMI

Une délégation du Fonds monétaire international, dirigée par Hubert Neiss, directeur du FMI pour l'Asie, se rendra à Djakarta la semaine prochaine pour y amorcer des discussions avec le gouvernement de B. J. Habibie. Le FMI avait suspendu, mercredi, à la veille de la démission de Suharto, les versements du prêt d'assistance à l'Indonésie *« en attendant que la situation se clarifie »*.

A Djakarta, le directeur local de la représentation de la Banque mondiale, Dennis de Tray, s'est dit *« particulièrement satisfait de l'équipe économique »* du nouveau gouvernement. Amien Rais, principale figure de l'opposition, a qualifié le cabinet de *« technocratique »* tout en regrettant que certains membres reflètent *« les manières d'autrefois »*.

Quand les petites gens de Djakarta se serrent la ceinture

DJAKARTA
de nos envoyés spéciaux

Un vieux raconte que les gens du coin organisent des rondes de nuit depuis les émeutes du 14 mai. Tout le monde s'avoue content du départ de Suharto, mais refuse de se prononcer sur son successeur. Les étudiants ont raison, la réponse est unanime. *« Je retourne manifester »*, dit un lycéen en uniforme gris et blanc. La politique ne va guère plus loin.

Dans la pièce partagée par une vieille femme avec deux de ses enfants, des adultes, un grand portrait de Sukarno et un petit de Suharto sont suspendus aux murs. Elle aimerait bien, dit-elle, pouvoir s'offrir celui d'Habibie, le nouveau président, mais elle n'en a pas les moyens. La télévision est en panne. Le réparateur demande 150 000 roupies, l'équivalent de 80 francs. Elle ne les a pas.

On semble bien loin de l'agitation politique à Kebon Kacang, le « Jardin des cacahuètes », quartier populaire du centre de Djakarta dont le dédale de ruelles est dominé par la silhouette impressionnante de la trentaine d'étages du Hyatt, hôtel dont le propriétaire est Bambang Triahatmodjo, deuxième fils de Suharto. Certaines ruelles sont bordées de maisonnettes coquettes, avec voitures garées aux côtés ou dans une minuscule cour. Mais, au fond d'une impasse, cinq familles, soit quatorze personnes, partagent une maison moins salubre et sombre.

SI LA CRISE CONTINUE...

L'eau pourrit dans les canaux d'évacuation. Le précieux liquide se recueille encore à la pompe. Enveloppés par les gratte-ciel d'un Djakarta apparemment ultra-moderne, se retrouvent ainsi des quartiers où les enfants traînent dans les rues et où la pauvreté se mêle encore à la petite-bourgeoisie naissante. Une famille affiche une antenne satellite sur le toit de son domicile. Une autre éprouve du mal à joindre les deux bouts avec un revenu, la somme de deux maigres salaires, inférieur à 150 francs par mois.

En effet, la cherté croissante de la vie demeure la préoccupation essentielle. La soupe de la marchande, à l'angle de deux ruelles, se vend deux fois plus cher qu'au début de la crise. Le vendeur ambulant de pain a aussi doublé ses prix. Si la crise continue, ces gens aux ressources bien modestes ne sauront plus comment se nourrir. *« Auparavant, on mangeait du poisson. Aujourd'hui, on se contente de riz et de légumes*, résume une mère de famille. *On peut encore acheter des médicaments »*, dit-elle en souriant.

Le petit peuple de Djakarta a beau se serrer la ceinture, il désapprouve les émeutes et le pillage des commerces chinois. *« D'ailleurs*, dit un vieux, *des gens ont rendu des biens qu'ils avaient volés. »* Dans une petite échoppe, des enfants regardent la dernière pub à la télévision, le *« Allez, allez, go, go »* de la Coupe du monde de football. *« Sous Suharto, notre vie s'est améliorée, mais, depuis le début de la crise, nous souffrons »*, dit une dame.

Les petites gens du « Jardin des cacahuètes » ne sont sûrement pas mûrs pour la révolution mais ils espèrent que la « réforme » à l'ordre du jour mettra vite un terme à la dégradation sérieuse, en l'espace de quelques mois, de leurs conditions de vie.

J.-B. N. et J.-C. P.

La transition recueille l'assentiment prudent des capitales occidentales

L'INTRONISATION de B. J. Habibie à la suite de la démission du général Suharto a été saluée avec prudence dans les capitales occidentales, tant aux Etats-Unis qu'en Europe.

La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright s'est prononcée, vendredi, *« en faveur de ceux qui, en Indonésie, militent pour la démocratie, la tolérance et le droit »*. Ce soutien exprimé aux forces de l'opposition démocratique indonésienne est une claire indication des craintes américaines de voir le régime de Suharto se perpétrer au-delà de la démission de son fondateur. Des sources non identifiées citées par la presse américaine ont témoigné de ce que l'administration n'est guère satisfaite de l'accession au pouvoir de M. Habibie, qui fut le dauphin et le vice-président du chef de l'Etat démissionnaire et du rôle des militaires dans le nouveau pouvoir.

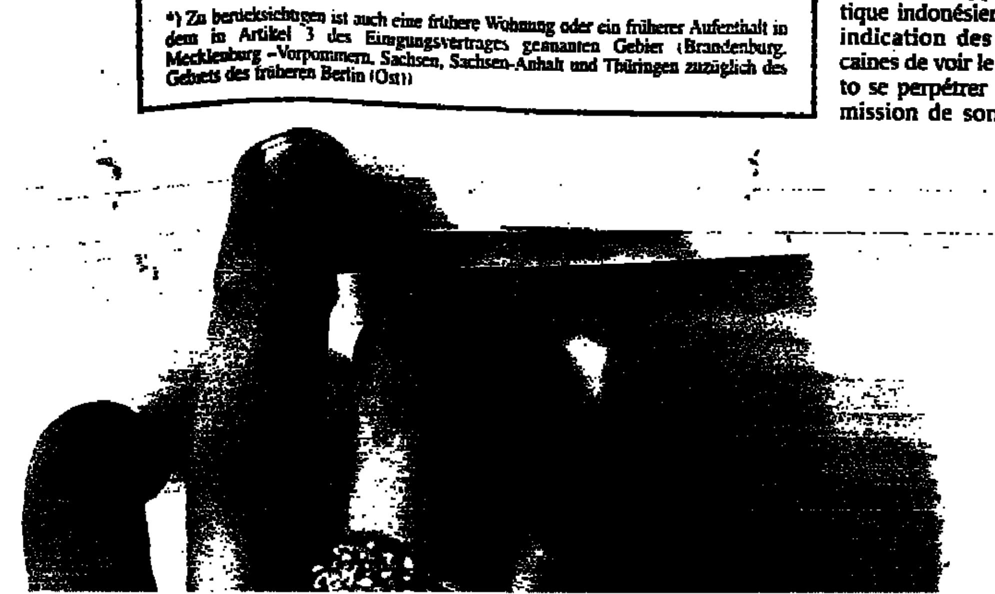
INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES

Les réactions européennes ont été modérément favorables à l'évolution de la situation à Djakarta. La France, dont les intérêts économiques sont importants en Indonésie, a exprimé le vœu que le nouveau gouvernement puisse mettre en œuvre *« les réformes politiques et économiques indispensables »*. Le chancelier Kohl a également souhaité que le successeur de Suharto engage les réformes nécessaires.

Le premier ministre portugais Antonio Guterres, dont le pays est en froid avec l'Indonésie en raison du différend sur la question du Timor-Oriental, a affirmé que la démocratie n'était pas encore une réalité, *« même si le dictateur est tombé »*.

Le Japon, qui est le premier pays fournisseur d'aide économique et financière de l'Indonésie, a, par la voix du premier ministre Hashimoto, rendu hommage au président Suharto tout en promettant son soutien au processus de réformes démocratiques.

Le mouvement populaire qui a fait chuter le plus vieux président-dictateur de l'Asie ne laisse pas indifférents les régimes autoritaires de la région, qui ont préféré ne pas commenter l'événement. En témoigne le silence de pays comme la Chine et la Birmanie, Pékin et Rangoon s'étant contentés d'affirmer que le changement de direction à Djakarta *« faisait partie des affaires intérieures »* de l'Indonésie.



Tension et guerre verbale entre l'Inde et le Pakistan

Des incidents de frontière ont eu lieu au Cachemire

Alors que des échanges d'artillerie ont tué, ces derniers jours, onze civils pakistanais au Cachemire, plusieurs ministres d'Islamabad et de New Delhi se livrent à une escalade verbale. Le Pakistan hésite à procéder à un essai nucléaire. En Inde, l'euphorie retombée, un début de malaise est perceptible.

NEW DELHI,
de notre correspondante

Où s'arrêtera la guerre verbale entre l'Inde et le Pakistan ? Les violents échanges d'artillerie qui ont eu lieu ces derniers jours au Cachemire et qui ont tué onze civils pakistanais ont brusquement fait monter la tension, amenant Islamabad à mettre son armée en alerte maximum. Et chaque jour qui passe apporte son lot de petites phrases, menaçantes ou provocatrices.

Loin de se laisser intimider par les critiques internationales qui ont suivi ses cinq essais nucléaires, l'Inde a multiplié depuis le début de la semaine les menaces à l'égard de son voisin pakistanais, contre lequel elle s'est déjà battue à deux reprises, en 1948 et 1965, à propos du Cachemire, seul État indien à majorité musulmane.

C'est le puissant ministre de l'intérieur indien et homme fort des nationalistes hindous du BJP (Bharatiya Janata Party), L.K. Advani, qui a ouvert le feu en déclarant que *« les essais nucléaires indiens ont changé la situation géostratégique de la région »* et que le Pakistan ferait bien d'en tenir compte. Puis, dans ce qui semble inaugurer une politique indienne plus dure au Cachemire, M. Advani a renchéri : *« Le terrorisme doit être, et sera écrasé sans fausse pitié. Jusqu'à maintenant, la politique de l'Inde vis-à-vis de telles provocations* (l'envoi par le Pakistan de militants islamiques au Cachemire) *a été essentiellement de répliquer. Mais,* a-t-il ajouté, *nous avons maintenant décidé que toute aventure de la sorte sera contrée de manière active. »*

Cette dernière phrase laisse-t-elle entendre que l'Inde exercera désormais un droit de poursuite ? On peut le penser. D'autant plus qu'à la fin du mois d'avril, des commandos indiens ont, sans doute en réponse à un massacre de villageois hindous au Cachemire, tué vingt-deux civils au Cachemire pakistanais.

Après le ministre de l'intérieur, c'est le ministre chargé des affaires parlementaires, Madan Lal Khurana, qui a affirmé, à l'issue d'une visite de trois jours à Srinagar, capitale du Cachemire indien, que New Delhi n'accepterait pas *« la guerre par intermédiaire lancée par Islamabad contre l'Inde au Cachemire ». « Le Pakistan doit choisir entre l'amitié avec l'Inde ou la guerre »*, a-t-il ajouté.

Quant au premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee, qui visitait, la semaine dernière, le site de Pokhran, dans le désert du Rajasthan, où ont eu lieu les cinq essais nucléaires indiens, il avait justifié la décision indienne en affirmant : *« Nous voulons vivre en paix, mais les fréquentes menaces contre notre sécurité nous ont obligés à faire ces essais, pour faire taire nos ennemis et montrer notre force. »*

LE NUCLÉAIRE CONTRE L'HÔPITAL

Ces déclarations ont entraîné des réponses très fermes d'Islamabad. Accusant l'Inde de « bellicisme », le ministre des affaires étrangères, Gohar Ayub Khan, a même affirmé, dans une déclaration quelque peu optimiste, que *« l'Inde a le tort de ne pas réaliser que le programme nucléaire pakistanais est bien supérieur au sien »*.

Cette guerre verbale se déroule alors qu'Islamabad hésite toujours à procéder à un essai nucléaire. Pour la première fois, M. Ayub Khan vient de laisser entendre que le Pakistan pourrait y renoncer si l'équilibre avec l'Inde était rétabli par les Etats-Unis : *« Si on nous donne les armes qui restaurent notre équilibre stratégique et militaire avec l'Inde, si nous recevons une aide économique, le gouvernement pourrait reconsidérer sa décision »* de faire un essai, a-t-il dit.

La tension sur le plan extérieur commence à susciter des inquiétudes en Inde, où, l'euphorie retombée, un début de malaise est perceptible. L'opposition accuse les nationalistes hindous du BJP de vouloir monopoliser à des fins politiques le succès que représentent en Inde ces essais nucléaires. Si, à l'exception du Parti communiste, tous les partis indiens ont approuvé les essais, ils entendent bien ne pas en laisser le seul bénéfice au BJP, la politique nucléaire ayant été poursuivie par tous les gouvernements successifs, et en particulier par le Parti du Congrès. C'est sous Indira Gandhi que l'Inde en 1974 avait fait exploser sa première bombe nucléaire.

L'opinion publique commence, elle aussi, à s'interroger sur le coût d'une telle politique quand les besoins élémentaires de la population ne sont pas satisfaits. Le sentiment de fierté demeure, mais va de pair aujourd'hui avec des demandes plus prosaïques concernant l'eau, l'électricité, la santé... Les quatre mille villageois qui ont accueilli à Pokhran M. Vajpayee agitaient deux banderoles significatives : *« Nous sommes fiers de l'essai nucléaire »* et « *« nous voulons un hôpital permanent »* dans la région...

Françoise Chipaux

M. Nétanyahou rend les Palestiniens responsables de l'« effondrement » du processus de paix

Le chef de l'opposition travailliste israélienne, Ehoud Barak, estime que c'est le premier ministre qui « étrangle » la paix. Les Etats-Unis devraient prochainement prendre une position publique

DES DÉCLARATIONS du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, à propos de *« l'effondrement »* du processus de paix à cause des *« attentats terroristes palestiniens »* ont suscité vendredi 22 mai des réactions inquiètes, tant en Israël que de la part des Arabes.

« Une des fausses interprétations consiste à dire que la paix s'est effondrée à cause de la politique du gouvernement [actuel d'Israël] », a déclaré M. Nétanyahou lors d'une rencontre avec des ambassadeurs en poste en Israël. Il y a deux ans déjà, *« nous n'avions pas la paix. Nous avions un effondrement des bases de l'accord d'Oslo* [sur l'autonomie palestinienne]. *Nous avons donné des territoires aux Palestiniens et ils n'ont pas lutté contre le terrorisme »*, a ajouté le premier ministre, qui a accusé l'Autorité palestinienne de ne pas empêcher les militants anti-israéliens d'agir à partir des territoires autonomes.

M. Nétanyahou a par ailleurs affirmé que son gouvernement avait accordé *« un soutien illimité »* à l'économie palestinienne, le nombre de Palestiniens autorisés à travailler *en Israël atteignant* actuellement 56 000, au lieu de 39 000 en 1996. Selon un rapport des Nations unies, le taux de chômage dans les territoires palestiniens est tombé de 32 % en 1996, à 30 % en 1997, mais le niveau de vie a reculé en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, car le PIB n'a progressé que de 3 %, alors que la population a augmenté de 4,5 % et le salaire moyen a diminué de 7,5 %, à 15,9 dollars par jour.

M. RUBIN ANNONCE UNE ANNONCE

Le chef de l'opposition israélienne, Ehoud Barak, a accusé M. Nétanyahou *« d'étrangler la paix »* et de *« mettre la sécurité d'Israël en danger ». « La responsabilité d'une éventuelle explosion de violence ne pourrait que retomber sur la tête du gouvernement actuel et de celui qui en est à sa tête »*, a ajouté M. Barak. Selon un sondage publié vendredi par le quotidien *Maariv*, M. Nétanyahou est crédité de 41 % des intentions de vote contre 37 % à M. Barak, tandis que 22 % des personnes interrogées ne se prononcent pas.

En visite aux Etats-Unis, où il venait d'avoir un entretien vendredi avec la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, le ministre syrien des affaires étrangères, Farouk El Chareh, a rendu Israël responsable de *« la mort du processus de paix ». « Il est évident que la politique du gouvernement israélien est le principal vecteur »* de cette mort, a-t-il dit.

Le département d'Etat a indiqué que les Etats-Unis allaient prochainement prendre une position publique sur le blocage du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens. *« Si nous ne sommes pas capables de combler certaines divergences et d'obtenir rapidement l'adhésion aux idées américaines, nous allons devoir le dire clairement et expliquer les raisons de cette situation »*, a déclaré le porte-parole, James Rubin.

Le ministre palestinien de la coopération internationale Nabil Chaath a averti qu'un *« échec des Etats-Unis, le principal parrain du processus de paix et la plus grande puissance du monde, soulèvera de sérieuses inquiétudes et de profondes craintes »*. – *(AFP, Reuters.)*

Au Sénégal, le Parti socialiste risque de perdre du terrain aux législatives

ABIDJAN
de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Deux jours avant les élections législatives prévues pour dimanche 24 mai, la moitié seulement des Sénégalais en âge de voter avaient retiré leur carte d'électeur. Malgré une campagne active, marquée par l'apparition d'une nouvelle force politique, il semble que la population s'enfonce dans le scepticisme à l'égard d'une classe politique qui s'est pour l'instant révélée incapable de sortir le Sénégal de la crise économique et de résoudre le conflit en Casamance.

Contrairement à l'électorat, les dirigeants sénégalais, à commencer par le président Abdou Diouf, jouent gros à l'occasion de ce scrutin. Hégémonique depuis l'indépendance, le Parti socialiste a vu ses positions électorales s'effriter lentement, particulièrement dans les grandes villes, Dakar ou Thiès, qui ont par le passé accordé leurs suffrages au Parti démocratique sénégalais de l'avocat Abdoulaye Wade. Au bout d'un quart de siècle de face-à-face, le PS et le PDS étaient arrivés à un *modus vivendi*, le président Diouf accordant quelques portefeuilles ministériels à Me Wade et ses amis, ceux-ci claquant la porte du gouvernement à l'approche du scrutin.

UN NOUVEAU PARTI D'OPPOSITION

Cette opposition-là s'est quelque peu discréditée auprès de l'électorat urbain, paupérisé par la crise économique et la dévaluation du franc CFA. Mais le scrutin de dimanche est marqué par l'apparition d'un nouveau venu, le Renouveau démocratique, issu des rangs du PS et mené par l'ancien ministre de l'intérieur, Djibo Ka, que l'on désigna un temps comme le dauphin d'Abdou Diouf. Ecarté de la course à la succession au profit de l'actuel secrétaire général du PS, Ousmane Tanor Dieng, Djibo Ka a choisi la scission, emmenant avec lui plusieurs notables du Parti socialiste.

Le score du Renouveau est une inconnue totale et de lui dépendra la configuration de la vie politique sénégalaise jusqu'à l'élection présidentielle de l'an 2000. Même s'il est peu probable que le PS perde la majorité à l'Assemblée nationale (il y détient aujourd'hui 84 sièges sur 120), un affaiblissement trop soudain exacerberait les rivalités au sein d'un parti où les querelles de tendances se vident souvent dans le sang. La succession du président Diouf – que celui-ci choisisse de se représenter ou de désigner sa relève – pourrait alors donner lieu à de vrais bouleversements.

Par le passé, les socialistes sénégalais ont contourné ce genre d'obstacles en « corrigeant » les résultats électoraux. Cette fois, le scrutin est placé sous la surveillance de l'Observatoire national des élections (Onél), une instance dirigée par un général, Mamadou Niang. Ce dernier a apaisé les craintes que l'opposition nourrissait à son égard en entrant en conflit ouvert avec le ministre de l'intérieur, un autre général, Lamine Cissé. L'Onél a demandé à vérifier le fichier informatique du ministère, après avoir découvert de graves discordances entre ce document et les listes électorales dont disposait l'Observatoire.

Si ce conflit a donné l'occasion à la nouvelle institution de fonder sa légitimité, il ne s'est pourtant pas résolu à son avantage. Ces derniers jours, le quotidien indépendant *Wal Fadjri* a dénoncé la circulation de fausses cartes d'identité permettant de retirer de vraies cartes d'électeurs. La transparence du scrutin de dimanche est loin d'être assurée.

Thomas Sotinel

هكذا من الأصل

Un attentat sur un marché fait au moins seize morts à Alger

ALGER. Au moins seize personnes ont péri, déchiquetées, et une soixantaine d'autres ont été blessées, vendredi 22 mai, selon la radio officielle, par l'explosion d'une bombe sur un marché populaire bondé, marquant un retour des attentats aveugles dans la capitale. L'explosion, entendue à plusieurs kilomètres à la ronde, a visé le souk Boumati, un des marchés les plus fréquentés d'Alger, dans le grand quartier d'El Harrach, dans l'est de la capitale. C'est l'attentat à la bombe le plus meurtrier depuis février. Il tend à confirmer que le Groupe islamique armé (GIA), sous la pression de l'armée et des groupes de légitime défense (GLD) dans l'Algérois, tente de relancer une campagne d'attentats dans les lieux publics. La presse étrangère et privée a été tenue à l'écart des lieux. Seuls les médias publics ont été autorisés à se rendre, en compagnie du ministre de la santé, Yahia Guidoum, sur les lieux de l'attentat et à l'hôpital Zmirli tout proche.
Au cours des derniers jours, plusieurs attentats ont été évités de justesse à Alger (plus de 3 millions d'habitants). Depuis un an, les groupes islamistes n'ont plus mené d'attaques dévastatrices à la voiture piégée, comme lors du ramadan de 1997. – *(AFP.)*

Accord partiel entre le pouvoir russe et les mineurs de Sibérie

MOSCOU. Un accord partiel a été obtenu, samedi 23 mai, par le vice-premier ministre, Oleg Syssouïev, avec les mineurs de Sibérie, qui ont libéré une partie des voies ferrées qu'ils occupaient depuis près de deux semaines. Leurs collègues de la région de Rostov (sud) continuent toutefois de bloquer la circulation ferroviaire, pour protester contre les impayés de salaires. Le président russe, Boris Eltsine, a estimé vendredi, dans un message radiodiffusé, que les grèves ont *« dépassé la limite raisonnable »* et qu'elles menacent le pays de *« pertes immenses »*. Il a affirmé que la Russie ne ferait pas fonctionner la planche à billets pour payer les salaires en retard : *« Cela ferait reculer notre économie ; ce serait pour le pays une vraie catastrophe. »* La crise sociale en cours est la première à laquelle est confronté le nouveau gouvernement russe, dirigé par le jeune libéral, Sergueï Kirienko. – *(AFP.)*

Violent séisme en Bolivie : des dizaines de victimes

LA PAZ. Un séisme d'une magnitude de 6,6 sur l'échelle de Richter a frappé deux communes de la Bolivie centrale, Aiquile et Totora, vendredi 22 mai. La secousse, la plus forte jamais enregistrée depuis le début du siècle en Bolivie, a fait 52 morts, 200 blessés et 200 disparus, selon un dernier bilan officiel. La ville d'Aiquile, située à 620 kilomètres de La Paz, est dévastée, alors que Totora, voisine de 20 kilomètres, est parcourue d'énormes crevasses. Les dégâts matériels sont très importants et des centaines de maisons se sont écroulées, selon un responsable de la défense civile. Mille cinq cents sinistrés ont été recensés. Le ministre des finances, Edgar Millares, a débloqué une aide aux sinistrés équivalant à 5,5 millions de dollars. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **SLOVAQUIE-AUTRICHE :** la Slovaquie a protesté « énergiquement », vendredi 22 mai, contre l'occupation de son ambassade à Vienne par un groupe d'écologistes manifestant contre la prochaine mise en service de la centrale nucléaire slovaque de Mochovce, située à 180 kilomètres à l'est de la capitale autrichienne. Un groupe d'experts internationaux, qui a récemment inspecté la centrale, s'est déclaré opposé à sa mise en service, prévue en juillet. – *(AFP.)*

■ **TURQUIE : six personnes arrêtées, vendredi 22 mai, par la police** ont avoué leur culpabilité dans la tentative d'assassinat menée le 12 mai à Ankara contre le président de l'Association turque des droits de l'homme (IHD), Akin Birdal, a annoncé le ministère turc de l'intérieur. Selon des sources policières citées par l'agence Anatolie, les personnes interpellées sont liées aux milieux ultra-nationalistes. – *(AFP.)*

■ **IRAN : le secrétaire général du ministère français des affaires** étrangères, Bertrand Dufourcq, devait avoir des entretiens, samedi 23 et dimanche 24 mai à Téhéran, avec les autorités iraniennes. Sa visite, selon le Quai d'Orsay, *« s'inscrit dans le cadre du dialogue politique régulier entretenu avec l'Iran »*. Elle survient alors que l'Iran célèbre le premier anniversaire de l'élection du président Mohamad Khatami.

■ **Le ministère iranien de l'intérieur a décidé d'autoriser le groupe** dit des Reconstructeurs – ou Serviteurs de la reconstruction –, qui soutient ouvertement le président Mohamad Khatami, à se constituer en parti politique. Le maire de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi, est l'une des figures de proue de ce groupe. Jusqu'à maintenant, il n'y avait pas de parti politique en Iran. – *(Reuters.)*

■ **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : au moins 30 personnes ont été tuées,** vendredi 22 mai près de Goma, lors d'une fusillade entre les Forces armées congolaises et des rebelles extrémistes hutus rwandais. Un ressortissant belge, David Defleur, 24 ans, *« un homme d'affaires qui avait des intérêts à Goma »*, selon la sécurité congolaise, a été pris dans la fusillade et tué. – *(AFP.)*

Le pape mobilise l'opinion italienne contre l'avortement

ROME. A l'occasion du vingtième anniversaire de la loi libéralisant l'avortement en Italie, le pape et la Conférence épiscopale italienne (CEI) ont appelé, vendredi 22 mai, à la lutte contre les législations autorisant l'IVG. Devant 5 000 militants du Mouvement pour la vie, Jean Paul II a souligné la *« légitimité »* de l'opposition politique à la légalisation de l'IVG. Il s'est déclaré *« réconforté »* parce que nombreux sont ceux qui constatent *« l'échec politique des lois autorisant l'avortement, qui non seulement n'ont pas mis fin à l'avortement clandestin, mais ont contribué au déclin de la natalité et à la dégradation de la morale publique »*. De leur côté, les évêques italiens se sont réunis à la basilique Saint-Pierre et ont prié pour *« les 3,5 millions d'enfants victimes »* de la loi italienne sur l'IVG. – *(AFP.)*

Les loyalistes nord-irlandais ont choisi la paix comme terrain d'affrontement politique

Les anciens terroristes des deux camps se sont convaincus de l'inutilité de la lutte armée

Environ 75 % des électeurs nord-irlandais auraient dit oui, vendredi 22 mai, par référendum, aux accords de paix de Stormont, selon un sondage réalisé à la sortie des urnes. Cette large victoire – écrasante dans le sud de l'île – aurait été impossible sans l'engagement des dirigeants des branches politiques des organisations terroristes, notamment *les loyalistes protestants* convaincus de l'inutilité de la guerre.

BELFAST
de notre envoyé spécial

Les branches politiques des paramilitaires des deux camps – le Sinn Fein pour les catholiques, les loyalistes pour les protestants – qui figurent parmi les partisans du « oui » au référendum sur l'accord de paix de Stormont, ont été actifs jusqu'à la dernière minute pour convaincre le plus grand nombre possible d'électeurs hésitants. Même si Gerry Adams et Martin McGuinness, respectivement numéro un et deux du Sinn Fein, ont souvent fait la « une » de l'actualité, le loyaliste, David Ervine, a été, lui aussi, l'un des architectes d'une paix toujours fragile.

Chef du petit Parti unioniste progressiste (PUP) – aile politique de l'un des deux principaux mouvements paramilitaires loyalistes, l'UVF –, David Ervine a su convaincre ses camarades de mettre bas les armes et il est devenu l'un des défenseurs les plus convaincants de l'inutilité de la lutte armée. Ce quadragénaire à la moustache en crocs, arrêté à vingt et un ans, a fait cinq ans et demi de prison pour détention d'explosifs avant de se convertir à la lutte politique. Dans son petit bureau de Shankill Road, bastion des loyalistes, David Ervine se confie : *« Quand j'ai rejoint l'UVF, j'avais dix-neuf ans ; je croyais que la meilleure manière de se défendre était l'attaque, les confrontations de rue massives, les attentats aveugles à la bombe, les corps ramassés sur le trottoir au petit matin. »*

La franchise avec laquelle il parle de son passé terroriste contraste avec l'aspect d'homme politique respectable – complet sombre croisé, cravate – qu'il s'est donné. Son parti n'est crédité que de 5 % des voix dans les sondages – autant que son rival UDP (Parti démocratique d'Ulster, branche politique de l'UFF) – mais il discute d'égal à égal avec les dirigeants de Dublin et de Londres et il ne refuse pas d'échanger des arguments avec le Sinn Fein contre lequel il a jadis croisé le fer. *« La lutte entre ceux qui se sentent irlandais et ceux qui se sentent britanniques ne peut pas être gagnée. C'est ce qui rend cette guerre futile et immorale »*, explique-t-il.

Il reconnaît que c'est en lisant, il y a bien des années, un livre de Gerry Adams qu'il a compris que l'IRA était tentée par l'abandon de la violence. C'est ce qui l'a convaincu de tout tenter pour convaincre ses camarades d'agir de même. En août 1994, l'IRA proclamait son premier cessez-le-feu ; quelques semaines plus tard, les loyalistes annonçaient le leur, changeant la face de l'Irlande du Nord après trois décennies de troubles.

David Ervine, socialiste et *« membre de la classe ouvrière »*, pense que les vrais problèmes de l'Ulster sont économiques et sociaux alors que seulement 1 % d'enfants d'ouvriers sont admis à l'Université. Pour lui, l'ennemi de classe, *« la brigade des manteaux de fourrure »*, est au moins aussi dangereux que l'adversaire d'hier.

D'autant que, comme nombre de loyalistes, il a l'impression d'avoir été utilisé comme *« chair à canon »* par les politiciens unionistes traditionnels, qui se sont servis du sectarisme comme d'une arme politique, et parfois du terrorisme comme moyen de pression. *« Nous vivons parfois à 50 mètres les uns des autres, catholiques et protestants ; nous pouvons nous tirer dessus, nous entendre, et nous ne nous connaissons pas. Nous naissons dans des hôpitaux différents, nous étudions dans des écoles différentes, nous pointons à des bureaux différents de l'ANPE et nous sommes enterrés dans des cimetières différents. Cela nous empêche de nous apprécier les uns les autres. »*

Cette amertume envers les dirigeants unionistes est encore mieux exprimée, un peu plus haut dans Shankill Road, par les militants de l'UDP. En particulier par le président du parti, John White, relâché il y a trois ans à peine, après vingt-deux années de prison pour le double meurtre, d'une cruauté indescriptible, d'un sénateur nationaliste modéré et de sa compagne. Il n'arrive pas à cacher son mépris pour l'homme qui a longtemps symbolisé l'unionisme dans toute son intransigeance, et qui est le fer de lance de la campagne pour le « non » après avoir boycotté le processus de paix, le révérend Ian Paisley. *« Il a créé un environnement qui nous a poussés à prendre les armes. Il était prêt à nous diriger mais, quand les choses se sont gâtées, il nous a laissé tomber. C'est un hypocrite, qui plus est fanatique religieux opposé à tout ce qui est catholique. »*

Pour ce tueur à peine reconverti, *« la violence ne mène à rien »*. Il est pourtant loin de la réconciliation avec les républicains, même s'il pense que leur cessez-le-feu est *« sincère »*. *« Je les hais et je les méprise. Même s'il me faut travailler politiquement avec eux, je ne pourrai jamais leur serrer la main. »* Le souvenir des atrocités commises par les *« bouchers de Shankill Road »* qui se reconnaissent en lui fait frémir. En même temps, il faut admettre que, sans la conversion d'hommes comme David Ervine, John White ou des chefs de l'IRA, aucun accord de paix n'aurait pu être offert au choix des électeurs nord-irlandais. Citant Itzhak Rabin, le président Bill Clinton l'a rappelé la semaine dernière : *« On ne fait pas la paix avec ses amis, mais avec ses ennemis. »*

Patrice de Beer

Vers une large victoire du « oui »

L'accord de paix pour l'Irlande du Nord a été approuvé par 73 % des électeurs d'Ulster, selon un sondage de sortie des urnes réalisé à l'issue du référendum, vendredi 22 mai, et publié par la chaîne de télévision publique irlandaise RTE.

En République d'Irlande, où les électeurs étaient consultés sur le même sujet, le « oui » l'aurait emporté avec 96 % des voix, a indiqué RTE. Selon les résultats de cette étude, portant sur les suffrages exprimés avant 19 heures, les unionistes protestants auraient voté à 50 % pour le « oui » et 50 % pour le « non ». Les catholiques auraient approuvé l'accord à 99 %. Le sondage porte au total sur 1 750 des quelque 1,2 million d'électeurs du Nord et sur un peu plus de 2 000 votants du Sud. Les sondages de sortie des urnes étant une pratique inconnue en Irlande du Nord, ces résultats ont été accueillis avec la plus grande prudence par les commentateurs. Le décompte officiel devait être publié samedi après-midi. – *(AFP.)*

La droite populiste veut arbitrer le second tour des législatives en Hongrie

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Alors qu'aucun vainqueur n'a clairement émergé du premier tour des élections législatives qui s'est tenu le 10 mai, d'intenses tractations ont eu lieu entre les partis pour favoriser la formation d'une majorité nette à l'issue du second tour, prévu dimanche 24 mai. En cas d'échec, le pays pourrait connaître son premier gouvernement minoritaire depuis la chute du régime communiste, ou bien être conduit vers de nouvelles élections, ce qui ouvrirait une période d'instabilité.

Dans le duel qui oppose les socialistes du premier ministre Gyula Horn (32 % des voix au premier tour) aux libéraux de droite de la Fédération des jeunes démocrates (Fidesz, 28 %), c'est une autre formation, plus ancienne et plus inquiétante, qui s'apprête à jouer les arbitres : le Parti des petits propriétaires du populiste Joszef Torgyan, arrivé troisième avec 13,7 % des votes. *« Notre parti va jouer un rôle de pivot : sans nous, aucun gouvernement ne peut être formé »*, a prévenu M. Torgyan, cherchant à monnayer son soutien à la Fidesz en vue du second tour, où tout va se décider.

Si l'on ajoute au score des Petits propriétaires celui du Parti hongrois pour la vie et de la justice (extrême droite, 5,5 %), dirigé par l'écrivain Istvan Csurka, sur le point d'entrer au Parlement, force est de constater que près d'un électeur sur cinq s'est prononcé le 10 mai en faveur d'une droite radicale et musclée. Mais les deux partis en question, définis surtout par le profil de leurs dirigeants, ne doivent pas être confondus.

M. Csurka est connu pour ses sorties antisémites, son racisme à l'égard des tsiganes, et les contacts qu'il entretient avec Jean-Marie Le Pen. M. Torgyan est, de son côté, un personnage plus roublard que fanatique, qui cherche à incarner une droite *« traditionnelle »* présentable, arc-boutée sur la *« défense des intérêts hongrois »*.

Implantés surtout dans les campagnes, les Petits propriétaires se perçoivent comme un parti historique hongrois, qui fêtait l'an dernier ses *« quatre-vingt-dix ans d'existence »*. Au siège de ce parti, sous le slogan « Dieu, patrie, famille », le responsable des relations internationales, Bela Beres, expose les priorités fixées : *« Il faut une meilleure défense des intérêts nationaux dans les négociations avec l'Union européenne. Le style doit changer. On le voit au niveau des traités bilatéraux signés par la Hongrie et dans l'affaire du barrage* [de Gabcikovo, objet d'un litige entre la Hongrie et la Slovaquie] : *les socialistes ont été capables de vendre les intérêts nationaux dans le seul but d'être perçus comme de bons élèves par l'étranger. »* Il ajoute que, pour les Petits propriétaires, la lutte contre la criminalité doit passer par la tenue d'un référendum visant à rétablir la peine de mort, abolie en 1990. Dans le domaine économique, le parti prône un *« audit »* et un *« inventaire »* des privatisations déjà effectuées, car *« de nombreux contrats ont été défavorables »* au pays, affirme-t-il.

Plusieurs analystes réfutent toutefois l'idée d'un glissement marqué de l'opinion publique vers la droite radicale. Le résultat du parti d'extrême droite de M. Csurka, notent-ils, doit être relativisé. Celui-ci n'aurait en réalité franchi la barre des 5 % des voix, nécessaire pour entrer au Parlement, que grâce au faible taux de participation lors du premier tour (56 %). Aussi la « base » de M. Csurka serait-elle stable, et non en expansion. Il n'en est pas à sa première entrée au Parlement. Son courant existait par le passé au sein du Forum démocratique du défunt premier ministre, Josef Antall, une formation qui mena la coalition conservatrice au pouvoir de 1990 à 1994, et dont M. Csurka avait été expulsé en 1993 pour avoir tenu des propos outranciers.

« Personne n'en veut, mais il est là, et il faudra compter avec lui », écrivait récemment le quotidien *Nepszabadsag* en évoquant le parti d'extrême droite. La Fidesz *« devra être bon acrobate »*, ajoutait l'éditorialiste, soulignant la tâche délicate qui consiste, pour la Fidesz, à se rallier des électeurs de la droite radicale sans effrayer son aile modérée.

Soucieux de cultiver une image « jeune », de renouveau, le dirigeant de la Fidesz, Viktor Orban, trente-cinq ans, a pris soin de refuser officiellement tout accord de désistement réciproque avec les Petits propriétaires. Il maintient encore plus ses distances avec le parti d'extrême droite, qui se dit prêt à soutenir *« de l'extérieur »* une éventuelle coalition gouvernementale conservatrice.

Pour autant, les socialistes sont loin d'être hors course. Ils ont recueilli, à peu de chose près, autant de suffrages qu'en 1994, malgré l'usure de quatre années au pouvoir. Ils peuvent mobiliser au second tour un électorat *« qui veut plutôt la tranquillité et non des changements brutaux »*, satisfait de la *« réussite du pays en matière de consolidation économique »*, note un politologue. Certains évoquent aussi la possibilité d'un scénario de *« grande coalition »* entre les socialistes et la Fidesz, une sorte de regroupement républicain qui isolerait la droite populiste. Mais il faudrait pour cela surmonter des inimitiés personnelles bien ancrées.

Enfin, l'arithmétique compliquée du système électoral hongrois autorise aussi les socialistes à espérer une majorité des sièges grâce à l'aide de leurs alliés de l'Alliance des démocrates libres. Même si ces derniers, fine fleur de l'ancienne dissidence sous le régime communiste, n'ont recueilli que 7,8 % voix (contre 19 % en 1994) et sont d'ores et déjà les principaux perdants de ces troisièmes élections libres.

Natalie Nougayrède

Hésitations chez les investisseurs

A l'approche du second tour des législatives, la Bourse de Budapest s'était stabilisée, vendredi 22 mai, après avoir enregistré une chute de près de 1000 points à l'issue du premier tour. Les investisseurs craignent l'apparition d'un gouvernement minoritaire, ou d'un Parlement qui aurait du mal à trouver des majorités aptes à poursuivre les réformes économiques. Les milieux économiques avaient placé leur confiance dans la politique économique menée par le gouvernement socialiste-libéral du premier ministre Gyula Horn, au pouvoir depuis 1994.

Ce gouvernement a réduit de moitié la dette extérieure de la Hongrie et mis sur pied un large programme de privatisations. La croissance économique, estimée à 4,4 % en 1997, devrait se maintenir. Le principal parti d'opposition de droite, la Fédération des jeunes démocrates-Parti civique hongrois (Fidesz-MPP), estime de son côté qu'il pourrait doubler le taux de croissance. – *(AFP.)*

Le dialogue s'amorce
Belgrade et les Albanais



Le dialogue s'amorce entre Belgrade et les Albanais du Kosovo

Le chef de la communauté albanaise est contesté par les courants radicaux

Les Albanais du Kosovo et les représentants de Belgrade se sont dits satisfaits, vendredi 22 mai à Pristina, à l'issue de la première séance des négociations sur l'avenir de la province qui se sont ouvertes grâce aux pressions des Etats-Unis. Les discussions reprendront la semaine prochaine sur le thème de la sécurité.

PRISTINA
de notre envoyé spécial

Serbes et Albanais du Kosovo ont entamé, vendredi 22 mai à Pristina (chef-lieu du Kosovo), un dialogue en vue de trouver une solution pacifique aux problèmes de cette province, peuplée à 90 % d'Albanais. Au cours de leur sommet du 15 mai, le président yougoslave Slobodan Milosevic et le leader des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, étaient convenus de lancer des discussions hebdomadaires, suivant ainsi les recommandations du négociateur américain Richard Holbrooke, dont les efforts avaient permis d'organiser ce tête-à-tête.

Les deux délégations, composées chacune de six membres, ont discuté pendant quatre heures. A la sortie, les négociateurs se sont montrés peu loquaces. Chaque camp a qualifié la rencontre de *« franche, courtoise et utile »*. Le chef de la délégation serbe, Ratko Markovic, un des artisans de la Constitution serbe de 1989 qui a supprimé l'autonomie du Kosovo, a déclaré : *« Il faut stopper l'escalade de la violence terroriste et on en a pris le chemin aujourd'hui. »* De son côté, Fehmi Agani, un proche conseiller d'Ibrahim Rugova, a décrit la discussion comme *« un premier contact qui a permis de mettre les choses à plat »*. Un calendrier de négociations n'a pas encore été établi. Il est prévu cependant que les deux délégations se revoient la semaine prochaine.

En acceptant de s'asseoir autour d'une même table, Serbes et Albanais ont fait chacun de leur côté un effort, impensable il y a encore quelques semaines. Slobodan Milosevic, qui considère que la crise du Kosovo est un problème interne à la Yougoslavie et refuse toute médiation internationale, a cédé aux pressions américaines. Vendredi à Pristina, Christopher Hill, l'ambassadeur américain en Macédoine, a accueilli les participants aux négociations. S'il ne fut pas présent en permanence à la table, il est intervenu ponctuellement au cours des débats. *« Ce furent quatre heures d'échanges utiles où la qualité d'écoute a été riche »*, a-t-il déclaré à la fin des discussions.

> La légitimité d'Ibrahim Rugova a été, pendant quatre heures, presque reconnue par le pouvoir serbe

La délégation serbe a d'autre part accepté de rencontrer son homologue albanais dans les locaux de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), le siège d'Ibrahim Rugova. La légitimité de celui qui se bat pour l'indépendance du Kosovo et qui a mis en place, depuis 1990, des institutions parallèles dont Belgrade a dénoncé l'illégalité, a été ainsi, pendant quatre heures, presque reconnue par le pouvoir serbe. La crainte de nouvelles sanctions économiques explique sans doute le changement d'attitude du président yougoslave.

De son côté, le chef de la communauté albanaise a multiplié les concessions pour ne pas perdre l'important capital de sympathie que lui accordent les Occidentaux. *« Accepter d'entamer des négociations a été une décision douloureuse à prendre alors que les forces serbes poursuivent leurs offensives et que Belgrade a décrété, depuis huit jours, un embargo alimentaire sur le Kosovo. C'est un pari risqué vis-à-vis de notre peuple, mais nous devions y aller »*, lâche Alush Gashi, un responsable du LDK.

M. Rugova, récemment confirmé par une élection parallèle au poste de président de la République autoproclamée du Kosovo, voit pourtant son autorité de plus en plus contestée. Le parti rival du LDK, le PPK (Parti parlementaire du Kosovo), a estimé, par la voix de son vice-président, Bajram Kosumi, que *« Rugova a commis une erreur fatale en envoyant ses émissaires discuter avec le pouvoir serbe »* et qu'*« il est en train de légitimer la terreur serbe au Kosovo »*.

Le PPK, qui a appelé au boycottage des élections présidentielles et parlementaires albanaises du 22 mars organisées par la Ligue démocratique du Kosovo, *« parce qu'il est indigne de compter à la fois des votes d'un côté et des cadavres de l'autre »*, accuse aujourd'hui le LDK d'entretenir l'illusion. *« Le dialogue improvisé, qui a débuté vendredi, est voué à l'échec puisque Belgrade n'est prêt qu'à nous octroyer une autonomie sous contrôle serbe. Lorsque le peuple constatera que la politique attentiste de Rugova n'a aucune chance d'aboutir, il empruntera des voies plus extrêmes »*, estime Bajram Kosumi en désignant l'UCK, l'armée de libération du Kosovo, une organisation militaire opaque qui gagne du terrain, non seulement dans les campagnes, mais aussi dans l'esprit des Albanais.

Christian Lecomte

La CSU de Bavière renvoie dos à dos les ex-communistes et l'extrême droite

Pour gagner les élections régionales de septembre, les chrétiens-démocrates avancent un programme musclé sur la sécurité et les étrangers et comptent sur un bilan économique flatteur

BONN
de notre correspondant

A droite, toute ! Telle est la stratégie de l'Union chrétienne-sociale (CSU) de Bavière, le parti frère de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de Helmut Kohl, réunie en congrès à Ingoldstadt vendredi 22 mai. Pour obtenir la majorité absolue lors des élections régionales de Bavière du 13 septembre et aider Helmut Kohl à gagner les élections fédérales deux semaines plus tard, la CSU a adopté un programme musclé sur la sécurité intérieure et les étrangers.

Le pari est loin d'être gagné : les sondages prédisent en effet une défaite de M. Kohl et la CSU recueillerait, selon un sondage de la *Süddeutsche Zeitung* du samedi 23 mai, 46 % des suffrages aux régionales contre 34 % au Parti social-démocrate (SPD).

« TOLÉRANCE ZÉRO »

Le parti bavarois a pris peur le 26 avril lors des élections régionales de Saxe-Anhalt, dans l'ancienne RDA, où le parti d'extrême droite Deutsche Volksunion (DVU) a recueilli 12,9 % des suffrages. L'émergence d'une formation d'extrême droite en Bavière (que ne prévoit pas le sondage de la *Süddeutsche Zeitung*) ferait perdre à la CSU sa majorité absolue.

La réaction n'a pas tardé. *« Nous ne sommes pas une société multiculturelle, mais nous restons une nation allemande »*, a déclaré le ministre des finances et président de la CSU, Theo Waigel, qui ne veut pas que l'Allemagne devienne pays d'immigration et propose une *« tolérance zéro »* à l'égard des criminels. Theo Waigel dément toutefois avoir « droitisé » son discours ou que les Allemands soient xénophobes, rappelant – à juste titre – que c'est l'Allemagne qui a accueilli le plus de réfugiés de Yougoslavie.

Habituellement, la CSU « ratisse » à droite pour son propre compte et celui de la CDU, certains électeurs non bavarois votant CDU, sachant qu'elle est alliée à la CSU. *De son côté, la CDU de M. Kohl,* plus centriste, minimise les propos excessifs de la CSU en les mettant sur le compte du régionalisme bavarois. Mais elle en profite électoralement. *Cette année,* le partage des rôles est peu clair. Faute de pouvoir défendre son bilan économique (avec 4,4 millions de chômeurs), la CDU de M. Kohl tient des propos très durs sur la criminalité, thème amalgamé systématiquement avec celui des étrangers, y compris par M. Kohl, qui veut *« jeter dehors »* les étrangers criminels, depuis son discours du congrès de Brême, le 18 mai.

Le chancelier, qui cherchait en vain un thème de campagne mobilisateur, a reçu un cadeau du SPD. Comme en 1994, ce dernier a décidé de former en Saxe-Anhalt, contre l'avis de son candidat à la chancellerie, Gerhard Schröder, un gouvernement minoritaire avec le soutien sans participation des anciens communistes du PDS. La coalition de M. Kohl en profite, menant depuis deux semaines une violente campagne anticommuniste, pour effrayer, comme il y a quatre ans, les électeurs du centre, séduits par M. Schröder.

A Ingoldstadt, M. Waigel s'en est donné à cœur joie, accusant le SPD de vouloir faire un *« front populaire »* avec les communistes comme les Italiens et les Français. Tolérer *« des ennemis de la démocratie est stupide, irresponsable, mortelle »*, a lancé M. Waigel. Comparant le patron de la DVU et le chef des ex-communistes au Bundestag, Gregor Gysi – *« informateur de la Stasi »* –, M. Waigel a déclaré que *« l'un est aussi répugnant que l'autre (...). On ne combat pas le diable avec Belzébuth »*, a-t-il déclaré, renvoyant dos à dos ces deux partis surveillés par les services de protection de la Constitution.

COMPARAISONS AVANTAGEUSES

« Nous n'oublierons jamais en Allemagne ce qui s'est passé à Auschwitz, Dachau, Buchenwald, Bergen-Belsen... Nous n'oublierons jamais ce qui s'est passé sur le Mur de Berlin, lorsque était donné l'ordre de tirer sur les fugitifs, ni la terreur de la Stasi et les élections truquées », a-t-il ajouté.

Edmund Stoiber, ministre-président (CSU) de Bavière, lui, mène en Bavière la campagne que Helmut Kohl aurait souhaité pouvoir mener en Allemagne : il défend un bilan qui est excellent, le plus brillant d'Allemagne. M. Stoiber a eu beau jeu de rappeler que le chômage était de 7,1 % en Bavière contre 11,2 % en Basse-Saxe, le Land, géré – objectivement, mal – depuis huit ans par M. Schröder.

En dix ans, la Bavière a créé 4 000 emplois d'enseignants, la région de Hanovre en a supprimé 3 000... L'endettement par habitant de la Basse-Saxe est supérieur de 60 % à celui de la Bavière ; la criminalité, 30 % plus élevée. *« De 1970 à 1996, la croissance en Bavière a été de 36 % supérieure à celle de la Basse-Saxe. L'Allemand qui veut renoncer à la croissance et au bien-être doit voter SPD... »*, a expliqué M. Stoiber.

Arnaud Leparmentier

هكذا من الأصل

ÉDUCATION Un colloque réunit, dimanche 24 et lundi 25 mai, à la Sorbonne, les ministres de l'éducation nationale de quatre pays européens : la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne. ● POUR POSER LES BASES DE LA FUTURE *« université européenne »*, ces pays souhaitent harmoniser les cursus et les niveaux de diplômes, encourager la mobilité des étudiants et des professeurs et relier les principaux fonds de bibliothèques grâce à un réseau numérisé. ● CONFRONTÉS À UNE AUGMENTATION DES EFFECTIFS étudiants et un taux d'échec important à l'université, l'Allemagne et *l'Italie ont engagé des réformes* de l'enseignement supérieur. ● CLAUDE ALLÈGRE souhaite relancer le plan social pour les étudiants, qui figurait dans la déclaration de politique générale de Lionel Jospin. Un débat d'orientation devrait avoir lieu au Parlement avant la rentrée.

M. Allègre souhaite créer une norme européenne pour les diplômes universitaires

A l'occasion des huit cents ans de l'université de Paris, un colloque réunit les ministres de l'éducation français, allemand, britannique et italien. Ils doivent adopter une charte commune sur l'harmonisation des diplômes et le renforcement des échanges d'étudiants et de professeurs

AH ! le bel anniversaire ! Non pas celui des huit cents ans des premiers actes de la fondation de l'université de Paris que, par décret personnel, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, a voulu *célébrer près d'un quart de siècle* avant la date officielle *(voir page ci-contre)*, mais celui du mois de mai 1968 où, dans la Sorbonne occupée, les étudiants échafaudaient confusément les bases d'une université et d'une société libérées de leurs carcans.

Trente ans plus tard, le rêve a changé de camp et l'université des professeurs relève la tête. Dans le grand amphithéâtre qui a retrouvé son lustre et ses ors d'antan, les ministres de l'éducation ou de l'enseignement supérieur de quatre grands pays (Allemagne, France, *Grande-Bretagne et Italie)*, entourés des présidents en toge couverte d'hermine, s'apprêtent à sceller, dimanche 24 et lundi 25 mai, leur volonté de construire une nouvelle Europe : *« celle de la culture, de la recherche et de la jeunesse »*, comme le proclame Claude Allègre avec emphase *(lire page ci-contre)*.

La solennité du lieu se prête à cette célébration. Préparé à l'avance, le communiqué commun, qui sera publié à l'issue des cérémonies conclues par l'intervention du premier ministre, Lionel Jospin, lundi, devrait toutefois dépasser le stade formel de la déclaration d'intentions. Pour poser les fondations *de la future « université européenne »*, les quatre ministres s'engagent à poursuivre la réflexion dans trois domaines : l'harmonisation des cursus et des niveaux de diplômes avec l'élaboration d'une *« norme »* commune ; l'encouragement à la mobilité des étudiants et des enseignants par des aides spécifiques et la levée des obstacles juridiques et financiers ; enfin le développement du réseau numérisé à haut débit pour relier entre eux les principaux fonds de bibliothèques.

Claude Allègre, qui est à l'origine *de cette manifestation dont il* a confié l'organisation à la conférence des présidents d'université (CPU), ne pouvait se satisfaire d'une rencontre à caractère protocolaire. Lancée en juillet 1997, peu après son arrivée rue de Grenelle, cette initiative s'inscrit dans une *nouvelle stratégie de réforme de* l'enseignement supérieur, plus profonde qu'il n'y paraît.

LOIS DES ÉCHANGES

A priori, l'Europe n'est pas qu'un prétexte. Après la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie connaissent à leur tour une augmentation massive des effectifs, les poursuites prolongées d'études et des difficultés de financement *(lire ci-dessous)*. Il n'était *donc pas étonnant que les mi*nistres concernés, habitués des conseils européens, songent à harmoniser leurs systèmes avant de les modifier.

La nécessité s'impose d'autant plus que le *« marché de la formation et de l'éducation »* est, lui aussi, soumis aux lois des échanges et de la concurrence. Grâce aux programmes européens Erasmus et Socrates, près de 200 000 étudiants (31 000 en France) – sur 11 millions il est vrai – devraient pouvoir bénéficier, en 1998, des bourses de mobilité dans vingt-trois pays. Avec la libre circulation des personnes, les jeunes diplômés se retrouvent, sur le marché du travail, face à d'autres, formés selon des *modèles différents. Sans qu'il soit* question d'instaurer des diplômes uniques comme il existera une monnaie unique, les ministres des quatre pays préconisent l'élaboration d'une *« norme »* ou d'une référence commune permettant de comparer les formations et les diplômes, selon le voeu de Jacques Attali, formulé dans son rapport (*Le Monde* du 5 mai).

L'accord *« à géométrie variable »* conclu par le « club des quatre » s'inscrit en dehors des procédures européennes *« trop lentes et trop bureaucratiques »*, selon Claude Allègre. Commissaire européen à l'éducation, la formation et la recherche, Edith Cresson, qui doit présenter, mercredi 27 mai devant *la Commission, les nouvelles* orientations du programme Socrates, réfute la critique. Absente du colloque de la Sorbonne, elle reconnaît que *« le chantier de l'harmonisation peine à émerger »*. Selon elle, la responsabilité en incombe aux Etats qui pèchent par *« absence de volonté politique »*.

En bousculant *« les mécanismes bruxellois »*, Claude Allègre et ses collègues parviendront-ils à de meilleurs résultats ? Dans certains pays, comme la Grande-Bretagne, les universités, indépendantes, ont *appris à se prémunir* contre des décisions gouvernementales trop hâtives. Même si certains d'entre eux sont déjà candidats à l'entrée dans le « club des quatre », comment réagiront les autres Etats, écartés d'emblée de cette initiative ?

Sous couvert d'harmonisation européenne, *Claude* Allègre entend surtout s'attaquer au système français d'enseignement supérieur. Le terrain a été partiellement *« déminé »* par le rapport de la commission *présidée par* Jacques Attali. Les conclusions à peine publiées, le ministre de l'éducation s'est empressé de manifester son accord sur certaines des principales recommandations.

Son approbation est quasi totale à l'égard de la nouvelle architecture des études, le système « 3, 5 ou 8 » qui établirait trois niveaux de diplômes à la licence (bac + 3), au « master » (bac + 5) ou au doctorat à bac + 8, selon un modèle proche *de la référence américaine* et britannique. Certes le chantier est complexe et il ne sera pas aisé de simplifier les quelque douze ou treize diplômes existants. Les syndicats s'interrogent sur le devenir de certaines formations (BTS, instituts universitaires professionnalisés, maîtrises de sciences et techniques) qui n'entrent pas dans ce cadre. *Ils s'inquiètent* également des conséquences d'une telle évolution sur l'allongement des études et sur la reconnaissance des qualifications que le patronat ne semble pas prêt à renégocier. Quant aux présidents d'université, ils redoutent les conséquences de cette réforme, une de plus depuis dix ans, alors qu'ils peinent à digérer les effets de la précédente, adoptée en 1997.

ÂPRE CONCURRENCE

L'argument européen est aussi invoqué pour accélérer le rapprochement entre les universités et les grandes écoles, dont ces dernières ont tout à gagner avec la reconnaissance universitaire de leurs diplômes. Malgré des évolutions récentes, les négociations s'annoncent laborieuses entre deux systèmes habitués à se livrer une âpre concurrence.

Certes, Claude Allègre peut *jouer avec le temps. Mais, avec la* réforme des lycées en préparation et celle de l'enseignement supérieur, le risque est grand de voir ce nouveau chamboulement du système *éducatif provoquer* des manifestations de rejet. A moins que, sous la pression des intéressés, les débats ne finissent par s'enliser.

M. De.

Une régate, des ministres et des profs

S'inspirant du modèle britannique des compétitions *« Oxbridge »* – Oxford contre Cambridge –, la célébration du 800e anniversaire de l'Université de Paris devrait débuter par des régates d'aviron sur la Seine, dimanche 24 mai en fin de matinée. Dans la plus pure tradition universitaire, Tessa-Ann Blackstone, professeur d'économie et ministre britannique de l'enseignement supérieur, Luigi Berlinguer, professeur de droit, ministre italien de l'instruction publique, et Jürgen Rüttgers, ministre fédéral allemand de l'éducation, recevront ensuite les insignes de docteur *honoris causa* des universités parisiennes.

Quatre thèmes ont été retenus pour le colloque réuni, lundi 25 mai **dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne : la mobilité des étudiants, des professeurs et des chercheurs ; les formations supérieures et l'emploi ; la recherche universitaire européenne et l'université européenne sans mur. Le premier ministre, Lionel Jospin, devrait intervenir en conclusion des discussions.**

Grande-Bretagne : indépendance des universités

LONDRES
de notre correspondant

A la prochaine rentrée universitaire, les étudiants britanniques de*vront mettre la main à la poche*. Pour faire face à des dépenses de plus en plus élevées, alors que le budget des universités a été fortement réduit par le précédent gouvernement conservateur, le nouveau ministre de l'éducation et de l'emploi, David Blunkett, a annon*cé que les futurs étudiants allaient* financer jusqu'à 25 % du coût de leurs études.

Cette proposition se trouvait dans le rapport Dearing sur l'éducation supérieure, rendu public en juillet 1997 (*Le Monde* du 2 août 1997). Depuis 1989, le pourcentage de jeunes entrant à l'université a doublé, passant de 16 % à 32 %, alors que l'indice de financement *public par étudiant a baissé* de 25 %. A la rentrée prochaine, un tiers des nouveaux inscrits acquitteront donc la contribution maximale de 1 000 £, un tiers une partie seulement et le dernier tiers – les plus défavorisés, dont la famille gagne moins de 16 000 £ par an – *en seront dispensés*.

Chez les étudiants, cette mesure a soulevé un tollé d'autant plus grand que la plupart d'entre eux étaient favorables au Labour de Tony Blair. Mais celui-ci se fonde sur le rapport Dearing pour affirmer que ce n'est qu'une juste compen*sation pour le revenu supplémen*taire que rapportent les diplômes universitaires, qui a été estimé entre 11 % et 14 %. *« Un très bon rendement »*, selon Sir Ron Dearing, une *décision « juste et bonne pour les étudiants, leurs parents, les universités, le business et la Grande-Bretagne »*, pour M. Blunkett.

Le reste du financement dépend, bien entendu, *de l'Etat. Le minis*tère reçoit une enveloppe du Treasury, qui est versée aux universités au prorata de leurs étudiants par un organe indépendant. Pour maintenir le niveau actuel des universités et pour accueillir les quelque 500 000 *nouveaux* étudiants et salariés reprenant des études universitaires, le gouvernement devra dégager de nouvelles ressources. Pour le moment, il s'est contenté de relever le *numerus clausus – ou cap –* de mille étudiants pour la prochaine année.

Quand ils préparent leur dossier d'entrée à l'université, les futurs ba*cheliers disposent d'un outil infor*mel mais bien utile, la classification établie par la presse. Le *Financial Times* a ainsi publié, le 29 avril, la liste des cent meilleures universités publiques et privées. Oxford n'y est plus qu'à la troisième place, derrière Cambridge et l'Imperial College *de Londres et devant la Lon*don School of Economics. Le *Times* pousse chaque année le raffinement jusqu'à donner le classement des collèges d'Oxford. Tremblement de terre cette année, Balliol College, un des trois plus anciens, fondé au XIIIe siècle, a sombré de la deuxième à la dix-neuvième place.

Dans un système où toutes les institutions sont indépendantes, l'harmonisation et l'équivalence des diplômes sont choses délicates. Dans sa réponse au rapport Dearing, le gouvernement a *« soutenu sa position selon laquelle le secteur de l'enseignement supérieur dans son ensemble doit conserver la responsabilité de définir ses niveaux, y compris avec le renforcement du système d'examinateurs venus de l'extérieur »*. M. Blunkett souhaite aussi que les universités permettent aux étudiants d'apporter avec eux les *« crédits »* (ou UV) obtenus quand ils changent d'établissement.

Dans ce contexte, il semble difficile d'organiser avec des universités étrangères un système de reconnaissance de diplômes qui n'existe pas au Royaume-Uni. Pour *le moment, universités comme em*ployeurs se réservent le droit d'en décider unilatéralement. Ils peuvent faire appel aux compétences du Centre national d'infor*mation sur la reconnaissance aca*démique (Naric). Londres a toutefois signé, mais pas encore ratifié, la convention conjointe Conseil de l'Europe-Unesco sur la reconnaissance *des qualifications* universitaires en Europe, en vertu de laquelle les Etats signataires se verront contraints de justifier leur refus de reconnaître un diplôme étranger.

Patrice de Beer

Italie : une réforme de l'enseignement supérieur est engagée

Le taux de réussite à la « Laurea », le premier diplôme, est souvent inférieur à 10 %

BOLOGNE
de notre envoyée spéciale

Coiffée d'une épaisse couronne de lauriers, Lucia franchit le porche *d'un palais ancien, celui de la fa*culté de droit de Bologne. Elle quitte la plus vieille université d'Europe, après avoir obtenu sa *Laurea*, premier et seul diplôme de fin d'études universitaires générales en Italie. Entourée de sa famille venue de Calabre pour l'occasion, elle res*semble à une mariée*, avec ses fleurs dans les bras.

A vingt-sept ans, ainsi diplômée, Lucia fait figure d'exception chez ces petits agriculteurs calabrais. Elle tranche également sur ses condisciples, issus pour la plupart de milieux aisés. *« Les étudiants italiens sont des bourgeois qui ont la possibilité de payer leurs études*, déplore le *professore* Fabio Roversi Monaco, recteur de l'université de Bologne, qui compte plus de 98 000 étudiants. *Dans cette université, il n'y a guère d'enfants d'ouvriers et de paysans. »*

UN GRAAL HORS D'ATTEINTE

Avec des droits d'inscription par*mi les plus élevés du pays* – 5 400 francs en moyenne par an –, la prestigieuse université de Bologne reste, en dépit des bourses, un Graal hors d'atteinte pour beaucoup. Ce montant est pourtant bien inférieur aux 12 600 francs annuels demandés à Milan ou aux 6 900 francs *requis à Bergame*.

L'augmentation des droits d'inscription, laissée à la discrétion de chaque université depuis la conquête de leur autonomie finan*cière, en 1994, fut, pour l'université* de Bologne, le moyen de la *« sauver »*. Voilà douze ans, en 1986, ils représentaient 6 % du budget de l'université contre 25 % au*jourd'hui, explique M. Roversi* Monaco. Mais le plafond est atteint et il faut désormais chercher ailleurs les moyens d'améliorer l'efficacité de l'université, une évidence qui s'impose à *tout le pays*.

C'est l'objet de la réforme engagée par le ministre de l'éducation nationale, Luigi Berlinguer (PDS), lui-même professeur de l'histoire du droit et ancien recteur de l'université de Sienne. Car les plaies de l'enseignement supérieur italien sont sérieuses, à commencer par un taux d'échec important avant la *Laurea*. En mathématiques, physique et sciences naturelles, seuls *7,2 % des étudiants inscrits* obtiennent leur diplôme final, 6 % en sciences humaines. En droit, où les effectifs sont les plus nombreux, le pourcentage de réussite est au plus bas : 5,7 %. Les « meilleures » disciplines – sociologie et médecine – produisent à peine 12 % de diplômés.

Très peu d'étudiants finissent leur cursus en quatre ans – le temps prévu pour la *Laurea*, suivi éventuellement de deux années de spécialisation – faute d'avoir été bien orientés, faute de motivation aussi, le dilettantisme faisant parfois figure d'art de vivre. *« C'est papa qui paye »*, avoue sans complexe Alessio, étudiant en deuxième année de sciences économiques, très soucieux de prendre du bon temps. Il existe une loi sur le tutorat, mais elle n'est pas appliquée. *« Cette carence favorise un important marché parallèle de profs privés, pour ceux qui peuvent se les payer »*, remarque amèrement Stefano Totero, étudiant en architecture à Florence et fils d'un ouvrier graveur des Pouilles. A vingt-huit ans, il boucle enfin son diplôme tout en agençant des stands dans les expositions pour gagner sa vie. *« Aujourd'hui, un parcours comme le mien ne serait plus possible »*, constate-t-il.

Une large majorité d'étudiants sort donc de l'université entre 25 et 27 ans, soit six ou huit ans après le bac (*maturita*), passé à 19 ans. Selon l'opinion communément ré*pandue en Italie, la Laurea* est un diplôme prestigieux et recherché mais il ne forme pas à la vie professionnelle. De plus, l'aménagement du territoire universitaire s'est fait *de façon anarchique : six à huit mé*ga-universités concentrent 60 % des étudiants. Enfin, le corps professoral est vieillissant, avec, aux deux extrêmes, des intellectuels de très haut niveau et des enseignants trop peu qualifiés.

En 1980, une masse d'enseignants au statut précaire ont en effet été titularisés par décret et non par concours de recrutement. *« L'erreur n'est pas d'avoir fait entrer des ânes, mais d'avoir dévalorisé l'idée de concours »*, commente le professeur Walter Tega, doyen de la faculté de lettres de Bologne. Ceux-ci ont été organisés de façon *erratique, pas plus de trois en dix*-sept ans. Autre conséquence directe de cet accident historique, de jeunes et brillants chercheurs n'ont pu connaître un développement normal de carrière et patientent encore, à près de quarante ans, en attendant une promotion ou la li*bération d'un poste. Un véritable* système de concours devrait enfin être mis en place.

DIX-SEPT EXPERTS

La tâche qui attend M. Berlinguer est immense. Les solutions qu'il a imaginées, avec une *commission de dix-sept experts* présidée par Guido Martinotti, professeur de sociologie urbaine à l'université d'Etat de Milan, seront longues à mettre en place. Elles sont fondées sur un allongement de la scolarité obligatoire de 14 à 16 ans, une réforme de la *maturita prévue désormais à 18 ans et* une orientation au lycée, pour aboutir à la création de plusieurs paliers de diplômes dans l'enseignement supérieur.

Après deux ans d'études dans un champ disciplinaire large, d'orientation, les étudiants se verront décerner un « certificat universitaire de base » (CUB), s'ils ont obtenu 120 « crédits de formation ». Après trois ans, avec 180 crédits, ils auront un « diplôme universitaire ». Au bout de quatre ans, avec une thèse plus facile que la thèse actuelle et 240 *unités de crédit, ils seront laureati*, normalement à 22 ans. Les meilleurs pourront continuer par un mastère. La spécialisation devra prendre une valeur professionnelle.

Dans ce cadre national, toute liberté pédagogique sera laissée aux universités, une troisième révolu*tion après l'autonomie* du statut acquise en 1989 et l'autonomie financière en 1994. A l'occasion de cette réforme ambitieuse, le gouvernement souhaite ouvertement que les universités entrent en compétition les unes avec les autres. Cette volonté affichée fait grincer quelques dents, venant d'un gouvernement de centre-gauche. Plus classiquement, un autre débat oppose les tenants du *numerus clausus*, déjà pratiqué par la plupart des universités dans certaines disciplines, au gouvernement, qui le réfute.

Au moins celui-ci a-t-il une alliée, dans le maniement toujours délicat d'une réforme universitaire : la démographie. Entre 1990 et 2010, l'université italienne devrait perdre 41 % de ses effectifs. Et dans dix ans, la génération des professeurs les moins qualifiés sera partie à la *retraite*.

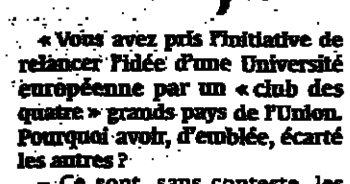
Béatrice Gurrey

11 millions d'étudiants en Europe

● **Effectifs.** L'Europe compte *11 millions d'étudiants*, dont un peu plus de 2 millions en France, 1 850 000 en Allemagne, 1 670 000 en Italie et 1 500 000 en Grande-Bretagne.

● ***Mobilité.*** *190 000* bourses d'échanges Erasmus pour la mobilité des étudiants dans 1 600 universités réparties dans 24 pays d'Europe ont été attribuées, en *1998*, par l'Union européenne, et 35 000 pour les enseignants. L'Allemagne est le principal pays concerné (32 000 départs prévus pour 29 000 places d'accueil) suivie de la France (31 700 contre 32 300). Le déséquilibre est plus net en Grande-Bretagne, qui reçoit 32 000 étudiants mais n'en *« exporte »* que 26 000. En raison de la faiblesse des bourses et du taux des abandons, les départs sont, en réalité, beaucoup moins nombreux : 13 547 étudiants français en 1995-96 et 12 500 en 1996-97, majoritairement vers la Grande-Bretagne (5 100), l'Espagne (2 042) et l'Allemagne (1 800).

● **Dépenses d'éducation.** La France a dépensé, en 1993, 6 030 équivalents-dollars en moyenne par étudiant, l'Allemagne 7 900, le Royaume-Uni 8 240, et l'Italie 5 170.



Claude Allègre, ministre de l'éducation et de la recherche

« L'objectif est de proposer une trame commune »

« Vous avez pris l'initiative de relancer l'idée d'une Université européenne par un « club des quatre » grands pays de l'Union. Pourquoi avoir, d'emblée, écarté les autres ?

– Ce sont, sans conteste, les grands pays producteurs scientifiques en Europe. Les ministres concernés avaient entamé un dialogue qu'ils ont décidé de poursuivre ensemble. A des degrés divers, ces pays sont engagés dans un processus de réforme de leur enseignement supérieur. Pour ne pas entrer dans une discussion formaliste, nous avons préféré cette initiative à *« géométrie variable »*.

» En fait, nous ne souhaitions pas passer par les mécanismes bruxellois extraordinairement bureaucratiques et lents. Cela dit, le Portugal et la Suède souhaitent se joindre à ce *« club »* – et ils sont les bienvenus. D'autres viendront. Après la Sorbonne, des rencontres suivront, chaque année, à Bologne, Oxford ou Heidelberg. Nous démarrons à quatre. Nous serons vite dix ou quinze.

– Pouvez-vous ignorer les initiatives européennes existantes. Le conseil des ministres de l'éducation n'est-il pas le lieu approprié ?

– Ce que je veux, c'est construire l'Europe de la culture, de la recherche, de la jeunesse. Depuis quinze ans, toutes les tentatives d'harmonisation n'ont guère progressé car elles ont été menées d'une manière trop rigide. Elles se sont heurtées à l'autonomie des universités et aux traditions de chaque pays. Il faut aborder les problèmes autrement.

» En France, nous sommes confrontés à une double difficulté. Le système des diplômes est illisible, avec douze ou treize appellations différentes. Il faut le simplifier. De plus, la dualité universités-grandes écoles n'est pas compréhensible en Europe. Si l'on n'y prend garde, ces dernières risquent d'être laminées dans les échanges. Ce ne sera peut-être pas le cas de Polytechnique mais des autres, dont les diplômés ne bénéficient d'aucune reconnaissance universitaire. Ma philosophie n'est pas de les laisser à l'écart. Cela affaiblirait notre système d'enseignement supérieur.

– Cette initiative ne serait donc qu'un prétexte pour régler une question française ?

– En partie, oui, mais dans une perspective européenne. L'objectif n'est pas d'unifier les systèmes, mais de proposer une trame commune et simplifiée de lecture des parcours de formation et des diplômes. Il faut que les universités sachent à quoi s'en tenir lorsqu'elles accueillent un étudiant d'un autre pays. Prenons l'exemple des Etats-Unis : les universités sont autonomes, mais tout le monde sait ce que signifient les trois niveaux de diplômes : l'*undergraduate*, le *master* et le *Phd*.

– Ce serait donc plutôt une sorte de « norme » européenne admise dans les différents pays ?

– Une norme européenne que l'on pourra rendre facilement compatible avec le système américain. La déclaration commune adoptée à l'issue de la rencontre de la Sorbonne devrait traduire cette volonté.

– Dans son rapport, Jacques Attali préconise une réorganisation des cycles d'études. Cette proposition est-elle conforme aux réflexions des autres pays ?

– La vraie division, en réalité, porte sur le niveau du premier grade, autour de la licence, puis le master dans le cycle post-licence des études courtes, ou le doctorat pour les études longues. En France, nous nous sommes fixés sur la licence, trois ans après le baccalauréat. Elle *correspond au futur Bachelor allemand* et à la dernière année de l'*undergraduate* en Grande-Bretagne.

» Cet effort d'harmonisation ne sera pas facile à mettre en œuvre. On ne supprimera aucun diplôme, ni le DEUG ni le DUT. En revanche, il faudra réorganiser la nébuleuse des formations autour du « master » [bac + 5] pour inclure de la recherche, du travail personnel, des stages en entreprise.

» Après le colloque de la Sorbonne, j'ai l'intention de provoquer rapidement des discussions avec les présidents d'université, les responsables des grandes écoles, les conférences disciplinaires, avant toute décision législative ou réglementaire.

Nous démarrons à quatre. Nous serons vite dix ou quinze

– Comptez-vous reprendre les recommandations de M. Attali sur le rapprochement entre les universités et les grandes écoles ?

– L'université a le monopole des grades et de la délivrance des diplômes. Elle ne le lâchera pas sans contrepartie. Si les grandes écoles veulent bénéficier de la reconnaissance universitaire qui leur ouvrira les portes de l'Europe, elles devront donner quelque chose, par exemple systématiser le concours d'entrée sur titre après la licence, conclure des accords de troisième cycle et de recherche... Cette négociation devra s'engager rapidement sous l'égide du ministère.

– Les syndicats considèrent que la formule du « 3, 5 ou 8 » ne réduira pas l'échec en premier cycle. Ce système ne risque-t-il pas de se traduire par un allongement des études ?

– Au contraire. Avec un système d'unités capitalisables, il ne sera plus nécessaire de redoubler le DEUG avant d'accéder à la licence. Pour le *master, il y aura une année de maîtrise* et une année de recherche, avec des ajustements selon les disciplines. En lettres, il n'est pas question de réformer l'agrégation. En sciences, on remplacera peut-être une année de cours par de l'initiation à la recherche après la maîtrise. Les ingénieurs bénéficieront d'un « master », internationalement reconnu, après avoir eux aussi effectué une année de recherche.

» Pour lutter contre l'échec en premier cycle, j'ai prévu des moyens importants, avec le renforcement d'un enseignement par petites classes, d'abord en sciences, puis en droit. Nous allons aussi nous y attaquer par la réforme des lycées, avec une année de terminale qui sera vraiment préuniversitaire.

– L'insuffisance des aides financières est aussi un obstacle à la mobilité des étudiants en Europe. Envisagez-vous, avec vos collègues, un engagement *« volontariste »* ?

– Le programme d'échanges européen Erasmus a produit de bons résultats. L'effort n'est pas à la hauteur et doit être complété. Nous sommes, sur ce point, parvenus à un accord. Le pays d'accueil prendra en charge les frais d'inscription, le logement, éventuellement des bourses. Pour éviter les déséquilibres dans les échanges – le principal reproche des Britanniques –, des accords de réciprocité pourraient être conclus sur des flux équivalents, y compris avec des quotas.

» *Pour la France*, nous avons prévu la construction de logements en faveur des étudiants européens dans le schéma Université du troisième millénaire ainsi que des laboratoires de langues sur les campus et des locaux d'accueil.

– Concernant la mobilité des enseignants, une réforme des statuts est-elle envisagée ?

– L'idéal serait qu'un professeur puisse enseigner six mois à Montpellier, six mois à Bologne... Cela suppose que soient réglées des questions statutaires, les indemnités de déplacement, la prise en charge *du logement. Il serait aussi souhaitable* qu'un étudiant français puisse avoir pour directeur de thèse un enseignant d'une université européenne. La préparation d'une charte générale et des accords bilatéraux seront à l'ordre du jour de la prochaine rencontre. »

Propos recueillis par
Michel Delberghe

Une date de fondation incertaine

LE SCIENTIFIQUE Claude Allègre serait-il fâché avec l'histoire ? Selon les documents disponibles, on ne trouve aucune trace, en 1198, de la fondation de l'université de Paris et encore moins de celle de la création de la *Sorbonne. Dès le XIIe siècle*, les premières écoles théologiques et philosophiques se sont cependant installées sur la rive gauche de la Seine, dans ce qui deviendra le Quartier latin. A la suite de manifestations d'étudiants en 1200 et d'une réforme initiée par le pape Innocent III en 1213, Robert de Courson, deux ans plus tard, achèvera la constitution de l'université de Paris, dotée d'une bulle pontificale qui la préservera de l'arbitraire royal et épiscopal.

La Sorbonne doit son nom à Robert de Sorbon, chapelain de Saint-Louis, qui installe, en 1252, rue Coupe-Gueule, un collège pour héberger *« de pauvres maîtres étudiants en théologie »*. Il accueille ensuite le siège de la faculté de théologie puis celui de l'Université. Après une série de crises liées à des manifestations d'indépendance à l'égard du pouvoir depuis la fin du XIVe, l'Université de Paris quitte provisoirement la tutelle écclésiastique pour passer, avec Henri IV, sous la responsabilité de l'Etat. La rénovation de l'institution est véritablement engagée en 1622 par le cardinal de Richelieu, *proviseur de la Sorbonne, qui reconstruit* les bâtiments et bâtit la chapelle, seul élément architectural préservé.

TROISIÈME RÉPUBLIQUE

La période de la Révolution est fatale à cette université, toujours sous influence cléricale, qui est entrée en résistance. *« Les écoles de la Sorbonne »* sont fermées en 1791, avant les autres facultés françaises, qui sont remplacées par des institutions telles que Polytechnique, l'Ecole normale supérieure... Elle renaît sous la *forme d'une université impériale* sous Napoléon Ier. Remise en cause par la Restauration, l'université ne trouvera sa forme que sous la Troisième République. Commencées en 1885, la rénovation et l'extension de la Sorbonne dans ses bâtiments actuels seront achevées en 1901.

M. De.

Allemagne : casser les citadelles universitaires

Un projet de réforme propose de mettre fin à la gratuité des études

COLOGNE
de notre envoyé spécial

L'Allemagne est en proie au doute. Depuis la publication, en 1993, du rapport gouvernemental « Standort Deutschland » sur la dégradation de la compétitivité économique du pays, l'enseigne*ment supérieur fait l'objet d'interrogations* profondes. Quelle est la valeur d'un diplôme allemand ? Dans le débat public, un chiffre revient souvent : parmi les étudiants japonais qui partent à la recherche d'un diplôme étranger, la proportion de ceux qui se rendent en Allemagne est passée de 11 % à 2 % au cours des vingt dernières années. En novembre 1997, le président de la République, Roman Herzog, a lancé un cri d'alarme en soulignant que *« les meilleures têtes de cette planète ne venaient plus étudier en Allemagne »*. Le chef de l'Etat fédéral invitait ses compatriotes à réagir à ce constat *« comme les Etats-Unis l'ont fait au moment du lancement du Spoutnik par l'URSS»*.

Au moment-même où ce discours était prononcé, des dizaines de milliers d'étudiants descendaient dans la rue pour dénoncer la « misère de l'Université » et réclamer plus d'argent, plus de professeurs, plus de bibliothèques... Les structures de l'enseignement supérieur allemand, conçues par Humboldt au siècle dernier, sont dépassées : les trois cent trente-deux établissements supérieurs (dont une majorité d'universités techniques, les Fachhochschulen) n'ont manifestement pas su faire face à l'accroissement considérable du nombre d'étudiants au cours des dernières décennies. Ceux-ci sont aujourd'hui près de deux millions pour des capacités d'accueil correspondant à neuf cent mille places. *« On ne voit jamais les professeurs, on est complètement isolés »*, disent la plupart des étudiants quand on les interroge sur leurs conditions d'études. *« Trop de théorie, pas assez de pratique »*, entend-on dire tout aussi régulièrement dans les couloirs des universités allemandes.

Continuer à permettre au plus grand nombre de se former tout en renforçant la compétitivité des diplômes : tel est l'objectif affiché par les acteurs politiques de toutes tendances. Le système est actuellement marqué par la durée trop longue des études (sept ans en moyenne pour un diplôme de fin d'études, même si, en théorie, *on peut sortir de l'Université à* bac + 5) et une rigidité extrême dans la reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger, voire d'une région à l'autre de l'Allemagne. Le cas le plus absurde est sans doute celui, cité par l'hebdomadaire *Der Spiegel*, d'un étudiant en anglais qui n'a pas réussi à faire valider en Allemagne un diplôme obtenu... à Oxford.

VASTE REMISE À PLAT

« Beaucoup de professeurs estiment qu'on ne peut étudier correctement qu'en Allemagne, et qu'au fond, ils sont personnellement les seuls à délivrer un enseignement valable », selon Christian Bode, secrétaire général du DAAD, l'organisme allemand d'échanges universitaires internationaux. Un projet de réforme de l'enseignement supérieur, actuellement en cours d'adoption, prévoit de remédier aux rigidités de ce système. Présenté par Jürgen Rüttgers, le ministre de la formation et de la recherche du gouvernement de Bonn, ce texte envisage une vaste remise à plat de l'ensemble du dispositif universitaire allemand, à commencer par la suppression *de la gratuité des* études. En raison de ce dernier point, la majorité sociale-démocrate des Länder, qui sont souverains en matière d'éducation, s'oppose à la nouvelle loi-cadre. Votée début mai, elle ne devrait pas s'appliquer avant quelques mois, après un détour probable par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe.

Le projet de loi de Jürgen Rüttgers s'inspire de quelques principes de base extrêmement simples : il faut donner plus de liberté aux universités tant dans le choix des professeurs que dans l'organisation de leur budget – jusqu'ici étroitement contrôlés par les Länder –, ainsi que renforcer la concurrence entre établissements. Afin d'adapter le système allemand au contexte international, l'introduction de cycles d'études plus courts est prévue : vont être introduits, en plus des cursus actuels, un diplôme comparable au « bachelor » (sanctionnant trois ans d'études), et au *« master »* (deux ans de plus).

Le financement des universités va être revu en profondeur : l'allocation des crédits de recherche et d'enseignement obéira désormais à une logique de performance. L'argent ira aux établissements qui parviennent à mener le plus grand nombre d'étudiants au diplôme final tout en respectant au *mieux l'objectif de réduction de la* durée des études. A la manière de la Bavière, qui est en train d'introduire un système comparable, l'attribution des ressources doit être confiée à des commissions dans lesquelles seront représentés des étudiants, mais aussi des personnes extérieures à l'Université, notamment venant de l'industrie (dont les financements seront da*vantage sollicités*). Les professeurs seront, en conséquence, rémunérés selon leurs résultats, une évolution qui provoque beaucoup d'inquiétude dans la profession.

La sélection à l'entrée de l'Université va être renforcée alors que le système du *« numerus clausus »* était jusqu'ici réservé aux études de médecine et de droit. Le contrôle des connaissances sera à *la fois plus sévère et plus* fréquent. C'est actuellement l'un des points faibles du système allemand, qui explique le grand nombre d'abandons en cours d'études : un quart des étudiants abandonne l'Université sans diplôme. Pour améliorer la mobilité des étudiants, à la fois à l'intérieur de l'Allemagne et vers l'étranger, un nouveau système de notation est prévu : l'étudiant pourra comptabiliser des « points » et se constituer un « crédit » qui devrait lui permettre de renforcer son autonomie vis-à-vis des citadelles du savoir que sont encore, trop souvent, les universités allemandes.

Lucas Delattre

Le gouvernement relance l'idée d'un plan social en faveur des étudiants

LA PRÉPARATION d'un plan social en faveur des étudiants sortirait-t-il de l'enlisement dans lequel il se trouve depuis plusieurs mois ? Au cours de l'entretien qu'il nous a accordé *(lire ci-dessus)*, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, a laissé percevoir les signes d'une évolution positive.

« Nous allons prochainement engager des négociations. Un débat d'orientation au Parlement aura lieu avant la fin de la session de printemps, dans le courant du mois de juillet », nous a-t-il déclaré. *« Nous pensons pouvoir faire un effort financier substantiel dont le montant sera défini lors des arbitrages budgétaires »*, a-t-il poursuivi. *« Il a fallu se battre pour obtenir des moyens et proposer une amélioration conséquente. Avec le renforcement de l'encadrement des premiers cycles, le plan social étudiant sera la priorité budgétaire de l'enseignement supérieur. »*

A priori, le ministre n'envisage pas de modification législative de la fiscalité dans la répartition des aides directes et des bourses. *« Le credo socialiste qui est d'aider les familles modestes ne sera pas fondamentalement bouleversé »*, a-t-il précisé.

AIDES DIRECTES ET INDIRECTES

En revanche, de nouveaux critères pourraient être intégrés dans l'attribution des bourses. Ils devraient partiellement prendre en compte *« l'aspiration d'autonomie, comme le demandent les étudiants qui ne vivent plus chez leurs parents »*. Ces propositions devraient, dans un premier temps, être soumises à la commission des affaires sociales et culturelles de l'Assemblée avant le débat d'orientation devant les députés. Pour l'heure, le ministre n'exclut pas qu'il soit suivi d'un vote.

Ces éléments constituent sans conteste une avancée. Depuis plusieurs mois, les services du ministère de l'éducation travaillent sur la réforme du système des aides directes et indirectes dont le montant est évalué à un peu plus de 26 milliards de francs. Il a fallu le feu vert du premier ministre, Lionel Jospin, pour que la machine gouvernementale se mette en branle. Depuis quelques semaines, plusieurs réunions interministérielles ont permis d'évoquer les multiples facettes de ce dossier complexe qui concerne huit membres du gouvernement.

« ANNÉE JOKER »

Cet engagement avait été souscrit par Lionel Jospin, dans sa déclaration de politique générale, le 19 juin devant le Parlement. Le premier obstacle de cette réforme est évidemment d'ordre financier : il *était difficile* à Claude Allègre de présenter un plan global qui ne soit pas accompagné de moyens budgétaires conséquents. Bien qu'encore imprécises, les garanties *obtenues par le ministre* de l'éducation devraient lui permettre d'envisager un relèvement du montant des bourses et du plafond de ressources des familles. De même, il semble prêt à reconsidérer la position des étudiants en situation d'échec qui perdent aujourd'hui *de facto* le bénéfice de leur bourse. Sous le nom d'*« année joker »*, cette possibilité avait *déjà été évoquée par* Edouard Balladur, chef du gouvernement en 1994, sans jamais avoir été appliquée.

En revanche, le ministre de l'éducation ne semble pas prêt à accéder à la demande pressante du syndicat d'étudiants UNEF-ID, qui est favorable à l'instauration d'une allocation d'études pour tous, modulée selon divers critères. Alors *que le gouvernement a refusé* d'accorder le RMI aux jeunes de moins de 25 ans, cette proposition soulève de vives oppositions. Un début de reconnaissance du critère d'*« autonomie »* pourrait cependant avantager les étudiants séparés de leurs parents, notamment les plus âgés d'entre eux.

Le plan social devrait aussi comporter des dispositions sur le logement et les transports. Sur ce point, M. Allègre peut s'appuyer sur les engagements de son collègue Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, ainsi que sur ceux du nouveau président de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon. A diverses reprises, ces derniers se sont prononcés en faveur d'une prise en charge, au moins partielle, de la carte orange dans la région parisienne. En matière de logement, des discussions seraient engagées avec le secrétariat d'Etat mais aussi les collectivités locales pour la préparation du schéma Université du troisième millénaire.

Déjà inscrite dans le programme de Jacques Chirac, lors de la campagne présidentielle de 1995, la promesse d'un *« statut social »* de l'étudiant avait été incluse dans la réforme de l'Université conduite par François Bayrou. Avant la dissolution, ce dernier n'avait pas eu suffisamment de temps pour aller au-delà des scénarios possibles d'une modification des aides exis*tantes dont le caractère « injuste et inéquitable »* avait été révélé par Bernard Cieutat, conseiller à la Cour des comptes. Dans un rapport, il avait mis en évidence d'importants déséquilibres dans la répartition des aides. Elles profitent certes aux familles modestes – 6 milliards de francs versés à près de 500 000 étudiants – mais avantagent aussi les familles aisées, au *détriment des classes moyennes*, par le biais des déductions fiscales, évaluées à plus de 10 milliards de francs.

M. De.

هكذا من الإصل

EXPLOITATION Venus d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, neuf enfants, accompagnés de vingt et un responsables d'organisations caritatives, sont arrivés, samedi 23 mai, à Paris, où ils ont été reçus par le président de la République. Le premier ministre les avait rencontrés vendredi à La Rochelle. ● *TRAVAILLANT* pour la plupart depuis leur plus jeune âge, ces enfants vont rejoindre, le 30 mai, à Genève, les deux autres « branches » de la marche, parties de Sao Paulo et de Manille. Il s'agit de demander aux gouvernements qu'ils fassent cesser ce nouvel esclavage et qu'ils développent des politiques sociales, notamment d'éducation. ● MICHEL BONNET, le coordonnateur de la marche pour la France, estime que l'abolition du travail des enfants ne disloquera pas les sociétés des pays pauvres, mais leur donnera, au contraire, une nouvelle chance de développement. *(Lire aussi notre éditorial page 13.)*

La Marche internationale contre le travail des enfants est arrivée à Paris

Jacques Chirac et Lionel Jospin ont salué les neuf enfants de pays du tiers-monde venus témoigner contre l'exploitation de 300 millions de leurs semblables. Les organisateurs exigent, notamment, le respect des conventions internationales

PARTIS du Cap, le 21 mars, où ils avaient été félicités par Nelson Mandela, neuf enfants du tiers-monde, accompagnés d'une vingtaine de militants d'organisations non gouvernementales, sont arrivés à Paris, samedi 23 mai, après avoir traversé l'Afrique, le Maghreb et l'Espagne. A leur arrivée dans la capitale, les participants à cette marche, qui veulent protester contre le travail des enfants, *ont été reçus par le président de la* République à l'Elysée. Ils devaient ensuite se rendre à l'Unesco.

Dimanche, ils devaient visiter le Stade de France, avant d'être, lundi, les invités de l'Assemblée nationale. Mardi, ils seront reçus au ministère de l'emploi et de la solidarité pour une réunion avec Martine Aubry et les syndicats. Ils prendront ensuite le chemin de Genève, où ils retrouveront, le 30 mai, les deux autres branches de la marche, parties de Sao Paulo et de Manille.

Vendredi 22 mai, à La Rochelle, Lionel Jospin, en visite dans la ville, avait pris contact avec les jeunes marcheurs. Accueilli aux cris de *« Education, oui, oui, oui ! Exploitation, non, non, non ! »*, le premier ministre a déclaré : *« Nous aussi, nous avons fait travailler nos enfants au moment de la révolution industrielle. »* Il a assuré que *« la France sera au premier rang de la communauté internationale dans le combat contre l'exploitation des enfants »*.

Cette première marche mondiale sur ce thème est à l'initiative d'un collectif d'associations basé à New Delhi, sous la direction d'une ONG indienne, la South Asian Coalition against Child Servitude (SACCS). Il regroupe syndicats, ONG de défense des enfants, de lutte contre l'esclavage (Anti-Slavery International, l'International Labor Rights Fund...) et d'aide au tiers-monde.

La délégation reçue à Paris n'est pas la seule à agir : la marche mondiale est en fait composée de plusieurs branches. L'une, partie de Manille le 17 janvier, a traversé l'Asie (Inde, Thaïlande, Pakistan, Iran, etc.). La seconde, partie du Cap le 20 mars, a sillonné le continent africain jusqu'au Maghreb : c'est celle qui est arrivée en France via l'Espagne. La troisième, partie de Sao Paulo le 25 février, a parcouru l'Amérique du Sud et centrale, et une « ramification » secondaire traverse actuellement les Etats-Unis.

UNE SOLUTION : L'ÉDUCATION

Les trois marches convergeront à Genève, début juin, pour peser sur les décisions des gouvernements représentés au BIT (Bureau international du travail), qui doivent examiner un projet de convention contre les formes les *« plus extrêmes »* de travail des enfants. Le directeur général du BIT, Michel Hansenne, estimait, en février, qu'*« environ 250 millions d'enfants de cinq à quatorze ans sont condamnés à travailler, la moitié d'entre eux exerçant une activité à temps plein »*. Dans l'absolu, c'est en Asie que l'on trouve le plus grand nombre d'enfants astreints au travail – 61 % des enfants qui travaillent dans le monde vivent sur ce continent – mais, proportionnellement, c'est en Afrique que ce phénomène est le plus répandu, puisque quatre enfants sur dix de moins de quatorze ans y travaillent, un sur cinq en Amérique latine.

« Ce fléau n'épargne aucun continent, pas même les pays développés, et ne peut être traité localement, explique Michel Bonnet, organisateur de la marche en France. *C'est au niveau mondial qu'il faut le dénoncer. »* Militant infatigable contre le travail des enfants, M. Bonnet considère que l'éradication du recours aux enfants est une tâche d'autant plus difficile que leur travail est étroitement imbriqué dans l'économie mondiale. Les enfants libèrent du temps pour leurs parents, produisent des biens, et leur activité permet aux familles les plus pauvres d'avoir un minimum de revenus.

L'Unicef, qui a rejoint le collectif organisateur de la marche, a recensé les secteurs qui exploitent des enfants. L'agriculture est montrée du doigt, puisque, dans certains pays en voie de développement, les enfants représentent un tiers de la main-d'œuvre. Toutefois, la forme la plus cachée, la plus invisible du travail des enfants s'exerce dans les familles où l'enfant est placé comme domestique. Horaires illimités, malnutrition, violences et isolement extrême sont le lot quotidien des enfants livrés ainsi à l'exploitation de leurs maîtres. L'industrie et l'artisanat sont aussi des « utilisateurs » d'enfants, sans parler des métiers de la rue et de l'exploitation sexuelle.

« La solution, c'est l'éducation », martèle l'Unicef. Les objectifs de la Marche internationale sont d'ailleurs calqués sur ce leitmotiv puisqu'elle cherche à *« mobiliser les efforts à l'échelle mondiale afin de protéger et de promouvoir les droits de tous les enfants, en particulier le droit à une éducation gratuite et digne de ce nom, le droit à une vie exempte de toute exploitation économique et de toute forme de travail pouvant nuire au développement physique, mental, spirituel, moral ou social de l'enfant »*.

Force est de constater, cependant, que les déclarations d'intention ont encore peu d'effets. Le 30 octobre 1997, lors de la conférence internationale sur le travail des enfants à Oslo (*Le Monde* du 1er novembre 1997), quarante et un pays ont adopté un plan d'action sur quinze ans pour abolir cette forme d'exploitation des plus faibles. Depuis dix ans, la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations unies et ratifiée par tous les pays, à l'exception de la Somalie et des Etats-Unis, reconnaît aux enfants le droit d'*« être protégés contre toute exploitation économique »*. Enfin, il y a vingt-cinq ans, la convention 138 du BIT, adoptée par cinquante-cinq pays, fixait à quinze ans l'âge minimum d'admission à l'emploi, tout en autorisant les enfants de treize à quinze ans à accomplir des travaux *« légers »*.

PAYS DÉVELOPPÉS CONCERNÉS

Cette action permettra aux organisations syndicales et humanitaires qui ont soutenu l'initiative en France de faire part de leur volonté que les pouvoirs publics se saisissent de ce dossier. Ils réclament qu'un observatoire sur la situation du travail des enfants en France soit mis en place. Yannick Simbron, président du comité d'animation de la marche, ancien directeur du BIT à Paris et ancien secrétaire général de la FEN, souligne que *« si le travail des enfants est interdit en France, des rechutes sont toujours possibles comme en Grande-Bretagne. Les nouvelles formes d'emploi, comme le travail à domicile, risquent d'amplifier ce phénomène »*.

Le Secours catholique estime que *« le travail des enfants en France, du fait notamment de l'obligation scolaire, reste limité à certaines classes d'âge ou à certaines populations spécifiques »*. Il distingue trois formes de travail. La première est *« culturellement tolérée »* : il s'agit du baby-sitting, des petits travaux de jardinage et autres emplois saisonniers effectués par 10 % à 15 % des lycéens. La deuxième est qualifiée de *« zone dangereuse »* et recouvre le cas des enfants utilisés dans la publicité, les spectacles et les médias, ceux qui aident leurs parents dans les entreprises familiales, ainsi que l'apprentissage *« propice aux abus »*. Dans la *« zone rouge »* apparaît l'exploitation des enfants dans les entreprises clandestines, les enfants mendiants et ceux qui se prostituent. Mais aucun document officiel ne permet encore de prendre la mesure du phénomène.

Michèle Aulagnon

TROIS QUESTIONS À...

MICHEL BONNET

1 Vous êtes le coordonnateur pour la France de la Marche internationale contre le travail des enfants. Qui sont, selon vous, les principaux responsables de l'exploitation des enfants dans le monde ?

Il vaudrait mieux parler des principales causes. Nous ne sommes plus dans la situation où des employeurs extorquaient le maximum de profits grâce au travail des enfants. Encore que cela touche toujours 10 % des enfants au travail, soit environ trente millions de personnes ! Les autres n'ont pas vraiment d'employeurs, au sens propre du terme. Les enfants travaillent dans les champs, dans des petits ateliers, ou alors ils sont totalement livrés à eux-mêmes, ramassant ce qu'ils peuvent dans les poubelles. La cause principale reste la pauvreté des familles, qui sont souvent si marginalisées qu'elles ne parviennent pas à accéder aux systèmes d'aides.

2 Existe-t-il une alternative économique ?

Il faut essayer de desserrer l'étau dans lequel ces pays sont coincés, entre la dette qu'ils doivent rembourser et la nécessité de développer des programmes sociaux. Il faut tenter de rétablir un minimum de volonté, un minimum de politique de santé, d'éducation. Souvent, d'ailleurs, les gouvernements prennent comme alibi les pressions internationales en vue de rééquilibrer leurs budgets pour justifier la faiblesse de leur politique sociale. Le Pakistan consacre ainsi 26 % de son budget à la défense et 0,8 % à l'éducation. A un niveau micro-économique, il faut développer les petites coopératives, les petits ateliers, qui tournent souvent très bien dès qu'ils ont obtenu un peu d'argent pour débuter. Cela permet aux familles de mieux vivre et aux enfants d'aller à l'école.

3 Certains estiment que l'arrêt du travail des enfants pourrait détruire le tissu social dans de nombreux pays...

Toutes mes études et mes recherches m'entraînent à penser le contraire. L'arrêt du travail des enfants ne bouleversera pas ces sociétes, mais les développera, les rééquilibrera. En allégeant le travail des enfants, en leur permettant d'acquérir une certaine éducation, on va parvenir à une élévation du niveau social de toute la communauté, grâce précisément aux enfants. Si l'on raisonne à moyen terme, on s'apercevra que cette augmentation des capacités des plus jeunes aura des répercussions extrêmement bénéfiques sur l'ensemble de la société.

Propos recueillis par José-Alain Fralon

« Des gens ont proposé à ma mère de m'acheter. Elle a dit "oui", il fallait bien manger ! »

PORTRAITS

Eric, Janan, Marcela et Adebora ont été exploités dès l'âge de sept ou huit ans

ÉRIC est venu de Ouagadougou pour témoigner. Il faut regarder ses mains et ses bras, marqués par des blessures mal cicatrisées, pour comprendre ce qui différencie ce grand garçon de quinze ans, en jeans et baskets, des autres adolescents de son âge. Eric, menuisier, ne demande qu'une chose : pouvoir travailler avec des scies *« normales »*, *« qui ne gondolent pas »*, et éviter ainsi de se blesser encore. *« On ne peut pas se soigner, il n'y a pas de médicaments, pas de pansements, seulement la vaccination, et encore, pas toujours. »*

Il a huit ans, lorsque ses parents, obligés de quitter le Burkina-Faso pour la Côte-d'Ivoire, plus riche, le laissent à Ouagadougou en compagnie de son frère aîné. Pour subsister, il fabrique des petits coffres en bois, avec les moyens du bord. *« Avant la dévaluation* [du franc CFA], *j'avais juste de quoi manger une fois par jour et me payer une boisson. Après, ce n'était plus possible : ou je mangeais, ou je buvais »*, explique-t-il. D'autant que son grand frère, qui l'accuse de *« bouffer l'argent »*, prend tous les jours sa dîme et le frappe régulièrement. *« Il était complètement malade »*, dit Eric, pour justifier son aîné. La nuit, il dort dans les maisons vides. *« Quand les gens me trouvaient, ils me frappaient. »*

Grâce à un de ses oncles et à une (petite) aide du gouvernement, Eric participe à l'Association de protection et de sauvegarde des enfants en danger, dont il est aujourd'hui un des animateurs. Il n'est pas peu fier de dire qu'il *« apprend le métier aux jeunes, pour qu'ils ne fouillent plus les poubelles pour manger »*. En plus de la menuiserie, ils apprenent à fabriquer des ceintures. Les jeunes ont le choix : ou manger sur place *« le riz et les condiments »*, préparés par la grande sœur, ou recevoir un peu d'argent. Récemment, des voleurs ont dérobé une partie du bois entreposé et les tôles couvrant l'atelier. *« Il va falloir tout racheter »*, commente Eric, désabusé. Les nouvelles scies attendront. Eric et les enfants de Ougadougou continueront à s'esquinter les mains.

Janan, qui vient du Bengladesh, a huit ans quand son père meurt. D'une voix totalement cassée, il raconte : *« Ma mère ne parvenait pas à nourrir les six enfants de la famille, nous étions dans une pauvreté terrible. Un jour, des gens sont venus et ont proposé à ma mère de m'acheter. Elle a d'abord refusé, puis a dit "oui". Il fallait bien manger ! »*

OBLIGÉ DE JETER UNE BOMBE

Janan est emmené à *« Dacca-City »*, une ville à plus de 500 kilomètres de chez lui. Il est alors *« confié »* à un autre groupe de personnes – *en fait, un gang de* pickpockets qui l'oblige à voler dans les rues. On se sert aussi de lui pour *« des activités antisociales »*. *« J'étais obligé de semer la bagarre dans des manifestations »*, dit-il sans pouvoir véritablement expliquer quel était son rôle, ni pour qui il travaillait. Obligé de jeter une bombe artisanale sur une manifestation, il est arrêté par la police et passe six mois en prison.

A sa sortie, Janan se retrouve seul, sans rien ni personne. Il dort dans les gares. *« Nous étions des centaines comme cela, à coucher où nous pouvions. »* Il passe ses journées sur les tas d'ordures, essayant de survivre. Il tombe malade. *« Moins gravement qu'un autre enfant, dit-il, qu'on a retrouvé un matin presque mort. »* Aujourd'hui, pris en charge par une organisation caritative, il vit dans un *home* (foyer) d'enfants et vend des journaux durant la journée.

Marcela vient du Honduras. Elle aussi, elle travaille depuis l'âge de sept ans. D'abord dans la rue, où elle vendait des bonbons. Douze heures par jour, pour l'équivalent de quelques francs. Aujourd'hui, elle est *« employée »* dans une usine de chaussures. *« Pour le football, précise-t-elle. Je travaille sur les semelles. »* Toujours douze heures par jour. Elle verse son salaire à sa famille de six enfants, qui travaillent tous. C'est une association caritative qui a négocié avec ses employeurs pour qu'elle puisse participer à la marche.

Adebora Alves da Silva a quinze ans. Brésilienne du Nordeste, elle travaille à la campagne depuis l'âge de huit ans. Selon la saison, elle coupe les palmes, ramasse le manioc ou la canne à sucre. Neuf heures par jour et sept jours par semaine. Son salaire : 5 dollars par jour, qu'elle donne à ses parents, comme ses douze frères et sœurs, qui travaillent, comme elle, à la campagne. Tous les soirs, à 19 heures, elle va à l'école. *« J'ai appris à lire et à écrire, mais, à cause du travail, je suis très fatiguée, alors j'ai pris un peu de retard »*, dit-elle.

Comme pour s'excuser.

J.-A. F.

Voyage dans le monde des petits esclaves

BIBLIOGRAPHIE

« CE LIVRE est un voyage exploratoire dans ce monde du silence, de la clandestinité et de la misère », écrit Bruno Ricatto, président du comité français pour l'Unicef, en préface de l'ouvrage de Martin Monestier. Un regard sur le sommaire permet de mieux comprendre l'horreur de ce voyage dans ce monde des petits esclaves. De « L'élimination des fillettes » à « Les enfants et la pornographie », en passant par « L'école, un rêve brisé », « Le travail des enfants dans les pays industrialisés », ou encore « Achats et ventes d'enfants », « Les mines, le mal absolu », les titres de chapitre déclinent le malheur. Et les photos sont là pour montrer que l'on ne rêve pas, que « cela » existe vraiment. Les « enfants-taupes », par exemple. Plus de trois mille dans la seule région de Borjaca, l'une des plus pauvres de Colombie, qui travaillent, par 200 ou 300 mètres sous terre, dans des tunnels percés à la pioche. *« L'emploi des mineurs adultes*, écrit Martin Monestier, *nécessite la percée de galeries d'une certaine importance, qu'il convient d'étayer. L'emploi des enfants permet le percement d'un simple tunnel de 80 centimètres à 1 mètre de hauteur. Les enfants y travaillent à la lumière d'une simple lampe-tempête, quelquefois d'une bougie. »*

Ou ces « briquetiers » du Pakistan, âgés de cinq à huit ans, qui travaillent de 4 heures à 22 heures. *« Préparer l'argile en l'humectant et en la malaxant, l'introduire dans des moules calibreurs, lui donner une forme parallélépipédique pour en sortir des briques formées, pour ensuite les enfourner, les retirer des fours une fois cuites, avant de les transporter à nouveau pour en faire des piles immenses dans un dépôt plus ou moins éloigné, voilà ce qui est demandé à ces enfants pour un salaire journalier de 3 à 4 francs, à condition qu'ils aient produit un minimum d'un millier de briques chacun. »*

J.-A. F.

★ *Les Enfants esclaves*, de Martin Monestier. Le Cherche Midi Editeur, 270 pages, 196 F.

La cour d'appel de
le contrôle judiciaire

La cour d'appel de Paris maintient le contrôle judiciaire de Roland Dumas

Cette mesure est « indispensable », estiment les magistrats, en raison des nécessités de l'enquête

Dans un arrêt rendu, vendredi 22 mai, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris maintient le contrôle judiciaire imposé à Roland Dumas, président du Conseil constitutionnel, dans l'affaire Elf. La cour estime que ce contrôle était *« indispensable »*, notamment en raison des nécessités de l'enquête, et que le cautionnement de 5 millions de francs n'était *« pas excessif »* eu égard aux ressources de M. Dumas.

LA CHAMBRE d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté, vendredi 22 mai, la demande des avocats de Roland Dumas d'alléger le contrôle judiciaire auquel est soumis le président du Conseil constitutionnel depuis sa mise en examen pour *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »* par les juges d'instruction en charge du dossier Elf, Eva Joly et Laurence Vichnievsky, le 29 avril. Dans leur arrêt, les magistrats entérinent toutes les modalités du contrôle judiciaire qui pèse sur M. Dumas, soupçonné par les juges d'avoir été à l'origine des avantages consentis par Elf Aquitaine à son amie personnelle Christine Deviers-Joncour.

CAUTION DE 5 MILLIONS

Il est donc toujours interdit à Roland Dumas de rencontrer les protagonistes de l'affaire, et de se rendre dans un certain nombre de pays réputés pour leur opacité financière ou leur statut de paradis fiscaux : la Suisse, le Luxembourg, le Lichtenstein, les principautés d'Andorre et de Monaco, et l'île d'Antigua, dans les petites Antilles. Les magistrats maintiennent en outre le versement d'une caution de 5 millions de francs avant le vendredi 29 mai.

La chambre d'accusation a estimé que ces mesures étaient *« indispensables »* au regard des nécessités de l'enquête – Roland Dumas doit être entendu par les juges Joly et Vichnievsky le 5 juin – et au titre de mesure de sûreté. Pour la cour, ce dispositif *« ne porte pas atteinte à la présomption d'innocence »* : il ne constitue en aucun cas une peine et le montant de la caution n'est pas *« excessif, eu égard aux ressources et aux capacités financières »* de M. Dumas.

Les présomptions retenues par Mmes Joly et Vichnievsky pour la mise en examen de l'ancien ministre des affaires étrangères de François Mitterrand sont relatives au détournement d'une somme de 66 millions de francs des caisses du groupe Elf Aquitaine au profit de son amie et ancienne collaboratrice, Mme Deviers-Joncour (*Le Monde* du 2 mai). Interpellée par la police le 7 novembre 1997, celle-ci a été incarcérée jusqu'au 9 avril, avant d'être libérée contre une caution fixée à 1 million de francs. Son contrôle judiciaire lui interdit de rencontrer Roland Dumas.

Le 29 avril, les deux juges avaient mis en examen le président du Conseil constitutionnel à son domicile de Saint-Selve (Gironde), car il ne pouvait se déplacer, à la suite d'une opération subie à Bordeaux le 10 mars. M. Dumas avait alors *« opposé un démenti formel »* aux soupçons formulés par les magistrats instructeurs, comme l'indiquaient ses avocats, Jean-René Farthouat et François Tosi. Selon une source proche de l'enquête, les juges estiment cependant qu'il a bénéficié d'*« environ 8 millions de francs »*, à titre personnel. M. Dumas a fait sa réapparition sur la scène publique, mercredi 20 mai, en siégeant au Conseil constitutionnel. L'ancien ministre, qui a toujours indiqué que sa mise en examen ne le ferait pas démissionner, soutient depuis le début de l'affaire que seule la Cour de justice de la République est compétente pour instruire son dossier, dans la mesure où il était ministre au moment des faits. Le 4 mai, Jean-Pierre Dintilhac, procureur de Paris, avait cependant estimé *« qu'en l'état des éléments contenus dans le dossier d'instruction »* à ce jour, les conditions du dessaisissement des juges ne lui paraissaient pas réunies.

Une militante de l'ETA va être extradée vers l'Espagne

ARRAS
de notre correspondant

Le préfet du Pas-de-Calais, Daniel Cadoux, a prononcé, vendredi 22 mai, un arrêté d'expulsion à l'encontre d'une militante basque de l'ETA, Idoia Lopez Riano. Agée de trente-quatre ans, cette femme, qui purge une peine de cinq ans de prison pour participation à une association de malfaiteurs, devait être libérée samedi 23 mai. La commission des expulsions, réunie à la préfecture d'Arras mardi 19 mai, avait émis un avis défavorable à son expulsion (*Le Monde* du 21 mai), arguant que la condamnation à cinq ans d'emprisonnement, en octobre 1996, assortie d'une interdiction de séjour de dix ans dans dix-sept départements français, était suffisante.

Le préfet a passé outre, estimant que la présence de Mme Lopez en France constitue une *« menace à l'ordre public »* vu l'engagement de l'intéressée dans *« un groupe organisé qui prône la lutte armée »*.

La militante basque devrait être en fait, non pas expulsée, mais extradée. La justice espagnole, qui la soupçonne d'avoir participé à une vingtaine d'assassinats à Madrid en 1986, a en effet multiplié les demandes auprès des juridictions françaises pour obtenir son extradition. Le préfet du Pas-de-Calais a tenu à préciser dans son arrêté qu'*« Idoia Lopez ne sera éloignée de la France qu'en vertu d'une extradition judiciaire, et non en application de cet arrêté d'expulsion »*.

Expulsion ou extradition, la différence est de taille pour Mme Lopez. *« Expulsée, elle aurait été* ipso facto *livrée à la police, la garde civile »*, estime son avocate, Me Yolande Molina, de Bayonne. Elle ajoute : *« Extradée, elle sera remise entre les mains de la justice espagnole à un juge d'instruction. »* Selon son avocate, Mme Lopez a déjà quitté le Pas-de-Calais et a été transférée à la prison de Fleury-Mérogis, alors qu'une nouvelle demande d'extradition est parvenue, entre-temps, à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai.

Yves Jouannic

La croisade d'un élu contre la délinquance des mineurs

Le maire d'Aix-les-Bains veut supprimer les allocations familiales aux parents dont les enfants ont commis des délits

CHAMBÉRY
de notre correspondant

Dans un courrier intitulé « Lutter vraiment contre la délinquance » adressé, le 20 mai, aux quelque 12 000 foyers d'Aix-les-Bains (Savoie), le maire de la ville, André Grosjean (RPR), suggère une suppression graduelle des allocations familiales pour les familles dont les enfants mineurs commettraient des délits. *« Nous devons retrouver nos valeurs républicaines. C'est la raison pour laquelle je vous propose une première mesure locale pour marquer notre indignation et notre colère devant la montée de la délinquance »*, écrit-il. Les habitants sont invités à répondre par « oui » ou « non » à cette mesure qu'il entend soumettre au gouvernement en souhaitant que la commune soit autorisée à l'expérimenter.

Pour André Grosjean, le travail de prévention ne suffit plus à contenir la montée de la délinquance juvénile, qui représenterait, selon lui, entre 22 % et 30 % de l'ensemble des délits constatés depuis trois ans à Aix-les-Bains, une cité touristique et thermale de 28 000 habitants dont la population double en saison. *« De nombreux maires se trouvent confrontés à ce type de situation. Elle deviendra ingérable si nous restons inertes. Il faut trouver un moyen de toucher les parents qui n'assument pas leurs responsabilités. Si les démocrates ne réagissent pas, les extrêmes le feront à notre place »*, explique-t-il en faisant ainsi allusion à la progression du Front national.

Cette proposition intervient alors que le service de ramassage scolaire a été interrompu, les 22 et 23 mai, dans un quartier « difficile ». Trois jours auparavant, un chauffeur de bus avait été bombardé à coups de canettes de bière par deux collégiens qui ont été appréhendés. En signe de protestation, les vingt-quatre chauffeurs, soutenus par leur directeur, ont décidé de suspendre durant deux jours ce service qui assure régulièrement le transport de 150 à 200 élèves. *« Des jets d'œufs ou de tomates mettent, depuis plusieurs mois, la patience des chauffeurs à rude épreuve »*, commente Norbert Vercruysse, directeur du service des transports de l'agglomération aixoise.

« UN COUP POLITIQUE »

« Depuis quinze ans, les municipalités successives d'Aix-les-Bains ont voulu ignorer les difficultés que connaissent les quartiers populaires de la cité thermale. La politique se fait au coup par coup, sans cohérence... », relève, de son côté, Georges Daviet, conseiller municipal d'opposition (PS). *« La suppression des prestations familiales aggraverait encore les problèmes des familles les plus défavorisées et, loin d'apporter des solutions aux difficultés – qui sont bien réelles –, ne ferait que renforcer chez les jeunes le sentiment d'injustice et de révolte »*, indique encore cet élu, par ailleurs directeur d'un établissement scolaire d'une commune voisine, qui estime qu'il s'agit d'*« un coup politique »*.

Philippe Révil

CARNET

DISPARITION

■ FRANCISCO LUCAS PIRES, vice-président du Parlement européen, est mort vendredi 22 mai, à l'hôpital de Coimbra (Portugal), à l'âge de cinquante-trois ans. Il avait accompagné dans la matinée le président de la Commission européenne, Jacques Santer, dans sa visite à l'Exposition mondiale de Lisbonne. Professeur de droit à l'université de Coimbra, Francisco Lucas Pires fut président du Centre démocratique et social (droite), vice-président de l'Union européenne des démocraties chrétiennes (1984-1986). En 1994, il avait été réélu député européen comme indépendant sur une liste du Parti social-démocrate portugais (libéral).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Vanves. Lyon.

Pierre et Michèle BOUSQUET
sont heureux de faire part de la naissance de

Juliette, Inès,

le 19 mai 1998, chez leurs enfants
Philippe et Karima.

Mariages

– Leurs parents sont heureux de faire part du mariage de

Clarisse BERTHEZÈNE
et
***Mathias* GAVARRY,**

célébré à New York, le 22 mai 1998.

Décès

– Montournais.

Le docteur Georges Adam et Mme,
Stéphane, son petit-fils, et Dominique, son épouse,
Quentin, son arrière-petit-fils,
ont le regret de faire part du décès de

Hélène ADAM,

survenu à Dole, le 15 mai 1998, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Selon sa volonté, elle a été incinérée dans l'intimité familiale.

8, rue de la Vallée,
85700 Montournais.

– Mme Suzy Galtier,
M. et Mme Sylvain Cohen-Deloro,
M. et Mme Bernard Cohen-Deloro
et leur fille, Fanny,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Edmond DELORO,

survenu le 21 mai 1998, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation aura lieu le lundi 25 mai, à 16 h 30, au cimetière du Montparnasse, où l'on se réunira à l'entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

– Noëlle Falga,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean FALGA,
chrétien, enseignant, syndicaliste,

survenu le 21 mai 1998, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 25 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Jean-Bosco, à Orléans.

« Poursuis la justice, la piété, la foi, la charité, la constance, la douceur. Combats le bon combat de la foi, conquiers la vie éternelle. »
Paul : « Epître à Timothée ».

17, rue de Médéa,
45000 Orléans.

– Mme Gina Gabbai,
son épouse,
M. et Mme Jean Le Sidaner
et leur famille,
M. et Mme Maurice Gabbai
et leur famille,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mario GABBAI,
chevalier de la République italienne.

L'inhumation aura lieu le lundi 25 mai 1998, au cimetière de Pantin, à 14 h 30, *porte principale.*

Ni fleurs ni couronnes.

– Mme Hélène Mallah,
sa fille,
M. et Mme Alain Manfroy,
M. et Mme Jean-Bernard Parenti,
ses petits-enfants,
Sarah-Lise, Alexandra, Deborah, Alice et Nicolas,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Edda MALLAH,
née FRANCES,

survenu dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Fontainebleau.

5, rue des Villarmains,
92210 Saint-Cloud.

– Mme Henri Hauducœur,
ses fils, sa belle-fille,
et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part de la perte qu'ils viennent de subir en la personne de

Philippe HAUDUCŒUR,
professeur d'arts graphiques
à l'école supérieure d'arts appliqués,
artiste peintre,

survenue le 21 avril 1998.

Ceux qui l'ont connu et aimé sont conviés à la messe de deuil qui sera célébrée le samedi 6 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux (Hauts-de-seine), rue du Docteur-Berger.

– Mme Jean Leroux-Robert,
M. et Mme Jean-Philippe Copaux,
Le professeur Claude Leroux-Robert,
M. et Mme Bertrand de Chasteigner,
M. et Mme Bernard Leroux-Robert,
M. et Mme Franck Chalon,
Ses onze petits-enfants,
ses neuf arrière-petits-enfants,
ont le chagrin d'annoncer le décès du

docteur Jean LEROUX-ROBERT,
professeur au collège de médecine,
officier de la Légion d'honneur,
laryngologiste honoraire des hôpitaux
et de la Fondation Curie,
membre de l'Académie nationale
de médecine
et de l'Académie de chirurgie,

survenu dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le mardi 19 mai 1998, en l'église de Saint-Honoré-d'Eylau, Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

147, rue de la Pompe,
75116 Paris.

– Mme Gilbert Monier,
son épouse,
Mme André Jaguin,
Mme Françoise Monier,
M. et Mme Bertrand Monier,
ses enfants,
Cédric, Armelle, Marguerite, Olivier, Erwann,
ses petits-enfants,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Gilbert MONIER,
ingénieur général du Génie Maritime,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre national
du Mérite,

le 19 mai 1998, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 25 mai, à 13 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.

Ni fleurs ni couronnes.

– Eléazar Barouch (Larry)
a la grande douleur d'annoncer le décès de sa fille,

Marianne BAROUCH.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux, lundi 25 mai 1998, à 10 h 30.

Hasta la victoria siempre !

– Mme Jean Pehuet,
son épouse,
M. et Mme Christian Pehuet
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Claude Bélanger
et leurs enfants,
Mme Isabelle Pehuet, Enrico Rosa
et leurs enfants,
M. et Mme Olivier Pehuet
et leurs enfants,
M. Frédéric Pehuet, Tracy Robinson
et leur enfant,
font part du décès de

M. Jean PEHUET,

survenu le 19 mai 1998, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 25 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice de Bailly (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, avenue de Sceaux,
78000 Versailles.

– Mme Etienne Mondot,
M. et Mme Jean-Claude Fortun,
M. et Mme Marcel Bordet,
ses enfants,
M. et Mme Thierry Jacqueminet,
Laure et Arnaud,
M. et Mme Olivier Mondot,
Guillaume, Christophe, Marie-Astrid, Lorraine et Thiphaine,
M. et Mme Bruno Fortun,
Axel et Margaux,
M. et Mme Roussos Vourdoumpas
et Petros,
M. et Mme François Bordet,
Alexandre, Mathilde et Raphaël,
M. et Mme Philippe Bordet,
Nicolas, Thomas et Charlotte,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Danièle Perego,
Mme Gisèle Chauveau,
M. et Mme François Martin,
ses neveu et nièces,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la grande tristesse de faire part du rapel à Dieu de

Mme Renée PEREGO,
née CHAUVEAU,

décédée dans sa quatre-vingt-seizième année.

Tous ceux qui l'ont connue et aimée pourront lui rendre hommage, le mercredi 27 mai 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-5e.

Remerciements

– Profondément touchés des nombreuses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. le recteur Guy DEBEYRE,

Mme Guy Debeyre-Duez,
son épouse,
M. et Mme Georges Teneul-Debeyre,
M. et Mme Michel Delebarre-Debeyre,
M. et Mme Marc Bodiot-Debeyre,
M. et Mme Jean-Luc Rigal-Debeyre,
ses enfants,
Ses petits-enfants
Et son arrière-petite-fille,
vous remercient très sincèrement de leur avoir apporté par votre présence, votre envoi de fleurs ou de condoléances, réconfort et amitié.

Messes

– Une messe sera célébrée le mercredi 27 mai 1998, à 17 heures, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, *Paris-6e*, à l'intention de

M. Bruno OPPETIT,
professeur à l'université Paris-II,

décédé le 26 mars 1998.

Anniversaires de décès

– Il y a vingt ans, disparaissait

René CAHEN,
fondateur et président-directeur général
de l'Affinerie de Nanterre.

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants rappellent son souvenir à ceux qui l'ont connu et aimé.

– Le 24 mai 1997.

Denis CARTIER

nous quittait.

« Tu as élevé le sommet
Que devra franchir notre attente
Quand demain disparaîtra. »

Sa famille.

83500 La Seyne-sur-Mer.

Gilles
LAUNAY d'ANTRAIGUES,
1958-1994.

« Seul notre regard ose
Et se pose sur la rose.
Rose rose et rouge qui bouge,
Rose où les amours sont encloses. »
G. A.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Il y a dix ans, le 25 mai 1988, disparaissait brutalement

Bruno SEGRETAIN,
à l'âge de trente-six ans.

Son épouse,
Sa maman,
Et toute sa famille,
Ses amis
Ne l'oublient pas.

Concerts

Le Chœur du Marais,
dir. Yves Müller,
chante le mercredi 27 mai, 20 h 45, à l'Institut des jeunes aveugles, salle A.-Marchal, 56, boulevard des Invalides, Paris-7e, Me Duroc. Musiques tsiganes de Brahms, Schumann, Bartok. Prix : 60 F, 80 F, 100 F. FNAC ou 01 43 87 35 14.

– L'Association de soutien aux musiciens bosniaques et l'association Etudiants pour Sarajevo organisent un concert, lundi 25 mai, dont le fruit se traduira par des livres, instruments, partitions, et par des échanges entre professeurs et étudiants. Au programme : *Winterreise*, de Franz Schubert, avec Philippe Cantor (baryton) et Sophie Rives (piano). Lundi 25 mai, 20 h 30, Théâtre du Palais des glaces, 37, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, métro République ou Goncourt. Tarifs : 150 F, 100 F, 60 F (étudiants, chômeurs) ; billets disponibles au 01-43-38-67-44 ou au guichet le jour du concert.

Conférences

CONFÉRENCE GRATUITE
dans le cadre du cycle
« L'an 2000 :
vers le troisième millénaire »
L'Association d'amitié France-Chili vous invite à la conférence d'Yvon Le Bot, chercheur au Cadis, Ecole des hautes études en sciences sociales.
« La stratégie des Indiens du Chiapas au Mexique »,
à la Maison de l'Amérique latine,
le *mardi 26 mai*, à *18 h 30*.
217, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.
Tél. : 01-49-54-75-00.

Communications diverses

Mercredi 27 mai, 19 heures
4-6, place de Valois, Me Palais-Royal
« *Le temps des religions à la carte* »
par Mme Danièle Hervieu-Léger
Participation aux frais : 20 F
Pour tous renseignements :
01-55-35-36-37

Soutenances de thèse

– Stéphanie DURAND-BARRACAND soutiendra sa thèse de doctorat de lettres, intitulée
**« Léon Barracand,
géographies d'un écrivain »,**
sous la direction de M. le professeur Alain Viala, le lundi 25 mai 1998, à 14 h 30, à la Sorbonne, salle Bourjac.

18 LES AVENTURES DE MAI

Paris-Nice en avion militaire

par Patrick Rambaud

JEUDI 23 MAI 68

IL est possible qu'on aurait pu, au début des désordres dans la rue, agir plus vite et plus fermement.

Le Général avait prononcé cette phrase d'un air détaché, mais le ton n'effaçait pas la critique. Le premier ministre se sentait désavoué. *Il contemplait le buvard rose* posé devant lui sur la table du conseil des ministres, au premier étage de l'Elysée. Il ne parvenait pas à chasser de ses pensées l'un des slogans favoris des jeunes, *Dix ans, ça suffit !* Il en goûtait l'opportunité, ce matin de l'Ascension où les Parisiens avaient fui leur capitale abîmée par les grèves et les restrictions pour un long week-end. En dix ans, l'image du Général s'était ternie. La veille, à l'Assemblée, des gaullistes frondeurs souhaitaient même qu'il cède la place ; lui, il était ailleurs ; loin *dans le passé ou dans l'avenir, mais ailleurs. De* temps à autre, au détour d'une sentence et mine de rien, il accusait le premier ministre, même s'il s'adressait en principe au gouvernement entier qu'il avait convoqué :

– Votre psychologie a été de laisser faire, mais les bornes ont été atteintes et l'Etat malmené...

Georges Pompidou avait-il échoué ? Non, pas encore. Il était plutôt confiant. Les incidents de la nuit au Quartier latin n'avaient pas pris de dimension, la police avait réagi avec sang-froid, les syndi*cats ouvriers désapprouvaient* les *provocateurs et le* Comité d'occupation de l'Odéon aussi. Les négociations allaient leur train. Au moins, les besognes étaient réparties. Au premier ministre le quotidien, la vie des gens, le concret, les embouteillages et les usines occupées ; au président le fond du problème, dont il parlait maintenant. De Gaulle poursuivait son exposé en évoquant ce référendum qui l'obsédait ou l'aveuglait, et ses projets pour les régions, comme si le pays n'attendait que cela. Lorsque ce fut au tour des ministres de donner leur avis, il y eut *des doutes et des propositions diverses. Pourquoi* pas des élections en même temps ? Et si nous les *perdons ? rétorquait* Georges Pompidou :

– Est-ce bien utile de se mettre à dos les parlementaires ? Nous avons assez d'ennemis comme ça !

– Livrez-nous vos idées là-dessus, monsieur le Premier ministre.

– Tout finira par se tasser. Cette crise a révélé, non pas seulement la jeunesse, mais l'existence de forces puissantes, le Parti communiste, la CGT... Ils avaient la possibilité de paralyser l'Etat et ils ne l'ont pas fait. Et puis la province n'a pas réagi comme Paris. Ce défoulement nous ramène au Paris de la Révolution. *La Restauration, la monarchie de Juillet, le* second Empire ont succombé à des mouvements du même ordre. La IIIe République, la IVe *s'en tiraient* par des crises ministérielles. Aujourd'hui, l'autorité de l'Etat s'est maintenue, quelque chose a changé et la Ve tient bon. Mon Général, nous avons été fidèles à votre personne et nous le resterons.

– Je suis très touché, dit de Gaulle. Je vous remercie.

Et Pompidou se demanda dans quel sens le Général employait le verbe *remercier*.

DANS les bâtiments plats de l'Escale aérienne d'Evreux flottait une odeur tenace d'ambre solaire. Désormais, l'armée remplaçait Air Inter en grève pour assurer les vols entre Paris et Nice. Corbière avait donc droit de porter en permanence sa tenue n° 1, réservée aux sorties et supposée plus élégante car en tissu moins épais. Pour l'instant, il *écoutait les dernières informations sur une radio* périphérique, dans la salle des télétypes, avec son *ami le deuxième classe Bocquet. Un délégué de la* CGT, interviewé, donnait son sentiment sur l'affaire Cohn-Bendit et abondait dans le sens du gouvernement, ce qui confortait et agaçait les deux soldats :

– *Le drapeau noir n'a jamais conduit où que ce soit les travailleurs à la victoire. Faire confiance aux leaders de cette espèce serait creuser la tombe du mouvement ouvrier...*

– Y vont nous faire le coup du complot, tu vas voir.

– *Les manifestations en faveur de Cohn-Bendit ne peuvent être que division, diversion, provocation...*

– Que, se passe-t-il ? demanda l'adjudant qu'ils n'avaient pas entendu venir.

Dans les bâtiments plats de l'Escale aérienne d'Evreux flottait une odeur tenace d'ambre solaire. Désormais, l'armée remplaçait Air Inter en grève

– Les étudiants ont manifesté contre l'interdiction de séjour de Cohn-Bendit.

– *Ah ! celui-là, on aurait dû l'expulser plus tôt.*

– Ben voyons, mon adjudant.

– Dites, Corbière, vous n'êtes pas allé chez le coiffeur ?

– Fermé. C'est l'Ascension.

– Vous irez demain matin.

Corbière avait en effet, dans la nuque, des cheveux qui touchaient son col. Il n'eut pas le temps de répondre à l'adjudant, surnommé Sac-à-bière pour son teint vermillon et ses séjours prolongés, dès le matin, au mess des sous-off, car le télétype trépignait en crachant une dépêche. Le soldat Bocquet, d'un geste professionnel, déchira le message *du rouleau et lut à voix haute :*

– A bord DC6 militaire route Nice-Evreux, M. F. Henri et Mlle C. Martine mineure en fugue remis par police service des mineurs de Nice. stop, vous demande réceptionner intéressés et garder brigade air *jusqu'à* arrivée *des parents* avisés par nos soins.

– *Ça vient* de Nice ? demanda l'adjudant.

– Ouais, du commandant de la gendarmerie de l'aéroport

– Donnez, je vais prévenir nos gendarmes.

– Bonne idée, dit Corbière... et il risqua un bras d'honneur à l'adjudant qui tournait le dos.

– On était *déjà* militaires, soupira Bocquet, et en plus nous voilà dans la flicaille...

– Rien à faire pour se dérober.

La grève du zèle, ils l'avaient expérimentée avec succès, en immobilisant des parachutistes un *ou deux jours* de plus, sous prétexte de formulaires manquants ou de tampons inadéquats. Un élève officier avait-il fait son malin, au centre d'accueil, parce qu'on ne lui avait pas proposé une chambre d'officier ? Corbière l'avait exilé au bâtiment 147, à sept kilomètres des pistes : le lendemain, il avait dû se lever avant l'aube pour refaire le trajet à pied et embarquer à l'heure. C'était bien la seule activité révolutionnaire que les deux bidasses s'autorisaient.

– Tiens, Papa Juliette se pose, *dit Bocquet.*

Tel était l'indicatif du DC6 qui arrivait de Nice.

Des appelés en treillis roulèrent une passerelle sur le tarmac ; une colonne de civils que menait une hôtesse longea les hangars et les pistes. Deux gendarmes emmenèrent vers le poste de police les jeunes fugueurs ; à l'intérieur, on entendait un brigadier beugler dans le téléphone qu'on lui avait volé la selle de son vélo. Une petite danseuse suédoise, à peine débarquée, dansait sur l'herbe. Les autres passagers entrèrent dans les pièces de l'Escale aménagées sommairement en salles d'attente.

– *Mais* oui, madame, disait Corbière, rassurez-vous, vos bagages vont suivre.

– *Que ferait-on sans l'armée de l'air ? demandait* un vieux monsieur décoré.

– C'est une arme d'élite, disait un autre.

– Vous n'avez pas un chauffe-biberon ?

– Non madame, répondit Corbière d'un ton navré. Les bébés ne sont pas prévus, dans l'armée.

Il alla ensuite guider cette troupe jusqu'à l'autorité militaire qui conduirait les civils à Paris. Quand il retourna vers l'Escale, il *croisa* deux engagés du Service d'intervention rapide en tenues de combat :

– Qu'est-ce que vous faites ?

– On attend, on doit aller garder une raffinerie.

– *Avec des mitraillettes ?*

– On a même des chargeurs réels. Ca va être paillard !



IMPRESSION DE MAI
Claude Dityvon

LES *Katangais* de la Sorbonne n'obéissaient plus au Comité d'occupation et, pour beaucoup, leur présence devenait pénible. Arrogants, ils patrouillaient en bande. Leurs femmes, très maquillées, vivaient avec eux en permanence dans les salons des étages qu'ils contribuaient à dévaster par jeu. Près de la chapelle, à l'entrée des sous-sols, Portallier les vit rudoyer un garçon en blouse blanche d'infirmier ; celui-ci se débattait, refusait de les suivre, mais ils le tenaient bien, à plusieurs.

– On n'aurait jamais dû laisser ces serpents installer leur nid à la Sorbonne, disait Rodrigue.

– On va voir ce qu'ils traficotent ?

Ils traversèrent la cour entre les stands et les haut-parleurs qui diffusaient des chants de 1917, éraillés. Dans l'escalier des souterrains, le dénommé Chicago brandissait une cigarette allumée sous le nez de l'infirmier, maintenu par des malabars en blousons cloutés et par Tonio, le gitan, tout en noir, une hache au ceinturon.

– Vous lui reprochez quoi, à ce type ? dit Portallier

– C'est un mytho, a dit le Comité, un médecin bidon.

– On s'en occupe, dit Chicago avec un air buté.

– Avec une cigarette ?

– On va juste le brûler un peu pour qu'il avoue.

– J'ai rien à avouer ! glapissait le malheureux.

Rodrigue s'alluma une gauloise, la prit entre deux doigts et s'approcha du groupe intrigué.

– Tu veux t'amuser aussi ? sourit Tonio.

Rodrigue écrasa la cigarette, dans sa paume, cela sentait la chair grillée. Il serra la mâchoire mais ne cria pas, et Portallier songea aussitôt à ce consul de Rome qui posa son poing sur des braises pour impressionner ses bourreaux. Les Katangais ouvraient des yeux incrédules :

– T'es pas fêlé ? dit enfin Chicago.

– Et toi ? dit Rodrigue. Pourquoi tu n'essaies pas ? Ecoutez, les bonshommes, si vous vous écrasez une clope dans la main, comme moi, vous pourrez le faire à votre prisonnier, sinon, foutez le camp avant qu'on avertisse le Comité. On se dégonfle ?

– Ça, va, dit Chicago, et ils remontèrent dans la cour en roulant des épaules.

– Faut vous bander la plaie, conseilla le pseudo-médecin.

– Oh toi, tu te casses ! dit Rodrigue en se nouant un mouchoir douteux autour de la main.

Portallier monta avec lui jusqu'à l'infirmerie, où un vrai docteur exerçait ; il avait remplacé les rigolos des premiers jours qui auscultaient les jeunes filles de trop près. Ensuite Portallier se rendit seul dans une salle de travaux pratiques où un comité discutait de la grande manifestation étudiante prévue pour le lendemain vendredi. Il y retrouva, comme prévu, Marco et Théodora. Ils étaient une trentaine, attablés à des pupitres. Les mots d'ordre ? Toujours les mêmes. L'Etat devait savoir qu'on n'interdit pas de séjour un étudiant comme Cohn-Bendit, symbole du mouvement.

– Dany, expliquait Marco, va relancer l'action à son insu.

– Comme d'habitude ! plaisanta une jeune brune à lunettes.

– Il est à Francfort mais il doit partir pour Sarrebruck, nos camarades allemands me l'ont affirmé au téléphone. De là, il repassera la frontière à Forbach.

– Déguisé en douanier ?

– Ça serait amusant. Bon, le rendez-vous est fixé gare de Lyon, à dix-neuf heures. Un cortège partira deux heures plus tôt de la porte des Lilas...

Y aurait-il des ouvriers ? Pour les empêcher de venir, la CGT avait décidé sa propre manifestation, à la même heure, en deux cortèges distincts ; l'un partirait de la place Balard, devant les usines Citroën pour filer jusqu'à la gare d'Austerlitz ; l'autre irait de la Bastille jusqu'au boulevard Haussmann, dans le quartier des banques et des grands magasins. Bien sûr, on n'y demanderait pas le retour en France de ce trouble Cohn-Bendit, le complice du pouvoir, mais on afficherait une solidarité puissante aux travailleurs en grève, pour hâter les négociations.

Vers dix-huit heures, Portallier et Théo repartirent à pied pour la place Villiers ; ils allaient puiser dans les réserves de la grand-mère, piller le Frigidaire, se reposer pour être en forme le lendemain. « Ça fait les mollets, la Révolution, dit Théo. Qu'est-ce qu'on marche ! »

Le pont Saint-Michel était barré par une haie de policiers qui recevaient des pierres et des insultes. Quelques milliers de jeunes s'amassaient sur le boulevard et les quais. L'un d'eux, grimpé au sommet d'un lampadaire, lançait des boulons avec sa fronde.

Théo et Portallier se replièrent vers la rue Saint-André-des-Arts et la passerelle en face de l'Institut. Des cageots et des poubelles flambaient. Ils virent des pompiers agressés parce qu'ils tentaient d'étouffer un incendie qui gagnait les stores d'un restaurant.

– C'est à croire que les Katangais ne sont pas tous à la Sorbonne, dit Portallier en montrant un groupe de loubards.

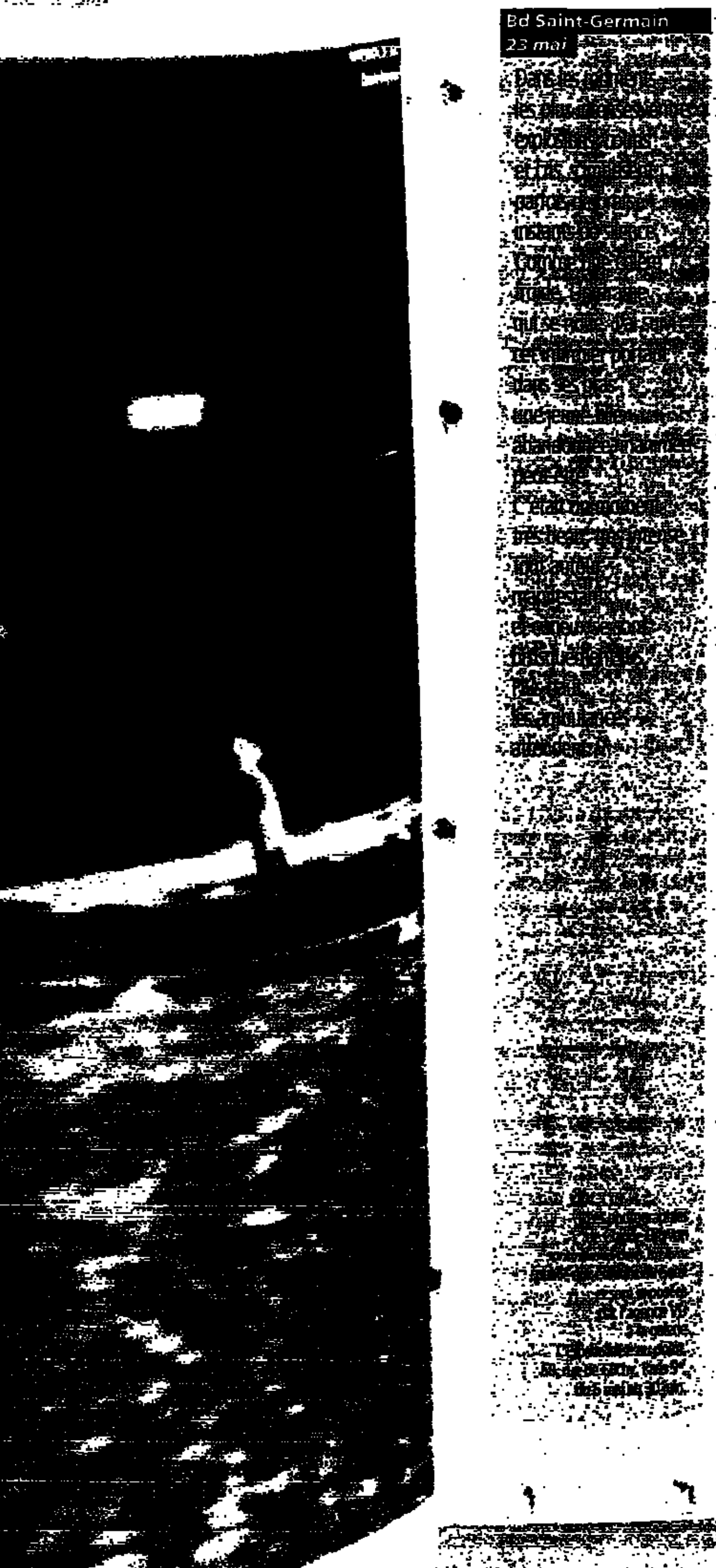
– Personne n'a de prise sur eux, dit Théo.

– Ces imbéciles deviennent nuisibles !

– On s'attarde pas, j'ai faim et j'ai plus d'argent de poche.

Ils avaient encore un long chemin jusqu'à Villiers.

(à suivre)



Bd Saint-Germain
23 mai
[illegible]

DES JOURS AUX NUITS

JEUDI 23 MAI

■ Le conseil national de l'ordre des médecins récupère ses locaux avec l'aide de la police.

■ Jacques Chirac rencontre secrètement Henri Krasucki, numéro 3 de la CGT.

■ Tandis que l'UNEF et le SNE-Sup, réunis en fin de matinée rue Monsieur-le-Prince, au siège du SNE-Sup, décident d'organiser une grande manifestation de protestation contre l'interdiction de séjour de Daniel Cohn-Bendit le vendredi 24, les gauchistes et les éléments extrémistes se retrouvent à la Sorbonne et décident une manifestation immédiate, l'après-midi même, place Saint-Michel.

■ Malgré les appels au calme des organisations étudiantes, des heurts violents se produisent dès le début de la soirée, lorsque les policiers, harcelés depuis plusieurs heures, tentent de dégager la place Saint-André-des-Arts. Des barricades sont édifiées, des arbres coupés, des incendies allumés un peu partout, les grilles des arbres arrachées et cassées servent de projectiles. Ces heurts impliquant quelques milliers d'étudiants se prolongent jusqu'à 3 heures du matin, et le bilan en est lourd : une centaine de blessés chez les étudiants, 65 parmi la police et 720 interpellations.

■ Dans la soirée, le ministre des postes et des télécommunications, Yves Guéna, interdit aux radios nationales et périphériques l'usage des radiotéléphones, afin d'éviter que les étudiants ne soient informés en direct des événements. Elles s'en verront restituer l'usage pour la manifestation gaulliste du 30 mai. Georges Pompidou avait baptisé RTL « Radio-Emeute », selon *Le Canard enchaîné*.

VENDREDI 24 MAI

■ La journée commence par des manifestations de soutien aux grévistes, qui sont maintenant plus de 10 millions – c'est le point culminant –, manifestations organisées par la CGT à Paris et en province. Tout se déroule dans le calme.

■ Au milieu de l'après-midi, Daniel Cohn-Bendit est refoulé vers l'Allemagne lorsqu'il se présente à la frontière, à Forbach.

■ En fin d'après-midi, à l'appel des étudiants, cinq cortèges convergent vers la gare de Lyon. Les manifestants évoluent en mouvements incessants entre la gare, la Bourse et le Quartier latin.

■ A 20 heures, une trêve s'établit pour écouter l'allocution du général de Gaulle, prévue depuis le [illegible] mai. Il annonce un référendum sur la participation pour assurer « la rénovation du pays » et ajoute : « Au cas où votre réponse serait "non", il va de soi que je n'assumerais pas plus longtemps mes fonctions. » A la Bastille, où une foule énorme est réunie, cette dernière phrase est accueillie par une tempête de cris : « Adieu, de Gaulle, adieu ! »

■ Des incidents, des pillages et des incendies – dont un à la Bourse – se produisent dans tout Paris. Dans le Quartier latin, où les manifestants convergent après 21 heures, les arbres du boulevard Saint-Michel sont tronçonnés, les barricades élevées sont, au fur et à mesure, démolies par les bulldozers des policiers, après un pilonnage de grenades lacrymogènes offensives. Le commissariat du Panthéon est pris d'assaut puis repris par les policiers, un autre est mis à sac dans le quartier des Archives.

■ Les violences continuent tard dans la nuit. Il y a près de 500 blessés, [illegible] arrestations. On compte pour la première fois des morts : à Paris, Philippe Mathérion est tué par un éclat métallique tranchant que l'on croit d'abord être un couteau ; à Lyon, un commissaire de police, M. Lacroix, est tué par un camion fou lancé par des voyous qui se sont mêlés aux étudiants.

[illegible]

Réalisation : Documentation du *Monde*

PASSÉ-PRÉSENT

Claudine Monteil
Une femme en mouvement

par Michel Braudeau

ON pourrait facilement croire que mai 68 a été le théâtre d'une grande liberté sexuelle, on imagine a posteriori de farouches étreintes dans les couloirs de la Sorbonne occupée, des couples s'embrassant au sommet des barricades dans les plis des drapeaux rouges et noirs. Il est plus exact de dire que cette époque était encore très pudique et très inégale. La femme n'était l'avenir de l'homme que dans les vers d'Aragon et sans grand engagement de la part de ce dernier. Les militants se comportaient en militants, en soldats, voire en moines-soldats. La révolution était une fois de plus une affaire d'hommes aux yeux de beaucoup, même si l'on ne cessait de revendiquer l'amour comme valeur suprême, à la manière des surréalistes, qui en parlaient souvent, entre hommes. Du moins en parlait-on, ce qui est déjà une façon de le faire. Mais on n'allait pas attendre longtemps pour apprendre que les femmes n'y trouvaient pas leur compte. Et puisqu'on leur donnait, comme à tous, la parole, elles allaient la prendre.

Claudine Monteil, en 1968, a dix-huit ans. Elle est née dans une famille d'universitaires « bourgeois », d'un père mathématicien et d'une mère chimiste. Sa mère, elle-même, a dû batailler pour imposer sa vocation. *Une femme chimiste, pour quoi faire ?* Comme si d'élever des enfants ne suffisait pas. Un éminent scientifique lui a offert le café avant son mariage, pour lui dire que puisqu'elle épousait un homme savant, elle n'avait pas besoin elle-même d'insister. Elle a remercié et promis de ne pas suivre le conseil. Quand elle s'est gravement blessée à la main au laboratoire, elle s'est obstinée à reprendre ses expérimentations comme avant. Elle était enceinte de sa fille unique, Claudine, quand elle a découvert *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir. Il faut croire que même les lectures, comme l'alimentation, les médicaments et le tabac, ont une action sur l'enfant en gestation.

Claudine passe son enfance entre les Etats-Unis, où sa meilleure amie, Carol, est la seule Noire d'une classe de Blancs à Princeton, ce qui lui donne un premier aperçu de la ségrégation, l'URSS, d'où les scientifiques ne peuvent plus sortir librement, et la France où elle fait ses études au lycée Molière. Le jour de ses dix-sept ans, elle assiste à la Mutualité à un meeting avec Sartre contre la guerre au Vietnam : « *Enfin je n'étais plus entourée de jeunes filles de bonne famille.* » Elle rêve de justice, de littérature, de la Sorbonne. Mais comme elle habite le 16e arrondissement, elle est automatiquement inscrite à Nanterre et se retrouve comme tant d'autres dans la gadoue de la Folie. « *On continuait de manifester pour le Vietnam et j'ai vécu tout naturellement le 22 mars. Je déjeunais souvent à la cantine avec Daniel Cohn-Bendit, qui était un redoutable séducteur. Je l'avais prévenu que je n'étais pas d'accord pour être un numéro dans sa collection, mais il faut dire qu'il était beaucoup plus drôle, plus pétillant que les autres, et tellement moins coincé...* » Là-dessus, les événements arrivent et Claudine plonge dans la mêlée. Ses parents sont inquiets. D'un milieu modeste, son père doit tout à l'université. Il a peur que sa fille ne prenne un coup de matraque. On n'a qu'un cerveau. Néanmoins, le 13 mai, il l'accompagne en manifestation, lui du côté des anarchistes (« *A bas l'Etat !* »), elle du côté des maos (« *A bas l'Etat répressif et policier !* »).

Ce qui la ravit en mai, c'est la soudaine transformation des relations entre les gens, souvent de parfaits inconnus qui se parlent et se tutoient dans la rue sans autre forme de procès. « *Un souvenir inoubliable, d'autant plus que chaque fois qu'une femme prenait la parole, d'ordinaire, il y avait toujours un homme pour la lui couper en disant "mais non, c'est pas du tout ça...". A partir de 68, les femmes ont osé parler, les étudiantes, comme les ouvrières. En même temps, 68 ne s'est exprimé alors que par trois hommes, Cohn-Bendit, Geismar et Sauvageot.* »

Ayant vécu en URSS, dans les milieux intellectuels et scientifiques, parlant le russe, elle n'a plus aucune illusion sur la démocratie soviétique et tout naturellement embrasse l'idéal maoïste. A quinze ans, elle avait écrit à *Pékin-Information* pour savoir où elle pouvait trouver les poèmes du président Mao et avait reçu les œuvres complètes de ce dernier par retour du courrier.

Après 68, elle part un an aux Etats-Unis, revient, s'inscrit à Vincennes et entre aux Amis de *la Cause du peuple*, une organisation pro-chinoise abritant les signatures illustres (Sartre, Beauvoir, Truffaut) et les sympathisants qu'on ne voulait pas intégrer à la Gauche prolétarienne. « *J'étais bonne pour distribuer les tracts aux usines à 6 h du matin. Mais pas pour penser. Il n'y avait que les hommes qui avaient des idées. Tous ces normaliens autour de Sartre étaient de purs machos. Un jour, aux Beaux-Arts, je vois un papier "Demain, réunion du MLF". Mes amis me disent de ne pas y aller, que c'est un ramassis de petites bourgeoises hystériques et de mal-baisées. J'y vais quand même et je trouve une ambiance formidable. Les maos m'ont ordonné de choisir entre eux et les femmes. J'ai choisi les femmes, comme la plupart des autres militantes. Pour nous il ne s'agissait pas de changer la condition féminine après la grande révolution prolétarienne, mais de la changer tout de suite, de notre vivant.* »

C'est ainsi, dans le mouvement des femmes, qu'elle rencontre à vingt ans son idole, Simone de Beauvoir, qu'elle ne quittera plus jusqu'à la mort de celle-ci et à qui elle consacrera un beau livre de souvenirs, *Simone de Beauvoir, le mouvement des femmes* (Editions du Rocher). Tout de suite, Simone de Beauvoir demande à la jeune fille ce qu'elle propose pour qu'on parle enfin de l'avortement dans la société française. « *Je n'avais entendu le mot que deux fois dans ma vie. On réfléchit, on discute, puis c'est la signature du manifeste des 343 femmes déclarant avoir avorté, à la « une » du* Nouvel Observateur. *Avorter était un crime. J'ai signé, bien que n'ayant jamais avorté. Ça a été un scandale extraordinaire.* »

Le grand pas est franchi. Après ce sera le droit à la contraception, la loi Veil en 1974. « *Je ne suis pas sûre que sans mai 68 nous aurions pu aller aussi vite, aussi loin. Qui a dit que la seule révolution qui avait réussi au XXe siècle avait été celle des femmes ? Quand je vois des femmes juges d'instruction mettre des grandes gueules en prison, ça ne me déplaît pas. Mais comme disait Simone de Beauvoir : attention, en cas de crise économique, tout peut changer. Nous devons rester vigilantes.* »



ELIE KAGAN

« Je ne suis pas sûre que sans Mai 68 nous aurions pu aller aussi vite, aussi loin », déclare Claudine Monteil, que l'on voit ici à gauche de Simone de Beauvoir, lors d'une conférence de presse du Mouvement des femmes, aux Beaux-Arts, en 1970.

PAROLES

« La censure est dans la rue »
« Nous sommes tous des juifs allemands »
Slogans des manifestants

« Par la voix de leur syndicat, les officiers des compagnies républicaines de sécurité protestent contre l'usage abusif du sigle CRS utilisé, de bonne ou de mauvaise foi, depuis le début des manifestations d'étudiants pour désigner tout membre des forces de police participant au rétablissement de l'ordre. En particulier, ils ne peuvent accepter qu'eux-mêmes et les fonctionnaires qu'ils commandent soient systématiquement déconsidérés par le récit d'exactions qu'ils n'ont pas commises... »
Communiqué du syndicat des officiers CRS

« De plus en plus, des éléments troubles qui ne sont pas des étudiants se mêlent aux manifestants ; de plus en plus, ils échappent au contrôle des organisateurs. »
Christian Fouchet, ministre de l'intérieur

« Des tentatives constantes et très courageuses du service d'ordre étudiant ont réussi à éviter le pire. »
Le préfet de police, Maurice Grimaud

هكذا من الإمل

Les mille et une vies de Bibendum

Il y a cent ans, le bonhomme Michelin voyait le jour. Longtemps il symbolisa les succès de la firme, sur les routes et les circuits de courses automobiles. La crise venue, il se fit plus discret. Jusqu'à sa résurrection comme emblème inaltérable du numéro un mondial du pneumatique

POUR ses cent ans, Bibendum s'est offert un lifting. Le bonhomme de pneus a passé l'âge de courir en poussant une roue tout en saluant ses clients, comme le représentait jusqu'ici le logo de Michelin. Le centenaire aux allures juvéniles a adopté une posture plus adaptée à son statut : numéro un mondial du pneu. *« Michelin est un leader qui doit exprimer la puissance, tout en restant fidèle à ses valeurs, le service au client et l'avance technologique »*, explique Michelin. Le nouveau Bibendum continue donc de saluer et garde sa position en X – bras et jambes écartés –, qui symbolise le pneu radial, aujourd'hui le standard de l'industrie pneumatique, inventé par Michelin en 1946. Mais, en pleine possession de ses forces, il cesse de courir. Ses nouvelles proportions lui donnent un aspect moins rondelet et plus puissant. Bibendum ne pousse plus de pneu, puisque tout le monde sait – ou devrait savoir – qu'il incarne Michelin.

La saga Michelin commence en 1886. André, qui a alors 33 ans, est appelé à la rescousse d'une entreprise familiale au bord de la faillite, Barbier et Daubrée, installée à Clermont-Ferrand et spécialisée dans le caoutchouc. Il fait appel à son tour à son jeune frère, Edouard, qui vient d'achever ses études aux Beaux-Arts et renonce à une carrière d'artiste peintre pour devenir gérant de la société familiale en 1889. Ingénieur de l'Ecole centrale et ancien élève de la section architecture des Beaux-Arts, André, qui a créé une entreprise de charpente métallique à Paris, rêve d'être le futur Gustave Eiffel.

Rebaptisée pour l'occasion Michelin et Cie, l'entreprise ne fait pas encore de pneus. Mais en 1889, un cycliste, qui a crevé, s'arrête devant la manufacture clermontoise pour demander de l'aide. Le pneu à remplacer n'a rien à voir avec les bandages pleins qui remplissent alors cette fonction : conçu par le vétérinaire écossais John Boyd Dunlop, qui vient de déposer un brevet, il est gonflé. Mais, solidement collé à la jante de bois, il est indémontable. Edouard se met martel en tête pour trouver une solution. Deux ans après, en 1891, il présente le premier pneu démontable pour vélo, qui fait gagner au coureur Charles Terront la course Paris-Brest-Paris. Michelin vient de sceller son destin comme fabricant de pneumatiques. André, à Paris, abandonne l'architecture métallique pour devenir l'agent commercial de choc de l'entreprise. Edouard, à Clermont, prend en charge la recherche et dirige l'ensemble du processus de production. Bibendum est prêt à naître.

Première étape de sa conception : l'exposition coloniale de Lyon en 1894. A l'entrée du stand Michelin, y sont érigées deux piles de pneus, faisant s'exclamer à Edouard : *« Avec des bras, cela ferait un bonhomme. »* Deuxième étape : quelques semaines plus tard, André conclut une conférence, à la Société des ingénieurs civils, sur le pouvoir d'absorption des chocs par le bandage gonflé d'air par *« Le pneumatique boit l'obstacle »*. Dernière étape, André reçoit le dessinateur publicitaire O'Galop, venu lui montrer ses croquis. L'un d'entre eux, qu'une brasserie munichoise a refusé, représente un Gambrinus, ce roi auquel la légende attribue l'invention du brassage de la bière. Attablé, il brandit un bock en s'exclamant *« Nunc est bibendum »* (c'est maintenant qu'il faut boire), formule tirée d'une ode d'Horace.

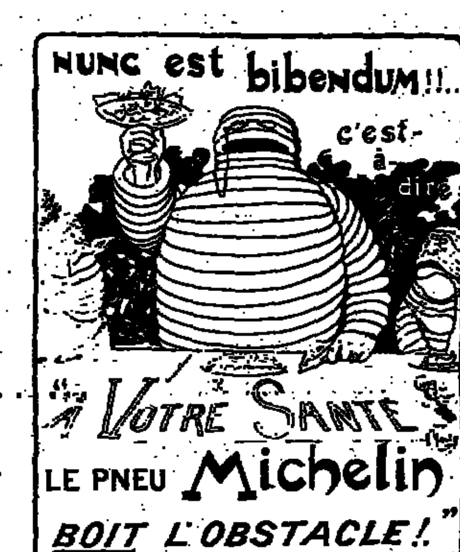


MICHELIN

Parade publicitaire en Argentine, 1923.

André, déjà connu pour ses talents de publicitaire, pressent la bonne idée. Un bonhomme de pneus est substitué au Gambrinus. Une coupe pleine de clous et de tessons de bouteilles remplace le bock de bière. *« Nunc est bibendum »* reste, et sa formule *« le pneu boit l'obstacle »* vient en légende. En avril 1898, les premières affiches sont tirées. Dès juin, des Bibendum vivants incarnent ce nouvel emblème. Le bonhomme est baptisé en juin. *« Lors de la course Paris-Amsterdam-Paris, le coureur Léon Théry s'écrie, en voyant arriver André Michelin dans sa Panhard-Levassor nº 120 : "Tiens voilà Bibendum !" »*, raconte Olivier Darmon dans *Le Grand Siècle de Bibendum* (Editions Hoëbeke, 1997).

Reconstitution de la pile de pneus qui inspira la création de Bibendum.



Ci-dessous dans cette affiche signée O'Galop, les deux personnages chétifs entourant Bibendum sont des caricatures de John Boyd Dunlop (à gauche) et du patron de la firme Continental.

En 1898, l'entreprise clermontoise est sur ses rails. Après le marché du vélo, les frères Michelin conquièrent celui du fiacre puis de la voiture, dont les roues étaient aussi en bois cerclé de métal ou en bandages pleins. Entre 1891 et 1900, le chiffre d'affaires de Michelin passe de 460 000 francs à 6 millions de francs. Bibendum devient le meilleur représentant de la firme, répercutant, avec humour, les trouvailles d'Edouard et partant en guerre contre la concurrence et l'administration. Sur les premières images de O'Galop, figurent souvent deux personnages aux traits des patrons de Dunlop et de Continental. Baptisés pneu X et pneu Y, ils apparaissent pitoyables, vaincus par l'implacable Bibendum.

Au début du siècle, le personnage est au sommet de sa forme : la marque multiplie les victoires dans les premières courses automobiles, la firme se développe internationalement avec l'ouverture d'une usine en Italie en 1906 et aux Etats-Unis en 1908. Son rôle favori, celui qui va lui valoir l'affection du public, c'est celui *« d'ange gardien débonnaire des automobilistes, de pédagogue prévenant jouissant immédiatement d'une popularité à la hauteur de sa malice »*, comme l'écrit Olivier Darmon. Engoncé dans de chaudes pelisses indispensables dans les voitures découvertes, affublé de lorgnons et fumant le cigare, à l'image de cette clientèle fortunée à laquelle est encore réservée l'automobile, Bibendum promeut les services gratuits offerts par Michelin pour aider les conducteurs alors complètement livrés à eux-mêmes sur les routes de France. En 1900, naissent les premiers Guides Michelin, en 1908 le bureau des itinéraires, qui délivre sur simple demande des itinéraires routiers aux automobilistes, en 1910 les cartes routières, en 1926 les guides régionaux, et à partir de 1913, Michelin fournit les bornes kilométriques.

Après la première guerre mondiale, au cours de laquelle les usines Michelin produisent des avions de combat, Bibendum reprend du service. Entre 1927 et 1930, André veut « bibendumiser » le monde. A l'image de Coca-Cola, qui inonde alors la planète de ses produits rouge et blanc et dont le président divise l'humanité en deux catégories, *« ceux qui boivent du Coca et ceux qui vont en boire »*, Bibendum tente d'accompagner le client du lever au coucher. Il doit apparaître partout, sur son bol de petit-déjeuner, son beurrier, le chocolat qu'il grignote, son stylo... Les quelques objets qui verront le jour, comme des Bibendum en chocolat Tobler, rencontrent un tel succès commercial que la firme n'arrive pas à y répondre et qu'ils provoquent la colère des commerçants. En 1930, Michelin liquide ces activités.

Un an plus tard, André meurt. Bibendum demeure. Le matraquage publicitaire – entre 1898 et 1930, on compte 20 000 dessins produits – l'a imposé aux Français. *« Avec notre personnage, nos clients actuels, futurs ou infidèles sont, je peux le dire, sous les formes les plus diverses et les plus inattendues, harcelés par notre collaborateur d'un nouveau genre »*, disait André Michelin, cité par Olivier Darmon.

Le Bibendum d'avant-guerre a largement évolué avec l'entreprise et son époque. Son corps, bâti de pneus, suit l'évolution du produit. En 1923, le lancement du Confort, premier pneu à basse pression, fait perdre au bonhomme une bonne partie de ses bourrelets – sur son torse, ils passent de onze à quatre – qui deviennent plus rebondis. En 1929, il tente d'arrêter de fumer, alors que Michelin lutte contre la tuberculose qui décime ses employés, mais comme tout fumeur invétéré, rechute épisodiquement, jusqu'au milieu des années 30. Enfin, il suit l'expansion du groupe – entre 1931 et 1937, cinq nouvelles usines voient le jour (Allemagne, Argentine, Espagne, Tchécoslovaquie, Belgique) – et apparaît aux quatre coins de la planète.

Après cette période de gloire, Bibendum va, comme tous les grands hommes, connaître une traversée du désert. Edouard meurt en 1940. Pendant la seconde guerre mondiale, la firme de Clermont met son savoir-faire au service des populations démunies en fabriquant des sandales découpées dans des carcasses de vieux pneus, des balais-brosses métalliques... Et continue à chercher de nouvelles technologies.

En 1946, elle lance le pneu X ou radial, qui lui donne une avance de plusieurs années sur ses concurrents. Mais l'heure est à la pénurie généralisée, et cette situation durera jusqu'aux années 70 : Michelin a du mal à répondre à la demande. François Michelin, petit-fils d'Edouard, qui devient cogérant en 1955, a pour mission d'augmenter la capacité de production de l'entreprise. Quinze usines seront ouvertes entre 1955 et 1969. Par ailleurs, l'usage de l'automobile tend à se banaliser. Bibendum se doit d'être plus discret et d'adopter un profil plus conventionnel. Dans les années 80, Michelin traverse une période de difficultés financières. Les plans sociaux se multiplient à Clermont. Dans ces conditions, le bonhomme de pneus se fait petit.

Certes, il hante les plages de France et d'Europe tout au long des années 70, organisant des jeux pour les enfants, et accompagne le Tour de France entre 1973 et 1989. Des collectionneurs créent un vrai mythe. Des artistes, comme Salvador Dali, s'en inspirent. Bibendum a pris son autonomie. Le 21 juillet 1969, d'ailleurs, quand Neil Armstrong et Edwin Aldrin posent leurs pieds sur la lune, les commentateurs de télévision les comparent à Bibendum.

Au début des années 90, Michelin, devenu numéro un mondial mais dont l'image peut paraître vieillote, décide de s'appuyer sur la formidable popularité de Bibendum. Nouveau logo, nouvelles campagnes publicitaires, organisation de manifestations à la gloire du personnage, Bibendum continue tranquillement son bonhomme de chemin.

Virginie Malingre

Un seul logo pour une marque unique

LE MARKETING de Bibendum mérite de devenir un cas d'école. Pendant cent ans, sa maison mère s'est battue pour imposer partout dans le monde le « Bib » – son petit nom au sein de l'entreprise –, emblématique personnage tout en rondeur. La marque de pneumatiques est paradoxalement victime du succès grandissant du personnage. Bibendum est en effet coupable... d'avoir pris trop d'indépendance. Pouquoi cette dérive ? Au cours du temps, chaque filiale – française, américaine, asiatique – s'est appropriée ce personnage et l'a fait vivre en lui donnant une personnalité propre. Bibendum s'est retrouvé « Grand Chef » en Amérique, « Sprinter » en Asie, vêtu d'un kimono au Japon. Il existait plus de quinze représentations différentes du Bibendum sur les cartes de visite du groupe à travers le monde. Le résultat de cette profusion ? Une image brouillée et une confusion dans les valeurs que voulait communiquer la marque (certaines représentations lui donnaient l'air agressif, d'autres l'air fier et ostentatoire...).

Autre chef d'accusation, ô combien stratégique : Bibendum était irrespectueusement devenu, dans certains pays, plus connu que sa maison mère. Autant, sur les marchés historiques de la marque (France, Espagne), 99 % des personnes interrogées associaient Bibendum à la marque Michelin, autant, sur des marchés plus nouveaux, la situation se corsait. En Hongrie, par exemple, Bibendum et Michelin étaient connus... mais séparément. Seulement 63 % des consommateurs interrogés associaient la marque au « Bib ». *« Dans ce pays*, précise-t-on chez Michelin, *Bibendum était devenu le "Frigidaire" du pneumatique »*, c'est-à-dire un nom générique qui symbolise l'industrie dans son ensemble. Même confusion en Thaïlande, et dans d'autres pays d'Europe de l'Est : une publicité le mettant en scène renforçait sa notoriété ou celle de l'industrie pneumatique, sans servir pour autant la marque Michelin. Un vrai frein pour une stratégie d'expansion mondiale !

« Vous ne faites pas commerce de Bibendum mais de pneumatiques », a averti l'agence Carré noir, qui venait de présenter ce diagnostic à la direction générale. Pour résoudre le problème, Michelin, aidé par cette agence, a voulu, comme il se dit dans le jargon de la communication, *« se donner une nouvelle identité graphique »*, c'est-à-dire une nouvelle représentation de la marque utilisable partout dans le monde. Le groupe s'est lancé dans une phase d'introspection de six mois pour savoir quelles étaient les valeurs que devaient représenter la marque et le Bibendum. *« Cette phase s'est révélée particulièrement délicate*, précise Stéphane Lepicard, responsable du projet chez Carré noir, *chaque employé du groupe ayant une relation affective avec le Bib. »* Le nouveau logo Michelin est un concentré de cette grande cogitation interne.

Pour brider les velléités d'indépendance du bonhomme, celui-ci apparaît désormais accolé à la marque, *« incliné comme les lettres Michelin, qui sont en italique »*, précise M. Lepicard. Pour accentuer encore le caractère indissociable du couple, le Bibendum et Michelin ont adopté la même teinte blanche. Les couleurs, chargées de symbole, du logo – bleu (l'innovation technologique), blanc (la modernité) et jaune (la précision) – doivent instantanément représenter le fabricant de pneumatiques. Michelin rejoint ainsi ses grands concurrents mondiaux, qui ont chacun une identité colorée particulière : Bridgestone le noir et rouge, Dunlop le jaune et noir...

Le fabricant français avoue en être *« au tiers de la démarche de changement »*. Il faut maintenant faire passer le message au sein de l'entreprise et utiliser cette nouvelle marque sur tous les supports possibles (camions, points de vente...). Le changement sera progressif, *« principalement pour des raisons budgétaires »*, précise-t-on chez l'équipementier, qui se donne trois ans pour que la nouvelle identité visuelle soit mondialement homogène. *« Michelin, avec sa culture d'ingénieurs, s'est, au cours des décennies, enfermé dans une citadelle*, remarque Marie-Claude Sicard, auteur de *La Métamorphose des marques* (Editions d'organisation). *La grande question est de savoir si ce changement d'image fait partie d'une vraie modification de la politique de communication de l'entreprise. »*

Laure Belot



L'ancienne, ci-dessus, et la nouvelle version du logo de Michelin.

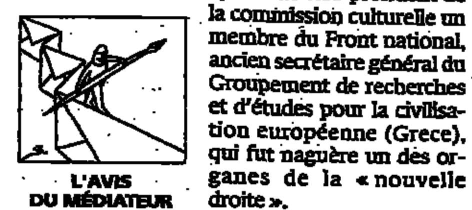


LE COURRIER DES LECTEURS L'élection de plusieurs présidents de conseils régionaux grâce aux voix du Front national a suscité une vaste polémique. Mis en cause, Charles Millon, réélu à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes, s'est défendu d'avoir passé tout accord avec l'extrême droite. La distribution des rôles au sein de l'assemblée régionale, notamment dans les treize commissions permanentes, a paru prouver le contraire. C'est en tout cas ce que *Le Monde* a suggéré après la désignation de Pierre Vial au poste de premier vice-président de la commission culturelle.

Charles Millon et l'extrême droite

par Thomas Ferenczi

SOUS LE TITRE « Charles Millon confie des responsabilités culturelles à un fondateur du Grece », *Le Monde* daté *3-4 mai* annonçait qu'en Rhône-Alpes les amis du président du conseil régional avaient élu au poste de vice-président de la commission culturelle un membre du Front national, ancien secrétaire général du Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne (Grece), qui fut naguère un des organes de la « nouvelle droite ».


L'AVIS DU MÉDIATEUR

Le « chapeau » de présentation, en tête de page, soulignait que Pierre Vial, à l'initiative de Charles Millon, était *« investi d'une responsabilité culturelle au conseil régional »* et le sous-titre précisait que *« Charles Millon a confié une responsabilité culturelle à l'un des représentants les plus durs de l'extrême droite »*. Cette désignation apparaissait donc comme une nouvelle preuve, et une preuve inquiétante, de l'alliance conclue par M. Millon, malgré ses dénégations, avec le Front national.

Or, une semaine plus tard, dans *Le Monde* daté 10-11 mai, une lettre de M. Millon, publiée sans commentaire, rappelait que M. Vial était déjà vice-président de la commission culturelle au cours de la précédente mandature *« sans que la gauche y trouve alors matière à polémique »* et sans que quiconque s'inquiète des menaces que cette situation aurait fait peser sur la politique culturelle de la région.

Quelques lecteurs se sont étonnés que *Le Monde* laisse passer sans réagir la lettre de M. Millon et qu'il ne juge pas nécessaire soit de la démentir, soit de reconnaître s'être trompé. Si les indications de M. Millon sont exactes, nous dit Georges Strauss, de Paris, la relation de cet événement par *Le Monde « apparaît incomplète et partielle au point de devenir fautive : rien n'y laissait supposer que ce qu'il présente comme une nouveauté est en fait la reconduction d'une situation antérieure »*. A propos de la lettre de M. Millon, Claude Rosa, de Paris, nous écrit : *« Vrai ou pas ? Si vrai, vos lecteurs attendent des excuses de votre part. Si pas, vos lecteurs attendent une réfutation »*.

Nos correspondants ont raison et *Le Monde* a tort. Avant de mettre en exergue l'élection de M. Vial au poste de vice-président de la commission culturelle, il aurait dû vérifier la composition de la commission sortante et, cette vérification faite, indiquer que M. Vial occupait dans l'assemblée précédente la même fonction, à laquelle il avait été élu en 1992. Il aurait dû ensuite, lorsque la lettre de M. Millon a été publiée, reconnaître son erreur, imputable à un défaut de vigilance.

Cela ne veut pas dire qu'il était injustifié de faire apparaître, à l'occasion des élections des bureaux des commissions, le renforcement des liens entre M. Millon et l'extrême droite. D'abord parce que le poste important de rapporteur général du budget, attribué dans l'assemblée précédente à une proche de Raymond Barre, a été confié au numéro deux du groupe du Front national, comme le précisait l'article de notre correspondant. Ensuite parce que les conditions du vote de 1998 ont été très différentes de celles du vote de 1992 : la reconduction de Charles Millon à la présidence du conseil régional avec les voix de l'extrême droite a créé une situation nouvelle, qui donne aux fonctions occupées par les élus du Front national un relief particulier. Encore eût-il fallu l'expliquer pour justifier la place accordée par *Le Monde* à cet événement.

Le cinéma sous l'Occupation

Dans votre numéro du 15 avril, Mme Gisèle Casadesus, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, évoquant l'activité artistique pendant l'Occupation, s'exprime ainsi : *« Pas de cinéma, sauf du cinéma allemand, que la plupart des Français, dont je faisais partie, n'allaient pas voir... »* J'avoue qu'une telle déclaration m'a stupéfié. Comment ignorer en effet que, surmontant les terribles difficultés de l'époque, des cinéastes français ont réalisé des chefs-d'œuvre qui comptent dans l'histoire de notre cinéma ? Faut-il rappeler, par exemple, *Les Visiteurs du soir* et *Les Enfants du paradis* (Marcel Carné), *L'Eternel Retour* (Cocteau-Delannoy), *La Nuit fantastique* (Marcel L'Herbier), *Douce* (Autant-Lara), *Les Anges du péché* et *Les Dames du bois de Boulogne* (Robert Bresson), *L'assassin habite au 21* et *Le Corbeau* (Clouzot), *Goupi Mains Rouges* (Jacques Becker), *Les Inconnus dans la maison* (Decoin), *Le ciel est à vous* (Grémillon) ? Les Français de province, qui n'avaient pas la possibilité de se mêler au public de la Comédie-Française, étaient très heureux d'aller au cinéma, et ils savaient faire le tri entre les films de propagande et les autres.

Jacques Demaire
Verneuil-sur-Avre (Eure)

Le refus de la torture

Le Monde du 26 avril, sous la plume de l'historien Jean-Pierre Rioux, rend un hommage appuyé à Henri Alleg, qui rendit publiques, dans son ouvrage *La Question*, les pratiques abjectes de la torture auxquelles se livra une bonne partie des soldats français, sous les ordres de leurs officiers. A en croire l'auteur de l'article, seuls une partie de la presse de gauche, des militants du Parti communiste et une poignée d'intellectuels engagés se sont élevés à l'époque contre ces violations caractérisées des droits de l'homme en Algérie. C'est faire bien peu de cas de certaines consciences au sein même de l'armée qui, pour s'y opposer, s'exposèrent, tant moralement que physiquement, bien plus directement que les combattants de cette « bataille de l'écrit » puisqu'elles étaient « sur le terrain ». Qu'il me soit permis de citer ici une partie du communiqué que le lieutenant-colonel de Seguins-Pazzis, mon père, fit à ses troupes au retour d'une opération dans les Nementchas, en 1958 : *« Messieurs, ce matin un fellagha blessé a été tué, alors que l'accrochage était terminé. Cet homme aurait dû être soigné ; il aurait peut-être pu être sauvé. Ce qui pourrait se comprendre dans le feu de l'action, dans ces circonstances est un crime. Celui qui l'a abattu a déclaré avoir agi par pitié. Je veux le croire, mais je ne saurais accepter de tels comportements, quels que soient les motifs qui les inspirent. Une dernière fois je vous rappelle que je n'admettrai jamais que de tels faits se reproduisent, tant que je serai votre chef, tant que je commanderai ce régiment. »*

Edouard de Pazzis
Paris

Mayotte a ouvert la voie

Le décret du 27 avril 1848, portant abolition du système esclavagiste dans les colonies et possessions françaises d'outre-mer, mentionne explicitement dans son champ d'application l'*« île Mayotte et dépendances »*. En réalité, le décret libérateur de 1848, de portée générale, confirmait ainsi, de manière solennelle pour Mayotte, une précédente décision d'émancipation des esclaves, qui résultait de l'ordonnance du 9 décembre 1846, de Louis-Philippe, roi des Français. Dans ses considérants, cette ordonnance présente l'abolition de l'esclavage comme la suite logique et l'une des *« conséquences »* du traité de cession du 25 avril 1841 de Mayotte à la France. De plus, il ressort du rapport de Mackau, ministre de la marine et des colonies, que les projets de développement agricole et portuaire de Mayotte étaient jugés incompatibles avec la survivance de l'esclavage (...). Dans cette longue et difficile marche vers la liberté, il apparaît en définitive que Mayotte, modestement mais avec obstination, a ouvert la voie.

Henry Jean-Baptiste
député de Mayotte

FO et les trotskistes

Dans *Le Monde* daté 12-13 avril, René Mouriaux livre une analyse fine de la scission de FO en 1948. Il constate l'évidence d'un complot trotskiste pour prendre le contrôle de FO, tout en observant avec justesse que l'existence de comploteurs ne suffit pas à expliquer leur succès. A le lire, on a cependant l'impression que les trotskistes se seraient trouvés en phase avec le désarroi des militants FO face à la fin du communisme et des trente glorieuses. L'explication est courte. Plus que sur l'anticommunisme, FO avait bâti son identité sur la gestion d'une société mixte, alliant le marché au contrat collectif et à la protection sociale (...). Mais sa phraséologie était restée celle des origines de la CGT. FO n'a jamais eu son congrès de Bad Godesberg. Les trotskistes, en se référant en permanence à ces valeurs originelles, ont bloqué tout débat interne. FO n'a pas été principalement victime d'un complot. Plus simplement, un groupe de quelques centaines de militants déterminés ont patiemment opéré une prise en main bureaucratique et idéologique sur une organisation vieillie, qui n'a pas su réfléchir à temps à la place que doit occuper le syndicalisme réformiste pour refonder un compromis d'ensemble assurant aux salariés un avenir sécurisant dans un monde en mutation ultra rapide.

Jean-Pierre Yonnet
Bruxelles

Baudelaire et sa maîtresse suédoise

Ayant lu avec un vif intérêt votre article sur Jeanne Duval paru dans « Le Monde des livres » du 24 avril, il m'est revenu en mémoire une anecdote que m'avait souvent contée mon grand-père maternel, l'archéologue Alexis Truillot (1863-1965), qui la tenait de son ami le poète José-Maria de Heredia (1842-1905). Selon Heredia, qui avait connu Baudelaire, Jeanne Duval serait née dans l'île de Saint-Barthélemy, possession suédoise vendue à la France en 1876. De ce fait, elle serait née sujette du roi de Suède, ce qui permettait aux amis de Charles Baudelaire d'annoncer, non sans sous-entendus malicieux, dans les lieux alors fréquentés par les poètes, l'arrivée prochaine de Baudelaire, accompagné de sa maîtresse suédoise. On peut imaginer la stupéfaction des personnes présentes voyant apparaître au bras du poète une magnifique « négresse » (comme l'on disait alors) en lieu et place d'une blonde compatriote de Strindberg !

André Mathieu
Paris

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le combat des enfants

ILS sont neuf à Paris, venus témoigner pour 300 millions. Neuf enfants du tiers-monde qui ont tous connu, depuis leur plus jeune âge, l'enfer des travaux qui leur sont réservés : douze heures par jour pour un « salaire » de misère, qu'ils reversent en général directement à leurs familles. Neuf qui sont venus du Cap pour dire que, pour eux, l'esclavage n'a toujours pas été aboli. Pour dire aux plus hautes autorités internationales et, à Paris, au président de la République, au premier ministre et au ministre de l'emploi, qu'il est temps de mettre les résolutions en pratique et de respecter les conventions internationales. Bref, d'appliquer leur slogan, celui qu'ils scandent depuis Le Cap sur l'air des lampions : *« Education, oui, oui, oui ! Exploitation, non, non, non ! »*

Il est temps, surtout, d'en finir avec la duplicité de tous ceux qui, ici et là-bas, feignent de croire que le travail des enfants fait partie intégrante des sociétés du tiers-monde et que l'abolir provoquerait un traumatisme dont ces sociétés ne se remettraient pas. Outre que l'argument est, humainement, indéfendable, il est tout simplement absurde socialement et économiquement. A la fin de l'esclavage des enfants doit en effet correspondre le début de la véritable « mise au travail » de trois cents millions de personnes. Le tiers-monde, en effet, ne « bénéficie » pas du travail de trois cents millions d'enfants. Il est privé de leur travail, celui qu'ils devraient accomplir à l'école.

Est-ce traumatiser une société que de permettre à ses enfants d'apprendre ? Et d'apprendre quoi ? Un métier, tout simplement. L'enfant qui, aujourd'hui, travaille dans les champs ou dans un atelier, s'il acquiert à l'école des nouvelles techniques d'irrigation ou de confection, reviendra sur son champ ou dans son atelier avec de nouvelles idées, un nouveau savoir-faire et tirera tout son environnement « vers le haut ». A l'école, il découvrira aussi tout le reste, tout ce qui lui permettra d'être, dans son quartier, sa famille, sa campagne, le fer de lance d'une réelle transformation sociale.

Les gouvernements des pays riches, en imposant des règles drastiques au tiers-monde – notamment pour le remboursement de sa dette –, mais aussi les responsables des pays pauvres, qui se servent souvent de la pression internationale comme alibi à leur propres insuffisances – 27 % du budget du Pakistan consacré à la défense, contre 0,8 % à l'éducation ! – sont également coupables. L'aide internationale doit permettre aux pays en développement de concevoir et de mettre en route leurs politiques d'éducation. Elle ne doit pas les dispenser de s'atteler à la tâche fondamentale devant laquelle trop d'entre eux renâclent.

Les neuf de Paris sont venus dire que les enfants du tiers-monde portent en eux la chance de l'humanité. Ils ne nous pardonneraient pas d'avoir raté, avant qu'il ne soit trop tard, la croisade de l'éducation pour tous. Il y va de leur avenir. De celui de nos enfants, aussi.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Il y a 50 ans, dans Le Monde

Stendhal porté à l'écran

POUR RÉALISER *La Chartreuse de Parme*, Christian-Jaque et son scénariste Pierre Véry ont dû se résoudre à ignorer un bon tiers du roman de Stendhal. Encore leur film occupe-t-il environ trois heures de projection, soit le double de la durée ordinaire. J'entends d'ici les hauts cris de plus d'un stendhalien : *« Eh bien alors, que reste-t-il ? »* Tout simplement l'essentiel : l'intérêt très spécial de la duchesse pour son neveu, la passion partagée qu'il éprouve à l'égard de Clélia. Ce par quoi, en somme, le roman bien touffu de l'auteur du *Journal* s'inscrit dans la tradition qui de Mme de La Fayette s'en est allée vers Proust, Radiguet et Gide. C'était ce qu'il fallait nous donner à sentir : je crois que Christian-Jaque et Véry y sont parvenus.

Pour la première fois à l'écran, Maria Casarès a trouvé avec sa Sanseverina une composition qui évoque son très grand talent à la scène : il faut la voir laisser couler, paupières mi-closes, son regard de chat persan ou l'entendre énoncer d'un ton cinglant telle ou telle réplique chargée de mépris. Gérard Philipe descend avec grâce ses cordes lisses, nage comme une sirène et croise le fer comme Aramis, mais je le trouve plus de son temps que de celui de Fabrice ; ou bien est-ce la personnalité de ce prodigieux acteur qui, atteignant presque au mythe, marque toutes ses créations du même sceau ? Quant à Clélia c'est Renée Faure, ensoleillée, tour à tour douce, résolue, timide ou passionnée. Les Italiens (qu'imposait le fait de tourner chez eux) leur sont bien inférieurs.

Henry Magnan
(25 mai 1948.)

La Colombie ravagée par la violence

Suite de la première page

Le plus important groupe de la guérilla colombienne, les Forces armées révolutionnaires (FARC), se réfugie souvent en Equateur où, dit-on, seraient retenus les soldats colombiens qu'il a fait prisonniers. Plus au nord, dans la région de l'Uraba, c'est la frontière avec le Panama qui est touchée par les combats qui opposent la guérilla aux groupes paramilitaires.

L'augmentation des *« déplacés par la violence »* – environ un million de personnes –, qui pourraient être tentés de traverser les frontières et devenir autant de *« réfugiés »*, au sens que donne l'ONU à ce terme, est suivie avec inquiétude par des Etats peu désireux de les accueillir.

L'augmentation du nombre des combattants – environ 15 000 guérilleros et 6 000 paramilitaires –, et donc des armes qui transitent sur le territoire colombien, est un autre facteur de trouble : pour se fournir en matériels, les groupes armés sont devenus trafiquants de drogue, devenant économiquement de plus en plus autonomes.

LES ÉTATS-UNIS EN ALERTE

Pour les Américains, qui, depuis toujours, surveillent étroitement le pays, l'évolution est d'importance. En avril, le général américain Charles Wilhem, commandant des forces d'action rapide basées à Miami, estimait que *« la Colombie représente aujourd'hui une plus grande menace que Cuba pour la sécurité de l'hémisphère »*. En mai, le département d'Etat et le Pentagone ont organisé chacun un séminaire pour étudier les perspectives du conflit. Si l'on en croit la presse argentine, l'hypothèse d'un débarquement de « marines » aurait même été évoquée, après que des officiers américains eurent sondé leurs homologues argentins pour savoir si Buenos Aires appuierait une intervention militaire en Colombie... Chacun a démenti, mais un tel scénario paraît bien avoir été étudié à Washington.

La société colombienne commence, elle aussi, à se tourner vers la communauté internationale. Longtemps, l'opinion la plus courante en Colombie, partagée à la fois par le gouvernement et par la guérilla, unis contre toute *« ingérence »* étrangère, voulait qu'on lave le linge sale en famille. Mais aujourd'hui l'idée d'une médiation internationale fait son chemin, certains allant même jusqu'à demander l'envoi de « casques bleus ». Les longs processus de paix menés en Amérique centrale servent d'exemple. A la demande d'intellectuels, puis du gouvernement, un *« groupe de pays amis »* a été formé (Espagne, Costa Rica, Venezuela et Mexique).

La Norvège, la France, la Suède, l'Allemagne, les Pays-Bas, ont aussi été sollicités. A Madrid, en janvier, le gouvernement espagnol a servi de médiateur pour la signature d'un pré-accord de paix, depuis suspendu, entre le gouvernement et l'Armée de libération nationale (ELN), deuxième plus important groupe de la guérilla. Les agences spécialisées des Nations unies et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont augmenté leurs personnels, leurs bureaux et leurs interventions.

La Colombie était réputée pour être la démocratie la plus stable et la plus ancienne d'Amérique latine. Cet alibi a longtemps permis à la classe dirigeante d'ajourner les nécessaires réformes sociales. Mais, bien qu'issus de cette même classe dirigeante, les principaux candidats à la présidence font du *« changement »* l'axe premier de leur campagne.

Au diapason, Eglise catholique, patronat, syndicats, politiciens et universitaires sont en train de changer de discours et de se mobiliser contre la violence. Une grande lassitude s'exprime désormais dans toutes les couches de la société. Petit à petit, la classe dirigeante admet qu'il va falloir faire des sacrifices pour construire la paix. Le discours est nouveau ; le signe modeste, mais encourageant.

Anne Proenza

PRÉCISION

« La Dépêche du Midi »

S'estimant mis en cause par notre article « La Dépêche du Midi veut améliorer son image », dans *Le Monde* du 9 avril, Guy-Michel Empociello, directeur de la rédaction du quotidien et conseiller général radical de Tarn-et-Garonne, nous prie de préciser qu'il doit son élection *« au sursaut de tous les démocrates »*. Il renvoie au commentaire du *Monde* du 24 mars : *« Le candidat de gauche, Guy-Michel Empociello, pourtant en ballottage défavorable au premier tour, réussit à l'emporter sur son adversaire RPR, Guy Tauriac, alors que celui-ci bénéficiait du soutien du candidat du FN, ayant obtenu 20 % des voix. »*

FINANCE **Ayant subi des pertes, *les banques japonaises et occidentales* réduisent fortement les crédits *qu'elles accordent aux entreprises* en Asie. ● CETTE CONTRACTION DU CRÉDIT (*credit crunch*) aggrave la situation de firmes en situation de trésorerie de plus en plus précaire. Elle empêche également la recapitalisation de celles qui ont trouvé un repreneur. ● LES FAILLITES devraient être plus nombreuses, et certaines autorités monétaires s'en émeuvent. La banque centrale de Hongkong demande aux banques du territoire de ne pas précipiter les dépôts de bilan. ● LES BANQUES JAPONAISES, qui ont inondé l'Asie, ces dernières années, de crédits à faibles marges, doivent aujourd'hui couper *leurs crédits* d'autant plus sévèrement. ● LES BANQUES FRANÇAISES n'échappent pas au *mouvement général, même si elles entendent rester dans la région.***

Les banques déclenchent une contraction du crédit en Asie

Sous le coup de leurs pertes, les établissements financiers japonais sont les premiers à couper dans leurs prêts aux entreprises de la région. Les Occidentaux suivent. Les autorités de Hongkong craignent que ce « credit crunch » n'aggrave la crise en entraînant des faillites

HONGKONG
correspondance

En partie responsables de la bulle financière en Asie, les banques japonaises et occidentales déclenchent aujourd'hui un fort mouvement de contraction du crédit (*credit crunch*), qui commence à aggraver davantage la situation d'entreprises en situation de trésorerie de plus en plus précaire. « *Ce mouvement va inévitablement déclencher une multiplication du nombre de faillites* », s'inquiète un banquier à Hongkong. L'ampleur du mouvement a fait réagir la Hongkong and Monetary Authority (HKMA, la banque centrale) qui a distribué, il y a quelques semaines, aux banques présentes sur le territoire, des recommandations sur la manière de traiter les clients mis en difficulté en leur demandant explicitement de tout faire pour ne pas précipiter leur dépôt de bilan.

Aux premiers rangs de ces grandes manœuvres de repli se trouvent les banques japonaises. À l'aube de la libéralisation du secteur financier au Japon, les banques du pays ont entrepris une vaste opération d'assainissement de leur bilan clos fiscalement au 31 mars, avec à la clé l'arrêt des lignes de crédit dont la rentabilité est jugée insuffisante à l'aune du risque pris. « *Les banques japonaises ayant, ces dernières années, inondé l'Asie de crédits à faible marge, les coupes s'avèrent aujourd'hui particulièrement sévères* », explique John Hobson, spécialiste des banques chez Morgan Stanley-Dean Witter à Hongkong. « *D'autant*, précise-t-il, *que la baisse du yen, qui a aujourd'hui un double effet sur leur bilan, accentue l'urgence de l'opération : d'un côté, elle accroît le poids des risques libellés en devises ; de l'autre, elle réduit le montant de leurs fonds propres en yens, et partant les ratios de solvabilité de ces banques.* »

A Hongkong, où elles ont fourni jusqu'à 20 % du crédit aux entreprises, les banques japonaises auraient déjà réduit leurs encours totaux de 5 % au premier trimestre, selon John Hobson. Dans la grande chaîne des crédits, chacun sait que le dernier qui se retire a perdu.

Aussi le repli japonais a-t-il suscité une réaction en cascade des autres grandes banques internationales. Depuis le mois de septembre, la banque australienne Australia & New Zealand Banking Group (ANZ) a réduit ses encours exprimés en dollars australiens de 33 % sur l'ensemble de la région. La Deutsche Bank a envoyé récemment une lettre à certains de ses clients de Hongkong leur demandant, en termes choisis, de rembourser leurs prêts d'ici trois mois : « *En raison de la crise financière, notre analyse de certains marchés et secteurs de la région a changé* », précise la lettre.

La banque néerlandaise ING Barings a, elle aussi, décidé de diviser par deux le nombre de ses clients à Hongkong, en particulier dans le financement du commerce international : « *Nous avons découvert que 50 % de notre clientèle ne générait que 20 % de nos profits* », justifie Peter Valks, patron de ING Barings à Hongkong. Les banques françaises n'échappent pas au mouvement général, même si elles en font peut-être moins la publicité. « *La pression des agences de notation nous a amené à réduire notre exposition de 10 % à 15 % sur l'ensemble de la région, en particulier sur le risque souverain et sur les banques, plus que sur les entreprises*, explique un directeur du Crédit lyonnais à Hongkong. *Mais cela ne remet pas en cause notre présence dans la région.* »

Aggravation de la crise

***« Nombre d'opérations de rachat d'entreprise par des investisseurs étrangers échouent, parce que les banques créancières de ces entreprises refusent de restructurer leurs dettes, même de bonne qualité »*, lance Russell Napier, stratégiste au Crédit lyonnais Securities Asia. Il explique : *« Les banques étrangères rechignent à admettre qu'elles ont réalisé des pertes importantes sur certains de leurs prêts et cette attitude bloque la recapitalisation des sociétés endettées qui pourtant ont trouvé un repreneur »*, condition du rebond de l'économie. Les banques sont ainsi accusées d'aggraver la crise asiatique.**

« Les repreneurs ont des illusions. Ils ne tiennent pas compte de l'importance des dettes contractées par les sociétés qu'ils convoitent »*, se défend Tommy Chua, directeur général de la Société générale Asia. Le dialogue renvoie à une antienne bien connue en temps de crise : *qui, de l'actionnaire, du banquier ou du repreneur, doit en supporter le coût ?

ACQUISITIONS

Car ces manœuvres de réduction des encours ne se traduisent pas par un retrait complet, comme tient à le préciser le patron pour l'Asie de la Deutsche Bank, John Ross. Car, parallèlement, les banques s'efforcent de saisir les opportunités offertes par la crise pour se renforcer sur des marchés jusque-là parfaitement verrouillés.

La BNP a repris à bas prix les activités finances d'entreprise sur la Chine et Taïwan de la célèbre banque Peregrine mise en liquidation. Depuis le début de l'année, la Société générale a procédé coup sur coup à l'acquisition à 51 % de la société financière Asia Credit PLC en Thaïlande, puis de la cinquième société de gestion de fonds japonaise Yamaichi Asset Management. Elle a acquis une licence de courtier en Corée et en Indonésie, ainsi qu'une licence de recherche à Taïwan.

L'éclatement de la bulle financière commence une nouvelle ère du financement de l'économie en Asie : les entreprises qui, hier, se finançaient pour l'essentiel avec de la dette bancaire, se montrent, par la force des choses, plus ouvertes aux opérations de « haut de bilan », d'ouverture de leur capital. Espérant tirer parti de cette révolution pour améliorer leur rentabilité, les banques internationales ont décidé de concentrer leurs activités sur un « cœur de clientèle », auquel elles entendent offrir désormais toute la gamme des produits financiers, en particulier des services de banque d'affaires. Tant pis pour les autres entreprises privées de crédit.

Valérie Brunschwig

DÉPÊCHES

■ **BRITISH AIRWAYS** : le département américain de la justice bloquera l'alliance British Airways-American Airlines si leurs concurrents n'obtiennent pas plus de créneaux horaires à l'aéroport de Londres Heathrow pour les liaisons transatlantiques.

■ **BOEING** : l'administration américaine va exiger des compagnies aériennes l'inspection des réservoirs centraux des Boeing 747.

■ **MICROSOFT** : la date du procès anti-trust a été fixée au 8 septembre.

■ **IBM FRANCE** : la justice a condamné le groupe à reprendre la procédure de consultation sur le transfert de ses services de marketing direct en Irlande et en Ecosse.

■ **SIEMENS** : le groupe allemand étudie des fusions avec des groupes américains, selon *Manager Magazine*, qui cite Motorola. Siemens a démenti être intéressé par ce dernier groupe.

■ **ZENITH** : le fabricant américain de téléviseurs va passer sous le contrôle total du groupe sud-coréen LG afin d'éviter la faillite.

■ **GOODYEAR** : le fabricant de pneumatiques envisage, selon les syndicats, plus de cent licenciements sur son site d'Amiens (1 600 personnes).

Les fraudes en entreprise sont le fait, une fois sur deux, des cadres dirigeants

DÉTOURNEMENTS de fonds, pots-de-vin, détournements d'actifs... Plus d'une entreprise sur deux a subi une fraude depuis un an, selon une enquête que le cabinet de conseil Ernst & Young a mené auprès de plus de 1 200 sociétés dans 33 pays. Sur un an, la somme totale des plus graves préjudices avoisine les 4 milliards de francs, dont seulement 13 % ont été récupérés grâce aux polices d'assurance. Sur cinq ans, une entreprise sur trois reconnaît avoir subi au moins cinq fraudes ; 28 sociétés déclarent avoir perdu chacune plus de 150 millions de francs sur cette période.

La fraude est en expansion. « *Le nombre de nos interventions en entreprise sur ce sujet augmente régulièrement* », explique Stéphane Baller, senior Manager chez Ernst & Young, qui a coordonné l'étude pour la France. Il ajoute : « *La pression du court terme peut pousser certains managers à privilégier la croissance au détriment de la prévention* ». Les dirigeants interrogés sont pessimistes : seul un sur dix pense que la situation va s'améliorer dans les prochaines années.

Les cas les plus courants

DOMAINE D'ACTIVITÉ	TYPE DE FRAUDE RENCONTRÉ	CAS PRATIQUES
TRÉSORERIE	• Détournements de fonds à partir d'un [illegible] ; détournement des règlements, effets de cavalerie • Blanchiment de l'argent • Multiplication des opérations pour générer des montants anormaux de commissions • Captation des arrondis de change	[illegible]
ACQUISITIONS	• Maquillage des résultats, de la rentabilité, de l'activité • Utilisation volontaire de principes comptables améliorant le résultat (activation des charges, classement en exceptionnel de charges d'exploitation ...) • Dissimulation de contrats engageant la société à exécution différée	• Immobilisation abusive de frais de recherche et développement • Ventes de terrains dits constructibles et pollués • Engagements de caution non déclarés
SYSTÈMES INFORMATIQUES	• Pénétration dans des zones non autorisées via Internet • Détournement de fichiers clients • Détournement de fonds électroniques	[illegible]
ACHATS	• Collusion avec les fournisseurs (cadeaux, voyages, rémunérations indirectes ...) • Acceptation de qualité moindre pour un même prix sans remise en cause du marché	• Travaux enfouis non effectués ou réalisés avec des coefficients de difficulté fictifs • Prestations de maintenance fictives

Les résultats de l'étude ne sont pas faits pour éclaircir cet horizon. C'est au cœur même des organisations que résident les auteurs de tels forfaits : 84 % des fraudes sont réalisées par des employés, la moitié travaillant dans la société depuis plus de cinq ans. Ce résultat bat en brèche les idées reçues ; il était communément admis que les fraudeurs étaient de jeunes employés peu encore intéressés au devenir de l'entreprise. Plus préoccupant encore, dans plus d'un cas sur deux, ce sont les cadres dirigeants qui sont à l'origine de la fraude. « *Ce résultat ne nous a pas surpris* », remarque Debbie Beecroft, associate chez Ernst & Young, dans le département d'investigation des fraudes à Londres. « *Les managers ont accès aux systèmes et sont moins contrôlés que de simples employés* ». La présence d'un dirigeant-fraudeur peut expliquer, pour partie, le développement de la fraude dans une organisation : « *Lorsqu'un employé voit son supérieur hiérarchique ne pas respecter les règles*, précise M. Baller, *il est tenté d'en faire autant* ».

Neuf dirigeants sur dix estiment que les systèmes informatiques sont particulièrement vulnérables aux détournements de fichiers clients, imitations de signatures électroniques ou altérations de programmes. Les fraudes les plus fréquemment rencontrées restent les détournements de fonds, d'actifs et les pots-de-vin versés par un fournisseur à un acheteur pour placer une commande. On trouve également des agissements plus difficiles à appréhender, comme l'amélioration comptable des résultats ou le gonflement de notes de frais. C'est sur ce point précis que se révèle la limite statistique d'une telle étude. Il n'existe en effet pas de définition internationale de la fraude en entreprise. « *Elles sont beaucoup plus codifiées pour les comptables aux Etats-Unis qu'en France* », précise M. Baller. En fonction du pays, certaines exactions peuvent paraître dans la norme alors qu'elles sont totalement proscrites ailleurs. De plus, « *certaines fraudes (publication de fausses informations financières, infractions fiscales) sont effectuées dans "l'intérêt social de l'entreprise" avec l'assentiment plus ou moins déclaré de la direction. Ces fraudes n'apparaîtront pas dans ce type d'enquête* », précise-t-il.

Ernst & Young a cherché à identifier quels pouvaient être les facteurs déclenchant ces agissements. La société de conseil a demandé aux dirigeants de se noter sur leur faculté à comprendre les différents domaines d'activité ou les fonctions de l'entreprise – activités à l'étranger, technologie de l'information... Le résultat est éclairant : plus le dirigeant a l'impression de ne pas bien cerner toutes les activités de sa société, plus le nombre de fraudes que son entreprise a subi dans les cinq dernières années est important. « *Ces résultats sont révélateurs d'un vrai problème de gestion*, affirme Debbie Beecroft. *Les dirigeants sont les premiers responsables du manque de contrôle. Ils doivent déléguer les responsabilités managériales, mais garder une connaissance fine de leurs activités pour pouvoir suivre les indicateurs de contrôle qui permettent d'éviter les fraudes* ».

Les 1 200 entreprises interrogées identifient contrôle et audit interne comme les meilleurs outils de prévention. Certains pays, par la systématisation du dispositif de « gouvernement d'entreprise », sont plus avancés dans la responsabilisation de leurs dirigeants. En Angleterre par exemple où le conseil d'administration d'une société cotée va devoir démontrer qu'il a mis en place tous les outils pour anticiper et maîtriser les risques.

En France, les entreprises se déclarent préoccupées mais trois sur quatre avouent ne pas avoir mis en place de méthode de prévention. Aux Etats-Unis, la moitié des entreprises ont installé une « hot line » confidentielle destinée aux salariés voulant dénoncer auprès de la direction les fraudes qu'ils auraient découvertes. Stéphane Baller s'interroge : « *Doit-on en arriver là dans entreprises françaises ?* »

Laure Belot

Les pilotes d'avion et les routiers pourraient perturber le Mondial

LES « DIRIGEANTS, militants, responsables salariés » du secteur des transports ont « *envie que la Coupe du monde* (de football) *se passe bien, non seulement dans les stades, mais également dans les transports* », a déclaré Jean-Claude Gayssot, le ministre des transports, sur RTL vendredi 22 mai.

Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire chez Air France, avait prévenu, le même jour, qu'« *une grève pourrait commencer le 1er ou le 2 juin* » pour « *au minimum quinze jours* ». Trois syndicats minoritaires de pilotes, auxquels ne s'est pas joint le SNPL, ont prévu une grève-test dimanche 24 mai et lundi 25 mai, alors que quatre syndicats d'hôtesses et de stewards ont appelé à une grève les 28, 29 et 30 mai pour demander des améliorations dans les conditions de travail.

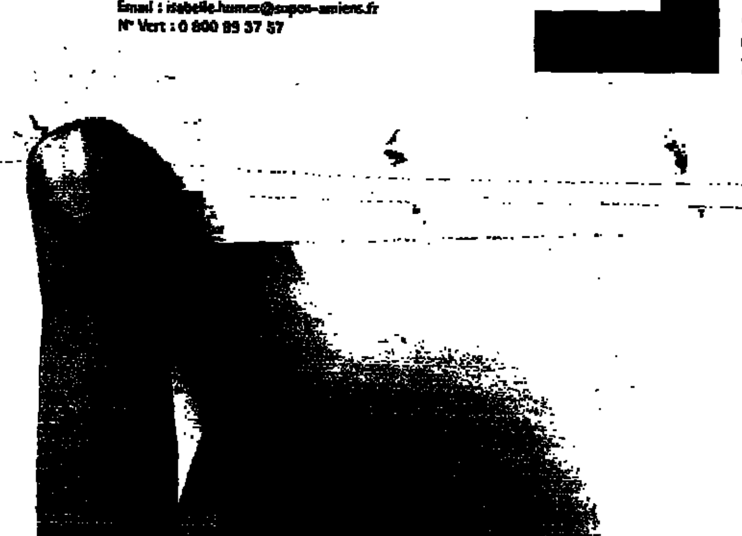
Vendredi également, FO Transports a appelé les routiers à faire grève le 26 mai, sans exclure que le mouvement se prolonge pendant la Coupe du monde. Si elle n'a pas lancé de mot d'ordre de grève, la CGT a appelé « *les salariés de la profession à prendre des initiatives pour défendre leurs revendications* ».

A Air France, les pilotes réclament un abandon de la double échelle des salaires, mise en place il y a près d'un an (elle instaure pour les nouveaux embauchés un salaire inférieur à celui de leurs prédécesseurs). Surtout, ils refusent de baisser leurs salaires de 15 %, contre une prise de participation de 10 % à 12 % dans Air France, à l'occasion de l'ouverture de son capital prévue en septembre. Air France, partenaire officiel de la Coupe du monde, a assuré que, même en cas de grève, les 160 vols spéciaux ou supplémentaires prévus avec le comité d'organisation de la Coupe pour acheminer les équipes et les officiels ne seront pas touchés.

Du côté des routiers, le conflit potentiel porte sur les salaires, que FO, par exemple, considère toujours insuffisants. Le 26 mai doit se tenir une commission paritaire nationale de la profession sur ce sujet. FO et la CGT n'ont pas signé l'accord de fin de conflit du 7 novembre 1997, qui prévoyait notamment l'instauration d'un salaire mensuel professionnel garanti et des hausses immédiates des rémunérations inscrites dans la convention collective.

FO Transports a affirmé, mercredi 20 mai, que, même en cas de grève pendant la Coupe du monde, les routiers prendraient « *toutes les dispositions pour que les salariés, qui ont payé un prix fou* » leur billet « *puissent assister aux matches* ».

Virginie Malingre



هكذا من الأصل

La grande distribution condamnée à moderniser son offre d'épargne

La chute de rendement des produits monétaires oblige les hypermarchés et les organismes de vente par correspondance à proposer des solutions plus risquées s'ils veulent rester compétitifs. Ils se préparent à franchir le cap

APRÈS AVOIR CASSÉ le monopole de la vente d'essence, d'assurances, de crédits ou encore de voyages de vacances, les professionnels de la distribution se sont attaqués, depuis quelques années, au monopole des produits d'épargne. Pionnier, Carrefour lance en 1989 un compte rémunéré investi en fonds commun de placement (FCP) monétaire. Ses concurrents ne tardent pas à lui emboîter le pas.

Aujourd'hui, Auchan, Continent, Casino, les Galeries Lafayette, le Printemps, le BHV, la Fnac ou encore les Trois-Suisses ou La Redoute font partie du club et commercialisent des comptes d'épargne, des contrats d'assurance-vie et quelques codevi. Grand absent : Leclerc, dont un des responsables répond que l'enseigne ne souhaite pas encore se lancer dans un domaine où elle n'est pas professionnelle. Réponse inattendue de la part d'un groupe dont la politique agressive en matière de lutte contre les monopoles est pourtant célèbre. Pour les autres distributeurs, l'objectif est double : fidéliser une clientèle de plus en plus volage (principe du « package » : tout trouver sous un même toit) et mettre en place une nouvelle source de revenus à l'heure où la consommation décline.

Leur produit phare est un compte d'épargne, constitué de FCP ou sicav monétaires. Epargne libre Carrefour, Compte épargne Chrono, Hyper Sécurité et Epargne Libertis voient le jour. Au début de la decennie 90, la rémunération des produits de trésorerie, à risque très limité, est exceptionnelle (8 % environ en 1992) *et ces comptes* offrent une grande liquidité (possibilité pour le détenteur de retirer de l'argent à tout moment).

COMME UN LIVRET A OU BLEU

Les équipes commerciales ont donc la partie belle et vendent sans difficulté (par mailing ou dans des bureaux installés généralement à l'entrée des magasins) ce nouveau produit souvent présenté comme un placement équivalent aux livrets A ou bleu. Rassurés, les clients adhèrent en masse. Trois ans après son lancement, Epargne libre Carrefour devient le premier fonds du secteur avec un encours géré supérieur à 10 milliards de francs. Parallèlement, des contrats d'assurance-vie (dont le rendement maximal grâce à l'avantage fiscal n'est atteint que lorsque l'argent est laissé au moins huit ans sur le compte) en francs sont commercialisés : Carrefour avenir, Compte épargne gagnante, Compte Afer, Epargne vie Auchan, Epargne cigogne. L'époque est également propice aux rendements attractifs : plus de 9 % en 1993.

Les banques et les compagnies *d'assurances tentent de contrer* cette insertion dans leur « domaine réservé » en reprochant aux réseaux de distribution leur manque de professionnalisme. *« Peut-on sérieusement acheter au même endroit des pommes de terre et des sicav ? »* Le reproche est injustifié car ce ne sont pas, évidemment, les directeurs des hypermarchés ou des organismes de vente par correspondance (VPC) qui gèrent ces produits d'épargne. Tous les groupes ont fait appel à des professionnels de la finance et sous-traitent les opérations dans des établissements aussi connus que Paribas, Cortal, Worms, Morgan, Caixabank, Cetelem, Cofinoga, Finaref ou encore Axa ou Allianz. Auchan a même créé sa propre banque, Accord, en partenariat avec le Crédit commercial de France, pour s'occuper de ce domaine.

Force est de constater que les produits proposés par la grande distribution sont de qualité tout à fait équivalente à celle des produits commercialisés par les organismes financiers classiques. Fidèles à leur image de « discounters », ces premiers font souvent bénéficier leurs clients de frais (gestion, entrée, sortie) réduits et s'adaptent au porte-monnaie du plus grand nombre en proposant un investissement minimal faible : à partir de 100 francs pour certains comptes d'épargne et de 2 000 francs pour les contrats d'assurance-vie (sauf Auchan qui propose un contrat accessible à partir de 1 000 francs), soit cinq fois moins que le montant minimal exigé par les compagnies d'assurances.

La chute de rendement de ces deux types de placements, observée depuis deux ans, n'est pas la conséquence d'une mauvaise gestion mais d'une baisse générale de la rémunération des produits de trésorerie et des obligations avec lesquelles sont construits les contrats d'assurance-vie. Baisse qui touche donc de la même façon les produits monétaires des établissements financiers classiques.

Si les contrats d'assurance-vie des grands distributeurs ont rapporté, en 1995, 7,5 % en moyenne, ils ne servent plus aujourd'hui qu'un taux d'intérêt inférieur à 5 %. La baisse des taux d'intérêt réels (hors inflation) mais aussi une fiscalité moins avantageuse expliquent cette chute. Les comptes d'épargne rémunérés souffrent aussi du déclin du secteur monétaire : si leurs performances avoisinaient les 7,5 % en 1992, elles ont été inférieures à 3 % en 1997, soit moins que le rendement des livrets A et Bleu ou du codevi qui rapportent 3,5 %... net d'impôts.

Résultat, les encours gérés fondent alors que les clients préfèrent se rabattre sur des produits plus rémunérateurs. La désaffection touche surtout les comptes d'épargne. Auchan a décidé de ne plus commercialiser Hyper sécurité, tandis que les autres groupes adoptent un profil bas et reconnaissent que ces comptes sont sans doute relégués aux oubliettes.

Proposer de nouveaux comptes offrant une meilleure rentabilité est la seule solution pour stopper cette hémorragie d'épargne. Mais, comme chacun le sait, seule la prise de risques est récompensée et permet l'obtention de meilleurs rendements. Aujourd'hui, les services financiers des grandes surfaces et des organismes de VPC ont ordre de plancher sur la création de comptes partiellement investis en sicav actions et qui rapporteraient donc plus. On attirait jusqu'à présent les clients avec de la sécurité et des taux d'intérêt élevés. Il va falloir, demain, leur expliquer que le risque existe, que le rendement est loin d'être garanti avec des actions dans le panier et, surtout, qu'il faut concevoir le compte d'épargne comme un produit de moyen terme (durée recommandée : trois ans). Un changement radical de politique pour ces groupes dont la priorité est de contenter le client. Que se passera-t-il demain si un client mécontent des performances de son compte d'épargne décide de changer d'hypermarché ou de ne plus répondre aux mailings du vépéciste ? La fidélisation du consommateur, but premier de la commercialisation de produits d'épargne, serait alors complètement renversée.

« Même avec une dose de sicav actions, tempère Philippe Nahum, directeur de la clientèle France chez Cortal, *le risque peut être limité en panachant les investissements : actions françaises mais aussi étrangères, obligations françaises et internationales et autres produits monétaires. Ces derniers sécurisent le placement en atténuant, le cas échéant, les mauvaises performances des sicav actions. »* Les distributeurs vont-ils pour autant se lancer dans cette aventure avec, en tête, la crainte que cela puisse être défavorable à leur image de marque ?

Françoise Paoletti

Des comptes multisupport, mieux rémunérés

Restant fidèle à son rôle de pionnier, Carrefour a commencé, depuis six mois, à commercialiser un compte d'épargne multisupport composé de sicav monétaires mais aussi de sicav actions. De même, les bureaux Cofinoga présents dans les établissements des Galeries Lafayette, des Nouvelles Galeries et du BHV ont commencé à vendre un nouveau compte d'épargne composé de « la sicav des sicav », sicav multisupport du groupe Cortal qui comprend un tiers d'actions. Les autres groupes font des tests sur la vente d'un tel produit.

L'or succombe aux effets de la crise asiatique

LONDRES
de notre correspondant à la City

Le métal jaune, qui campe autour des 300 dollars l'once (environ 1 800 francs) après avoir chuté, en janvier, à 278 dollars, son plus bas niveau depuis dix-huit ans, est le grand perdant de la tempête économique en Extrême-Orient. Selon une étude du World Gold Council publiée le 21 mai, les ventes d'or provenant des pays d'Asie touchés par le cyclone financier se sont élevées, en 1997, à 268 tonnes, soit l'équivalent d'un dixième de la production mondiale. Rien qu'au premier trimestre de 1998, la demande de la région a baissé de 70 % par rapport à la même période de l'an dernier. Au nom du programme de salut national, la Corée du Sud a cédé à elle seule 228 tonnes.

Des conclusions confirmées par une étude du Gold Fields Mineral Services montrent qu'en 1997 la demande de métal fin a chuté en Corée du Sud de 723 %, en Indonésie de 152 %, en Malaisie de 80 %, au Japon de 40 % et à Singapour de 28 %. Seule la Chine semble avoir échappé à ce recul de la consommation d'or.

Au choc asiatique se sont ajoutées d'importantes cessions de réserves par les banques centrales européennes, liées au lancement de l'euro le 1er mai. Ainsi, la Belgique a annoncé, en mars, avoir vendu l'an dernier 299 tonnes. *« Avec la création de la monnaie unique, les banques centrales des pays participants estiment pouvoir en toute sécurité écouler sur le marché une fraction importante de leurs stocks d'or »,* insiste Stewart Murray, directeur général du Gold Fields Mineral Services.

NOUVEAUX GISEMENTS

Parmi les autres facteurs pouvant expliquer l'actuelle déprime du métal jaune, les analystes citent le rôle des fonds d'investissement nord-américains hyperspéculatifs, qui, à court terme, parient à la baisse en raison de l'image d'un secteur perçu comme peu rentable. Enfin, les ventes au plus haut ont été accompagnées d'une augmentation de 5 % de la production mondiale en 1997. L'exploitation de nouveaux gisements au Pérou, en Chine et en Australie a compensé la contraction de l'activité dans les mines sud-africaines ou canadiennes.

Dans ces conditions, on aurait pu s'attendre que les opérateurs parient sur une plongée continue de l'once jusqu'à 250 dollars. Or, apparemment, tel n'est pas le cas. D'abord, la production pourrait chuter en 1998 en raison des hésitations des banques à financer les projets d'expansion des compagnies aurifères nord-américaines et la consolidation en cours en Afrique du Sud (formation d'Angiogold et de Goldco). Par ailleurs, des groupes d'investisseurs originaires du sous-continent indien, d'Amérique latine et du Proche-Orient se sont mis à acheter du métal jaune en profitant des bas prix.

Aussi, menées par l'entreprenant Barrick Gold, les compagnies minières envisagent de lancer à l'échelle planétaire une pièce d'or commémorative de l'an 2000 qui pourrait absorber jusqu'à un millier de tonnes. Même si l'or n'est plus considéré en Europe comme une valeur-refuge contre les tumultes politiques et économiques, la persistance de troubles en Asie n'est pas à exclure. Les courtiers ont en mémoire la montée subite des cours lors de la crise de 1995 entre la Chine et Taïwan à 420 dollars l'once, soit le niveau atteint lors de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. Enfin, l'excellente santé des économies américaine et britannique, comme la reprise en Europe, devraient soutenir la demande pour la fabrication de bijoux et les usages industriels.

« On peut sentir un frémissement. Mais tout dépend, en fin de compte, de l'évolution de la Bourse américaine, dont l'essor persistant décourage actuellement le placement-or au profit des actions », conclut Stewart Murray.

Marc Roche

Comment évaluer le patrimoine taxable à l'ISF

Les contribuables dont le patrimoine imposable au 1er janvier excédait 4 700 000 francs doivent déposer une déclaration au titre de l'impôt sur la fortune et acquitter cet impôt au plus tard le 15 juin. Les couples mariés sont soumis à imposition commune quel que soit leur régime matrimonial. A l'exception des couples séparés de biens et ne vivant pas sous le même toit et des couples en instance de divorce ou de séparation de corps autorisés à demeurer séparément.

FISCALITÉ

Outre les biens professionnels qui n'entrent pas dans l'assiette de l'ISF, certains biens sont totalement ou partiellement exonérés de cet impôt : objets d'antiquité, d'art ou de collection, à l'exception des bijoux (à moins qu'il ne s'agisse d'objets de collection ou d'antiquités), droits de propriété industrielle, droits à une rente ou pension de retraite servie après l'arrêt d'activité professionnelle, bois et forêts, terres agricoles (exonération pour les trois quarts de leur valeur sous certaines conditions).

Les biens imposables doivent être déclarés pour leur valeur vénale au 1er janvier 1998. Les dettes dont ils sont grevés à cette date sont déductibles en totalité ou seulement en partie lorsque le bien fait l'objet d'une exonération partielle. Sont également déductibles les dettes fiscales (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière et l'ISF lui-même...).

Les modalités d'évaluation des éléments du patrimoine diffèrent selon la nature des actifs :

– résidence principale : à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation, l'administration fiscale admet un abattement de 20 % sur la valeur vénale du bien en pleine propriété pour tenir compte de l'occupation par son propriétaire ;

– valeurs mobilières cotées : elles doivent être évaluées d'après le dernier cours connu au 31 décembre 1997 ou d'après la moyenne des 30 derniers jours de Bourse de l'année. Le redevable peut choisir l'option qui lui est la plus favorable ;

– bons du Trésor et bons d'épargne : il convient de retenir leur valeur nominale ;

– contrats d'assurance-vie : pour les contrats rachetables, c'est la valeur de rachat au 1er janvier 1998 qui doit être déclarée ;

– biens détenus en usufruit : en règle générale, l'usufruitier est imposable au titre de l'ISF sur la valeur du bien en pleine propriété. Parmi les rares exceptions à cette règle, citons le cas du conjoint survivant qui détient un droit d'usufruit sur la succession de son époux prédécédé en vertu de l'article 767 du Code civil. Dans cette situation, seul l'usufruit hérité est intégré dans la base taxable à l'ISF ;

– meubles meublants (mobilier, vaisselle, appareils...) : par souci de simplicité, nombre de contribuables appliquent le forfait autorisé de 5 % appliqué sur la valeur des autres biens mobiliers et immobiliers pour estimer les meubles meublants. Cette option est rarement en leur faveur car elle aboutit souvent à une surévaluation de ces biens. A défaut d'inventaire détaillé, le contribuable peut se contenter d'une évaluation globale sans indiquer la valeur et la nature des objets.

Laurent Edelmann

La Bourse de Paris s'acclimate bien à l'altitude

L'INDICE CAC 40 a battu, vendredi 22 mai, son 33e record depuis le début de l'année. Le précédent datait seulement de mercredi. En terminant la journée à 4 049,78 points (+ 0,05 %), l'indice CAC 40 s'est adjugé une hausse de 1,49 % sur la semaine, après un gain de 2,15 % la semaine précédente. Le seuil des 4 000 points, longtemps regardé avec envie, n'intéresse déjà plus les opérateurs. Ceux-ci envisagent désormais de s'attaquer aux 4 200-4 300 points.

VALEURS

« Alors que je ne suis pourtant pas d'un enthousiasme naturel, je ne pense pas que l'on puisse rester à l'écart d'un tel mouvement de fond », reconnaît Guillaume Beau, responsable du marché des actions à la société de Bourse CPR finance. Avec des taux d'intérêt à long terme bien campés en dessous des 5 % et une croissance économique dont la vigueur ne se dément pas (la production industrielle a progressé de 1,6 % au premier trimestre), la Bourse de Paris est correctement évaluée. Elle disposerait même d'une marge de manœuvre à la hausse. D'autant que, souligne Guillaume Beau, les liquidités affluent toujours. Selon une enquête effectuée par le cabinet Dewe Rogerson, Paris est la place européenne préférée pour 56 % des investisseurs américains, devant Londres et Francfort. Si ces derniers rapatrient en Europe les capitaux qu'ils avaient investis en Asie du Sud-Est et en Russie, il ne faut pas oublier que les flux les plus importants proviennent de l'Europe même. En effet, l'avènement de l'euro contribue à rebattre les cartes. Les gérants réduisent leur exposition sur leur marché national pour accroître la part des autres places financières européennes.

Les fonds de pensions néerlandais et britanniques qui gèrent des sommes considérables, s'orientent principalement vers la France dont la reprise économique semble plus avancée que celle de l'Allemagne. Et les gérants espagnols et italiens trouvent en France une plus grande diversité sectorielle que sur leur marché où le secteur financier et celui des services sont prédominants. *« Le marché français ne les effraie plus »*, explique Dominique Bourjac-Netter, responsable du marché des actions à la société CCF Elysées Bourse, *« car ils estiment que le risque politique est désormais dilué dans l'Europe »*. Pour cette analyste, deux thèmes d'investissement retiennent l'attention des gérants étrangers. Les valeurs de retournement comme les sociétés informatiques (qui monopolisent les records de hausse) ou les groupes de BTP. Et les valeurs industrielles comme Schneider ou Legrand. Ces dernières ayant des coûts fixes élevés, toute hausse des volumes procure un fort effet de levier sur les bénéfices. En revanche, les valeurs défensives (celles de la distribution alimentaire ou Air liquide) dont la croissance est régulière, sont délaissées.

La semaine écoulée illustre bien ce phénomène. Deux valeurs de retournement ont joué les vedettes. L'action Eurotunnel a progressé de 12,6 %, à 6,25 francs. Une association de défense des actionnaires d'Eurotunnel a estimé, le 19 mai, que la valorisation de l'action devrait être proche de 10 francs. Pour sa part, le certificat d'investissement du Crédit lyonnais a finalement terminé la semaine sur un gain de 1,8 % après le règlement du contentieux entre Bruxelles et le gouvernement français. Le redressement du marché automobile profite également aux actions Renault (+ 2,5 % sur la semaine) et Peugeot (+ 2,65 %). La recherche perpétuelle de nouvelles idées conduira peut-être les boursiers à acheter les rares actions du règlement mensuel qui affichent encore une performance négative depuis le début de l'année. Elles ne sont que cinq dont Olipar qui accuse une baisse de 7,5 %. En revanche, quatre actions ont plus que doublé cette année, avec en tête, celle de Montupet qui a progressé de 225,3 %.

Enguérand Renault

REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE

	22-05-98	Diff.
Coflexip	883	-0,22
Elf Aquitaine	836	[illegible]
Esso	589	+0,34
Total	740	-6,56
Elyo	—	[illegible]

PRODUITS DE BASE

	22-05-98	Diff.
Air Liquide	1134	[illegible]
Eramet	290,20	+3,27
Metaleurop	62,90	-4,69
Pechiney Act Ord A	290	+0,69
Rhone Poulenc A	314,40	+3,08
Rochette (La)	27,85	[illegible]
Usinor	96,55	-1,17
Vallourec	493,10	-3,31
CFF.(Ferrailles)	578	+11,15
Oxyg.Ext-Orient	3950	+3,40

CONSTRUCTION

	22-05-98	Diff.
Bouygues	963	-4,07
Ciments Francais	364,10	-4,19
Colas	1139	-4,28
Eiffage	511	+0,58
Groupe GTM	530	-3,63
Imetal	812	+0,24
Lafarge	590	+3,87
Lapeyre	530	[illegible]
Saint-Gobain	1119	+5,96
SGE	276	+4,03
Vicat	645	-0,61

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	22-05-98	Diff.
Alcatel Alsthom	1285	[illegible]
Bull#	94,90	[illegible]
Carbone Lorraine	2608	+0,73
CS Signaux(CSEE)	457	[illegible]
Dassault-Aviation	1860	[illegible]
Dassault Electro	705	[illegible]
De Dietrich	428	-0,69
Fives-Lille	494	-6,52
France Telecom	352	[illegible]
Intertechnique	1680	[illegible]
Legrand	1704	[illegible]
Legris indust.	330	[illegible]
Sagem SA	4280	[illegible]
Sat	2500	[illegible]
Schneider SA	525	[illegible]
SFIM	1037	[illegible]
Sidel	462	[illegible]
Thomson-CSF	225	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1720	+11,68
CNIM CA#	262	[illegible]
Faiveley #	277	[illegible]
GFI Industries #	1748	[illegible]
Manitou #	935	[illegible]
Mecatherm #	240	+13,20
NSC Groupe (Ny)	958	[illegible]
Radiall #	727	[illegible]
Sediver	—	[illegible]

AUTOMOBILE

	22-05-98	Diff.
Bertrand Faure	500	[illegible]
Ecla	1772	-0,63
Labinal	2110	-2,54
Michelin	365	+0,65
Peugeot	1160	+2,65
Plastic Omn.(Ly)	855	[illegible]
Renault	315,20	+2,50
Sommer-Allibert	303,80	[illegible]
Valeo	580	+2,47
Sylea	570	[illegible]

AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	22-05-98	Diff.
BIC	445,10	+0,71
Chargeurs	471,40	[illegible]
Clarins	557	-2,28
Deveaux(Ly)#	842	-3,72
DMC (Dollfus Mi)	171	[illegible]
Essilor Intl	2478	[illegible]
Hachette Fili.Med.	1590	[illegible]
L'Oreal	3000	[illegible]
Moulinex	173,50	-4,93
Sanofi	703	+0,86
S.E.B.	960	[illegible]
Skis Rossignol	118	[illegible]
Strafor Facom	601	[illegible]
Synthelabo	947	[illegible]
Arkopharma #	485	[illegible]
Boiron (Ly)#	435	[illegible]
Devanlay S.A.	—	[illegible]

	22-05-98	Diff.
Gautier France	385	-4,39
Guerbet S.A	258	-7,74
Hermes internat.1#	464	-2,92
Info Realite #	283,20	[illegible]
Pochet	800	-5,88
Reynolds	409	+0,98
Robertet #	1334	-0,44
Smoby (Ly) #	590	+0,16
Virbac	540	+0,99

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

	22-05-98	Diff.
Bongrain	3000	+3,02
Danone	1591	+5,36
Eridania Beghin	1282	-2,13
Fromageries Bel	4990	-3,10
LVMH Moet Hen.	1315	+2,33
Pernod-Ricard	413,80	[illegible]
Remy Cointreau	133,50	-3,28
SEITA	279,90	[illegible]
Brioche Pasq.(Ns)#	743	[illegible]
L.D.C.	1280	+1,58

DISTRIBUTION

	22-05-98	Diff.
Bazar Hot. Ville	756	[illegible]
Carrefour	3490	[illegible]
Casino Guichard	403,70	-1,89
Castorama Dub.(Li)	999	[illegible]
Comptoirs Mod.	3225	[illegible]
Damart	4680	[illegible]
Galeries Lafayette	5810	[illegible]

	22-05-98	Diff.
GrandVision	241	[illegible]
Groupe Andre S.A.	702	[illegible]
Guilbert	1125	[illegible]
Guyenne Gascogne	2233	[illegible]
Pinault-Print.Red.	4710	[illegible]
Primagaz	528	[illegible]
Promodes	2799	[illegible]
Rexel	2544	[illegible]
Monoprix	—	[illegible]
But S.A.	338,50	[illegible]
IMS(Int.MetalSer)#	91	[illegible]
Manutan	516	[illegible]
Rallye(Cathiard)Ly	295	[illegible]
Rubis #	169	[illegible]

AUTRES SERVICES

	22-05-98	Diff.
Accor	1630	[illegible]
Altran Techno. #	1162	[illegible]
Atos CA	1080	[illegible]
BIS	660	[illegible]
Canal +	1146	[illegible]
Cap Gemini	800	[illegible]
Cipe France (Ly) #	226,90	[illegible]
Club Mediterranee	606	[illegible]
Dassault Systemes	267	[illegible]
Euro Disney	9,40	[illegible]
Europe 1	1500	[illegible]
Eurotunnel	6,25	[illegible]
Gaumont #	473	[illegible]
Havas	568	[illegible]
Havas Advertising	1200	[illegible]
Infogrames Enter.	364	[illegible]

	22-05-98	Diff.
NRJ #	1040	[illegible]
Pathe	1190	[illegible]
Publicis #	867	[illegible]
S.I.T.A	1413	[illegible]
Sodexho Alliance	1175	[illegible]
Sogeparc (Fin)	442,50	[illegible]
Spir Communic. #	553	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	1052	[illegible]
Technip	850	[illegible]
Vivendi (ex CGE)	1184	[illegible]
G.T.I (Transport)	476	[illegible]
Louvre #	479	[illegible]
Assystem #	288	[illegible]
Fraikin 2#	480	[illegible]
Groupe Partouche #	508	[illegible]
M6-Metropole TV	871	[illegible]
Norbert Dentres.#	908	[illegible]
TF1	806	[illegible]

IMMOBILIER

	22-05-98	Diff.
Bail Investis.	930	[illegible]
Finextel	126,10	[illegible]
G.F.C.	672	[illegible]
Immeubl.France	491,50	[illegible]
Klepierre	1130	[illegible]
Rue Imperiale(Ly)	7310	[illegible]
Sefimeg CA	501	[illegible]
Silic CA	1017	[illegible]
Simco	517	[illegible]
Soc.Fonc.Lyonnai.#	968	[illegible]
UIF	506	[illegible]
Unibail	858	[illegible]
Fonciere (Cie)	880	[illegible]
Fonciere Euris	350	[illegible]
Foncina #	611	[illegible]
Im.Marseillaise	11600	[illegible]
Frankoparis #	92	[illegible]
Immob.Batibail Ny#	335	[illegible]
Immob.Hotel. #	39	[illegible]

SERVICES FINANCIERS

	22-05-98	Diff.
Axa	699	[illegible]
B.N.P.	520	[illegible]
C.C.F.	472	[illegible]
CPR	487,80	[illegible]
Cred.Fon.France	111	[illegible]
Credit Lyonnais CI	608	[illegible]
Dexia France	778	[illegible]
GAN	171	[illegible]
Interbail	148,90	[illegible]
Locindus	835	[illegible]
Natexis	444,30	[illegible]
Paribas	611	[illegible]
SCOR	373	[illegible]
Selectibanque	80,50	[illegible]
Societe Generale	1222	[illegible]
Sophia	272	[illegible]
UIS	220,50	[illegible]
Union Assur.Fdal	952	[illegible]
Via Banque	205	[illegible]
Worms & Cie	415,10	[illegible]
Bancaire (Cie)	1090	[illegible]
Cetelem	780	[illegible]
Immobanque	707	[illegible]
UFB Locabail	506	[illegible]
Assur.Bq.Populaire	638	[illegible]
C.A. Paris IDF	878	[illegible]
Factorem	845	[illegible]
I.C.C.#	175	[illegible]
Union Fin.France	772	[illegible]

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

	22-05-98	Diff.
Bollore Techno.	1202	[illegible]
Cerus Europ.Reun	42,35	[illegible]
CGIP	2966	[illegible]
Christian Dior	826	[illegible]
Dynaction	213	[illegible]
Eurafrance	3340	[illegible]
Fimalac SA	702	[illegible]
Gaz et Eaux	3405	[illegible]
Lagardere	248,60	[illegible]
Lebon (Cie)	281,50	[illegible]
Marine Wendel	1020	[illegible]
Nord-Est	131,80	[illegible]
Salvepar (Ny)	557	[illegible]
Albatros Invest	222	[illegible]
Burelle (Ly)	484	[illegible]
Carbonique	11030	[illegible]
Centenaire Blanzy	562	[illegible]
F.F.P. (Ny)	532	[illegible]
Finaxa	545	[illegible]
Francarep	342,70	[illegible]
Sabeton (Ly)	839	[illegible]
Finatis(ex.Locain)	300,50	[illegible]
Siparex (Ly) #	159	[illegible]

LES PERFORMANCES DES SICAV MONÉTAIRES

FININFO http://www.fininfo.fr

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 15 mai

SICAV MONÉTAIRES FRANCS

Performance moyenne sur 3 mois : 0,75 %, sur 1 an : 2,95 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 3 mois	Rang	Perf. % 1 an	Valeur liquid.
CPR Mobidiv	CPRGESTI	1	[illegible]	1	[illegible]	98451,14
Brinson Pibor Plus	SBC BRIN	2	[illegible]	—	[illegible]	1013,27
Pyramides Trésorerie	VERNES	3	[illegible]	22	[illegible]	20964,04
Haussmann Pibor (C)	WORMS	4	1,03	75	3,24	1310,11
Haussmann Pibor (D)	WORMS	5	[illegible]	77	[illegible]	931,89
CDC Arbitrages	CDC GEST	6	[illegible]	2	[illegible]	110011,97
CIC Trésorerie Plus (C)	CIC PARI	7	0,98	3	3,73	1410,93
CIC Trésorerie Plus (D)	CIC PARI	8	0,97	4	3,73	1332,50
Ecureuil Expansion	ECUREUIL	9	0,89	5	3,63	85378,79
Alfi Tiop	UBS MNGT	10	0,88	23	3,40	94790,93
Natexis Pibor Gestion	B NATEXI	11	0,88	10	3,45	184775,30
Absolu Véga	VEGA FIN	12	0,88	9	3,46	12312,37
Acti Trésorerie	BBL FRAN	13	0,88	6	3,52	1961,69
BFT Sécurité 2	BFT	14	0,88	15	3,44	1948,51
Orsay Sécurité	ORSAY	15	0,87	7	3,47	10812,71
Iéna Performance 3	BFT	16	0,87	8	3,46	12800,36
Acti Jour	BBL FRAN	17	0,87	18	3,43	1822,90
GP Cash	SMC	18	0,87	13	3,44	152856,96
Placements Monétaire	NSM	19	0,87	11	3,45	1152711,37
DB Cash	DEUTSCHB	20	0,86	17	3,43	17263,22
Indocam Arbitrages 3 mois	B INDOSU	21	0,86	31	3,39	100734,14
CDC Monétaire	CDC GEST	22	0,86	21	3,42	19572,69
BTP Trésorerie	B BTP	23	0,86	19	3,42	48044,25
BFT Sécurité Première	BFT	24	0,86	20	3,42	1834,55
Union Plus	CIC BUE	25	0,86	16	3,43	187363,98
Citi-Monétaire Plus	CITIBANK	26	0,86	26	3,40	113152,38
CPR Cash	CPRGESTI	27	0,86	27	3,40	101029,73
Centrale Monétaire	CCR	28	0,86	24	3,40	25531,04
BIP Court Terme	KLEIN BE	29	0,86	25	3,40	121563,98
Diadème Jour	L.B.	30	0,86	28	3,40	3355393,08
Natexis Sécurité Jour	B NATEXI	31	0,86	29	3,40	193582,68
Ecofi-Cash	ECOFI FI	32	0,85	32	3,39	285477,50
Partner Régularité	LA MONDI	33	0,85	56	3,30	941,11
Fimatrésorerie	FIMAGEST	34	0,85	30	3,40	19021,10
ABF-MJ	ABF	35	0,85	14	3,44	1893,53
Midland Trésorerie	MIDLAND	36	0,85	35	3,38	94698,64
Monéplus	SG	37	0,85	39	3,36	107331,71
Finord Plus	CDT NORD	38	0,85	51	3,31	964112,77
AXA Court Terme (D)	AXA	39	0,85	49	3,32	10537,99
AXA Court Terme (C)	AXA	40	0,85	50	3,32	11208,93
Epargne Associations (C)	B PARIBA	41	0,85	62	3,28	26307,53
Epargne Associations (D)	B PARIBA	42	0,85	63	3,28	24734,35
Véga Sécurité	VEGA FIN	43	0,85	37	3,38	18671,66
Valunion	CIC BUE	44	0,85	43	3,34	51255,16
Boréal	CDC GEST	45	0,85	55	3,30	8666,08
Primacic	CIC PARI	46	0,84	33	3,39	1301356,16
Acti Institutionnels	BBL FRAN	47	0,84	46	3,35	578564,99
Real Monétaire	SOFIDEP	48	0,84	40	3,35	1084,09
RG Monétaire France	ROBECO	49	0,84	127	3,09	19331,95
Moneterme	B PARIBA	50	0,84	12	3,44	107315,75
CNP Assur-Monét	CDC GEST	51	0,84	38	3,36	1732,38
Fimasécurite (C)	FIMAGEST	52	0,83	41	3,34	1301,79
Midland Protection	MIDLAND	53	0,83	73	3,25	19123,59
Fimasécurite (D)	FIMAGEST	54	0,83	42	3,34	1081,45
Haussmann Court Terme	WORMS	55	0,83	133	3,07	2186,29
AGF Monétaire	AGF IART	56	0,83	65	3,27	1016,40
Mondiale Proteol CT	LA MONDI	57	0,83	45	3,33	7672,08
Moné-Tiop	B PARIBA	58	0,83	47	3,33	564696,76
Placements Trésorerie	NSM	59	0,83	54	3,30	1404498,65
Arcade	BIMP	60	0,83	48	3,32	1593954,11
Centrale Première	CCR	61	0,83	36	3,38	7269
Valeurs Monétaires	DEMACHY	62	0,83	66	3,27	235623,59
Orsay Jour	ORSAY	63	0,83	64	3,28	1955,03
Phénix Sécurité (D)	AGF IART	64	0,83	57	3,30	7317,40
Trésorys	SOGEPOST	65	0,83	52	3,31	274381,81
Phénix Sécurité (C)	AGF IART	66	0,83	58	3,30	8322,61
Invesco Trésorerie	INVESCO	67	0,83	61	3,28	1044,56
Stratère	BGP	68	0,82	44	3,34	22086,45
JJ Centre	CFCM CEN	69	0,82	59	3,29	359339,45
Barclays Institutions	BARCLAYS	70	0,82	80	3,23	782431,83
Atlas Court Terme	ATLAS	71	0,82	34	3,39	161,38
Localys Première	CLF BANQ	72	0,82	83	3,22	54648,35
Ofima Trésor	OFIVALMO	73	0,82	90	3,12	19800,31
Option Sécurité	BRED	74	0,82	72	3,25	198578,82
EFI-Performance	CCCC	75	0,82	60	3,29	2109,54
Federal Trésorerie	FEDFIN	76	0,81	116	3,12	10465,17
CPR Mobiterme	CPRGESTI	77	0,81	67	3,27	20190,88
Monéprime (D)	B PARIBA	78	0,81	69	3,26	156295,29
Monéprime (C)	B PARIBA	79	0,81	68	[illegible]	162508,15
Sequin	BGP	80	0,81	81	[illegible]	47274,20
Soprane J	BACOT	81	0,81	82	[illegible]	48763,17
Dresdner RCM Entreval	KLEIN BE	82	0,81	87	[illegible]	1998,49
BTP Monécourt	B BTP	83	0,81	79	[illegible]	20055,51
Gestion Investicourt	B INDOSU	84	0,81	84	[illegible]	19402,25
AGF Sécurité	AGF IART	85	0,81	53	[illegible]	12054,96
Demachy +	DEMACHY	86	[illegible]	78	[illegible]	2063,01
Entreprise Court Terme	B PARIBA	87	0,81	86	3,20	331235,62
Chateaudun Court Terme	CPRGESTI	88	0,81	89	[illegible]	97618,03
Unisecurite	SANPAOLO	89	[illegible]	93	[illegible]	203196,70
Fimagarantie	FIMAGEST	90	[illegible]	88	[illegible]	19582,77
Cardif Trésorerie	CARDIF	91	0,80	76	[illegible]	86531,46
Ouestar Trésorerie	CFCM LOI	92	0,80	92	3,16	137499,70
BIP Cap 3 Mois	KLEIN BE	93	0,80	95	3,16	2123,92
Trésoricic	CIC PARI	94	0,80	85	[illegible]	182598,20
VIA Court Terme (C)	VIA BANQ	95	0,80	96	[illegible]	4859,91
VIA Court Terme (D)	VIA BANQ	96	0,80	97	[illegible]	4716,77
Morgan Court Terme	JP MORGA	97	0,80	109	[illegible]	26272,71
Fonsicav	CDC TRES	98	0,80	103	[illegible]	20186,66
Stratège	CCF	99	0,80	98	[illegible]	30384,72
Gestion Pibor	INDOSUEZ	100	0,80	91	3,16	20508,81
Iéna Monétaire (D)	BFT	253	0,65	240	[illegible]	11400,30
Ouestar Court Terme (D)	CFCM LOI	254	0,65	260	[illegible]	16212,33
Ouestar Court Terme (C)	CFCM LOI	255	0,65	259	2,57	17906,08
SNVB Monétaire (D)	SNVB	256	0,65	261	2,57	8261,93
Hervet Plus (C)	HERVET	257	0,65	254	2,58	9230,04
Placements Sécurité (C)	NSM	258	0,65	255	2,58	93410,58
Placements Sécurité (D)	NSM	259	0,65	256	2,58	84998,46
Hervet Plus (D)	HERVET	260	0,65	257	2,58	8554,80
Eficoop Sicav (C)	CCCC	261	0,65	276	2,53	1936,84
Eficoop Sicav (D)	CCCC	262	0,65	277	2,53	1881,72
Optifinance	CCF	263	0,65	253	[illegible]	22200,68
BRO-Sécurité (C)	BRO	264	0,65	269	2,55	17824,28
BRO-Sécurité (D)	BRO	265	0,65	268	2,55	16448,60
Investsécurité Court Terme D	CFCM MED	266	0,65	273	2,54	3110,62
Investsécurité Court Terme C	CFCM MED	267	0,65	274	2,54	3498,94
Moné.Dis	CNCA	268	0,64	263	2,56	10250,51
Dresdner RCM Sécurité (D)	KLEIN BE	269	0,64	287	2,45	1943,75
Dresdner RCM Sécurité (C)	KLEIN BE	270	0,64	288	2,45	2165,37
Pyramides Court (C)	VERNES	271	0,64	280	2,51	49999,42
Pyramides Court (D)	VERNES	272	0,64	281	2,51	42992,29
Monésud (D)	L.B.	273	0,64	235	2,64	349,88
SNVB Monétaire (C)	SNVB	274	0,64	265	2,56	9377,04
BICS Monétaire (D)	ECOFI FI	275	0,64	291	2,48	1603,12
BICS Monétaire (C)	ECOFI FI	276	0,64	292	2,48	1875,91
Sécurita	DEMACHY	277	0,64	282	2,48	48896,73
Sicaixa	CAIXA DE	278	0,64	296	2,41	24628,02
Acti Cash (D)	BBL FRAN	279	0,63	249	2,66	1221,85
Acti Cash (C)	BBL FRAN	280	0,63	250	2,66	1288,33
Leumi Court Terme (C)	B LEUMI	281	0,63	311	2,32	16699,23
Cardif Monétaire (C)	CARDIF	282	0,63	278	2,53	206,11
Cardif Monétaire (D)	CARDIF	283	0,63	279	2,52	195,55
Topcash (D)	CPRGESTI	284	0,62	283	2,47	1674,77
Topcash (C)	CPRGESTI	285	0,62	284	2,47	1723,04
Finord Sécurité (D)	CDT NORD	286	0,62	290	2,49	20315,91
Finord Sécurité (C)	CDT NORD	287	0,62	289	2,44	21855,21
Ecureuil Monétaire (C)	ECUREUIL	288	0,62	286	2,47	13316,57
Ecureuil Monétaire (D)	ECUREUIL	289	0,62	285	2,47	12343,04
Monésud (C)	L.B.	290	0,62	234	2,64	406,67
Moné.J (D)	GROUP CA	291	0,62	272	2,54	11570,18
Moné.J (C)	GROUP CA	292	0,62	275	2,53	12213,56
Sécuricic (D)	CIC PARI	293	0,62	301	2,36	2151,28
Sécuricic (C)	CIC PARI	294	0,62	300	2,36	2326,92
Provence Court Terme	CS HOTTI	295	0,62	299	2,39	55397,28
Ecureuil Distrimonetaire	ECUREUIL	296	0,62	295	2,41	10085,60
Orsay Court Terme	ORSAY	297	0,62	297	2,41	1596,88
Univar (D)	CNCA	298	0,61	264	2,56	303,53
Univar (C)	CNCA	299	0,61	262	2,56	316,51
JPM Court Terme	B HARWAN	300	0,61	298	2,39	14443,07
Lion 20000 (C)	CL	301	0,61	293	2,42	17526,49
Lion 20000 (D)	CL	302	0,61	294	2,42	16397,57
Ecureuil Trésorerie (C)	ECUREUIL	303	0,61	302	2,34	326,75
Ecureuil Trésorerie (D)	ECUREUIL	304	0,61	307	2,33	306,37
Fructi-Associations (C)	BQUE POP	305	0,60	308	2,33	46,95
Sicav Associations	CDC	306	0,60	306	2,33	2472,20
Crédit Maritime Sécurité (D)	CDT MARI	307	0,60	303	2,34	1700,54
Crédit Maritime Sécurité (C)	CDT MARI	308	0,60	304	2,34	1757,01
Sécuri-Taux	LEGAL FR	309	0,59	312	2,31	1670,01
SB Sécurité (C)	CIC SB	310	0,58	315	2,28	1653,80
SB Sécurité (D)	CIC SB	311	0,58	316	2,27	1607,07
Fructi-Associations (D)	BQUE POP	312	0,58	310	2,32	41,68
Natio Monétaire (D)	BNP	313	0,58	318	2,25	5242,18
Natio Monétaire (C)	BNP	314	0,58	317	2,25	5579,85
Uni-Associations	GROUP CA	315	0,57	309	2,33	120,56
Dryade (C)	BCP	316	0,56	313	2,29	7036,19
Dryade (D)	BCP	317	0,56	314	2,29	6673,53
Capimonétaire (D)	SG	318	0,56	270	2,54	368,91
Capimonétaire (C)	SG	319	0,55	271	2,54	419
Uni-Cash	SANPAOLO	320	0,44	319	1,85	305,13

Des sicav monétaires qui rapportent plus de 1 % en trois mois

LA PERFORMANCE peut paraître dérisoire, elle n'en demeure pas moins remarquable. Quelques sicav de trésorerie affichent une progression supérieure à 1 % sur trois mois alors que la moyenne n'est que de 0,75 %. Pour parvenir à ce résultat alors que les taux à court terme sont restés bas, les gérants utilisent différentes méthodes.

Joël Konop, le gestionnaire de CPR Mobidiv, un produit régulièrement en tête de notre classement, a mis en place une stratégie de diversification audacieuse sur les obligations convertibles ou les actions. La sicav a ainsi pu bénéficier partiellement de la bonne santé de la Bourse depuis le début de l'année. Toutefois le gérant vient de réduire ses positions sur les actions et sur les obligations convertibles respectivement à 1,8 % et 5 % de l'actif de la sicav. *« Nous avons pris une partie de nos bénéfices lorsque le CAC 40 a franchi le niveau des 4 000 »*, indique-t-il. De plus, ces investissements sur les actions et les obligations se font par l'intermédiaire de fonds, ce qui a pour effet de diminuer le risque couru.

MINIMISER LE RISQUE

Dans le même esprit que CPR Mobidiv, Brinson Pibor Plus consacre une partie de ses actifs aux actions et est parvenue en quelques mois d'existence à se classer parmi les meilleurs produits pour sa performance sur trois mois. La sicav de SBC Brinson, une filiale de la Swiss Bank Corp, a la latitude de diversifier jusqu'à 20 % de ses investissements sur les actions et les obligations internationales.

Pour minimiser le risque, ces investissements font l'objet d'une attention particulière. Les bénéfices sont systématiquement pris dès que les actions et les obligations détenues par la sicav ont produit un rendement suffisamment important pour améliorer notablement la performance globale de la sicav.

A l'inverse, les positions sur les actions et les obligations peuvent être vendues très rapidement lorsqu'elles affichent des performances négatives. La méthode est appliquée dans d'autres filiales de la SBC depuis une dizaine d'années. Aujourd'hui, la sicav est diversifiée très légèrement sur les marchés actions, *« car nous ne sommes pas à l'abri d'une consolidation importante »*, estime Sylvain Viret, gestionnaire de Brinson Pibor Plus. En ce qui concerne les obligations internationales, les titres du nord et du sud de l'Europe sont privilégiés. *« Ils seraient moins affectés par une remontée des taux de la Bundesbank ou de la Réserve fédérale américaine »*, ajoute le gérant.

Plus classiquement, les trois autres sicav qui ont réussi a franchir la barre du 1 % sur trois mois prennent des positions sur la courbe des taux français ou étrangers. Haussmann Pibor a placé jusqu'à 7 % de son actif sur des obligations d'Etat émises à dix ans. Ces investissements sur des titres émis à long terme n'ont pas vocation à être détenus longtemps. Le gérant profite des mouvements de marché pour les acheter. Il vend ses obligations dès qu'il a obtenu une plus-value intéressante. A noter, la sicav de la Banque Worms mise de façon marginale sur un fonds monétaire investi sur les marchés émergents.

Pyramides Trésorerie a, pour sa part, joué la convergence des taux d'intérêt italiens. Son gestionnaire, Claudio Arenas, a consacré 10 % de l'actif de la sicav à des titres italiens émis à un an et qui ont rapporté 70 points de base de plus que des obligations françaises. La sicav de la Banque Vernes bénéficie également de l'appréciation d'une ligne importante investie sur un emprunt à taux variable qui offre un rendement équivalent à celui des bons du trésor émis à trois mois.

CDC Abitrage a également tiré parti de la convergence des taux italiens. Isabelle Reux-Brown, la gestionnaire de la sicav, a acheté des obligations italiennes juste avant le sommet de Bruxelles, lorsqu'il subsistait encore des incertitudes sur l'entrée de la lire dans l'euro.

Joël Morio

L'incertitude monétaire grandit au Japon et en Chine

Le yen est tombé, cette semaine, à son plus bas niveau depuis 1991 face au dollar. Le regain de tensions sur les places financières asiatiques contribue à expliquer le statu quo décidé par la Réserve fédérale américaine sur ses taux directeurs

La semaine a été marquée, sur les places financières internationales, par le nouveau recul de la monnaie japonaise, affectée par les grandes difficultés économiques dans l'archipel et par le regain de tensions sur les places financières asiatiques. Et les opérateurs ne croient plus guère à une action concertée des banques centrales pour soutenir le yen. En hausse face à la devise nippone, le dollar s'est, en revanche, replié face aux monnaies européennes, à la suite de l'annonce d'une nette détérioration de la balance commerciale américaine en mars – 13 milliards de dollars, un niveau record – et de la décision de la Réserve fédérale des Etats-Unis de ne pas relever ses taux directeurs. Le statu quo a été prononcé en dépit de l'apparition de nouveaux signes de tensions sur le marché du travail et sur les salaires.

LA RÉSERVE FÉDÉRALE des Etats-Unis a finalement choisi, mardi 19 mai, de ne pas relever ses taux directeurs. Le suspense avait été relancé, il y a deux semaines, avec d'un côté la parution d'un article du *Wall Street Journal* indiquant que la banque centrale américaine était sur le point de resserrer sa politique monétaire, de l'autre l'annonce d'une baisse spectaculaire du taux de chômage en avril, tombé à 4,3 %, son plus bas niveau depuis 1970.

Il faudra attendre le début du mois de juillet, avec la publication du compte-rendu de la réunion, pour connaître la répartition exacte des votes des conseillers et en savoir plus sur le contenu des discussions qui se sont tenues. On peut toutefois supposer que le débat a été animé entre « faucons », partisans d'une hausse des taux, et « colombes », favorables au statu quo.

Les premiers ne manquaient pas d'arguments : dynamisme de la production industrielle et de la consommation des ménages, ralentissement des gains de productivité (+ 0,2 % au premier trimestre), tensions salariales (+ 4,4 % pour le salaire horaire moyen en avril, la plus forte hausse depuis quinze ans), pénurie de main-d'oeuvre qualifiée (avec un taux de chômage de 1,7 %), croissance soutenue des agrégats monétaires, signes de formation de bulles spéculatives sur les marchés de l'immobilier et des actions, nécessité d'agir de façon préventive...

Repli du billet vert

DOLLAR CONTRE FRANC

6,25 – 6,20 – 6,15 – 6,10 – 6,05 – 6,00 – 5,95 – 5,90 – 5,85 – 5,80 ; 5,90 ; 28 NOV. – 26 DÉC. – 23 JANV. – 20 FÉV. – 20 MARS – 17 AVR. – 15 MAI ; 1997

L'aggravation du déficit commercial américain a provoqué un repli du dollar face aux devises européennes.

« Economiquement, une hausse des taux était totalement justifiée », expliquent les analystes de la société de Bourse Aurel.

ÉLÉMENTS INQUIÉTANTS

Elle n'a pourtant pas eu lieu. Il s'est trouvé une majorité de membres de la Fed pour ne pas tenir compte de ces éléments inquiétants et pour préférer maintenir les taux à leur niveau actuel. Sans doute la situation en Asie a-t-elle joué un rôle décisif dans leur décision finale. Ils ont jugé d'abord que l'aggravation de la crise en Indonésie se prêtait mal à une action. Un assèchement de liquidités de la part de la première puissance monétaire du monde aurait augmenté la fragilité des places financières asiatiques, comme l'avait déjà fait, en octobre 1997, la hausse des taux directeurs des pays de la zone mark.

De plus, les membres de la Fed semblent juger que l'impact de la crise asiatique sur l'économie américaine n'est pas aussi bénin que le prétendent la plupart des analystes. A cet égard, la publication, mercredi, des statistiques de la balance commerciale en mars leur a donné raison. Le déficit s'est établi à 13 milliards de dollars, son plus haut niveau depuis le mois de janvier 1992, date à laquelle ont commencé à être publiées des données mensuelles. Si elle reflète la vigueur de la consommation outre-Atlantique, l'aggravation du déficit traduit aussi les conséquences de la tempête financière en Asie : le déficit des Etats-Unis avec cette région s'est élevé à 12,1 milliards de dollars, contre 6,8 milliards de dollars un an plus tôt. Avec le Japon, les Etats-Unis ont enregistré un solde négatif de 5,76 milliards de dollars et, avec la Chine, de 3,76 milliards de dollars. Avec Hongkong, la Corée du Sud, Singapour et Taïwan, le déficit a atteint 1,64 milliard de dollars, contre un excédent de 692 millions un an plus tôt. Ces chiffres ont provoqué un repli du billet vert face aux devises européennes en fin de semaine. Le dollar a coté, jeudi, 1,7540 deutschemark et 5,8850 francs, ses cours les plus faibles depuis quatre mois.

Enfin, une hausse des taux américains aurait accéléré la chute du yen, celle-ci risquant de plonger à son tour la Chine dans le chaos monétaire. Déjà affectée par les difficultés économiques japonaises, la devise nippone est tombée, lundi, au lendemain du sommet du G 8 de Birmingham (Royaume-Uni), jusqu'à 136,50 yens pour 1 dollar, son plus bas niveau depuis six ans et demi. Le silence observé par les dirigeants internationaux à propos de la parité du yen a diminué la probabilité d'une action coordonnée des banques centrales. Et la capacité de riposte de la Banque du Japon, isolée, n'impressionne guère les opérateurs : au cours du seul mois d'avril, l'institut d'émission nippon a dépensé 18 milliards de dollars pour tenter de freiner la baisse de la devise japonaise. A ce rythme, il faudrait moins d'un an pour que fondent toutes ses réserves (205 milliards de dollars).

La situation monétaire à Tokyo, Hongkong et Pékin est, pour Washington, un motif d'inquiétude bien plus grand que la tempête politique et financière à Djakarta. L'économie indonésienne ne représente que 2,8 % du PIB asiatique, contre 57 % pour la Chine et le Japon. La grande crainte de l'administration américaine est qu'une chute du yen ne finisse par exercer une pression monétaire insupportable sur la Chine : pour éviter un étranglement de ses exportations et un ralentissement trop brutal de son économie, Pékin se déciderait à dévaluer à son tour sa monnaie.

Un membre du gouvernement chinois a admis pour la première fois, jeudi, que l'objectif de croissance de 8 % fixé par les autorités pour 1998 était menacé par la crise financière asiatique. *« Si nous ne pouvons pas maintenir la croissance des exportations et de l'investissement, notre objectif de croissance économique sera menacé »*, a déclaré la conseillère d'Etat Wu Yi. *« Le soutien des exportations est une question politique »*, a-t-elle ajouté. A Hongkong, les inquiétudes économiques et monétaires se reflètent dans la mauvaise santé de la Bourse (– 13 % en un mois). Le constat du ralentissement de l'activité à Hongkong et en Chine pourrait conduire les opérateurs à venir tester la détermination des autorités chinoises à soutenir leurs devises, estiment les économistes du CCF, surtout s'ils ont le sentiment que le yen n'a plus de soutien. *« Alors que le risque indonésien reste géographiquement limité*, ajoutent-ils, *un risque de dévaluation des devises chinoises pourrait emporter l'ensemble de la zone asiatique dans une nouvelle spirale dévaluationniste. »*

Pierre-Antoine Delhommais

Hausse des taux en Norvège

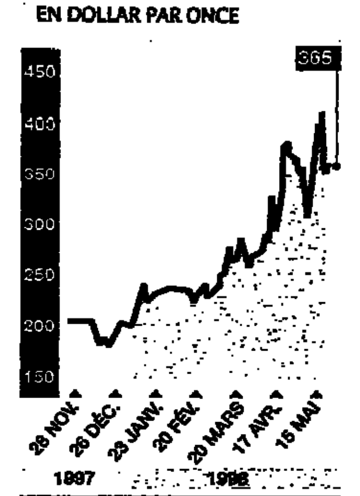
La banque centrale de Norvège a annoncé vendredi 22 mai qu'elle avait décidé de relever son taux de dépôt et son taux au jour le jour de 0,5 % pour les porter à respectivement 4,25 % et 6,25 %. Ce relèvement prendra effet à partir du lundi 25 mai. *« Le réajustement des taux va renforcer la valeur de la couronne norvégienne face aux autres devises européennes »*, précise l'institut d'émission norvégien. Sur le marché des changes, la couronne norvégienne a réagi vendredi après-midi par une nette progression. Elle s'échangeait en milieu d'après-midi à 7,3951 couronnes pour 1 dollar contre 7,441 jeudi et à 4,2088 couronnes pour 1 mark contre 4,234 la veille.

La banque centrale norvégienne avait relevé pour la dernière fois ses deux principaux taux de 0,25 % le 19 mars. Le gouverneur avait alors déclaré que ce relèvement était destiné à garantir la stabilité de la monnaie nationale face aux autres devises européennes.

MATIÈRES PREMIÈRES

Fièvre sur le palladium

EN DOLLAR PAR ONCE



LA TENDANCE suivie par le palladium depuis deux mois se confirme : l'offre mondiale se resserre. Les prévisions sont telles que les cours de ce métal, éternel second derrière son compère le platine, ont bondi, le 18 mai, jusqu'à dépasser celui-ci et atteindre 417 dollars l'once troy (qui équivaut à 31,103 grammes) à Londres. Il y a tout juste un an, les prix s'affichaient à 179,75 dollars... En cette fin de semaine, ils s'inscrivaient en léger recul, à 395,50 dollars l'once troy pour le palladium et à 380,50 dollars pour le platine.

Tout concourt à pousser les prix à la hausse : le rapport annuel que vient de publier le numéro un mondial de la commercialisation de platinoïdes, Johnson Matthey, sur l'état de l'offre et de la demande, mais aussi l'attitude de la Russie, qui n'a toujours pas repris ses exportations de palladium. En 1997, ce premier producteur mondial a mis sur le marché 4,5 millions d'onces, soit 8 000 onces de moins qu'en 1996, suivi par l'Afrique du Sud, avec 1,81 million d'onces, et les Etats-Unis, qui en ont produit 545 000. Pour 1998, Johnson Matthey estime la production globale à 7,25 millions d'onces, en déficit par rapport à une demande qui devrait se situer à 7,46 millions d'onces. Les industriels s'inquiètent. Les nouvelles normes antipollution qui seront bientôt en vigueur dans les pays occidentaux et au Japon vont relancer la fabrication de pots catalytiques et accentuer la pression sur le palladium (l'industrie automobile a accru sa demande de 31 % l'an passé, avec 3,3 millions d'onces). Quant ils auront fini de puiser dans leurs réserves, ils ne veulent pas courir le risque d'une vraie pénurie de métal, d'autant plus que les Russes prennent eux aussi dans leurs stocks – dont l'ampleur est top secret –, qu'ils ont vidés de 10 millions d'onces depuis 1994. *« Même si les ventes en provenance de Russie reprennent, une demande croissante et la constitution de réserves stratégiques de la part des consommateurs devraient soutenir les prix »*, pronostique Johnson Matthey. Il ajoute cependant qu'en 2002, si les Russes n'augmentent pas leur production, les stocks devraient manquer. Les cours ne devraient donc pas baisser de sitôt.

Carole Petit

Marché international des capitaux : retenue à la source

ON SE PRÉOCCUPE beaucoup, tant au Japon qu'en Europe, de l'imposition des revenus des placements en valeurs mobilières. A Tokyo, le ministère des finances a mis fin à une exemption qui concernait les emprunts contractés par des débiteurs japonais sur les marchés étrangers. L'intérêt que rapportent les nouvelles obligations internationales devrait être soumis au même impôt anticipé qui s'applique aux titres lancés sur le marché national nippon. C'est une question d'équité entre les souscripteurs japonais qui effectuent leurs placements dans leur propre pays et ceux qui ont les moyens d'agir de l'extérieur. Il ne convient pas que les uns soient pénalisés par une retenue à la source, tandis que les autres se soustraient à l'impôt en participant à des transactions sur l'euromarché, qu'elles soient libellées en yen ou en devises.

La récente décision des services de la législation fiscale japonaise ne correspond pas à l'introduction d'un nouvel impôt, mais bien à une normalisation. La retenue à la source existe depuis longtemps, mais jusqu'au début du mois d'avril, une exception était faite pour les transactions internationales, permettant à de nombreux emprunteurs japonais de se procurer des ressources à de très bonnes conditions. Cette exception se justifiait en théorie, puisque les résidents japonais n'étaient naguère pas autorisés à détenir des comptes bancaires à l'étranger. Or ils le sont aujourd'hui.

De fait, le tout peut être considéré comme une affaire purement intérieure. Mais, en réglant ses propres problèmes, le Japon ne peut pas se permettre d'affecter les autres souscripteurs. Si les non-résidents étaient eux aussi soumis à la retenue à la source, ils pourraient bien se désintéresser des emprunts internationaux japonais, à moins que leur rendement augmente. Dès lors, pour éviter de renchérir le coût de financement des entreprises nippones qui ont accès au marché international des capitaux, une solution doit être trouvée afin de distinguer les détenteurs de titres selon leur nationalité. Les non-Japonais devraient donc être exemptés.

PRAGMATISME

La question a déjà été résolue, de façon très pragmatique, pour ce qui est des émissions japonaises lancées en francs suisses. Les négociants en valeurs mobilières devront scrupuleusement éviter de vendre les titres à des résidents japonais. Si les banques qui dirigent de telles opérations l'affirment, les coupons d'intérêt seront versés sans aucune déduction d'impôt. Mais cela ne vaut que pour les emprunts libellés en francs suisses. Il se trouve que présentement les entreprises nippones sont certes tentées de lancer des emprunts en Suisse, mais pas nécessairement dans la monnaie helvétique. Celles qui songent à émettre des emprunts convertibles en actions ont une préférence pour leur yen, afin d'écarter tout risque de change. Or pour ce qui est du yen, le problème reste entier, comme il l'est pour les autres devises.

Une réponse d'ensemble est néanmoins attendue sous peu, qui devrait faciliter pour un établissement public l'émission d'obligations internationales garanties par le Japon. On parle d'une opération de 0,5 milliard de deutschemarks, et d'une durée de dix ans.

En Europe la retenue à la source se présente sous un jour très différent. Bruxelles, dans un souci d'harmonisation, cherche à imposer un prélèvement anticipé dont le taux serait le même dans les quinze pays de l'Union, ou bien, à défaut, à obliger les intermédiaires financiers à déclarer aux trésors publics nationaux les noms des souscripteurs. Tous les emprunts seraient concernés, y compris ceux qui font partie de l'euromarché où, par définition, les titres d'une part sont au porteur, et d'autre part rapportent des intérêts libres de tout prélèvement. Les précédentes tentatives de soumettre les euro-obligations à un système de précompte mobilier ont toutes échoué, en raison notamment de la vive opposition des spécialistes, qui font valoir que l'euromarché ne peut se développer que dans la liberté. Si le nouveau projet de directive aboutit et qu'il s'applique aux emprunts en circulation, dont les encours sont gigantesques, il est à craindre que les rendements ne montent en conséquence. Les emprunteurs ont en effet la possibilité soit de rembourser les transactions à leur valeur nominale, soit de compenser financièrement les investisseurs en cas d'introduction de la retenue à la source.

Christophe Vetter

Paris et Francfort continuent leur chasse aux records

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 XETRA
↗ + 3,67%	↗ + 0,20%	↗ + 1,49%	↗ + 0,64%	↗ + 2,14%
15 801,65 points	9 114,44 points	4 049,78 points	5 955,60 points	5 530,19 points

IL Y A une semaine, deux préoccupations majeures assombrissaient l'avenir des boursiers : la Réserve fédérale américaine allait-elle relever ses taux directeurs et la crise indonésienne évoluer *« favorablement »* ? Rassurés dès mardi par le statu quo de la Fed, les investisseurs ont recommencé à prendre des positions sur les différents marchés internationaux ; le début de clarification dans la situation indonésienne avec le départ de M. Suhatto a fait le reste.

Ainsi toutes les grandes places internationales terminent-elles la semaine sur une note positive avec deux satisfecit particuliers pour les Bourses de Paris et de Francfort, qui, à l'image de la période précédente, ont sensiblement progressé pour atteindre de nouveaux sommets. Le marché parisien a augmenté de 1,49 % en quatre séances alors que, simultanément, la place allemande gagnait 2,14 %. La Bourse de Londres ne s'est appréciée « que » de 0,64 %. Wall Street affiche la plus petite progression, avec un gain hebdomadaire de 0,20 %. A l'opposé, la Bourse de Tokyo a gagné 3,67 %.

BOURSES TROP CHÈRES

Nombre d'observateurs notent que les marchés *« se paient aujourd'hui très cher »* mais que les investisseurs n'ont pas le choix. Dans la dernière livraison de l'hebdomadaire financier *La Vie française*, Patrick Artus, chef du service de la recherche de la Caisse des dépôts et consignations, relève que les Bourses occidentales sont aujourd'hui trop chères : pour fuir la crise asiatique, les capitaux se sont réfugiés aux Etats-Unis, explique-t-il. Et, comme les déficits publics ont fondu outre-Atlantique, il n'y a que très peu d'obligations à acheter et les liquidités se sont investies sur le marché boursier. L'offre de titres se raréfie mais les capitaux continuent d'affluer, ce qui permet à l'économiste de la Caisse de conclure qu'une bulle est en train de gonfler. Ce scénario, ajoute-t-il, est valable pour l'Europe.

La Bourse, même chère, reste la seule alternative pour les investisseurs. Et ce n'est pas une hausse d'un quart ou d'un demi-point des taux d'intérêt qui serait susceptible de freiner la progression des cours : le risque de krach interviendra seulement quand les investisseurs trouveront une alternative au placement en actions.

La prudence a prévalu à Wall Street, en dépit du maintien de ses taux par la Réserve fédérale car, selon les opérateurs, les investisseurs hésitent tout de même devant le niveau élevé du prix des actions. Larry Wachtel, analyste chez Prudential Securities, a estimé que l'ensemble du marché boursier était dans une phase de correction. *« Je parle du marché en général et non du Dow Jones »*, a-t-il précisé. Cette correction générale devrait se situer autour de 10 %, prévoit M. Wachtel, qui n'exclut pas qu'elle puisse se communiquer au Dow Jones. En Europe, la Bourse de Londres a connu une semaine globalement neutre, se reprenant au fil des jours, à mesure que s'apaisaient les inquiétudes sur les taux d'intérêt américains et sur la situation en Indonésie. Sur un plan interne, les anticipations d'un maintien prochain des taux d'intérêt ont été confirmées par les chiffres des ventes de détail pour le mois d'avril (+ 0,1 % sur un mois et + 4,2 % sur un an), bien en deçà des prévisions des analystes. Ces statistiques incitent à croire que la consommation des ménages est désormais sur une pente descendante. La vigueur des dépenses des ménages, source d'inflation, constitue depuis plusieurs mois l'un des principaux soucis de la Banque d'Angleterre dans la définition de sa politique monétaire.

Outre-Rhin, le statu quo de la Fed et les résultats des entreprises ont donné des ailes au marché allemand. Vendredi, ce dernier inscrivait un nouveau record de clôture à l'issue de la séance officielle à 5 564,21 points, en hausse de 3,2 % sur ses niveaux d'il y a une semaine. Sa progression hebdomadaire n'est toutefois que de 2,14 %, selon les transactions électroniques. Les semaines à venir s'annoncent également très bien pour le DAX, estime la Commerzbank dans son rapport hebdomadaire boursier, recommandant d'envisager des prises de bénéfice. L'établissement cite ainsi les progrès de la conjoncture allemande, la faiblesse des taux d'intérêt et le compte à rebours de l'euro se déroulant comme prévu. De plus, le DAX devrait profiter de l'intérêt croissant des investisseurs pour la zone euro.

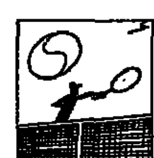
En gagnant vendredi in extremis 0,05 %, la Bourse de Paris a inscrit son trente-troisième record de l'année à 4 049,78 points. La liquidation de mai, qui intervenait le même jour, s'est soldée par un gain de 5,96 %. Depuis le début de l'année, le marché parisien effectue donc un parcours sans fautes avec cinq mois boursiers gagnants sur cinq. En quatre séances, les valeurs françaises ont gagné 1,49 % ; leur avance est désormais de 35 % depuis le 4 janvier. Les opérateurs estiment que la tendance de fond reste bien orientée. Nicolas Charvet, analyste technique pour la société de Bourse Ferri, pense que, *« à moins d'une baisse brutale du Dow Jones, il semble que le marché soit bien installé au-dessus des 4 000 points »*.

La Bourse de Tokyo, qui a gagné 3,67 % cette semaine, devrait marquer le pas au cours des séances à venir. Le président de Lehman Brothers Japan, Kiyoshi Tsugawa, affirme que le marché ne pourra pas aller au-delà des 16 500 points en l'absence d'incitations fortes à l'achat due à *« la persistance des craintes sur l'avenir de l'économie »* japonaise.

François Bostnavaron

هكذا من الإصل

ROLAND-GARROS Le tirage au sort des Internationaux de France de tennis, qui se disputent au stade Roland-Garros du 25 mai au 7 juin, n'a *guère été favorable à Pete Sampras,* qui affronte, au premier tour, son compatriote Todd Martin, récent vainqueur du Tournoi de Barcelone. ● DANS UN ENTRETIEN au *Monde,* le numéro un mondial assure qu'il met



tout en œuvre pour ajouter à son palmarès le seul titre du Grand Chelem qui lui manque. ● TENANT DU TITRE, le Brésilien Gustavo Kuerten, discret depuis le début de saison sur les courts, est promis, *lui, à un affrontement* avec l'Américain Andre Agassi au deuxième tour. ● DANS LE TABLEAU féminin, les sœurs Williams peuvent rêver de s'affronter en finale.

Pete Sampras travaille dur contre son allergie à la terre battue

Dans un entretien au « Monde », le numéro un mondial explique pourquoi il a été moins brillant en début de saison et comment il s'y est pris pour tenter de gagner, enfin, le seul titre du Grand Chelem qui manque à son palmarès

NUMÉRO UN mondial du classement des joueurs professionnels de tennis depuis cinq ans, l'Américain Pete Sampras s'est imposé dans tous les tournois du Grand Chelem – Melbourne (1994, 1997), Wimbledon (1993, 1994, 1995, 1997) et Flushing Meadow (1990, 1993, 1995, 1996) – à l'exception de Roland-Garros, où il n'est jamais allé plus loin que les demi-finales (1996) en huit participations. Avant l'édition 1998 des Internationaux de France, il a expliqué au *Monde* quelle était sa stratégie pour s'imposer sur terre battue après un début de saison difficile où il a cédé le premier rang mondial pendant quelques semaines au Chilien Marcelo Rios.

« *Vos retrouvailles* avec la terre battue ont eu lieu à Monaco en avril, au deuxième tour, contre Andre Agassi, n'était-ce pas étrange ?

– En entrant sur le court, j'ai eu une impression bizarre, dérangeante. Lui aussi, j'en suis sûr. Un match entre nous deux, c'était l'affiche d'une finale, mais son classement a un peu baissé (20e). C'est sans doute parce que c'était étrange de se rencontrer à ce stade d'un tournoi que le niveau de jeu a été en dents de scie. Mais j'ai gagné, et, pour moi, c'était capital. Je voulais signifier aux autres joueurs que je suis décidé à réussir cette saison sur terre battue, que je sais jouer sur cette surface. Et ma défaite contre Fabrice Santoro au tour suivant (6-1, 6-1) ne m'a pas empêché de gagner à Atlanta.

– Votre début de saison a été plutôt décevant, avec une défaite en quarts de finale de l'Open d'Australie.

– En janvier 1998, j'étais épuisé, je relevais d'une blessure au mollet après la finale de la Coupe Davis. J'ai reçu deux traitements par jour pendant trois semaines en décembre 1997, et j'ai dû casé six semaines de préparation en deux. Je l'ai payé longtemps après. Mais je vais mieux. J'ai appris que mon corps a besoin d'une coupure pendant laquelle il ne pense plus et ne vit plus au rythme du tennis comme le reste de l'année.

– Pourquoi n'avoir pas renoncé à cet Open d'Australie ?

– C'est un tournoi du Grand Chelem, un des quatre seuls qui comptent vraiment. Je n'en ai pas manqué un depuis 1992 et je n'ai pas songé un instant manquer celui-là, étant tenant du titre. Mais dans un cas similaire la prochaine fois, je n'hésiterai pas. En fait, j'ai remarqué que les deux fois où j'ai gagné à Melbourne (1994 et 1997), les Etats-Unis n'étaient pas en finale de la Coupe Davis le mois précédent. Cette année, j'ai renoncé aux deux premiers tours de cette épreuve et j'aviserai pour la suite. J'aimerais y participer, mais j'y laisse beaucoup de fraîcheur et d'énergie.

***– Vous avez aussi perdu* pendant quatre semaines en avril votre place de numéro un mondial au profit du Chilien Marcelo Rios...**

– Ça m'a terriblement contrarié, car, sans nier les qualités de Marcelo, c'est arrivé entièrement par ma faute. En terminant premier en fin d'année pour la cinquième saison d'affilée, je venais d'égaler le record de Jimmy Connors. Ce n'était pas rien. Pour une fois, je me suis dit "*Pas mal Pete*". Mais au lieu de pouvoir souffler, je me suis trouvé en position de perdre cette place à peine quelques semaines plus tard à cause de mon début de saison médiocre. Quand c'est arrivé, j'ai eu le sentiment d'avoir été spolié. Comme je cède rarement à la déception, j'ai réfléchi à la façon de changer cette situation. J'en ai vite conclu que la seule solution était de travailler plus dur.

– Comment avez-vous mis cette résolution en pratique ?

– Sur le plan du travail physique, ma motivation n'était plus vraiment là. Depuis quelque temps, je gagnais et me contentais de mes victoires alors qu'elles n'engendraient pas suffisamment de douleur pour être satisfaisantes. De fait, ça n'a pas duré. Après le tournoi de Key Biscayne, fin mars, j'ai contacté mon ancien préparateur physique, Pat Etcheberry, à Orlando (Floride). Nous n'avions plus travaillé ensemble depuis deux ans. J'ai décidé de voir ce que j'ai vraiment dans le ventre, et je me suis remis à travailler mon physique à fond. J'ai acheté une maison près de chez lui. Ça s'est fait en une semaine, comme si j'avais eu un déclic. Pat s'occupe aussi de Jim Courier, ce qui nous a permis de nous retrouver comme au temps de notre amitié chez les juniors. On court souvent ensemble, on s'entraîne plus dur lorsqu'on le fait avec ou contre quelqu'un d'autre.

> « Quand vient l'heure d'entrer sur le court, je me transforme en l'animal égoïste qu'il faut être pour gagner. Tout doit tourner autour de moi et tout doit tourner rond »

La vie d'un numéro un mondial est donc difficile ?

– Devenir numéro un a toujours été plus facile que de le rester. C'est stressant de savoir tout le monde à vos trousses pour vous déloger, mais la qualité de mon jeu est un atout suffisament sûr pour pouvoir le supporter. Ma personnalité m'aide aussi dans ce sens. Sur le plan émotionnel, je n'ai jamais fait dans les extrêmes, mais, comme un Ivan Lendl ou un Jimmy Connors, je me "consume" dans mon sport. Je ne m'endors pas en analysant des vidéos de matches de tennis, mais le jeu m'absorbe énormément mentalement. Quand vient l'heure d'entrer sur le court, je me transforme en l'*animal égoïste* qu'il faut être pour gagner des tournois du Grand Chelem. Dans ces moments-là, tout doit tourner autour de moi et tout doit tourner rond, car sur le court c'est à un *one-man-show* que le public vient assister.

– C'est la raison pour laquelle vous sélectionnez votre entourage ?

– Effectivement, j'ai changé récemment de cordeur, car je suis très maniaque avec mes raquettes, surtout lorsqu'il s'agit de terre battue. Je fais tendre mon cordage à 34 kilos. Pour un tournoi d'une semaine, j'en emporte dix, neuves, car je casse énormément de cordes. Contre Agassi, à Monaco, j'en ai cassé quatre en deux sets. Au fil des années, une sorte de bouclier s'est formé autour de moi. Au fond, je suis resté le même, mais je suis devenu un peu plus cynique. On fait parfois preuve d'une attention ou d'une fébrilité presque suspectes à mon égard sous prétexte que je suis numéro un mondial. Moi, j'aime les gens carrés qui me traitent normalement.

– Pour gagner enfin à Roland-Garros, vous n'avez pas pensé à faire appel à un spécialiste de la surface ou à un ancien vainqueur ?

– Je ne crois pas aux vertus des porte-bonheur. Beaucoup de monde se mêle de nous conseiller mon entraîneur Paul Annacone et *moi sur la* façon de procéder pour gagner à Roland-Garros. Je trouve cela impoli et déplacé. Je n'ai pas grandi, comme d'autres, sur la terre battue, mais ça ne m'empêche pas de savoir ce qu'il faut faire.

– Et que faut-il faire ?

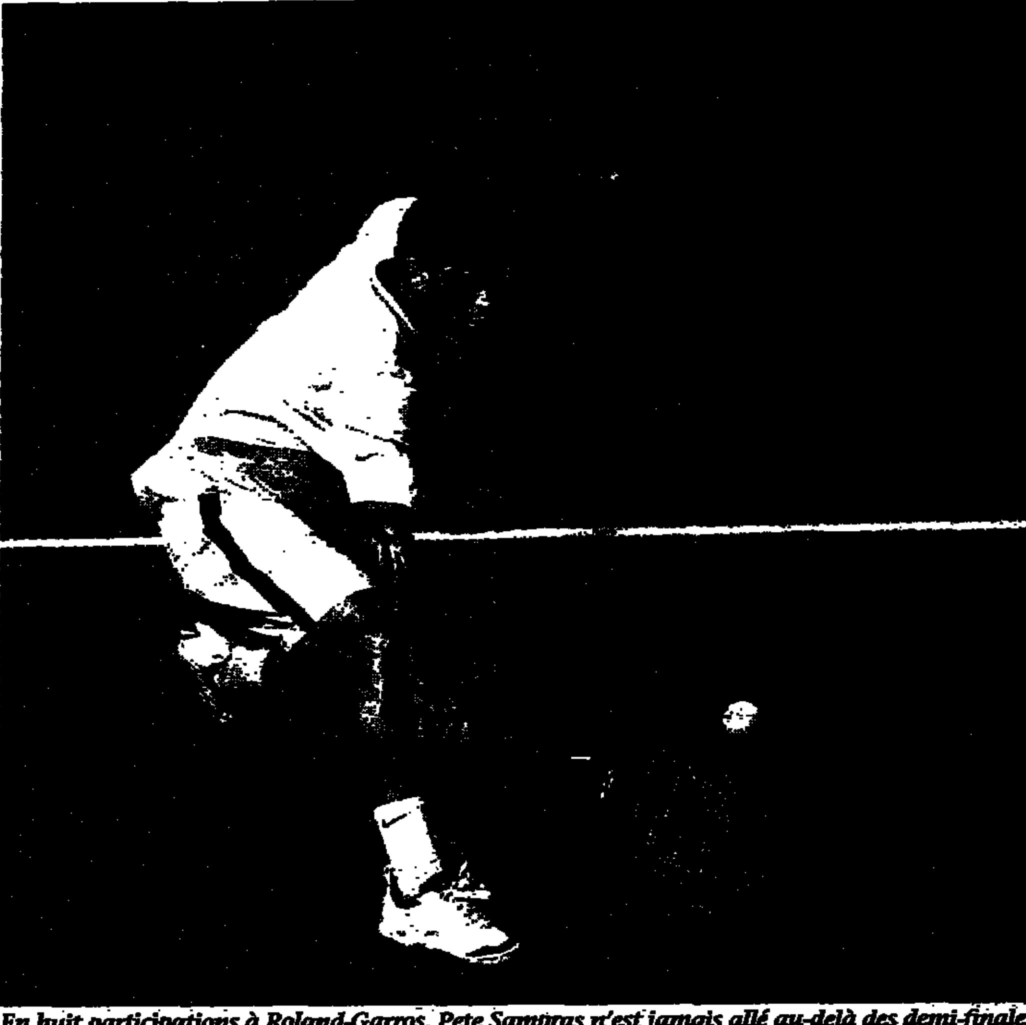
– Ça n'est pas vraiment sorcier. Il faut construire les points, se concentrer sur ses mouvements... Tout ce que j'ai tendance à négliger au profit des coups puissants et spectaculaires qui me réussissent sur des surfaces plus rapides. Je suis impatient, alors que la terre battue exige une stratégie, de la subtilité, des glissades, des changements de direction. Mais je n'ai que trop ressassé et rabâché tout ça, il me reste à passer à l'acte une bonne fois pour toutes et à gagner. L'édition 1996 a dissipé mes doutes sur mes capacités à réussir à Roland-Garros. J'ai bien cru que c'était mon année avant que la chaleur ne m'achève en demi-finales. Je n'ai jamais manqué de confiance sur *le court même si, parfois, j'ai* pu paraître un peu hésitant. Mon jeu m'aide considérablement dans ce sens. Sur n'importe quelle surface, ça aide d'avoir une arme véritable.

» Dans mon cas, *c'est* un service sûr et puissant. Vers l'âge de vingt ans, j'étais complètement perdu sur terre battue. Aujourd'hui, je sais que je peux réussir sur cette surface.

Si vous gagnez enfin à Roland-Garros, que vous restera-t-il à accomplir ?

– Je n'avais évidemment jamais pensé gagner autant d'argent. Je pourrais acheter des maisons partout, mais j'ai déjà un foyer. J'ai de belles voitures, mais je sors peu. Je soutiens des causes auxquelles je regrette de ne pouvoir consacrer plus de temps. Mon seul vrai luxe sont 125 heures de vol annuels loués sur un avion privé pour diminuer la fatigue et les attentes lors de mes déplacements en Europe et aux Etats-Unis depuis un an et demi. Mais, honnêtement, même si la pensée de ma vie après le tennis me déprime dans le sens où, depuis l'âge de sept ans, je me réveille et je vis chaque jour pour ce jeu, il me restera toujours le rêve de réaliser le Grand Chelem, c'est-à-dire gagner dans une même année l'Open d'Australie, Roland-Garros, Wimbledon et Flushing Meadow. »

Propos recueillis par Patricia Jolly



FRANCK SEGUIN / TEMPSPORT

En huit participations à Roland-Garros, Pete Sampras n'est jamais allé au-delà des demi-finales.

Andre Agassi sur la route de Gustavo Kuerten

LE TENANT DU TITRE des Internationaux de France, Gustavo Kuerten, peut commencer à s'inquiéter. Le Brésilien, tête de série numéro 8 et auteur d'une saison en demi-teinte, pourrait perdre gros cette année dès le premier tour face à un invité inconnu à Roland-Garros : Charles Auffray. Ancien sociétaire de l'Institut national des sports et de l'éducation physique qui, selon la Fédération française de tennis, *« visait les grandes écoles avant de passer deux ans dans une université américaine et possède un physique et une puissance extraordinaires »*, le 195e mondial est un gêneur potentiel. S'il en réchappe, Kuerten ne pourra même pas souffler. Andre Agassi, qui joue contre un qualifié au premier tour, devrait l'attendre de pied ferme. En cas de victoire, le vainqueur surprise de l'édition 1997 pourrait rencontrer un peu plus loin Cédric Pioline, opposé au premier tour à l'Uruguayen Marcelo Filippini.

Le numéro 1 mondial, Pete Sampras, a également hérité d'un *premier tour piège. Lui qui rêve depuis quatre* saisons au seul titre du Grand Chelem manquant à son palmarès pourrait tirer sa révérence d'entrée face à son adversaire et compatriote, Todd Martin. Ce géant de 1,98 m l'avait forcé aux cinq manches en 1996. Sampras n'a cependant pas écopé de la plus mauvaise partie du tableau, même si Andreï Medvedev, Fabrice Santoro, Byron Black ou Felix Mantilla y figurent. Le Chilien Marcelo Rios, brièvement numéro 1 cette saison et tête de série numéro 3, qui affrontera le Néo-Zélandais Brett Steven au premier tour, n'a guère à se plaindre. Le Tchèque Petr Korda, tête de série numéro 2, qui en découdra avec un qualifié, non plus.

En fait, Guy Forget à qui revenait la responsabilité du tirage au sort, vendredi 22 mai, n'a guère eu qu'à « s'excuser » envers Amélie Mauresmo. A la Française de dix-huit ans (33e au classement WTA) et récente finaliste du tournoi de Berlin, l'ex-numéro 1 Français a opposé la starlette russe, tête de série numéro 13, Anna Kournikova. Pour le reste, il a été plutôt mesuré, comme à son habitude, mêlant les attaquants aux *joueurs de fond de court et permettant aux « gros bras »* de prendre tranquillement leurs marques.

Venus Williams joue, Serena aussi, mais elles savent cultiver leurs différences

ELLES sont fortes, insouciantes, insolentes, jeunes et très ambitieuses. Le plus gros atout des sœurs Williams est leur respect *l'une envers l'autre. La qualité* n'est pas de coutume dans un circuit difficile où l'égoïsme est cultivé comme une vertu. Depuis qu'elles sont rassemblées sur le circuit, elles ne cessent de clamer qu'elles deviendront les meilleures mondiales. L'aînée, Venus, pousse même l'abnégation jusqu'à affirmer que la meilleure d'entre elles sera sa cadette Serena... qu'elle s'est pourtant appliqué à étriller lors de leurs deux rencontres ces derniers mois. Le précédent phénomène tribal avait été observé, chez les sœurs Maleeva, des Bulgares qui allaient par trois, Manuela, Katerina et Magdalena – seule celle-ci étant encore sur le circuit.

Venus et Serena savent cultiver leurs différences. Elles portent des perles dans les cheveux mais de couleurs différentes, comme le *sont leurs sponsors et surtout* leur gabarit : l'aînée a le tennis dégingandé et puissant qui dégringole de son 1,88 m ; la cadette, plus petite de 10 centimètres et plus ronde, possède un jeu plus robuste et encore plus d'aplomb que sa sœur.

« INSTINCT DE PROTECTION »

Venus et Serena ont donc l'avenir devant elles... et leur père derrière. Elles, c'est lui. Richard ne l'a jamais caché. Il a voulu que ses deux dernière filles (sur cinq) deviennent des joueuses de tennis et, évidemment, des championnes. Contrairement aux autres gamines du moment – Martina Hingis, Anna Kournikova ou Mirjana Lucic –, les Williams n'ont pas été élevées à la mamelle de la compétition.

En Californie puis en Floride, *elles travaillaient dur sur le court* comme à l'école quand leurs adversaires d'aujourd'hui sillonnaient le circuit des juniors : *« J'ai un instinct de protection qui me pousse à les entraîner moi-même »*, ne cessait alors de répéter Richard Williams qui ne manquait jamais de rappeler que ses filles étaient des *« joueuses noires dans un monde de blanches »*. Parce qu'elles étaient noires, elles devaient être plus brillantes, devaient lire, s'informer et militer en faveur de leurs pairs, commandements que les deux gamines ont suivis avec assiduité : Venus et Serena sont des cracks en géométrie et partagent une admiration pour Maya Angelou, écrivain américain apôtre des minorités. Ainsi sont-elles arrivées sur le circuit à pas comptés. A Venus l'honneur en 1994, seule*ment pour un tournoi*, où elle fut couvée par maman Oracene, toujours là.

Pendant les trois années qui suivirent, ses rares apparitions lui permirent d'impressionner en déquillant quelques têtes de série. Elle a eu l'autorisation paternelle de disputer son premier tournoi du Grand Chelem aux Internationaux de France 1997. Elle y perdit au deuxième tour. Avant de s'effacer dès son premier match à Wimbledon, quatre semaines après. Beaucoup ont ricané. Le jeu de la gosse, il est vrai, était puéril : manque d'expérience, fautes grossières et grosses colères, Venus n'avait pas beaucoup de superbe. Mais M. Williams avait tout prévu de cette leçon : comme première, il avait voulu le tournoi majeur le plus dur, sur la surface la plus exigeante. Lors de la finale à *l'US Open* 1997, perdue face à l'inévitable Martina Hingis, Venus Williams affirma qu'elle avait plus appris à Paris que dans sa jeune vie de joueuse. Elle était arrivée à Roland-Garros en 80e mondiale, elle y revient cette année en septième mondiale et en potentielle favorite.

L'ULTIME TITRE

C'est Venus que Martina Hingis craindra le plus dans la conquête de l'ultime titre du Grand Chelem qui lui manque. La Suissesse qui venait de battre l'Américaine en finale du tournoi de Rome, le 10 mai, a annoncé qu'elle serait la numéro deux mondiale... Même avec le même âge, les gamines ont déjà des tennis à des années lumière. L'une développe une acuité irréprochable sur le court, un talent malicieux et une puissance intelligente puisqu'elle sait cueillir ou frapper la balle très tôt derrière le rebond. L'autre cogne, sait répondre inlassablement aux échanges et faire vivre toute balle perdue. *Qui des deux commandera* le tennis demain ? Peut-être Serena qui combine de nombreuses qualités de ses deux consœurs. Et qui, comme elles, trouve un malin plaisir à *s'amuser* sur le court et à faire partager son bonheur.

En mai 1997, quand Venus jouait, Serena n'avait pas encore disputé de tournoi professionnel. 99e joueuse à la fin de la saison 1997, elle est aujourd'hui 27e.

Bénédicte Mathieu



Suspendu pour dopage, le judoka Djamel Bouras contre-attaque en appel

TOUT A COMMENCÉ lors d'un contrôle inopiné réalisé à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (Insep), le 2 octobre 1997, à l'issue d'une séance d'entraînement de l'équipe de France de judo. Le 20 octobre, les résultats tombent : les urines de Djamel Bouras, le champion olympique d'Atlanta des moins de 78 kg, contiennent de la nandrolone, un stéroïde anabolisant couramment utilisé par les sportifs. Ce que confirme la contre-expertise, menée le 6 novembre au Laboratoire national de dépistage du dopage (LNDD) à Châtenay-Malabry.

Le 20 avril, la Fédération française de judo inflige à Djamel Bouras une sanction de deux ans de suspension dont un avec sursis. Se disant *« dégoûté »*, celui-ci affirme son intention de se *« battre jusqu'à la mort »* pour prouver son innocence.

Lundi 25 mai, le judoka doit passer devant la commission d'appel de la FFJ pour défendre une fois encore son cas et présenter plusieurs nouveaux éléments, à commencer par les résultats d'une autre contre-expertise menée par le laboratoire des dosages hormonaux de l'Ecole nationale vétérinaire de Nantes, sur les urines prélevées le 2 octobre 1997.

Ce nouveau dosage laisserait apparaître des taux de nandrolone deux fois moins élevés que ceux détectés la première fois : *« Au lieu de taux situées entre 11 et 16 nanogrammes par millilitre, les nouveaux examens donnent des taux situés entre 5,3 et 6 nanogrammes par millilitre pour la 19NA* [norandrostérone] *et entre 6 et 8,9 nanogrammes par millilitre pour le 19NE* [norétiocholanolone] *»*, explique la note d'information qui doit être présentée par Patricia Moyersoen, l'avocate de Djamel Bouras, devant la commission d'appel de la FFJ. Reste que, même revus à la baisse, ces taux sont encore bien supérieurs au seuil des 2 nanogrammes par millilitre retenu par le Comité international olympique.

Qu'à cela ne tienne ! Les défenseurs de Djamel Bouras comptent remettre en cause ce seuil ainsi que la plupart des éléments à charge du dossier, à commencer par la méthode de dosage du LNDD qui, selon eux, *« est totalement aléatoire et ne présente aucune assurance qualité »*. De plus, s'appuyant sur des examens endocriniens pratiqués sur le judoka par le professeur Kuttenn, de l'hôpital Necker de Paris, Mme Moyersoen réaffirme que Djamel Bouras *« présente naturellement des augmentations soudaines et inexpliquées »* d'hormones comme la testostérone, qui pourraient expliquer des taux anormaux de norstéroïdes dans les urines du champion olympique. Une théorie qui va à l'encontre de toutes les études scientifiques effectuées sur ce sujet depuis plusieurs années.

Pierre Barthélémy

Aimé Jacquet ôte 6 de 28 pour arriver à 22 sélectionnés

Trois gardiens, six défenseurs, neuf milieux de terrain et quatre attaquants : la sélection française pour le Mondial ne comporte pas de surprises, sauf la préférence donnée à Christophe Dugarry sur Nicolas Anelka

Sélectionneur de l'équipe de France de football, Aimé Jacquet, a rendu publique, samedi 23 mai en fin de matinée, la liste des vingt-deux joueurs retenus pour disputer la Coupe du monde de football, qui doit se dérouler en France du 10 juin au 12 juillet. Six des membres de la présélection de vingt-huit joueurs ont été prévenus, vendredi après le dîner pris en commun au centre national de Clairefontaine (Yvelines), de leur mise à l'écart. Ce sont le gardien messin Lionel Letizi, le défenseur monégasque Martin Djetou, le défenseur de Gênes Pierre Laigle, le meneur de jeu auxerrois Sabri Lamouchi, le milieu de terrain du Milan AC, Ibrahim Ba, et l'attaquant d'Arsenal Nicolas Anelka. Ils peuvent néanmoins s'attendre à être rappelés jusqu'au 10 juin. Les sélectionnés vont poursuivre leur préparation en disputant un tournoi au Maroc, puis un match en Finlande.

IL EST un peu plus de 23 heures, vendredi 22 mai, quand deux ombres déchirent la nuit en forêt de Clairefontaine (Yvelines). Deux footballeurs dépités quittent le centre technique où l'équipe de France est en conclave depuis le début de la semaine pour préparer son Mondial. Nicolas Anelka (Arsenal) et Ibrahim Ba (Milan AC), informés de leur éviction dans la soirée par le sélectionneur Aimé Jacquet, préfèrent laisser les lieux aux vingt-deux élus. Dans la foulée, les quatre autres « exclus », Martin Djetou (monaco), Pierre Laigle (Sampdoria Gênes), Sabri Lamouchi (Auxerre) et Lionel Letizi (Metz), suivent le mouvement de retraite. Il n'est pas minuit quand le calme revient au château.

FOOTBALL

Après dîner, le sélectionneur a convoqué les six malheureux. Depuis des semaines, il s'était préparé à cette mise en scène pénible. L'échange a été court. *« J'ai été footballeur, je peux comprendre leur désarroi et je ne leur en voudrais pas s'ils confiaient publiquement leur amertume*, déclare à l'avance Aimé Jacquet. *Ce n'est jamais agréable de trancher mais cela fait partie de mon travail. Je dois le faire en ne songeant qu'à l'intérêt de la sélection, qui est sacrée. Ma décision était prise depuis longtemps. »*

Avant même la communication officielle de sa fameuse liste des vingt-deux, prévue samedi 23 mai en fin de matinée, Aimé Jacquet se retrouvait donc à la tête de son escouade taillée aux dimensions imposées par la Fédération internationale de football. Jusqu'au 10 juin, le sélectionneur peut pallier une blessure en rappelant l'un des six joueurs écartés, qui ont reçu pour consigne de soigner leur condition physique. Manifesteront-ils beaucoup d'entrain dans l'accomplissement des tours de terrain en solitaire ?

Si le stage de Tignes (11 au 16 mai) a été marqué par la convivialité, les derniers entraînements sur le terrain Michel-Platini du centre technique ont révélé la tension qui s'était emparée de la dizaine de joueurs en balance. L'encadrement technique dirigeait les exercices dans un silence pesant.

Pierre Laigle et Sabri Lamouchi avaient confié leurs incertitudes, vendredi 22 mai. *« Depuis que le sélectionneur m'a reproché mon caractère trop lisse en février dernier, je craignais cette mise à m'écart*, avoue Pierre Laigle. *J'ai toujours donné le maximum pour l'équipe mais cela n'a pas suffi. C'est dur à vivre. »* Nicolas Anelka, le benjamin de la liste (dix-neuf ans), a cru en sa fulgurante destinée depuis sa récentre conquête du doublé Coupe-championnat avec le club londonien d'Arsenal. *« Je suis dégoûté*, a grommelé l'attaquant avant de boucler ses valises. *Je vais retrouver mes copains de la banlieue parisienne pour me refaire le moral. »* Lionel Letizi, qui ne se faisait plus d'illusions depuis sa bourde lors de Russie-France (1-0) le 25 mars, et Martin Djetou étaient préparés au verdict. En revanche, Sabri Lamouchi comptait sur son expérience (il a participé au championnat d'Europe 1996) pour échapper au couperet.

La mise à l'écart la plus spectaculaire concerne Ibrahim Ba. Grande révélation de la saison 1996-1997 sous le maillot du Havre, il n'a pas confirmé son talent au Milan AC où il a participé activement au déclin du club. Il espérait convaincre Jacquet avec sa « bonne humeur ». C'était un peu léger comme argument. Le sélectionneur a fondé ses choix sur l'expérience et la forme du moment.

Seul l'attaquant marseillais Christophe Dugarry, guère en vue cette saison, a bénéficié d'un passe-droit. Avant d'égrener une présélection de vingt-huit joueurs, le 5 mai, Jacquet avait soupesé les avantages et les inconvénients de la démarche. Son argumentation – se prémunir contre une éventuelle blessure d'un ou plusieurs éléments encore en compétition – n'était pas absurde. Il lui faut maintenant souder son groupe autour d'un projet commun et d'un style de jeu clairement défini après deux ans d'essais.

Le sélectionneur va nourrir sa réflexion pendant le stage au Maroc (25 au 30 mai) où les Bleus disputeront deux rencontres de préparation face à la Belgique et l'Angleterre à Casablanca. A cette occasion, il va récupérer ses trois derniers « étrangers » : le tout nouveau champion d'Europe Christian Karembeu (Real Madrid) ainsi que Didier Deschamps et Zinedine Zidane (Juventus Turin).

Délivré d'un poids, Jacquet n'en a pas fini avec les nuits blanches. Il lui appartient de statuer sur la hiérarchie de ses gardiens de but. Si l'Auxerrois Lionel Charbonnier se sait condamné au rôle de remplaçant, l'ex-futur Parisien Bernard Lama et le Monégasque Fabien Barthez ne s'imaginent que comme titulaire. Le sélectionneur fera un malheureux sans pouvoir lui intimer de prendre la porte une nuit de printemps.

« C'est l'état d'esprit des remplaçants qui dictera l'ambiance, souligne le défenseur marseillais Laurent Blanc. *Si certains affichent leur peine, la vie du groupe en sera affectée. »* Lors du championnat d'Europe 1996, le défenseur monégasque Eric Di Meco avait détendu l'atmosphère , tout en restant sur la touche. *« Même si cela ne me ferait pas plaisir, j'accepterais de ne jouer que quelques minutes »*, promet Christophe Dugarry.

Elie Barth

La liste des vingt-deux

Aimé Jacquet, sélectionneur de l'équipe de France de football, a communiqué, samedi 23 mai, la liste des vingt-deux joueurs retenus pour disputer la Coupe du monde à partir du 10 juin.

● **Gardiens :**
– Fabien Barthez (Monaco, 26 ans, 1,83 m, 78 kg, 11 sélections) ;
– Lionel Charbonnier (Auxerre, 32 ans, 1,81 m, 75 kg, 1 sélection) ;
– Bernard Lama (West Ham/Ang., 35 ans, 1,83 m, 76 kg, 36 sélections).

● **Défenseurs :**
– Laurent Blanc (Marseille, 32 ans, 1,92 m, 88 kg, 66 sélections) ;
– Vincent Candela (AS Rome/Ita., 24 ans, 1,79 m, 76 kg, 9 sélections) ;
– Marcel Desailly (Milan AC/Ita., 29 ans, 1,83 m, 80 kg, 40 sélections) ;
– Frank Leboeuf (Chelsea/Ang., 30 ans, 1,83 m, 72 kg, 12 sélections) ;
– Bixente Lizarazu (Bayern Munich/All., 28 ans, 1,69 m, 70 kg, 31 sélections) ;
– Lilian Thuram (Parme/Ita., 26 ans, 1,82 m, 75 kg, 31 sélections).

● **Milieux de terrain :**
– Alain Boghossian (Sampdoria Gênes/Ita., 27 ans, 1,85 m, 81 kg, 5 sélections) ;
– Didier Deschamps (Juventus Turin/Ita., 29 ans, 1,74 m, 68 kg, 67 sélections) ;
– Bernard Diomède (Auxerre, 24 ans, 1,70 m, 70 kg, 3 sélections) ;
– Youri Djorkaeff (Inter Milan/Ita., 30 ans, 1,79 m, 70 kg, 35 sélections) ;
– Christian Karembeu (Real Madrid/Esp., 27 ans, 1,78 m, 73 kg, 30 sélections) ;
– Robert Pires (Metz, 25 ans, 1,85 m, 75 kg, 11 sélections) ;
– Patrick Vieira (Arsenal/Ang., 21 ans, 1,91 m, 82 kg, 6 sélections) ;
– Zinedine Zidane (Juventus Turin/Ita., 25 ans, 1,85 m, 78 kg, 31 sélections) ;
– Emmanuel Petit (Arsenal/Ang., 27 ans, 1,85 m, 79 kg, 18 sélections).

● **Attaquants :**
– Thierry Henry (Monaco, 20 ans, 1,88 m, 83 kg, 1 sélection) ;
– Christophe Dugarry (Marseille, 26 ans, 1,88 m, 78 kg, 21 sélections) ;
– Stéphane Guivarc'h (Auxerre, 27 ans, 1,84 m, 78 kg, 5 sélections) ;
– David Trezeguet (Monaco, 20 ans, 1,86 m, 77 kg, 3 sélections).

● **Le programme :**
Les vingt-deux joueurs retenus vont poursuivre la préparation officielle de la sélection. Ils doivent se rendre, lundi 25 mai, au Maroc, où ils disputeront deux rencontres dans le cadre du Tournoi Hassan II. Ils effectueront ensuite un match amical contre la Finlande, le 5 mai, à Helsinki.
Leur entrée dans la compétition est prévue le 12 juin, à Marseille, face à l'Afrique du Sud.
Les six joueurs retranchés de la liste de vingt-huit noms devront être joignables à tout moment et suivre jusqu'au 10 juin *« un programme de préparation individualisée »*, a demandé Aimé Jacquet.
« J'ai pu maintenir sous pression des joueurs qui peuvent être appelés jusqu'au 10 juin en cas de blessure de l'un des éléments figurant sur la liste des vingt-deux, a déclaré le sélectionneur. *Ils seront ainsi immédiatement opérationnels. »*

Les six exclus

● **Nicolas Anelka** (Arsenal/Ang., attaquant, 19 ans, 1 sélection) : son culot, sa vitesse et sa grande forme depuis trois mois n'ont pas trouvé grâce auprès du sélectionneur. Ecarté au profit du Monégasque Thierry Henry et du Marseillais Christophe Dugarry.
● **Ibrahim Ba** (Milan AC/Ita., milieu de terrain, 25 ans, 8 sélections, 2 buts) : en quittant Bordeaux pour le Milan AC en juillet dernier, il a perdu de sa spontanéité. Son éviction semble logique.
● **Martin Djetou** (Monaco, défenseur central, 23 ans, 3 sélections) : barré par Marcel Desailly et Frank Leboeuf, il se savait en grand danger malgré sa bonne saison avec l'AS Monaco.
● **Pierre Laigle** (Sampdoria Gênes/Ita., arrière latéral ou milieu de terrain, 27 ans, 8 sélections, 1 but) : sa polyvalence n'a pas suffi pour convaincre le sélectionneur. Avec Bixente Lizarazu et Vincent Candela, il a trouvé plus fort sur sa route.
● **Sabri Lamouchi** (Auxerre, milieu de terrain, 26 ans, 11 sélections, 1 but) : son retour en forme n'a pas semé le doute dans l'esprit d'Aimé Jacquet qui a suffisamment de solutions au milieu.
● **Lionel Letizi** (Metz, gardien de but, 25 ans, 1 sélection) : son éviction paraissait certaine depuis longtemps. Le sélectionneur a logiquement conservé Bernard Lama, Fabien Barthez et Lionel Charbonnier.

Présidence de la FIFA : la France soutient le « ticket » Blatter-Platini

CLAUDE SIMONET, président de la Fédération française de football (FFF), a annoncé, vendredi 22 mai à l'issue du conseil fédéral, que la France soutenait la candidature de Sepp Blatter – soutenu par Michel Platini – pour la présidence de la Fédération internationale (FIFA), face à Lennart Johansson, président de l'Union européenne (UEFA). L'élection du remplaçant du Brésilien Joao Havelange aura lieu le 8 juin, deux jours avant le coup d'envoi du Mondial. Le Suisse Sepp Blatter est secrétaire général (en congé) de la FIFA et Michel Platini est coprésident du CFO.

« Vous savez l'estime que je porte depuis longtemps à Michel Platini, a déclaré M. Simonet, évoquant également la *« complicité »* qui le lie à M. Blatter. *Il faut faire en sorte d'être derrière M. Blatter car il y a un Français derrière M. Blatter. Le cocardier que je suis a choisi son camp ».*

« J'associe la prise de position française à celle de l'Algérie, qui a été le premier des pays francophones à se prononcer pour ma candidature conjointe à celle de Michel Platini », a commenté M. Blatter, qui avait reçu jeudi l'appui d'une partie du continent africain. *« Cette décision est importante pour tous les pays francophones et l'Europe, C'est formidable, je pense qu'elle va donner à réfléchir du côté de Nyon* [siège de l'UEFA en Suisse], *et pour moi, c'est un " match à la maison " que je vais disputer le 8 juin. Je suis vraiment heureux et cela va faire du bruit ».*

Le secrétaire général de la Fédération danoise de football (DBU), Jim Stjerne Hansen, s'est déclaré vendredi *« fortement surpris par la décision de la France de soutenir la candidature de Joseph Blatter à la présidence de la FIFA »*. M. Hansen rappelait *« que lors du Congrès extraordinaire de l'UEFA, le 29 septembre dernier à Helsinki, on avait déclaré à la tribune que tous les pays européens, à l'exception du Danemark, s'étaient prononcés en faveur de la candidature du Suédois Lennart Johansson à la tête de la FIFA »*. *« La situation est tellement brûlante qu'une réaction de ma part sera interprétée comme un soutien à tel ou tel candidat. Et j'aimerais plutôt éviter une telle situation »*, a affirmé pour sa part Vyacheslav Koloskov, président de la Fédération russe.

La fédération belge a eu la même réaction. En revanche la Fédération suédoise a indiqué qu'elle *« soutiendra, pour la candidature à la présidence de la FIFA, son ancien président, actuel président de l'Union européenne de football (UEFA), le Suédois Lennart Johansson, car ce dernier est le meilleur candidat possible pour l'avenir du football international »*.

M. Johansson avait affirmé, il y a deux semaines, contrôler entre 110 et 120 des 192 pays autorisés à voter le 8 juin. Pour être élu au premier tour, un candidat doit obtenir deux-tiers des voix, puis la majorité relative au second tour. – *(AFP, Reuters.)*

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME : Gilles Dupray (Trégor Goelo Athlétisme) a amélioré le record de France du lancer du marteau avec un jet à 80,71 m, jeudi 21 mai, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Le précédent record (79,98 m) était détenu par Christophe Epalle depuis le 20 mai 1993.**
■ **CYCLISME : le Suisse Alex Zülle** (Festina) a a gagné la 6e étape du Tour d'Italie (Maddaloni-Laceno, 156 km) et repris le maillot rose de leader, vendredi 22 mai. Dans les derniers kilomètres de l'ascension finale, Zülle s'est détaché et a devancé de 24 secondes un trio composé des Italiens Michele Bartoli et Marco Pantani, du Français Luc Leblanc.
■ **FOOTBALL : le championnat d'Argentine, suspendu depuis deux semaines en raison de la violence dans les stades, reprendra jeudi 28 mai, après les propositions de la Fédération argentine pour améliorer la sécurité. Un millier de supporteurs violents ont été interdits de stade jusqu'à la fin de l'année.**



Le cabriolet de luxe est éternel

Jaguar XKR et Mercedes CLK sont fidèles à l'indémodable décapotable

UN AVANT-GOÛT D'ÉTÉ, les terrasses qui se garnissent, le Festival de Cannes et ses inévitables clichés de stars croisant en décapotable le long de la Riviera... Il n'en faut pas davantage pour faire vibrer la corde sensible de l'amateur de cabriolet, cette automobile qui annonce l'été plus sûrement que n'importe quel oiseau migrateur. Mercedes et Jaguar l'ont compris, qui ont choisi ce mois de mai pour faire miroiter leurs luxueuses nouveautés. Evidemment, l'évasion en CLK, pour les fidèles de la marque étoilée ou en XKR, la préférée des amoureux du félin, n'est pas à la portée de grand monde. Ce n'est pas une raison pour s'interdire de rêver à ces merveilles.

Commercialisé au mois de juin, le CLK Cabriolet est la version décapotable du coupé du même nom. Cette belle machine au toit souple et épais qui illustre avec brio le rajeunissement de la gamme Mercedes est une vraie quatre places. Il ne s'agit ni d'un « roadster » (deux places) ni d'un « 2+2 », appellation optimiste inventée par les constructeurs qui prétendent faire embarquer quatre personnes alors qu'à l'évidence seuls des enfants, souples d'échine, peuvent s'entasser à l'arrière et sur de courtes distances.

Lorsqu'elle est en place, la capote semi-automatique à verrouillage manuel mais escamotable dans sa totalité permet de retrouver très exactement la silhouette du coupé, avec une isolation phonique appréciable et un coffre au volume satisfaisant.

> Suralimentée (« supercharged »), la XKR affiche un caractère explosif – le coupé atteint les 100 km/h en 5,4 secondes – sans jamais bousculer son pilote

En dépit des apparences, Mercedes n'a pas cherché à privilégier à tout prix l'aspect sportif. Les performances sont grisantes mais la structure et les équipements sont tournés en priorité vers le confort et la sécurité.

Le CLK est doté de sacs gonflables (airbags) montés de face et latéralement, d'arceaux intégrés aux appuie-tête, du freinage d'urgence assisté, de l'antipatinage, de systèmes antiplongée et anticabrage. Rien ou presque ne manque pour rassurer un client bien installé dans la vie et soucieux de la sécurité des siens, cheveux au vent. Pour autant, il faudra alourdir l'addition pour disposer de projecteurs au xénon, de la climatisation automatique, de l'alarme et de la régulation du comportement dynamique du véhicule (pourtant fournie en série, pour les raisons que l'on sait, sur la Classe A).

Des trois groupes propulseurs proposés pour le CLK cabriolet, le six cylindres de 3,2 litres apparaît le mieux adapté. Associé à une boîte automatique à cinq rapports, il est exploité au mieux, ce qui n'est pas toujours le cas de la boîte manuelle disponible sur les autres cylindrées, dont le maniement réclamerait plus de précision dans les intermédiaires. Tentant, ce cabriolet Mercedes...

Ceux qui préfèrent le luxe britannique signeront d'une main légère un chèque plus lourd encore. La Jaguar XKR, diffusée depuis le début du mois de mai en version cabriolet et coupé, conserve la ligne à la fois ramassée et raffinée de la XK 8, la voiture de sport la plus vendue de Jaguar. Elle s'en distingue par de – discrets – attributs sportifs tels que nouvelles jantes de 18 pouces, un joli becquet arrière et des prises d'air sur le capot. Contrairement à la Mercedes, les deux places arrière sont de l'ordre du symbolique.

A vrai dire, les propriétaires de ces Jaguar s'en moquent. L'abondance, ils la préfèrent sous le capot. Et la XKR est prodigue. Le moteur de la XK 8, brillantissime, ne leur suffisait plus. Il leur fallait le compresseur du nouveau V 8 de 4 litres, installé depuis un an sur les berlines Jaguar, qui apporte 28 % de puissance supplémentaire pour atteindre les 375 chevaux. Suralimentée (« *supercharged* »), la XKR affiche un caractère explosif – le coupé atteint les 100 kilomètres/heure en 5,4 secondes seulement, le cabriolet en 5,6 secondes, de quoi faire pâlir plus d'un inconditionnel de Porsche – sans jamais bousculer son pilote. Si l'on se décide à faire bourdonner le compresseur, on pourra compter sur les nouvelles suspensions actives à contrôle électronique, l'antipatinage, le contrôle de stabilité et un freinage sans faille. La propulsion arrière ne réserve pas de mauvaises surprises. L'impression d'accélération est époustouflante mais jamais violente ni débridée.

Malgré ses proportions, la volcanique XKR se conduit avec facilité, en ville comme sur les routes en lacets. Elle n'offre pas que des muscles, même habillés d'un smocking. Jaguar, c'est aussi humer le parfum profond du cuir, sentir le volant cuir-bois vernis sur ses paumes, manier la commande de boîte automatique en forme de « J » et disposer d'une électronique aux petits soins. Le volant s'efface pour faciliter l'accès au poste de conduite, la capote s'ouvre et se replie sans autre effort que de presser un bouton, les phares s'allument automatiquement selon la luminosité... Pour l'habitacle, les puristes préféreront – peu importe s'il en coûte un supplément – la finition classique, alternance de ronce de noyer et d'un cuir beige clair piqué à fines bandes verticales.

La finition sport, avec ses boiseries en érable teinté gris, fait moins délicatement *british*. Aussi, pour que la carrosserie soit parfaitement dans le ton, on optera pour l'indémodable « *british racing green* » ou le très distingué vert Sherwood, métallisé. Le choix est large et même le plus sourcilleux des gardiens de la tradition Jaguar ne s'offusquera pas de voir la marque de Coventry proposer une XKR d'un pétulant rouge Phoenix. Dans les années 60-70, la mythique Type-E fut, elle aussi, livrée dans une superbe robe rubis.

Claude Lamotte et Jean-Michel Normand



Le cabriolet Mercedes-Benz CLK. DR



Les Jaguar XKR, coupé et convertible. DR

De 250 000 à 599 000 francs

Les tarifs du nouveau cabriolet Mercedes débutent à 250 300 francs (version « sport », 2 litres avec boîte mécanique). La finition « *élégance* » est disponible à partir de 260 300 francs. Pour le 2,3 litres à compresseur, le prix est fixé à 292 000 francs, alors que la 3,2 litres à boîte automatique atteint 376 500 francs. D'ici à la fin de l'année, Mercedes s'est fixé comme objectif de vendre en France 250 CLK en version cabriolet.

La Jaguar XKR coupé est disponible à partir de 532 000 francs contre 599 000 francs pour la version cabriolet, dont les performances pures sont un peu moindres. Cette année, Jaguar Cars France compte commercialiser une cinquantaine de XKR sur un total de 190 séries XK. En 1997, la firme, désormais contrôlée par Ford, a vendu 12 800 XK8 et 37 667 berlines XJV8 dans le monde.

Trente bougies pour la Honda CB 750 Four

APPARUE au Salon de Tokyo en 1968, la Honda CB 750 Four a fait entrer la moto dans l'ère moderne. Flamboyante dans sa robe orange métallisée, parée du premier quatre-cylindres de série dont les formes débordaient généreusement sur ses flancs, bardée d'innovations (le tout premier démarreur électrique, par exemple) et d'une finition impeccable, elle va en un rien de temps démoder les européennes, trop classiques et beaucoup moins fiables.

Lorsque la « Four » déboule en France au printemps 1969 (elle vaut alors 9 450 francs), avec son frein à disque à l'avant, ses petits voyants lumineux, ses quatre pots d'échappement relevés et ses 67 chevaux, elle bouscule toutes les références et fait vieillir Triumph, Norton et autres Ducati. Elle est équipée d'un moteur étanche et sans souci, alors que la souplesse de ses commandes préserve des crampes les mains les plus délicates. Auparavant, le pilotage des grosses cylindrées – à la mécanique forcément caractérielle – se méritait à force d'expérience.

A l'époque, le permis n'était qu'une simple formalité et s'obtenait dès seize ans avec une poignée de leçons de conduite. Bien des petits jeunes qui ne seraient jamais passés aux commandes d'une moto exigeante, connotante et salissante, pouvaient enfourcher la CB 750. Pas de retours de kick agaçants, de vibrations exténuantes et d'arrêts inopinés sur le bord de la route qui ont fait les beaux jours de la solidarité motarde.



MOTO LÉGENDE / COTTEREAU

La Honda est propre, fiable, confortable et silencieuse. Trop pour certains qui s'empressent de l'amputer de ses chicanes pour s'enivrer au son de sa voix rauque. Certes, sur les tout premiers modèles, la chaîne de transmission secondaire se fait la belle en éclatant le carter, voire la cheville du pilote. Ses pneus glissants sur sol humide, sa partie cycle manquant de rigidité en courbe et ses suspensions « pompe à vélo » la relèguent derrière les européennes. Mais elle prend 185 au compteur...

Dès sa première sortie sur piste, elle attise un peu plus les rêves en s'imposant au Bol d'Or avec Rougerie et Urdich, puis à Daytona. Ce n'est pas un hasard si Mesrine la choisit pour rouler incognito lors de ses ultimes échappées sauvages. Fignolée au fil de ses dix années de carrière, la « Four » recevra des amortisseurs réglables, un bras oscillant renforcé, un frein à disque arrière et un pot d'échappement « quatre en un ».

Produite à plus de 440 000 exemplaires jusqu'en 1978, dont 35 000 pour la France, la Honda CB 750 a fait beaucoup d'étincelles. Surtout dans les virages où tous y ont laissé l'ergot de sa béquille centrale, le vernis des pots d'échappement ou des repose-pieds passager. A la Bastille, à Rungis, ou ailleurs. Pour un modèle d'occasion, compter de 6 000 à 40 000 francs selon l'état et le modèle.

Grand-messe européenne de la moto de collection, les coupes Moto Légende qui se déroulent samedi 23 et dimanche 24 mai à l'autodrome de Linas-Montlhéry (Essonne) célébreront, cette année, les cinquante ans de Honda. Une exposition des machines qui ont marqué l'histoire du numéro un mondial de la moto – dont, bien sûr, la CB 750 – aura lieu.

Florence Serpette

DÉPÊCHES

■ **ENVIRONNEMENT.** Plus de 160 équipes disputeront le 14e Shell Eco-Marathon sur le circuit Paul-Ricard, du 4 au 7 juin. L'objectif consiste à réaliser la plus faible consommation de carburant avec un véhicule à moteur « *entièrement conçu et fabriqué par les concurrents* ». Record à battre : 1 578,8 kilomètres avec un litre d'essence.

■ **SÉCURITÉ.** La Fédération française des automobiles-clubs estime que neuf cents vies seraient sauvées chaque année en France si tous les véhicules devaient obligatoirement circuler en toutes circonstances avec les feux de croisement allumés. L'association se fonde sur les résultats d'une étude européenne qui évalue à cinq mille cinq cents le nombre de vies qui pourraient être ainsi épargnées dans l'Union européenne.

■ **SEAT.** La Seat Marbella vient de disparaître du catalogue. Dérivée de la Fiat Panda, cette petite voiture apparue en 1986 aura été fabriquée à 597 151 exemplaires. Les dernières unités sont disponibles au prix de 42 100 francs.

■ **MONTLHÉRY.** La ville de Linas organise les 6 et 7 juin les Festivités Linas-Autodrome 98 sur le circuit de Montlhéry. Expostions de divers véhicules de collection, organisation de baptêmes (4 x 4, buggy, karting, monoplaces) ainsi que des initiations à la conduite d'une moto de 125 cm³ sont notamment au programme. Entrée gratuite.

[N]uages au nord, soleil au sud

DIMANCHE, l'anticyclone cen[tr]é sur l'Atlantique dirige sur le [pa]ys un flux de nord dans lequel [ci]rcule des limites nuageuses plus [o]u moins actives. Sur la moitié [n]ord, le ciel sera très nuageux mais [le]s gouttes de pluie se limiteront [a]ux frontières du Nord. Plus au [su]d, le soleil sera présent mais le [te]mps restera instable sur le relief, [o]ù quelques orages éclateront.

Bretagne, pays de Loire, [B]asse-Normandie. – Le ciel sera [c]ouvert de la Normandie au nord [d]e la Bretagne. Au fil des heures, [l]es nuages gagneront l'ensemble [d]es régions. Il fera de 17 à 20 de[g]rés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, [C]entre, Haute-Normandie, Ar[d]ennes. – Sur le Centre, nuages et [é]claircies se partageront le ciel. Sur [l]es autres régions, le ciel sera cou[v]ert le matin et des bruines ou [p]luies faibles tomberont sur l'ex[t]rême Nord. L'après-midi, quelques rayons de soleil perceront. Il fera de 14 à 18 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Malgré quelques éclaircies, les nuages seront nombreux. En fin d'après-midi, quelques averses pourront se déclencher sur le Jura. Il fera de 17 à 18 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – En début de matinée, des bancs de brouillard seront présents sur l'extrême Sud-Ouest. Sur les Pyrénées, le ciel sera variable et des orages isolés éclateront en fin d'après-midi. Sur les autres régions, la journée sera bien ensoleillée. Il fera de 18 à 22 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le ciel sera dégagé le matin. L'après-midi, les nuages bourgeonneront et des foyers orageux se développeront sur le relief des Alpes. Il fera de 19 à 23 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Sur la Côte d'Azur et les Alpes du Sud, le ciel se chargera l'après-midi et quelques orages éclateront. Sur les autres régions, la journée sera agréable. Il fera de 22 à 25 degrés.

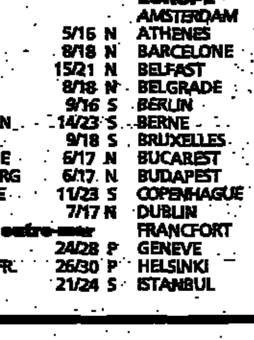
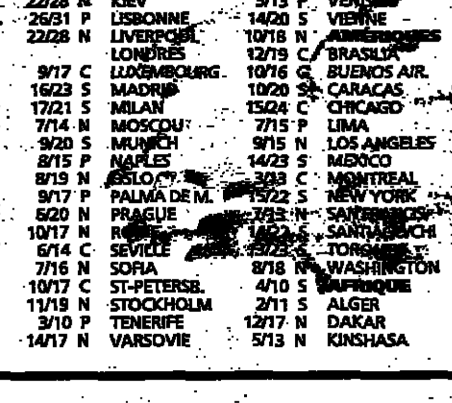


LE CARNET DU VOYAGEUR

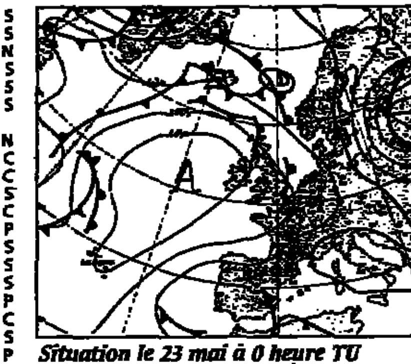
■ **AVION.** Avec sa nouvelle carte Executive Club Air Liberté, réservée aux passagers de classe affaires mais aussi à ceux de classe économique payant plein tarif, le programme de fidélisation de la compagnie Air Liberté accorde un nombre supplémentaire de miles convertibles en billets gratuits. Jusqu'au 31 août, une promotion spéciale triple le nombre de ces miles sur tous les vols, y compris les long-courriers. Renseignements au 0-801-208-208.

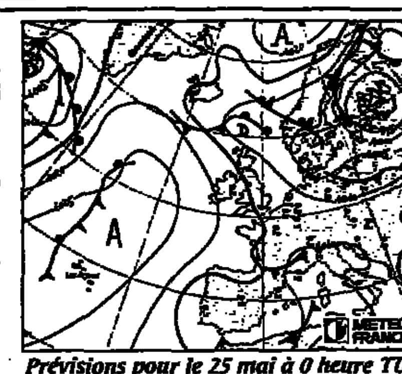
■ **FRANCE.** En raison du fort trafic prévu entre Paris et Nice les 24 et 25 mai, la compagnie AOM (douze vols quotidiens en temps normal) met en place plusieurs vols supplémentaires ainsi que des avions de capacité supérieure représentant 1 120 places supplémentaires pour ces deux jours. Renseignements au 0-803-00-12-34.

PRÉVISIONS POUR LE 24 MAI 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.


				PAPEETE	22/28 N	KIEV	5/13 P	VENISE	14/20 P	LE CAIRE	21/31 S
				POINTE-A-PIT.	26/31 P	LISBONNE	14/20 S	VIENNE	10/16 N	MARRAKECH	14/24 S
				ST-DENIS-RÉ.	22/28 N	LIVERPOOL	10/18 N	AMÉRIQUES		NAIROBI	16/23 N
				EUROPE		LONDRES	12/19 C	BRASILIA	17/27 S	PRETORIA	7/25 S
				AMSTERDAM	9/17 C	LUXEMBOURG	10/16 C	BUENOS AIR.	15/20 N	RABAT	13/20 S
FRANCE métropole		NANCY	5/16 N	ATHENES	16/23 S	MADRID	10/20 S	CARACAS	26/33 C	TUNIS	17/21 S
AJACCIO	13/24 N	NANTES	8/18 N	BARCELONE	17/21 S	MILAN	15/24 C	CHICAGO	[illegible] N	ASIE-OCÉANIE	
BIARRITZ	12/17 N	NICE	15/21 N	BELFAST	7/14 N	MOSCOU	7/15 P	LIMA	15/23 N	BANGKOK	26/35 N
BORDEAUX	9/22 S	PARIS	8/18 N	BELGRADE	9/20 S	MUNICH	9/15 N	LOS ANGELES	[illegible]	BOMBAY	29/33 C
BOURGES	7/1N S	PAU	9/16 S	BERLIN	8/15 P	NAPLES	14/23 S	MEXICO	14/31 S	DJAKARTA	22/32 C
BREST	9/17 N	PERPIGNAN	14/23 S	BERNE	8/19 N	OSLO	3/13 C	MONTREAL	10/23 S	DUBAI	29/40 S
CAEN	11/15 N	RENNES	9/18 S	BRUXELLES	9/17 P	PALMA DE M.	15/22 S	NEW YORK	[illegible]	HANOI	25/29 C
CHERBOURG	9/16 N	ST-ETIENNE	6/17 N	BUCAREST	6/20 N	PRAGUE	7/13 N	SAN FRANCIS.	12/17 C	HONGKONG	24/30 P
CLERMONT-F.	6/18 S	STRASBOURG	6/17 N	BUDAPEST	10/17 N	ROME	14/22 S	SANTIAGO/CHI	6/10 P	JERUSALEM	16/27 S
DIJON	8/17 N	TOULOUSE	11/23 S	COPENHAGUE	6/14 C	SEVILLE	13/23 S	TORONTO	14/26 S	NEW DEHLI	26/46 S
GRENOBLE	9/22 N	TOURS	7/17 N	DUBLIN	7/16 N	SOFIA	8/18 N	WASHINGTON	15/25 S	PEKIN	13/23 S
LILLE	9/16 C	FRANCE outre-mer		FRANCFORT	10/17 C	ST-PETERSB.	4/10 S	AFRIQUE		SEOUL	19/24 P
LIMOGES	7/18 S	CAYENNE	24/28 P	GENEVE	11/19 N	STOCKHOLM	2/11 S	ALGER	12/22 N	SINGAPOUR	28/32 C
LYON	7/19 S	FORT-DE-FR.	26/30 P	HELSINKI	3/10 P	TENERIFE	12/17 N	DAKAR	21/25 N	SYDNEY	11/17 S
MARSEILLE	14/24 S	NOUMEA	21/24 S	ISTANBUL	14/17 N	VARSOVIE	5/13 N	KINSHASA	22/32 N	TOKYO	18/23 P


Situation le 23 mai à 0 heure TU



Prévisions pour le 25 mai à 0 heure TU

LOISIRS

Paris vu par la Seine et les canaux

BIENTÔT un paquebot, sur la Seine, à Paris. Longueur : 85 mètres. Largeur : 10 mètres. Poids : 1 100 tonnes. Mission : proposer un espace de réception haut de gamme, pouvant accueillir près de 500 personnes en dîner assis, 1 000 en cocktail. Cadre prestigieux pour croisière chic, le paquebot sera lancé sur la Seine, le 4 juin. L'occasion, pour les groupes et les heureux élus de soirées privées, de se restaurer, de voir la capitale sous un de ses meilleurs angles et même de se rendre au Stade de France en évitant les embouteillages.

Avec ce nouveau produit, les Yachts de Paris complètent leur offre. Déjà propriétaire du *Don-Juan* (yacht des années 30 pour 54 passagers) et de *L'Acajou*, construit en 1977 (avec une capacité d'accueil de 120 personnes), la société a souhaité aborder le marché de la réception de prestige. Cette proposition est dans la ligne que se sont fixée, dès sa création, les Yachts de Paris : redonner aux Parisiens l'envie de fréquenter la Seine, avec des croisières gourmandes – *les cartes sont signées* Gérard Besson (deux étoiles au guide Michelin, deux toques au Gault-Millau et trois étoiles au Bottin gourmand) – et haut de gamme. *« Notre concept est simple. Nous avons préféré être un restaurant parisien dans lequel les touristes aiment venir plutôt que d'être un restaurant touristique boudé par les Parisiens »*, explique Marc Bungener, *PDG de l'entreprise*, qui a commencé son aventure au milieu des années 80.

A l'époque, il crée, avec des associés, un nouveau style de restaurants urbains en bord de Seine : le River Café, le Pavillon Panama, la Plage, le Cap Seguin. Parallèlement, il constate que les activités sur le fleuve, axées sur le tourisme, remportent un franc succès auprès des visiteurs étrangers tandis que les Parisiens ignorent ce plaisir. C'est donc à eux que s'intéresse Marc Bungener. Il revend ses restaurants et achète, en 1993, le *Don-Juan* puis, en 1996, *L'Acajou*. L'ambiance raffinée et intimiste des yachts, la qualité de leur restauration permettent de conquérir le public visé. Après cette première étape, l'acquisition du paquebot (qui organisera par la suite des croisières grand public) allait de soi, permettant aux Yachts de Paris de servir tout le monde, du tête-à-tête au dîner de 1 000 personnes.

La Seine, attraction touristique naturelle, est constamment en voie d'embellissement par les programmes municipaux d'aménagement des berges, et les sociétés d'exploitation de croisières n'hésitent pas à saisir leur chance. L'offre s'est progressivement diversifiée, touchant une clientèle – dont font désormais partie les autochtones – de plus en plus large. Tourisme de masse, groupes moyens ou passagers individuels trouvent leur place dans cet éventail où chaque entreprise, au-delà de l'offre commune (promenade d'une heure, balade-brunch, déjeuner ou dîner, location pour mariages, réveillons, soirées...), tente de se singulariser par la table, la thématique, des capacités d'accueil, des tarifs et des équipements, mais aussi par son parcours.

Certains pourront ainsi préférer les canaux à la Seine, concilier les deux ou même choisir la Marne. Des formules qu'exploite la société Quiztour-Paris Canal, qui, après vingt ans d'existence, n'oublie pas les *« trésors de persuasion qu'il a fallu déployer auprès des services des canaux pour obtenir l'autorisation de naviguer sur le canal Saint-Martin »*. Aujourd'hui, la *Guêpe-Buissonnière* et le *Canotier* embarquent touristes, Parisiens et provinciaux pour un « Paris poésie » (qui va du Musée d'Orsay au parc de La Villette) ou une « croisière champêtre » sur la Marne (avec un aller-retour Paris-Chennevières). Paris-Canal met l'accent sur la convivialité – avec des bateaux aux dimensions humaines – et l'originalité de ses guides. *« Nous nous efforçons toujours de glisser dans nos commentaires humour, anecdotes et questions qui font participer les passagers »*, explique-t-on chez Quiztour-Paris Canal.

D'autres compagnies ont poussé plus loin encore la navigation, permettant aux âmes voyageuses de prendre le large, durant plusieurs jours, à bord d'un bateau de plaisance (à louer) ou d'une péniche-hôtel. Destinations variées : les frontières de l'Ile-de-France, Le Havre-Honfleur, Reims, Nancy, Lille, Bordeaux, Avignon...

Sur Seine, Marne ou canaux, à Paris ou vers des régions plus lointaines, les compagnies présentent des offres qui se complètent plutôt que de se faire concurrence. Mais, au-delà de leurs différences, elles finissent par se rejoindre sur cette vision d'un « autre Paris » – voire d'une « autre » France – qui constitue, pour toutes, le principal atout.

Véronique Cauhapé

Carnet d'adresses

Croisères sur la Seine
● *Yachts de Paris, port de Javel* 75015 Paris. Tél. : 01-44-37-10-20.
● Bateaux-mouches, pont de l'Alma 75008 Paris. Tél. : 01-42-25-96-10.
● Bateaux parisiens, embarcadère quai Montebello 75005 Paris et port de La Bourdonnais (au pied de la tour Eiffel) 75007 Paris. Tél. : 01-44-11-33-44.
● Vedettes de Paris Ile-de-France, *port de Suffren 75007 Paris. Tél. :* 01-47-05-71-29.
● Vedettes du Pont-Neuf, square du Vert-Galant 75001 Paris. Tél. : 01-46-33-98-38.

Canaux de Paris
● Paris Canal, 19-21, quai de la Loire 75019 Paris. Tél. : 01-42-40-96-97.
● Canauxrama, 13, quai de la Loire 75019 Paris. Tél. : 01-42-39-15-00.
● Ourcq loisirs, 9, quai de la Loire, 75019 Paris. Tél. : 01-42-40-82-10.

Et plus loin
● S'adresser aux Voies navigables de France (tél. : 03-21-63-24-24), au Port autonome de Paris (tél. : 01-40-58-29-99) ou au comité régional du tourisme d'Ile-de-France (tél. : 01-42-60-28-62).

Tarifs
● La promenade de 30 minutes à une heure : à partir de 50 francs.
● Déjeuner-croisière : à partir de 300 francs ; dîners-croisères : de 350 à 900 francs.
● Croisières journée : à partir de 200 francs.
● Paquebot fluvial pour croisière de plusieurs jours : environ 1 500 francs par personne et par jour (avec repas et hébergement).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98123

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II									■			
III										■		
IV			■									
V				■					■	■		
VI				■								
VII									■	■		
VIII			■				■					
IX						■						
X					■							

HORIZONTALEMENT

I. Echanges passionnés. – II. Pas pressé de se mettre à l'ouvrage. Réaction chimique. – III. Mettrais la chemise à la bonne dimension. Bon conducteur. – IV. Négation. Belles comme les trèfles. – V. *Un petit coup* avant l'heure. Fait de l'effet. Prépondérant aux extrémités. – VI. Au sommet du mont Athos. Travail musculaire. – VII. A plusieurs et au moins à six. En introduction et à la fin. – VIII. N'est pas partie avec le premier venu. Est partie avec le premier venu. A partagé son Nobel en 1965. – IX. Travaille avec méthode. A l'ombre pour quelque temps. – X. De première main. Prétentieuse dans son genre.

VERTICALEMENT

1. Culture au parfum exotique. – 2. Qu'elle soit bleue ou blanche, le soleil lui fait tourner la tête. – 3. Jaune et parfumée. Gardien du sol en Thaïlande. Attrapé. – 4. Pesant, il assure l'équilibre. Transporteur de messages. – 5. Que l'on retrouve régulièrement. – 6. Pur produit de la capitale. – 7. Préparé pour être planté. Dans la gamme. – 8. Impossible de les traduire correctement. – 9. L'antimoine. Retranché. – 10. Voyelles. Une et désunie. – 11. Resteront toujours en dehors des règles. – 12. Fondamentale.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98122

HORIZONTALEMENT

I. Insémination. – II. Nutritive. Ru. – III. Darne. Mortel. – IV. Egée. Obi. Sel. – V. Mésentente. – VI. Nus. Alse. Top. – VII. Ix. Art. Sassa. – VIII. Aires. Meir. – *IX. Epi. Ksi. Ee.* – *X.* Solliciteurs.

VERTICALEMENT

1. Indemnités. – 2. Nuageux. Pô. – 3. Stress. All. – 4. Ernée. AE. – 5. Mie. Narrai. – 6. It. Otite. – 7. Nimbes. Ski. – 8. Avoines. St. – 9. Ter. Amie. – 10. Tsé-tsé. – 11. Orée. Osier. – 12. Nullipares.

ÉCHECS

N° 1793

(Tournoi de Hampstead, 1998)
Blancs : J. Aagaard.
Noirs : M. Houska.
Défense sicilienne.
Variante de Scheveningue.

Blancs	Noirs	Blancs	Noirs
1. é4	ç5	19. é5!	d5 (g)
2. Cf3	é6	20. Df4	Dé8
3. d4	çxd4	21. Ca4 (h)	Fd7
4. Cxd4	Cf6	22. Cb6	Td8
5. Cç3	d6	23. Fd4	Fh6
6. Fé2	a6	24. Tf2	Rg7
7. 0-0	Fé7	25. a4	Fç6
8. f4	0-0	26. ç3 (i)	Rg8
9. Fé3	Dç7	27. h4	Rg7
10. g4! (a)	Cç6 (b)	28. Df3 (j)	Rg8
11. g5	Cxd4 (c)	29. Dh3	Fd7
12. Dxd4	Cd7	30. Cxd7 (k)	Dxd7
13. f5!	Té8	31. Txf8+! (l)	Rxf8 (m)
14. fxé6	fxé6	32. Fxé6	Dé8
15. Fh5!	Tf8 (d)	33. Df3+	Rg7
16. Txf8+	Cxf8 (e)	34. Df6+!! (n)	Fxf6
17. Tf1	g6	35. éxf6+	Rf8 (o)
18. Fg4	Dç6 (f)	36. Fç5+	abandon.

NOTES

a) Dans cette position bien connue, les Blancs ont le choix entre 10. Rb1 ; 10. Dé1 et 10. a4. Cependant, depuis la partie Chirov-J. Polgar (Tilbourg, 1996) qui a mis en évidence la force tactique de l'avance 10. g4, un doute plane sur la solidité de cette variante vue par les Noirs.

b) La suite de la partie précitée est édifiante : 10..., Té8 ; 11. f5, Ff8 ; 12. g5, Cf-d7 ; 13. Cxé6!, fxé6 ; 14. Fh5+, g6 ; 15. fxg6, Té7 ; 16. Cd5!, éxd5 ; 17. Dxd5+, Rh8 ; 18. gxh7+! avec une attaque gagnante. Après 10..., b5 ; 11. g5, Cf-d7 ; 12. Fd3, Té8 ; 13. Dh5, g6 ; 14. Dh4, b4 ; 15. Cç-é2, Fb7 (15..., é5 est à examiner) ; 16. Tf3! l'attaque des Blancs se développe (Sutovsky-Van Vely, Tilbourg 1996).

c) Ou 11..., Cd7 ; 12. f5, Cd7-é5 ; 13. f6, Fd8 ; 14. Fd3!, Cxd4 ; 15. Fxd4, Da5 ; 16. fxg7, Rxg7 ; 17. Rh1!, Fb6 ; 18. Fxé5, Dxé5 ; 19. Dh5, Fxé3 ; 20. Tf3, Fxg5 ; 21. Tg1, f6 ; 22. h4, abandon. (Sutovsky-J. Polgar, Tilbourg 1996).

d) Sur 15..., g6 les Blancs prévoyaient la suite brillante 16. Cd5 et si 16..., éxd5 ? ; *17. Fxg6, hxg6* (ou *17..., Tf8 ; 18. Dxd5+*, Rh8 ; 19. Fxh7, Rxh7 ; 20. Tf7+, Rh8 ; 21. g6 et le mat est imparable) ; 18. Dxd5+, Rh8 ; 19. Df7, etc. Cependant, les Noirs ne sont pas obligés de prendre le C et peuvent continuer par 16..., Dd8 avec une partie jouable si 17. Cxé7+, Dxé7 ; 18. Fé2, Cé5.

e) 16..., Fxf8 n'est pas meilleur : 17. Tf1, Cé5 ; 18. Cd5, Dd8 ; 19. Cb6, Tb8 ; 20. Ff4, Fé7 (ou 20..., Cç6 ; 21. Df2) ; 21. Fxé5, dxé5 ; 22. Dxd8+, Fxd8 ; 23. Ff7+, Rh8 ; 24. Cxç8 et 25. *Fxé6.*

f) 18..., Da5 est à envisager : si 19. Dd2, Fd7.

g) 19..., dxé5 est positionnellement douteux : 20. Dxé5, Dd6 ; 21. Dxd6, Fxd6 ; 22. Cé4!

h) 21. Fd4 est encore plus fort : si 21..., Fd7 ; 22. Cxd5!, éxd5 ; 23. é6, Cxé6 ; 24. Fxé6+, Fxé6 ; 25. Dé5!

i) Curieuse position dans laquelle les Blancs peuvent prendre le temps nécessaire pour mettre au point l'exécution de leur adversaire, lequel ne dispose d'aucun contre-jeu ;

j) Menace 29. Dh3. La seule « défense » paraît être 28..., Tb8 ; 29. Dh3, Fd8!

k) 30. Cxd5! est possible : 30..., éxd5 ; 31. é6 et 32. Tf7.

l) Un sacrifice de qualité bien ajusté.

m) Et non 31..., Txf8 ? ni 31..., Fxf8 ? ; 32. Fxé6+ avec gain de la D.

n) Un superbe sacrifice de D.

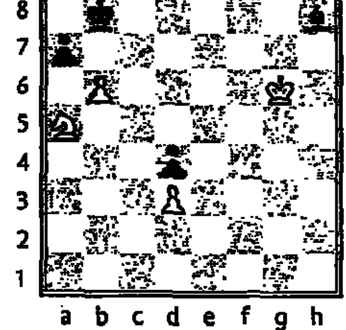
o) Si 35..., Rh8 ; 36. f7 mat !

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1792
S. LILJESTRAND. (1938).

(Blancs : Rh7, Cé8, Ff1. Noirs : Rh5, Ch1, Pg5, g4, f2.).

1. Cg7+, Rh4 ; 2. Cf5+, Rh5 ; 3. Rg7!, g3 ; 4. Fé2+, g4 ; 5. Rf6!, f1=D ; 6. Fxf1, Cf2 ; 7. Fg2!, Ch3 ; 8. Fç6!, g3 ; 9. Fé8 mat.

ÉTUDE N° 1793
M. S. LIBURKIN (1947)



Blancs (4) : Rg6, Ca5, Pb6, d3.
Noirs (4) : Rb8, Fh8, Pa7, d4.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26
PRINTED IN FRANCE

CANNES 98 Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Hier, c'est un monstre sacré qui s'en venait à Cannes, *éblouissant dans son fourreau* lamé, Sharon Stone. Demain, à l'issue de la cérémonie de clôture, c'est un sacré monstre qui débarquera au Palais des festivals, Godzilla, la bête de l'après-guerre une nouvelle fois ressuscitée par Hollywood. Enfantée dans la douleur au Japon dans les années 50, elle dispose désormais de tous les soins prodigués par un bon gros budget en dollars. Pendant ce temps, les pronostics vont bon train sur les plages. La production du 22 mai n'a rien qui puisse vraiment aguicher les jurés. Achevé dans l'urgence, le dernier film français de la compétition, *L'Ecole de la chair*, de Benoît Jacquot, déçoit malgré les qualités de ses interprètes (Isabelle Huppert, Vincent Lindon, Vincent Martinez). A Un certain regard et hors compétition, on a en revanche retrouvé avec plaisir une jeune réalisatrice lettone révélée à Cannes, Laila Pakalnina, qui signe son premier long métrage, *The Shoe*.



LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON
Il n'y a pas meilleur rôle pour attirer l'attention des habitués du Cat Corner que de danser nue sur le comptoir de la boîte de nuit cannoise.

Benoît Jacquot en trop bon élève du cinéma français

L'Ecole de la chair. Scénario, mise en scène, acteurs, images, tout est impeccable. Aussi irréprochable et lassant que des gammes bien exécutées

SÉLECTION OFFICIELLE
en compétition
Film français de Benoît Jacquot. Avec Isabelle Huppert, Vincent Martinez, Vincent Lindon, Marthe Keller, François Berléand, Danièle Dubroux. (1 h 45.)

On savait que le nouveau film de Benoît Jacquot avait été terminé *in extremis*. A l'espoir suscité par la présence de ce cinéaste dont les récents films (*La Fille seule, Marianne, Le Septième Ciel*) signalaient l'accomplissement, s'ajoutait la promesse d'un film fait dans l'urgence. Il produit pourtant exactement l'impression contraire, placé qu'il est sous le signe de la maîtrise et de la performance. Jacques Fieschi a adapté le roman homonyme de Mishima, Benoît Jacquot l'a réalisé, Isabelle Huppert et Vincent Perez l'ont interprété, Caroline Champetier a fait la photo, etc. On citerait volontiers tout le générique, comme un jour de distribution des prix, pour décerner à chacun les Palmes académiques, ou le Prix du meilleur ouvrier de France.

Le film est en effet exemplaire d'une certaine idée du cinéma français, fondée sur les dialogues, la psychologie et des qualités d'un jeu ultraprofessionnel qui valent aux interprètes une admiration peut-être légitime mais extérieure à l'œuvre elle-même.

EXCELLENCE FIGÉE

On pourrait d'ailleurs en dire autant pour chaque poste de travail, comme si chacun se préoccupait de démontrer sa propre excellence... au détriment du film. Celui-ci en reste tout figé. Il s'agit ici de la violente passion éprouvée par une femme de quarante ans, aisée, avertie de la vie, aussi intelligente et séduisante puisque interprétée par Isabelle Huppert, pour un beau jeune homme sorti de la banlieue, cultivant avec application son statut de bel animal sauvage – Vincent Martinez, irréprochable.

Tout le programme de cette *Ecole de la chair* tient dans l'observation des mouvements de séduction et de défiance de l'héroïne, et dans la représentation de la manière dont le garçon en joue, en profite, en abuse. Mais il finira pas être dépassé par un face-à-face où sa jeunesse à lui et sa passagère fragilité à elle masquent les véritables rapports de forces, comme nous en informe un épilogue calqué sur celui par lequel s'achevait *La Fille seule*, mais qui fait ici figure de règlement de comptes plutôt que d'échappée belle – ou moche, ce n'est pas le problème. L'adresse de la composition narrative, l'enchaînement de scènes toutes dramaturgiquement « rentables », le recours à un exotisme de bon ton (petite virée dans un palace marocain) comme à la *french touch* chic (on passe et repasse par le milieu de la haute couture, qui contraste si harmonieusement avec celui des cités), font du film une enfilade de conventions élégamment agencées, relevées par un doigt de transgression. Au moins la prestation de Vincent Lindon en travesti a-t-elle le mérite, puisqu'il s'agit pour chacun de faire son numéro, de pousser à la limite ses parti pris avec une distrayante santé.

On en vient vite à guetter qui serait susceptible d'affoler un peu cette machine trop huilée, d'une émotion sans enjeu. Roxane Mesquida (par son extrême jeunesse) ou Jean-Louis Richard (qu'on sait capable d'insuffler ce genre de *mystère déstabilisant*) sont expédiés avant d'avoir pu créer le moindre désordre. Seule Danièle Dubroux, dans l'emploi de la copine paumée, provoque quelques instants de trouble sur ce qu'elle fera la seconde d'après – mais la réponse est toujours : rien. La mise en scène travaille autour du double décalé, du miroir faussé, puisque toute la narration repose sur une série de paires inégales : les hommes et les femmes, les hétérosexuels et les homosexuels, les riches et les pauvres, les jeunes et ceux qui ne le sont plus. Mais il s'agit davantage d'une succession d'éléments posés les uns derrière les autres que de la construction d'une complexité à partir de ces composants élémentaires.

VAINE VIRTUOSITÉ

Le travail de la mise en scène en est dès lors réduit à un formalisme d'un intérêt limité. Benoît Jacquot se livre à quelques études paradoxales sur le champ-contrechamp, pont-aux-ânes de la réalisation simplette ici reparcouru en toute connaissance de cause, pour d'intéressants effets de rapprochement et de maintien à distance des visages filmés en très gros plans. Mais ce sont autant de gammes effectuées avec virtuosité dont on espère qu'elles serviront un jour à faire de la musique. Qu'elles permettront de retrouver la liberté du cinéaste filmant le même thème (le désir féminin) dans *Le Septième Ciel* avec un élan ludique et dangereux ici totalement absent – comme sont absents le trouble et le mystère auxquels correspondent l'écriture de Mishima. Ce film fait plutôt songer à des exercices imposés ressemblant à la copie d'un élève longtemps turbulent, mais qui aurait cette fois décidé de faire ce qu'il convient pour décrocher le prix d'excellence.

Jean-Michel Frodon

INSTANTANÉ

GROS PLANS SUR LES « DOUBLES PEINES »

BERTRAND TAVERNIER, mobilisé de longue date aux côtés des sans-papiers, est allé filmer les « doubles peines » en grève de la faim depuis quarante-trois jours à Lyon, et dont beaucoup sont dans un état critique. Sur la Croisette, la SRF (Société des réalisateurs de film) et l'Acid (Association pour le cinéma indépendant et sa diffusion) se sont chargées de diffuser ces images, où deux des grévistes décrivent leur situation, absurde autant qu'insupportable, et racontent leur itinéraire personnel ainsi que celui de leurs compagnons.

Hacène est arrivé en France à l'âge de dix-huit mois avec le reste de sa famille venu rejoindre le père, décoré de la croix de guerre pour ses états de service durant la deuxième guerre mondiale et resté travailler en France depuis. Il dit comment il était en train d'échapper à la fatalité des banlieues grâce à des études en faculté, lorsque, à l'âge de dix-neuf ans, il s'est fait prendre avec 80 grammes de haschisch. Il ne conteste pas la condamnation à la prison que cette « *erreur de jeunesse* » lui a valu, mais le fait qu'à sa sortie il a été immédiatement expulsé vers « son » pays, l'Algérie, dont il ne savait rien, où on ne savait rien de lui. Il mettra quatre ans à revenir chez lui, à Saint-Priest, près de Lyon, où depuis il vit dans l'illégalité, après que la Cour de cassation a refusé d'annuler son expulsion.

Filmé en gros plan, Hacène expose calmement son histoire, avant de laisser sourdre son amertume et sa tristesse, qu'il résume par : « *On est pire que des déchets radioactifs : eux, lorsqu'on les jette, au moins on se soucie de ce qui leur arrive, nous, on nous balance de l'autre côté de la Méditerranée et on se fiche de ce qu'on devient.* » « *Ce qu'on devient* » peut être tragique, comme le rappelle Abdel, porte-parole des grévistes de la faim aujourd'hui comme il le fut de ceux du mois de décembre 1997. A l'époque, des promesses avaient permis l'interruption du mouvement, depuis, seize personnes ont été néanmoins expulsées. Et deux d'entre elles sont mortes, dont une au moins, semble-t-il, exécutée par les islamistes parce qu'elle ne parlait que le français.

« *On est obligés de mettre nos vies en danger pour être entendus* », dit Abdel, qui dresse un réquisitoire implacable contre les pratiques d'une administration aveugle aux conséquences de ses décisions, avant d'éclater en sanglots – « *c'est pas possible, c'est pas possible* », répète-t-il – en évoquant la mémoire de ses amis morts. Tavernier propose alors d'interrompre le tournage, ce que son interlocuteur refuse.

J.-M. F.

Cinéfondation, tremplin pour la relève mondiale

C'EST UN PROJET cher à Gilles Jacob, délégué général du Festival, qui est inauguré cette année : utiliser Cannes comme un tremplin pour les jeunes cinéastes. Ainsi est née la Cinéfondation, qui a l'ambition de favoriser la découverte de nouveaux talents et d'aider à leur épanouissement.

Sélectionnés dans les meilleures écoles de cinéma du monde, quinze films de fin d'études, courts et moyens métrages de fiction et d'animation, ont été présentés à un jury présidé par Jean-Pierre Jeunet. Le lauréat recevra l'assurance de présenter son premier long métrage au Festival de Cannes, soit en sélection officielle, soit dans la section Un certain regard. Gilles Jacob parle à propos de cette initiative de « *sorte de Villa Médicis du cinéma* ». Pierre-Henri Deleau, lui, fulmine en voyant là une tentative d'asphyxie de la *Quinzaine des réalisateurs*. Mais Cinéfondation (sponsorisée par Nestlé France) n'est-elle pas une suite logique de la Caméra d'or, créée il y a vingt ans ?

Premier constat de cette cuvée 98 : il n'y a pas de cinéastes français en lice. Doit-on en déduire que la Femis, d'où sortirent Arnaud Desplechin, Laetitia Masson, Mathieu Amalric et quelques autres talents prometteurs, accuse une baisse de qualité de ses étudiants, ou de son enseignement ?

On note par contre que la NFTS anglaise est représentée par trois films, et l'université d'art et de design d'Helsinki par deux cinéastes. Qu'en plus de la présence de Samira Makhmalbaf dans la section Un certain regard, l'Iran est ici encore à l'affiche grâce à une autre jeune femme, Fahimeh Sorkhabi, auteur d'un dessin animé sur le péché originel d'Adam et Eve (*The First Sin*). Et que huit des films ont opté pour le noir et blanc, ce qui, après les choix esthétiques de John Boorman (*The General*) et d'Alexei Guerman (*Khroustaliov, ma voiture !*), pourrait laisser augurer d'un retour à des images que la surpuissance de la télévision (épaulée par les sorciers de la colorisation) avait condamnées depuis des années à une marginalité prétendument irrémédiable.

L'ÉCOSSE DEUX FOIS MOQUÉE

L'un des enchantements de cette sélection est venu d'un cinéaste du Zimbabwe, Manu Kurewa, qui raconte dans *Mangwana* l'odyssée ridicule d'un agriculteur écossais immobilisé dans un village de la brousse après un malencontreux accident de la circulation. Sa camionnette enlisée, il doit accepter contre son gré de changer sa façon de se conduire, de regarder les autres, d'appréhender le temps. Le malheureux, qui déambule en kilt et affiche des comportements de Blanc têtu, prend, au contact d'un vieux sage local, des leçons de politesse, fraternité et patience. Un réjouissant petit conte moral sur le choc des cultures.

L'Ecosse est aussi en ligne de mire du court métrage de John Mc Kay, *Doom and Gloom* (*Fatalité et obscurité*), qui tourne en dérision l'acharnement de l'Eglise à condamner ses ouailles aux ténèbres. Dans une petite ville de la côte hantée par pluies et vents, un jeune révérend obtient après force prières d'exaucer ses vœux. La contrée est tout à coup baignée de soleil, et la ville vit bientôt au rythme d'une station balnéaire méditerranéenne : *shorts*, lunettes de soleil et terrasses à parasols servant des spaghettis bolognaise. La hiérarchie religieuse viendra remettre de l'ordre dans ce lieu de débauches, et Dieu sera invité à imposer aux habitants dévoyés un temps plus pieux. Mais John Mc Kay n'est pas un fataliste, et la chute de son film est en forme de pied de nez tonique.

Sur un registre également humoristique, on retiendra l'épatante farce du Lituanien Ramunas Greicius, sorti d'une école tchèque, qui brosse en cinq minutes, à coups de saynètes incisives, un digest des vacances de deux femmes au bord de la mer. En quelques images, sans jamais insister sur ses gags, il prouve dans *Summer-Time of Long Flights*, d'une ironie mordante, que le talent jaillit parfois de la subtilité d'un montage et de l'intelligence d'une économie de moyens.

Des qualités que l'on retrouve chez le Canadien David Birdsell, dont *Blue City* rappelle que le cinéma est l'art de l'image et du son. Cette histoire sans paroles montre en douze minutes le suicide raté d'un gros monsieur, à cause de deux gangsters, d'un petit garçon et d'un ballon. Plus conventionnelle, la Finlandaise Hanna Miettinen signe avec *The Rose of The Railroad* un « à la manière » des films muets d'antan, couleurs sépia et jeune fille énamourée hésitant entre deux fiancés.

Déjà plusieurs fois couronné en France (aux Festivals de Brest et de Poitiers), le Britannique Asif Kapadia a réalisé avec *The Sheep Thief* le film peut-être le plus prometteur de ce programme. Là encore, une quasi-absence de dialogues, juste des bruits, et des images fortes, des couleurs, des sensations, le poids de la fatalité symbolisé par les mangues qui tombent de l'arbre. En Inde, un enfant des rues est marqué au fer rouge pour avoir dérobé un mouton. Réfugié dans un petit village, il entame sa rédemption avant d'être à nouveau exclu. Poignante, digne, cette fiction mi-poétique mi-documentaire est au diapason de son lumineux héros : magique.

Jean-Luc Douin

Godzilla, le monstre japonais, renaît à Hollywood

Inventée en 1954 dans un avion survolant le Pacifique, la bête est ressuscitée par le réalisateur d'« Independence Day »

À EN CROIRE SON GÉNITEUR, Tomoyuki Tanaka, Godzilla est né en 1954, dans la douleur, à bord d'un avion, au-dessus de l'océan Pacifique. Godzilla est un fils indésirable qui a réussi à se rendre indispensable. Tanaka, l'un des producteurs du studio japonais Toho, s'était retrouvé avec une coproduction nippo-indonésienne sur les bras, *Behind the Glory* – titre incompréhensible en anglais, que l'on pourrait traduire en français par *L'Envers de la gloire*, ce qui ne veut toujours pas dire grand-chose. Tanaka disposait d'une équipe de tournage et des acteurs. Il lui manquait juste les visas que le gouvernement indonésien ne voulait plus lui octroyer, et un scénario. En plein vol, contemplant vagues et fonds marins, lui vint une idée absurde, que seuls un usage immodéré des boissons alcoolisées et une peur panique de l'altitude peuvent susciter. Au fond de l'eau gît un monstre gigantesque, imagine Tanaka, et son réveil pourrait sonner la fin du monde. Godzilla rampait dans le tréfonds.

> Le monstre est clairement une métaphore d'Hiroshima. Ainsi, ses victimes souffrent de radiations et présentent les symptômes des rescapés d'une guerre nucléaire

A partir d'une idée loufoque, Tanaka a pourtant réussi à bâtir un cauchemar réaliste qui a attiré 10 millions de spectateurs japonais. Certes, la ressortie de *King Kong* au Japon avait obtenu des résultats impressionnants au box-office. Un autre film, produit par la Warner, sur un autre monstre incontrôlable, *The Beast From 2000 Fathoms*, venait de rencontrer un réel succès. Mais les obsessions du producteur et sa capacité à inscrire son film dans l'histoire récente du Japon, au lendemain de la guerre et de la catastrophe atomique d'Hiroshima, expliquent le succès et la pérennité de *Godzilla*.

Un fait divers avait bouleversé les Japonais en 1954 et réveillé un traumatisme encore douloureux. Un bateau de pêche nippon s'était aventuré par accident dans une zone contrôlée par les Américains qui effectuaient là leurs essais nucléaires. Plusieurs marins avaient été irradiés et du poisson contaminé avait été mis sur le marché. Un journal avait alors titré : « La seconde catastrophe atomique de l'histoire du Japon. » Tanaka a transformé une manchette de journal en film de science-fiction, aidé par le réalisateur du film Inoshiro Honda, qui voulait depuis longtemps réaliser un film sur la catastrophe atomique d'Hiroshima. *Godzilla* est clairement une métaphore de l'attaque atomique qui avait détruit une partie du Japon. Ainsi, les victimes innombrables de la bête souffrent toutes de radiations et présentent des symptômes qui sont ceux des rescapés d'une attaque nucléaire.

Il a fallu du temps pour baptiser Godzilla. Il se nommait à l'origine G, comme géant. Tanaka a ensuite testé le titre suivant : *Le Monstre géant qui vivait à 30 000 kilomètres sous la mer* – ce qui faisait un peu profond –, avant de comprendre qu'il lui fallait un titre plus court, et surtout moins bête. En levant les yeux sur son attaché de presse obèse, il a eu la révélation. Ses collègues de bureau le surnommaient Godzilla – combinaison de deux mots japonais, *gorira* (gorille) et *kujira* (requin). Godzilla était né, et ce monstre réveillé par une explosion atomique allait détruire un village entier, un port, un train, Tokyo et, accessoirement, le monde entier.



D.R.

Godzilla n'est pourtant qu'un pseudonyme. Le monstre s'appelle en réalité Haruo Nakajima, du nom du pauvre acteur qui devait revêtir chaque jour le costume de la bête durant le tournage. Cet ancien cascadeur des *Sept Samouraïs* de Kurosawa est la seule véritable victime du film. Comme beaucoup de martyrs, il est retombé dans l'oubli. Son interprétation de Godzilla relève de la bravoure, mais ses efforts ne lui ont jamais valu de médaille. Son costume était confectionné à partir de latex et de tiges de bambou. Il pesait ainsi près de soixante kilos et Nakajima réussissait tout juste à le porter, ce qui explique l'allure très lente qu'il imprime au monstre. Il ne pouvait pas non plus respirer, faute de matériau antitranspirant et d'un technicien malin qui aurait pensé à ménager quelques trous pour laisser passer un peu d'air à travers le costume. Une telle idée aurait dû faire son chemin, puisque *Godzilla* nécessitait, à cause des effets spéciaux, une batterie d'éclairage deux fois plus puissante et calorifère que sur une production normale.

Nakajima assumera stoïquement son statut de mort-vivant. Il n'arrivait jamais à marcher plus de trois minutes d'affilée et s'évanouissait à la fin de chaque prise. Lui demandait-on d'imiter le pas d'un lézard géant ? Il avançait plutôt comme le bossu de Notre-Dame, revêtu d'un manteau découpé dans de la moquette usagée. Nakajima avait perdu vingt kilos à la fin du tournage. Il était aussi devenu la mascotte des services de réanimation des hôpitaux. A la fin de la version américaine de *Godzilla*, Raymond Burr fait remarquer : « *Godzilla est mort, mais nous avons perdu un grand homme dans la bataille.* » C'est le seul hommage jamais adressé à Nakajima, même s'il n'est qu'indirect. Il va sans dire que le cascadeur ne revêtira plus jamais le costume de son calvaire.

Si la carrière de Nakajima fut brève, celle de *Godzilla* a été beaucoup plus longue. Il apparaîtra dans une dizaine de suites et affrontera une galerie de monstres de plus en plus nombreux. Godzilla n'a peur de personne : King Kong, Mothra, une araignée géante, Guidrah, un dragon à trois têtes, Gigan, Mechagodzilla, son double mécanique, Megalon, les Soviétiques dans le pitoyable *Godzilla 85*... Tous n'ont qu'à bien se tenir. Godzilla deviendra aussi très gentil dans *Le Fils de Godzilla*. Il revient aujourd'hui sur la Croisette dans une version réalisée par Roland Emmerich, le metteur en scène d'*Independence Day*. Godzilla a la taille d'un building. Son enveloppe ressemble désormais à une véritable peau de lézard. Il écrase tout ce qui bouge. Et on ne voit plus dépasser la fermeture Eclair qui permettait autrefois à un malheureux cascadeur de revêtir le costume de la bête.

Samuel Blumenfeld

SUR LA CROISETTE

■ **« *Seul contre tous* » primé à la Semaine de la critique.** Le film français de Gaspar Noé, *Seul contre tous*, unanimement salué comme le plus intéressant de la sélection, a reçu, vendredi 22 mai, le prix Mercedes-Benz du meilleur long métrage (doté de 50 000 francs pour le réalisateur et de 50 000 francs pour le distributeur) en clôture de la Semaine de la critique. *Por un infante difunto*, de l'Espagnol Tinieblas Gonzalez, a reçu le prix Canal Plus du meilleur court métrage (doté de 80 000 francs).

■ **Le patrimoine se met à table.** A l'initiative de Marc Nicolas, directeur adjoint du Centre national du cinéma chargé du patrimoine cinématographique, la ministre de la culture, Catherine Trautmann, a reçu à déjeuner, vendredi 22 mai, les représentants des archives japonaises, espagnoles, new-yorkaises, romaines, israéliennes et africaines, ainsi que les responsables de la Cinémathèque française et de celle de Toulouse, et de l'Institut Lumière de Lyon, en présence de Michèle Aubert, présidente de la Fédération internationale des archives du film. La rencontre avait pour objectif le renforcement de la coopération entre des institutions dont le fonctionnement est profondément modifié par les récentes évolutions des supports, de la commercialisation des droits et des réglementations.

■ **Le jour où le « France » est arrivé.** Le paquebot *Norway*, symboliquement rebaptisé *France*, est arrivé dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 mai en rade de Cannes. Il doit accueillir, dimanche soir, le dîner officiel de clôture du Festival. Le paquebot effectue actuellement une « croisière gastronomique » animée notamment par le chef Michel Troisgros.

Laila Pakalnina lance l'armée rouge sur les pas de Cendrillon

The Shoe. Un conte gogolien dans l'ex-pays des soviets

UN CERTAIN REGARD
Film letton de Laila Pakalnina. Avec Igor Buraks, Vadims Grossmans, Jaan Tatte. (1 h 23.)

C'est à Un certain regard qu'on a découvert, il y a deux ans, Laila Pakalnina, à travers des courts métrages qui révélaient l'immense talent de cette cinéaste lettone. Ces petits trésors laconiques révélaient une science du cadre, un sens de la composition, de la durée et de l'espace, un art d'entrelacer les sons aux images qui imprimaient sur l'écran, avec gravité, drôlerie et élégance, toute la pesanteur et la légèreté du monde.

The Shoe, son premier long métrage, perpétue ces qualités. Tourné en noir et blanc et quasiment dépourvu de dialogue, il s'agit d'un conte dont la triviale sécheresse du titre évoque d'emblée le matérialisme absurde d'un Nicolas Gogol. Dans la pure tradition du *Nez* ou du *Manteau*, cette chaussure nous convie à la recherche d'elle-même dans le seul système au monde qui a naturalisé les pires cauchemars de l'écrivain : celui de l'ex-Union soviétique.

L'action, d'une simplicité sinon biblique du moins soviétique, a lieu à la fin des années 50 aux confins lettons de l'empire, dans une petite ville des bords de la Baltique. L'absurdité y commence avec la géographie, puisque la puissance hostile, c'est la Suède, qu'elle se trouve de l'autre côté de la mer et que l'armée soviétique considère la plage comme zone frontalière...

L'ouverture du film donne d'emblée le ton et précise la nature du drame comique qui va bientôt se dérouler. Un superbe plan à la Boris Barnet où le sable, la mer et le ciel se fondent dans l'éternité calme du petit matin y est progressivement détruit par l'irruption, hors champ puis dans le cadre, de bruits et de personnages divers : un tracteur qui traverse lentement le champ en pétaradant, une patrouille qui découvre sur le sable des traces suspectes de pas et une chaussure de femme abandonnée. Puis l'armée soviétique au grand complet débarque pour défendre ce paisible rivage contre la menace d'agression caractérisée que fait peser cette chaussure sur l'Union.

On saisit ici toute l'intelligence du cinéma de Pakalnina, qui suggère par des options de mise en scène – l'empiètement d'un espace, la saturation d'une bande-son, l'obturation de l'horizon – son propos : la nature paranoïaque, imbécile et violente de l'occupation soviétique. Partie d'un aussi bon pied, l'histoire se déroule toute seule, avec la mission confiée à une patrouille de retrouver coûte que coûte la propriétaire de la chaussure, dût-on la faire essayer à toutes les femmes du village.

Tournée en longs plans fixes, désincarnée jusqu'à l'abstraction, cette quête géométrique fourmille d'idées, mais, comme on le lui reprochera, manque singulièrement de personnages, ces vecteurs vitaux de la fiction au cinéma. Ce serait oublier que ce film évoque un pouvoir qui avait assigné au réel la place de la fiction, au point d'oublier que la mer est aussi un lieu de baignade.

Jacques Mandelbaum

INSTANTANÉ

LE FN CONTRE L'AIDE AU CINÉMA

LE CINÉMA n'aura pas tardé à faire les frais des compromis avec le Front national acceptés par certains présidents de conseils régionaux, comme Charles Millon en Rhône-Alpes. Mercredi 20 mai, le vote de la deuxième tranche du budget culture de la région a en effet abouti à la suppression des 9 millions de francs qui restaient à attribuer au fonds d'aide à la production. Cette initiative est d'autant plus symbolique que cette région avait joué un rôle pionnier dans ce système d'aide depuis la mise en place de Rhône-Alpes Cinéma, sous la direction de Roger Planchon, il y a sept ans.

De loin le plus actif de France, en sommes investies comme en nombre de films aidés, ce mécanisme d'aide sélectif, destiné à attirer des tournages dans la région, avait pourtant fait preuve d'un grand éclectisme dans les choix des projets retenus, parmi lesquels *Rien ne va plus*, de Claude Chabrol, *Le Hussard sur le toit*, de Jean-Paul Rappeneau, *Conte d'automne*, d'Eric Rohmer, *Lucie Aubrac*, de Claude Berri. Ou, parmi les films présents à Cannes, *La Classe de neige*, de Claude Miller et *Dis-moi que je rêve*, de Jean-Claude Mourieras.

La gauche ayant décidé de voter contre toutes les propositions de Charles Millon (ex-UDF), qui souhaitait le versement des 9 millions prévus, ce dernier est donc tributaire, à chaque vote, des voix de l'extrême droite, qui ne s'est pas privée, sur ce dossier, de faire sentir sa puissance, comme elle le fait aussi souvent que cela lui convient.

Tous les organismes professionnels présents au Festival de Cannes ont condamné cette décision et cherchent, de même que les pouvoirs publics, les moyens d'une contre-attaque sur ce dossier. Sur le dossier spécifique de Rhône-Alpes Cinéma, Marc Tessier, directeur général du Centre national du cinéma, affirmait, jeudi 21 mai, que M. Millon conserve la possibilité d'appliquer un correctif budgétaire pour rétablir le fonds.

J.-M. F.

LES AUTRES FILMS

VELVET GOLDMINE

SÉLECTION OFFICIELLE
en compétition
Film anglais de Todd Haynes. Avec Ewan McGregor, Jonathan Rhys Meyers, Toni Collette, Christian Bale, Eddie Izzard. (2 heures.)

Velvet Goldmine est un film vain sur un sujet intéressant. Difficile d'adresser le reproche à Todd Haynes de ne pas avoir réfléchi à son affaire. Il possède un point de vue très net sur cette période des années 70 qui voit l'émergence du « glam rock » de David Bowie, Iggy Pop et Brian Eno. Ils étaient alors les égéries de cette musique au confluent du rock underground américain et de la pop anglaise, en permanence en représentation dans des accoutrements excentriques, revendiquant haut et fort leur bisexualité.

Velvet Goldmine s'inspire vaguement de la vie du couple David Bowie-Iggy Pop, et le traite à la manière de *Citizen Kane*. C'est là que le bât blesse. Un journaliste enquête sur le prétendu assassinat de Brian Slade/David Bowie, qui s'était produit vingt ans plus tôt lors d'un concert, et rencontre tous ses proches les uns après les autres. Il en tire un portrait paradoxal, sauf que cette structure étoilée n'apporte rien de neuf. Le film aurait été construit de façon plus linéaire qu'on n'aurait pas vu la différence. Todd Haynes n'a rien à dire, et son regard sur une époque qui vit triompher la liberté sexuelle et l'insolence se perd dans des afféteries frôlant le ridicule. Comme cette scène où deux hommes s'embrassent sur le toit d'un immeuble et sont surpris par une soucoupe volante...

Le montage frénétique du film ne nous aide guère à suivre l'histoire, non plus que l'insertion de flashs subliminaux d'individus grimaçant sous leurs cheveux bleus hirsutes. *Velvet Goldmine* regorge de surprises, mais elles sont toutes mauvaises.

S.Bd

LES MUTANTS

UN CERTAIN REGARD
Film portugais de Teresa Villaverde. Avec Ana Moreira, Alexandro Pinto, Nelson Varela, Helder Tavares. (1 h 53.)

On ne peut manquer de relever la similitude qui existe au premier abord entre ce film de la jeune cinéaste portugaise Teresa Villaverde et celui de son compatriote Pedro Costa, sorti voici quelques mois sur les écrans, *Ossos*. Les deux œuvres évoquent l'existence de jeunes gens marginalisés et se caractérisent par un style qui privilégie la stase, ainsi qu'une propension à s'attarder longuement et silencieusement sur les visages.La différence est pourtant éclatante entre les deux réalisations et se lit d'emblée dans leur titre respectif : *Ossos* relève de la radiographie métaphysique, *Les Mutants* suggère une déviance socio-biologique de l'espèce humaine. Là où Costa trouvait dans l'immobilité absolue, l'asthénie physique et la radicalité de son regard la force ultime d'accompagner ses personnages, Villaverde, en variant ses effets stylistiques et en jouant de la violence et du spectaculaire, ne parvient pas à éviter le risque du clinquant esthétique et de la sociologie.

Elle rejoint ainsi la détestable tendance d'un jeune cinéma d'auteur qui consiste à élire des personnages asociaux et mutiques pour la stylisation que ces figures pemrmettent à leur cinéma, sans autre point de vue que celui qui consiste à les renvoyer à la figure du spectateur. Qui se lasse, évidemment.

J.M.

UN 32 AOÛT SUR LA TERRE

UN CERTAIN REGARD
Film canadien de Denis Villeneuve. Avec Pascal Bussières, Alexis Martin, Richard S. Hamilton, Serge Thériault. (1 h 28.)

Simone Prévost, la trentaine séduisante, après avoir trop roulé dans la nuit, se retrouve au petit matin évanouie dans sa voiture accidentée qui gît renversée sur le bas côté de la route. Indemne mais commotionnée, elle décide, comme le suggère le titre, d'arrêter un instant le cours futile de sa vie pour aller enfin à l'essentiel. C'est ainsi qu'elle annule son voyage en Italie, décide d'abandonner son métier de mannequin, et, revenue incognito en ville, téléphone à son meilleur ami, Philippe, un étudiant en médecine, pour lui demander de lui faire un enfant.

Amoureux depuis toujours de Nicole, Philippe tergiverse, puis finit par accepter à condition que la conception ait lieu dans un désert. Pourquoi diable ? Sans doute pour fournir au Canadien Denis Villeneuve le prétexte scénaristique de froides et belles images de Salt Lake City en entassant quelques clichés de plus sur l'embarras du couple moderne. Entre tape-à-l'œil et fantaisie branchée, le spectateur attend en vain que la glace se brise.

J.M.

Le Français Xavier Giannoli et la Britannique Linne Ramsay en piste pour la Palme d'or du court métrage

DÉSORMAIS REGROUPÉS dans un programme indépendant, les courts métrages de la Sélection officielle sont jugés par un jury distinct. Jean-Pierre Jeunet, Emmanuelle Béart, Angela Molina, Arnaud Desplechin et Jaco van Dormael décerneront la Palme d'or. Tenants d'une veine contemplative, ils pourraient être tentés de saluer le regard de la Turque Ebru Yapici sur un gamin de la banlieue fasciné par la grande ville qui lui paraît « *si loin si proche* » (*Kiyida*), ou par la fatalité qui pèse sur la rencontre entre une jeune patineuse et un garçon muet dans *Skate*, poème de neige et de pudeurs glacées de la Coréenne Eun Ryung-cho.

Adeptes du film vif et bref, où chaque seconde compte, ils hésiteront entre le film d'animation du Belge Vincent Bierrewaerts (*El Vento*, où un petit bonhomme résiste seul à une tornade), le trépidant film-gag (très applaudi) de l'Australienne Lynn-Maree Danzey (*Fetch*, l'histoire d'un rendez-vous amoureux qui tourne à la cascade de morts brutales à cause d'un chien tout fou qui n'a de cesse de vouloir jouer à la baballe), voire celui du Slovène Zdravko Barisic (*Baltanska ruleta*, partie de roulette russe, dont les règles sont délibérément pipées par un assassin en puissance, censée servir de métaphore à la dernière guerre des Balkans et à la trahison des valeurs).

La comédie de l'Irlandais Martin Mahon (*Happy Birthday to Me*, où une femme sabote sans le savoir son dernier espoir de fêter dignement son anniversaire), l'étrangeté du film de l'Australien Gregory Quail (*I Want You*, où une jeune femme s'introduit chez un étranger qui l'obsède) et la facture un rien hallucinée du délire parano de David Lodge (*Horseshoe*, adapté d'un texte de Charles Bukowski) peuvent être considérées comme des outsiders.

LES CAPRICES D'AVA GARDNER

Mais la Palme devrait se jouer en fait entre le Français Xavier Giannoli et la Britannique Lynne Ramsay. Le premier signe avec *L'Interview* une séduisante satire des milieux journalistiques et des comportements des stars. Son héros, interprété à merveille par Mathieu Amalric, décroche un rendez-vous avec Ava Gardner, s'emballe, débarque à Londres, et se heurte, lors d'une entrevue des plus cocasses, aux caprices de la vedette de *La Comtesse aux pieds nus*. Rythmé, ce cocktail de malice et de nostalgie a tout pour séduire tous les publics.

Lynne Ramsay, déjà couronnée en 1996 par un Grand Prix du jury pour un autre court métrage, *Small Death*, impose un style très personnel, une science du cadrage et une sensibilité exacerbée pour nous plonger dans les affres de deux petites filles qui se disputent le même père. C'est enlevé, percutant, d'une maestria qui rappelle celle de Jane Campion (comme elle, Lynne Ramsay est une ancienne photographe).

J.-L. D.

Les rappeurs de Secteur A célèbrent leur succès et l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage

Les deux dates à l'Olympia constituent un aboutissement pour la bande de Garges-Sarcelles

Si les rappeurs vedettes rassemblés dans le Secteur A, Doc Gynéco, Passi, Stomy Bugsy, Nég'Marrons, Janik, Hamed Daye, Arsenik, ont choisi les 22 et 23 mai pour se produire dans la salle mythique du boulevard des Capucines, à Paris, c'est pour célébrer, à leur manière, en *« descendants d'esclaves ou de colonisés »*, l'étape martiniquaise de l'abolition de l'esclavage il y a tout juste cent cinquante ans.

SECTEUR A : Doc Gynéco, Passi, Stomy Bugsy, Nég'Marrons, Janik, Hamed Daye, Arsenik.
L'OLYMPIA, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Les 22 et 23 mai. 20 h 30. Tél. : 01-47-42-82-45.

L'Olympia comme aboutissement. Un lieu mythique comme symbole d'un triomphe, celui d'une bande de copains de Garges-Sarcelles. Les membres de la Secte Abdulaï, liée au groupe sulfureux et fondateur Ministère AMER, ont essaimé en une myriade de talents qui ont infiltré le showbiz en se fédérant sous le nom de Secteur A. Rappeurs vedettes de cette structure d'édition, de production et de management, Doc Gynéco, Passi et Stomy Bugsy ont vendu plus d'un million d'albums à eux trois.

Célébration aussi, car si le Secteur A a choisi la date du 22 mai pour investir la salle du boulevard des Capucines, c'est pour célébrer le cent cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage – l'application, à partir du 23 mai, du décret du 27 avril 1848 en Martinique. Bras d'honneur enfin parce que, porte-parole cinglant devenu chef d'entreprise avisé, Kenzy n'oublie pas son sens de la provocation. *« Nous avons été contactés par plusieurs ministères pour commémorer cet événement*, explique-t-il en coulisses. *Cette soirée est une façon de dire merde à toutes ces offres. Une dizaine de petits nègres, descendants d'esclaves ou de colonisés, s'attaquent à un symbole franco-français aussi fort que la baguette ou le béret. »*

Le rideau ne se lève pas sur des rappeurs en survêt' et casquette mais sur les dix-sept percussionnistes de Mi'Yo en pagne africain, une main encore alourdie par une chaîne. L'un d'eux réclame une minute de silence avant que ce groupe antillais n'entame les sarabandes rythmiques du gwo ka, genre musical guadeloupéen directement hérité des traditions tribales africaines.

Paradoxe ou réussite, une majorité du public saluant ces allégories afrocentristes est blanc, très

Le mélange détonant d'un public « pluriel »

Vers 18 heures, les jeunes filles des beaux quartiers sont les premières à faire la queue devant l'Olympia. Elles frétilleront bientôt devant les sexe-symbols de Secteur A, Stomy Bugsy et Doc Gynéco. Devant l'entrée des artistes, de petites bandes venues de Garges-Sarcelles ou de Villiers-le-Bel sont en quête d'invitations. Regroupés ensuite sans billet devant l'entrée de la salle, ils déborderont le service d'ordre au point de rentrer en force. Enivrés par cette réussite, ils conquièrent les sièges du balcon réservés aux VIP. Pendant les concerts, ce public hétéroclite communie, même si les « lascars » préfèrent le reggae profond de MC Janik ou les pulsions viriles d'Arsenik. Un entracte viendra malheureusement rappeler les menaces qui pèsent sur les concerts de rap. Rapides échauffourées. Sur scène, on rappelle que ce 22 mai doit rester un symbole de paix et d'unité. Le calme revient. A la sortie, certains filent prendre le dernier RER, d'autres seront raccompagnés par leurs parents.

jeune et à majorité féminine. En se dispersant en solo, les guerriers du Ministère AMER se sont rapprochés de la chanson pour élargir leur audience. *Classez-moi dans la variét*, proclame un titre de Doc Gynéco. Kenzy revendique ce changement de cap. *« Notre plus grand désir est d'être considérés comme des chanteurs pop. Nous avons compris que la séduction fonctionnait mieux que l'affrontement pour faire rentrer nos idées dans les mœurs. »* Les chansons de la plupart de ces artistes papillonnent entre engagement radical et mélodies faciles. Originaires de Garges-lès-Gonesse, Ben-J, Djamatik et Jacky ont baptisé leur groupe du nom qu'on donnait aux esclaves en fuite, les Neg'Marrons. Ce parfum de révolte se décore de refrains enjôleurs d'un reggae sautillant. Sur l'air nonchalant de *Travailler, c'est trop dur*, ils ont écrit *A.N.P.E.*, « Aucun Nègre Pour l'Emploi ».

On entend des demoiselles crier *« Stomy ! »*. Le parcours de ce jeune homme d'origine cap-verdienne est typique de l'évolution des tchatcheurs de Sarcelles. Chanteur de Ministère AMER, au côté de Passi et Hamed Daye, il encourait les foudres des autorités et des médias. En solo, son personnage de « gangster d'amour » est devenu l'un des sex-symbols favoris des cours d'école. Des chansons comme *Mon papa à moi est un gangster* ou *Mes forces décuplent (quand on m'inculpe)* recyclent au deuxième ou au troisième degré les thèmes les plus virulents de ses anciens rap.

Les puristes du hip-hop (les « scarlas » ou lascars) font la moue, les jeunes filles (rebaptisées *« Scarlett O'Hara »* par Stomy) lui jettent des peluches. Sur son premier album, *Les Tentations*, Passi a su jouer aussi de la légèreté. Mais cette journée anniversaire lui fait préférer des chansons plus graves – *Le maton me guette*, *Les Flammes du mal* –, auxquelles sa présence donne encore plus d'épaisseur.

La soirée impressionne par son professionnalisme : les membres du Secteur A s'appliquent à échanger chanteurs, musiciens et DJ. Un pour tous, tous pour un. On les croit définitivement reconvertis dans la chanson rap consensuelle quand déboule Arsenik, des cousins de Villiers-le-Bel. Deux voix rauques de chats sauvages, des rimes qui claquent comme le chargeur d'un automatique, des musiques oppressantes à souhait pour des histoires désespérement violentes et sombres. Leur album, *Quelques gouttes suffisent*, sera l'une des sensations rap de l'été.

Et, comme pour prouver l'indéfectible lien entre les artistes de ce collectif, ce sont ces gros durs qui introduiront le *« Gainsbourg black des banlieues »*, Doc Gynéco. Somnambulique, jean tombant à mi-fesses, le plus brillant des auteurs de la bande allait démontrer que les plus beaux hold-up se passent souvent en douceur.

Stéphane Davet

SORTIR

PARIS

Nuit Lars von Trier
A l'occasion de la sortie des *Idiots*, le cinéma Racine Odéon consacre une nuit au réalisateur danois Lars von Trier. A l'affiche : *Les Idiots*, *Epidemic* et *Element of Crime*. Un clip inédit sera également projeté et un petit déjeuner figure au menu.
Racine Odéon, 6, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 6e. Mo Odéon. Le 23 mai à minuit. Tél. : 01-43-26-19-68.

Ilka Schönbein
Ilka Schönbein rentre au théâtre. Cette adepte glorieuse du théâtre de rue, qui, depuis des années, transporte à travers l'Europe des spectacles magnifiques et impressionnants, se pose au Théâtre d'Ivry. Elle présente un spectacle destiné aux enfants à partir de cinq ans : *Le Roi grenouille*. Une histoire qui commence par *« Il était une fois dans une grande et sombre forêt une fontaine magique. Et pour s'y être baigné un prince est devenu grenouille... »*
Théâtre d'Ivry, 1, rue Simon-Dereure, Ivry (92). Mo Mairie-d'Ivry. Tél. : 01-46-70-21-55. Du lundi au dimanche à 15 heures. Du 25 mai au 5 juin.

Malika Domrane
Elle est l'une des chanteuses du très beau disque *Algérie voix de femmes* (Blue Silver), paru en 1997. Malika Domrane interprète ses propres compositions depuis 1979. Sur une musique marquée par la variété populaire algérienne, elle chante entre autres les souffrances des femmes. Elle a fui Tizi Ouzou en 1995 pour se réfugier en France.
Le Trianon, 80, bd de Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. Le 24 mai, à 15 heures. Tél. : 01-40-35-20-92.

Ramiro Naka
Depuis la sortie de son album *Salvador* chez Mango, il y a quelques années, c'est un peu la traversée du désert pour ce musicien chanteur originaire de Guinée Bissau. Ses rythmes chaloupés chantés en créole portugais ne manquent pourtant pas d'atouts. Il tente un retour avec un nouvel album, en quête de distribution, et ce concert pour lequel il sera rejoint par l'ancien arrangeur de Cesaria Evora, le pianiste cap-verdien Paulinho Vieira.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. Le 23 mai, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. 90 F.

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE : la Sacem a réparti 2,659 milliards de francs en 1997,** auprès de 70 000 créateurs français et étrangers, pour 600 000 œuvres. Selon la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, les médias audiovisuels ont généré le plus gros apport (1 milliard de francs) devant les disques, cassettes et vidéos, et les spectacles et bals. Les frais de gestion de la Sacem représentent 17,3 % des perceptions.

■ **THÉÂTRE : la Mairie de Paris lance la 9e édition de l'opération « Prenez une place, venez à deux ».** Les 2, 3 et 4 juin, 98 théâtres parisiens – nationaux, privés et municipaux, ainsi que des cafés-théâtres – proposent une deuxième place gratuite à chaque spectateur en achetant une. 96 000 spectateurs ont bénéficié en 1997 de cette initiative, qui permet cette année de choisir entre 373 spectacles. Renseignements par téléphone au 01-42-78-44-72 ou par le serveur Minitel 3615 Paris.

■ **L'Association pour le soutien du théâtre privé,** craignant de voir les salles parisiennes se vider pendant la Coupe du monde de football, lance l'opération « Foot de théâtre ». Il s'agit de proposer 10 000 places à 50 % de leur prix, du 8 juin au 12 juillet, pour les spectacles se donnant dans une vingtaine de théâtres privés. Les places pourront être retirées soit à la Fnac, soit dans les salles une heure avant le début des représentations, soit auprès de Ticket Plus, qui donne la liste des salles participant à l'opération. Tél. : 01-49-87-50-50.

■ **VANDALISME : quatre tableaux du XVIIe siècle italien,** exposés au Palais de Venise, à Rome, dans le cadre d'une exposition temporaire intitulée « Science et miracles dans l'art du XVIIe siècle », ont été troués par des vandales, mercredi 20 mai. Les trous, cinq en tout, ont le diamètre d'une paille et ne sont pas centrés sur les visages mais ont été percés sur les plis des vêtements des personnages représentés. Le plus précieux des tableaux, *La Guérison du possédé par le démon*, a été réalisé par Mattia Preti (1613-1699). Les autres tableaux endommagés sont de Paolo De Mattei et Antonio Zanchi.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Aprile
de Nanni Moretti (italien, 1 h 18).
Blues Brothers 2000
de John Landis (américain, 2 h 03).
Dark City
d'Alex Proyas (américain, 1 h 35).
Les Idiots
de Lars von Trier (danois, 1 h 47).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

Les Affranchis (**)
de Martin Scorsese.
Américain, 1990 (2 h 21).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Le Cinéma de papa
de Claude Berri.
Français, 1970 (1 h 35).
UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1er ; Pathé Wepler, dolby, 18e.
Le Temps de l'innocence
de Martin Scorsese.
Américain, 1993 (2 h 15).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Tous en scène
de Vincente Minnelli.
Américain, 1953 (1 h 52).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Un jour à New York
de Stanley Donen.
Américain, 1943, copie neuve.
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60 +) ; Mac-Mahon, 17e (01-43-80-24-81).
(**) *Interdit aux moins de seize ans.*

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Voyageur d'Angkor
d'après Tchéou Ta-kouan, mise en scène de Danièle Cavigliolí, avec Jean de Coninck et Léah Rosenblum (danseuse).
Théâtre international de langue française (parc de la Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 24, à 16 heures. Tél. : 01-40-03-93-95. De 35 F à 110 F.

La Cerisaie
d'Anton Tchekhov, mise en scène d'Alain Françon.
Comédie-Française Salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris-1er. Mo Palais-Royal. Le 23, à 20 h 30 ; le 24, à 14 heures. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 185 F.

Nigel Rogers (ténor).
Paul O'Dette (luth).
Œuvres de Dowland. Morley. Guédron. Bataille. Moulinié. Lawes. d'India.
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 24, à 15 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

Les Quatre Rustres
de Wolf-Ferrari. Orchestre Pasdeloup, Andreas Stoehr (direction), Jean-Claude Auvray (mise en scène).
Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris-2e. Mo Richelieu-Drouot. Le 24, à 16 heures. Tél. : 01-42-44-45-46. De 50 F à 350 F.

Compagnie la Bacchanale
Danser c'est vivre.
Studio Danse-théâtre et musique, 6, rue de la Folie-Méricourt, Paris-11e. Mo Saint-Ambroise. Le 23, à 20 h 30 ; le 24, à 17 heures. Tél. : 01-47-00-19-60. 50 F.

Solos sans frontières
Chorégraphies de Janet Amato. Marie-Claude Astor. Brigitte Dupré La Tour. Simonetta Parisi.
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris-13e. Mo Glacière. Le 24, à 18 heures. Tél. : 01-45-89-01-60. De 60 F à 80 F.

La Cricca d'Umberto
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-1er. Mo Châtelet. Le 23, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Sara Lazarus Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1er. Mo Châtelet. Le 24, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

The Recliners
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris-8e. Mo Saint-Augustin. Le 23, à 23 h 30. Tél. : 01-42-25-18-06. Entrée libre.

Cradle of Filth
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18e. Mo Anvers. Le 23, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. 121 F.

Michel Udiany
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris-2e. Mo Sentier. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-42-36-37-27.

Michel Bühler
Le Loup du faubourg, 21, rue de la Roquette, Paris-11e. Mo Bastille. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-40-21-90-95. 70 F.

Nyssen
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris-13e. Mo Quai-de-la-Gare. Le 23, à 20 heures. Tél. : 01-53-82-02-04. Entrée libre.

Nuit jamaïcaine
Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 23, à 21 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. De 100 F à 120 F.

Sandra Codoy et Couleur Brésil
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10e. Mo Château-d'Eau. Le 24, à 15 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. 50 F.

Jim Rotondi Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris-6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Le 23, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Chab Mami
Combs-la-Ville (77). La Coupole, rue Jean-François-Millet. Le 23, à 20 h 45. Tél. : 01-60-34-53-60. 80 F.

...S DE LA SOIRÉE
...TÉLÉVISION
FILMS DU JOUR
GUIDE TÉLÉVISION

SAMEDI 23 MAI

FILMS DE LA SOIRÉE

17.50 Comment l'esprit vient aux femmes ■ ■
George Cukor (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 100 min). Cinétoile

23.00 Dernières heures à Denver ■ ■
Gary Fleder (Etats-Unis, 1995, 109 min). Canal +

23.00 L'Impasse tragique ■ ■
Henry Hathaway (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil

23.20 Blow Out ■ ■
Brian De Palma (Etats-Unis, 1981, 100 min). Cinétoile

1.00 Café Society ■ ■
Raymond DeFelitta (Etats-Unis, 1993, v.o., 105 min). Cinéstar 1

1.35 L'Invasion des profanateurs de sépultures ■ ■
Don Siegel (Etats-Unis, 1955, N., v.o., 75 min). Arte

2.15 Au loin s'en vont les nuages ■ ■
Aki Kaurismäki (Finlande, 1995, v.o., 95 min). Canal +

2.25 Papa est en voyage d'affaires ■ ■
Emir Kusturica (Yougoslavie, 1984, 130 min). Cinétoile

3.05 Chronique d'une mort annoncée ■ ■
Francesco Rosi (France - Italie, 1986, 105 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

16.10 Le Monde des idées. Thème : Israël - Palestine. Avec Alain Finkielkraut, philosophe ; Danièle Sallenave, écrivain. LCI

MAGAZINES

19.00 T.V. +. Canal +
19.10 Le Club de l'éco. Invité : René Monory. LCI
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 23 mai 1948. La laïcité et l'école. Invité : Jean-Marie Mayeur. Arte
19.55 Le Club. Invitée : Anne Vernon. Ciné Cinéfil
20.00 Thalassa. Marins givrés. TV 5
20.00 Rive droite, rive gauche. Spécial Cannes. Paris Première
20.30 Les Couche-tôt. Invitées : Zazie, Native. TSR
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Spécial mai 68. Invités : Michel Winock, Henri Weber, Danièle Tartakowsky. Histoire
21.00 Faut pas rêver. TV 5
21.45 Metropolis. Cannes 98. Paroles de critiques. Arte
22.20 T'as pas une idée. Invitée : D. Mitterrand. Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

19.00 Les Maîtres du regard. Ernest B. Schoedsack. Paris Première
19.30 L'Homme aux ornithorynques. Odyssée
19.35 Moscou, trois jours en août. Planète
20.35 Djabote. Doudou N'Diaye Rose. Planète
20.35 Le Monde inconnu des serpents. TMC
20.45 L'Aventure humaine. Madagascar. Arte
20.55 Accordéon toujours. [2/2]. Odyssée
21.00 *Paris Black.* Muzzik
21.20 Enquêtes médico-légales. [12/13]. A la recherche du meurtrier. Planète
21.30 Au-delà du visible. TMC
21.50 Boat People : les Oubliés de l'espoir. Odyssée
21.55 La Maladie de la vache folle. [2/2]. Etat de la recherche. Planète
22.40 ► Aux p'tits bonheurs la France. Et vive l'école ! France 3
22.55 Le Droit à la parole. Planète
23.00 La Grand-mère d'Israël. Histoire
23.40 Music Planet. Guildo Horn. Arte
23.40 *Les Maîtres du regard.* Max et Dave Fleischer. Paris Première

SPORTS EN DIRECT

15.30 Rugby. Coupe de France. Trophée Yves du Manoir. Quart de finale : Toulouse - Brive. France 2
17.25 Cyclisme. Midi Libre. 5e étape : Nîmes - Mende (180 km). France 2
18.30 Cyclisme. Tour d'Italie. 7e étape : Lago Laceno - Matera. Eurosport
20.00 Football. Festival espoirs de Toulon. Finale. France-Argentine. Eurosport

MUSIQUE

19.55 Beethoven par Otto Klemperer n° 2. Muzzik
20.30 Opéra : Offenbach tragicomique. Les Contes d'Hoffmann. Mise en scène. John Schlesinger. Dir. Georges Prêtre. Mezzo
22.05 La Clémence de Titus. Mise en scène. Nicholas Hytner. Dir. Andrew Davis. Muzzik
0.30 Sonny Rollins. Montréal 82. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.30 Des grives aux loups. [1/2]. Festival
20.35 La Vérité inavouable. Peter Werner. Canal +
20.35 Charlemagne, le prince à cheval. Clive Donner [2/3]. Ciné Cinémas
20.55 Quand un ange passe... Bertrand Van Effenterre. France 3
23.15 Photo souvenir. E. Sechan. Festival

SÉRIES

20.40 Derrick. Alina Malikowa. Docteur Schöne. RTL 9
20.55 FX, effets spéciaux. Hold-up. M 6
21.00 The Lazarus Man. Le général qui voulait être roi. Canal Jimmy
21.30 Buffy contre les vampires. Les hyènes. Série Club
21.50 The Sentinel. Les funambules. M 6
22.15 Brooklyn South. Doggonit (v.o.). Série Club
22.30 La Rivière Espérance. [3/9]. TV 5
22.45 L'Hôpital et ses Fantômes. [6/11] Réminiscence. Arte
22.45 Players : les maîtres du jeu. Sur scène. M 6
23.00 Kindred, le clan des maudits. Les vampires ont aussi leurs lois (v.o.). 13e Rue
23.15 Star Trek, la nouvelle génération. Indices. Canal Jimmy
23.45 Homicide. Canicule. Série Club
0.35 Galactica. Le retour de Starbuck. 13e Rue
0.40 Underground. [6/6] (v.o.). Arte
1.00 Seinfeld. La secrétaire (v.o.). Canal Jimmy
1.25 Friends. Celui qui était dans la caisse (v.o.). Canal Jimmy
3.30 Star Trek, la nouvelle génération. Indices (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 20.15 Arte
« Le Dessous des cartes »

Analyser les fondements et les enjeux de la crise actuelle au Kosovo n'est pas un exercice facile. Jean-Christophe Victor a relevé le défi dans sa chronique de géopolitique, en dix minutes et dans une forme accessible à tous les publics. Quelques cartes donc et autant d'explications claires et précises sur le conflit qui secoue cette province du sud de la Serbie peuplée à 90 % d'Albanais de souche. Quelques raccourcis aussi, mais qui permettent d'aller droit au but, sans complaisance, pour mieux expliquer une situation inextricable où les légitimités de deux peuples s'affrontent sur un même territoire. Pas de solution non plus mais un constat en forme de conclusion : l'apartheid entre Blancs ne suscite pas le même refus que celui des Blancs contre les Noirs. – *E. H.*

● 20.55 France 3
Quand un ange passe

Paris, hiver 1998. Martine apprend que sa fille va pratiquer une IVG. Cette découverte la renvoie à sa jeunesse, trente ans plus tôt à Nantes. Elle fréquente alors un cours privé où on enseigne les bonnes manières aux jeunes filles de bonne famille. Elle se retrouve pourtant enceinte après sa première expérience sexuelle. Contre l'avis de sa mère et avec la complicité passive de son père, elle avorte clandestinement en Suisse. A ses parents désemparés, Martine ne sait que dire : *« Je veux décider de ma vie. »* Signé Bertrand Van Effenterre, ce téléfilm tiré du roman de Stéphane Denis, *Les Evénements de 67*, raconte avec simplicité l'histoire de deux générations qui s'affrontent et se réconcilient au gré de l'évolution des moeurs et des mentalités. – *K. N.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Beverly Hills.
20.00 Journal, Allez les bleus.
20.35 Spécial F1.
20.45 Le Résultat des courses, Météo.
20.52 Trafic infos.
20.55 La télé s'amuse.
23.10 Hollywood Night. Apparences trompeuses. Téléfilm. O Rodney Gibbons.
0.50 Formule F1.
1.25 TF 1 nuit, Météo.
1.40 Les Rendez-vous de l'entreprise.

FRANCE 2

18.50 Farce attaque... à la Guadeloupe.
19.45 et 20.55 Tirage du Loto.
19.50 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.45 A cheval, Météo.
21.00 Fiesta.
23.15 Du fer dans les épinards. Nous sommes tous dépendants.
0.50 Journal, Météo, Signé Croisette.
1.15 Les 30 Dernières Minutes.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 et 0.55 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Petites bêtises.
20.10 Les Indiffusables.
20.40 Tout le sport.
20.55 Quand un ange passe... Téléfilm. Bertrand Van Effenterre.
22.40 ► Aux p'tits bonheurs la France. Et vive l'école !
23.35 Météo, Soir 3.
0.00 Musique et Cie. Jean Guillou.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.05
19.00 T.V. +.
20.05 Les Simpson.
► En clair jusqu'à 20.35
20.30 Le Journal du Festival.
20.35 La Vérité inavouable. Téléfilm. Peter Werner.
22.00 Billard.
22.50 Flash infos.
23.00 Dernières heures à Denver ■ ■ Film. Gary Fleder.
0.50 Pluies de roses sur Manhattan. Film. Michael Goldenberg (v.o.).

ARTE

19.00 Absolutely Fabulous. [6/18] (v.o.).
19.30 Histoire parallèle.
20.15 *Le Dessous des cartes.* Kosovo.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. Madagascar.
21.45 Metropolis.
22.45 L'Hôpital et ses Fantômes. [6/11].
23.40 Music Planet. Guildo Horn.
0.40 Underground. Feuilleton [6/6] (v.o.).
1.35 L'Invasion des profanateurs de sépultures ■ ■ Film. Don Siegel (v.o.).

M 6

19.10 Turbo, Warning.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.00 et 20.40 Ciné 6.
20.10 Les Piégeurs.
20.54 La Trilogie du samedi. 20.55 FX, effets spéciaux. Hold-up. 21.50 The Sentinel. Les funambules. 22.45 Players : les maîtres du jeu. Sur scène.
23.35 SOS mutants. Téléfilm. Δ Tommy Lee Wallace.
1.20 DJ d'une nuit. Jean-Michel Jarre.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Fiction. Bertolt Brecht aurait cent ans. La Décision et autres textes.
22.35 Opus. Philippe Fénelon crée une nouvelle oeuvre à l'opéra Bastille.
0.05 Le Gai Savoir. Etienne Guyon, ancien directeur du Palais de la Découverte.

FRANCE-MUSIQUE

19.31 Opéra. *Norma*, de Bellini. Enregistrée le 21 mai, à l'Opéra de Paris-Bastille, par le Choeur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Fabio Luisi : Sergei Larin (Pollione), Carlo Colombara (Oroveso), Jane Eaglen (Norma).
23.07 Présentez la facture. Les sons du Philharmonique de Vienne.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Le Violoniste Frank Peter Zimmermann. Œuvres de Ysaÿe, Saint-Saëns, Debussy, Stravinsky, Mozart, Brahms.
22.40 Da Capo. Archives Fritz Reiner.

DIMANCHE 24 MAI

FILMS DU JOUR

17.35 Les Créatures ■ ■
Agnès Varda (France, 1966, N., 90 min). Ciné Cinéfil

19.30 Papa est en voyage d'affaires ■ ■
Emir Kusturica (Yougoslavie, 1984, 130 min). Cinétoile

20.13 Ipcress, danger immédiat ■ ■
Sidney J. Furie (Grande-Bretagne, 1965, 102 min). 13e Rue

20.30 Casanova le petit ■ ■
Sam Wood (Etats-Unis, 1944, N., 95 min). Ciné Cinéfil

20.40 Papillon ■ ■
Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1973, 150 min). RTL 9

21.30 ► Les Affranchis ■ ■
Martin Scorsese (Etats-Unis, 1990, v.o., 130 min). Paris Première

21.40 La Terrasse ■ ■ ■
Ettore Scola (France - Italie, 1979, 160 min). Cinétoile

22.05 L'Impasse tragique ■ ■
Henry Hathaway (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil

22.20 Merci la vie ■ ■
Bertrand Blier (France, 1991, 115 min). Cinéstar 1

23.10 Frankenstein Junior ■ ■
M. Brooks (EU, 1974, N., 105 min). RTL 9

23.15 Sang pour sang ■ ■
Joël Coen (Etats-Unis, 1984, v.o., 95 min). Ciné Cinémas

23.15 Carmen ■ ■
Cecil B. DeMille (Etats-Unis, 1915, N., 65 min). Muzzik

0.15 Drowning by Numbers ■ ■
Peter Greenaway (Grande-Bretagne, 1988, v.o., 115 min). Cinéstar 1

0.20 Lady Oscar ■ ■
Jacques Demy (Angleterre - Japon, 1978, v.o., 125 min). Cinétoile

0.55 Le Château de verre ■ ■
René Clément (France - Italie, 1950, N., 95 min). RTL 9

2.30 Barry Lyndon ■ ■ ■
Stanley Kubrick (Grande-Bretagne, 1975, 180 min). Ciné Cinémas

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.05 et 1.25 Polémiques. Invité : Charles Millon. France 2
12.10 et 23.10 Le Monde des idées. Thème : Israël - Palestine. Avec Alain Finkielkraut, philosophe ; Danièle Sallenave, écrivain. LCI
18.30 Le Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI. Invité : Nicolas Sarkozy. LCI
19.00 Public. Invité : Bruno Megret. TF 1
22.35 Dimanche soir. Invité : François Bayrou. France 3

MAGAZINES

9.30 Journal de la création. Castro. Morellet. Py. La Cinquième
11.00 Droit d'auteurs. Invités : Tonino Benacquista, Ferdinando Camon, Pierre Combescot. La Cinquième
12.30 Arrêt sur images. La Cinquième
13.00 Lignes de mire. Invité : Frédéric Dard. France 3
13.00 Thalassa. Marins givrés. TV 5
13.50 Les Quatre Dromadaires. Tuer pour vivre [5/6]. France 3
14.00 *La Planète ronde.* Paris : Parc des Princes. Invités : Francis Borelli, Jean Durry, Daniel Hechter, Mustapha Dahleb. La Cinquième
14.00 Faut pas rêver. Invité : Jacques Lacarrière. TV 5
14.30 Les Dossiers de l'Histoire. Berkeley-Saïgon-Nanterre. La Commune étudiante. Histoire
16.00 Naturellement. Europe sauvage : Montagne. France 2
16.30 ► Le Sens de l'Histoire. Le 7e jour d'Israël, un kibboutz en Galilée. Invités : Frédéric Encel, Ilan Greilsamer, Charles Enderlin. La Cinquième
17.50 Fréquenstar. Jean-Jacques Goldman. M 6
18.05 Courts particuliers. Spécial Scorsese. Paris Première
19.00 Le Gai Savoir. La liberté d'expression est-elle en danger ? Invités : Richard Ducousset, Antoine Gaudinot, Olivier Orban, Marc Domingo. Paris Première
19.05 Le Club. Anne Vernon. Ciné Cinéfil
19.30 Mai 68. L'autorité dans la famille. Histoire
20.00 Mise au point. Travail des enfants : en Europe aussi... Dans la jungle des caisses maladie. Le palmarès du Festival de Cannes en direct. TSR
20.30 Rive droite, rive gauche. Spécial Cannes. Paris Première
20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Paroles de mai. La révolution introuvable. Histoire
20.50 Zone interdite. Je déménage. M 6
22.30 Cinéma : Spécial Cannes. En direct. Les premières réactions du jury et des lauréats après la cérémonie de clôture du festival. LCI
22.30 Viva. L'affaire des «faux» Van Gogh. TSR
23.00 Envoyé spécial, les années 90. Des brouettes pour le Koweït. Ungaro, le séducteur. A.V.R.E. de paix. Histoire

DOCUMENTAIRES

17.25 Enquêtes médico-légales. [12/13]. A la recherche du meurtrier. Planète
18.00 La Maladie de la vache folle. [2/2]. Etat de la recherche. Planète
18.30 La Grand-mère d'Israël. Histoire
18.30 Voyage au royaume des dieux. [1/13]. Jérusalem, une mosaïque de foi. Odyssée
18.55 Le Droit à la parole. Planète
19.00 Cybersecret. Odyssée
19.01 ► Soirée thématique : Ingmar Bergman. Arte
19.50 Les Eléphants de Tsavo. Planète
19.55 Indochine. De Dien Bien Phu à Dien Bien Phu. Odyssée
20.35 Mai 68. [3/3]. Planète
20.50 Le Feu de la Terre. [4/6]. Cordillère des volcans. Odyssée
21.45 Underground USA. [5/14]. Rock à New York - Rave party. Planète
21.45 Aux guerriers du silence. Odyssée
22.20 Je suis resté vivant. Planète
22.25 Hotel King David. RTBF 1
22.40 Avec Matisse à Tanger. Odyssée
22.50 Lignes de vie. Paul. France 2
23.10 Les Chevaliers. [5/6]. Bertrand du Guesclin et le Prince Noir : les frères ennemis. Planète
23.30 Hongkong : une subtile trahison. Odyssée
0.00 Pillar of Fire. [2/2]. 1938-1948. Histoire
0.15 Au coeur des Dolomites. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

14.20 Formule 1. Championnat du monde. Grand Prix de Monaco. La course. TSR - TF1 - TMC
16.30 et 20.00 Football. Championnat d'Europe des moins de 21 ans. Groupe B : Norvège - Suède. Groupe B : Espagne - Russie. A Bucarest (Roumanie). Eurosport

MUSIQUE

18.00 Joe Lovano à Montréal 1995. Muzzik
20.30 Virtuoses : Hakan Hardenberger, trompettiste. Mezzo
21.00 Jazz à Antibes 1986. Muzzik
0.10 Musiques au coeur. Jean-Claude Casadesus. France 2
0.20 Oregon. Avec Ralph Towner, piano et guitare ; Paul McCandless, saxo et hautbois ; Glen Moore, basse ; Trilok Gurtu, percussions. Muzzik

TÉLÉFILMS

19.05 Pas une seconde à perdre. Jean-Claude Sussfeld. Festival
20.05 *et 22.30* L'Affaire Dreyfus. Yves Boisset [1 et 2/2]. TV 5
20.30 Des grives aux loups. Philippe Monnier [2/2]. Festival
20.55 Cherche famille désespérément. François Luciani. Téva
21.30 L'Enfant miracle. Michael T. Pressman. Disney Channel
21.45 En présence d'un clown. Ingmar Bergman (v.o.). Arte

SÉRIES

18.55 Demain à la une. Esprit de famille. M 6
19.15 Highlander. A la santé du diable. Série Club
20.00 Seinfeld. La secrétaire (v.o.). Canal Jimmy
20.25 Dream On. Charrette bien ordonnée (v.o.). Canal Jimmy
20.45 Les Incorruptibles. Le roi de l'artichaut. Série Club
20.45 Columbo. Le Meurtre aux deux visages. RTBF 1
20.50 Enquête privée. L'esprit de revanche. Le dernier jour. France 3
21.00 Presque parfaite. Sérénade à six (v.o.). Canal Jimmy
21.55 La Chambre secrète. Première bataille (v.o.). 13e Rue
22.10 Friends. Celui qui savait faire la fête (v.o.). Canal Jimmy
22.20 Chapeau melon et bottes de cuir. Lavage de cerveau (v.o.). 13e Rue
22.35 New York Police Blues. Une sombre histoire de boîte (v.o.). Canal Jimmy
23.00 Stargate SG-1. Le feu et l'eau. Série Club

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'oeuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 22.50 France 2
« Lignes de vie »

« Paulo » et ses parents

C'EST un enfant comme les autres, sauf qu'il a depuis sa naissance un handicap très sévère. Paul est infirme moteur cérébral. Des lésions au cerveau, dues sans doute à une asphyxie périnatale, ont entraîné de graves troubles psychomoteurs. Les gestes sont difficiles, à la limite de l'impossible. Paul ne peut pas parler mais il comprend tout. Quand ses parents, *Jane et Lucien, ont pris* conscience de son *« état de détresse extraordinaire »*, ils ont décidé de lutter.

Un combat au jour le jour, année après année. Il a fallu le tenir à bras-le-corps, lui apprendre à remuer les mains, les doigts, saisir une fourchette. Et trouver de l'aide. Succession d'espoirs et de désillusions qui en dit long sur le grand vide existant. Ils vont en Angleterre où l'on pratique des méthodes de pédagogie conductrice. Paul fait des progrès mais il est renvoyé à cause de son mauvais caractère. A Paris, il est pris en charge par le Cesap (Comité d'étude et de soins aux polyhandicapés), mais l'école, *« très orthopédique »*, ne satisfait pas ses parents. Ils souhaitent une pédagogie plus active, qui donne de l'autonomie aux enfants. En Hongrie, Paul *« sème le souk »* et se fait renvoyer encore. Jane et Lucien s'installent en Bourgogne, aménagent la maison, organisent eux-mêmes les soins et exercices épuisants. L'ouverture d'une école spécialisée à Paray-le-Monial les aide considérablement, comme les visites d'une éducatrice hongroise.

Le film d'André Gaultier suit sur dix ans l'évolution de Paul, commentée, au fur et à mesure, par ses parents. Le petit « Paulo » est entouré d'une tendresse sans faille. Mais qui dira la patience, les moments de désespoir ou de découragement ? La simplicité du couple (il est comédien et metteur en scène, elle est danseuse et chorégraphe) fait de ce témoignage, qui pourrait être dur, un document qui apprend à vivre. Presque aveugle à la naissance, Paul a recouvré, à onze ans et demi, une partie de la vue, sa communication a augmenté. On le voit poser des doigts maladroits sur un piano.

Catherine Humblot

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.40 F 1 à la Une.
14.25 Formule 1. Grand Prix de Monaco.
16.30 Podium F 1.
16.45 Disney Parade.
17.50 Vidéo Gag.
18.30 30 millions d'amis.
18.58 Euro en poche.
19.00 Public.
20.00 Journal, Météo.
20.52 C... comme cinéma.
20.55 SOS Titanic. Film. Billy Hale.
22.35 Ciné dimanche.
22.45 L'Expérience interdite. Film. Δ Joel Schumacher.
0.45 TF1 nuit, Météo.
1.00 Concert. Messian, Matsudaira, Bortoli, Agobet.
1.45 *Le Vignoble des maudits.* Téléfilm. Sandro Bolchi [2/3].

FRANCE 2

13.25 Dimanche Martin. Sous vos applaudissements. 15.10 L'Ecole des fans : Dave.
16.00 Naturellement.
16.55 L'Esprit d'un jardin.
17.00 Nash Bridges.
17.45 Parcours olympique.
17.50 Stade 2.
18.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.50 Drucker'n Co.
19.25 Stars'n Co.
19.55 Météo.
20.00 Journal, Météo.
21.00 L'Eté en pente douce ■ Film O. Gérard Krawczyk.
22.50 Lignes de vie. Paul.
23.50 Journal, Météo.
0.00 Signé Croisette. Spécial Cannes.
0.10 Musiques au coeur.

FRANCE 3

13.00 Lignes de mire.
13.42 Keno.
13.50 Les Quatre Dromadaires. [5/6].
14.40 Quand l'humour monte au filet.
15.35 Sports dimanche.
15.40 Tiercé.
16.25 Cyclisme. Midi libre.
17.45 Au-delà de l'écran.
18.15 Va savoir.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Petites bêtises.
20.15 Bouvard du rire.
20.50 Enquête privée. L'esprit de revanche. Le dernier jour.
22.30 Soir 3 : les Titres.
22.35 Dimanche soir.
23.25 Météo, Soir 3.
23.45 L'enquête est close ■ Film. Jacques Tourneur (v.o.).

CANAL +

► En clair jusqu'à 15.00
13.35 La Semaine des Guignols.
14.10 Madagascar, un autre monde.
15.00 Foot, amour, toujours. Téléfilm. Nick Hurran.
16.15 Warning.
16.25 Les Repentis.
17.15 Babylon 5.
18.00 Napoléon en Australie. Film. Mario Andreacchio. ► En clair jusqu'à 20.40
19.15 Festival de Cannes. 19.30 Cérémonie de clôture.
20.10 Le Journal du Festival.
20.40 L'Autre Côté de la mer ■ Film. Dominique Cabrera.
22.15 L'Equipe du dimanche.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Les Lumières du music-hall.
14.00 La Planète ronde.
15.00 Chercheurs d'aventure.
15.30 Cannes 98 : l'exception française.
16.30 ► Le Sens de l'Histoire. Le 7e jour d'Israël, un kibboutz en Galilée.
18.00 L'Adieu aux as. [4/6].
19.00 Soirée thématique. Scènes d'une vie : Ingmar Bergman. ► 19.01 et 23.45 Ingmar Bergman, Vie et labeur. Documentaire. Jörn Donner (19.01 en v.f., 23.45 en v.o.). 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 Les Femmes dans le cinéma de Bergman. Documentaire. Katja Raganelli. 21.45 En présence d'un clown. Téléfilm. Ingmar Bergman. Avec Börje Ahlstedt (v.o.).
1.25 Metropolis. Cannes 98.

M 6

13.15 Bangkok Hilton. Téléfilm. Ken Cameron [1 et 2/2].
17.20 Les Piégeurs.
17.35 Hot forme.
17.50 Fréquenstar. Jean-Jacques Goldman.
18.55 Demain à la une. Esprit de famille.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.00 Ciné 6 spécial Cannes.
20.05 E = M 6.
20.35 et 1.00 Sport 6.
20.50 Zone interdite. Je déménage.
22.45 Météo.
22.50 Culture pub.
23.25 La Leçon de plaisir. Téléfilm. □ Servais Mont.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.00 Dimanche musique.
20.30 Laissez-passer.
21.30 Le Concert. Transcontinentales. Le trio de Brad Meldhau.
22.35 Atelier de création radiophonique. La représentation des animaux. Avec Gilles Aillaud ; Jean-Louis Schefer.
0.05 Radio archives. Henri Bosco.

FRANCE-MUSIQUE

19.37 L'Atelier du musicien. *Sonate pour violoncelle et piano op. 19*, de Rachmaninov, Jérôme Ducros, piano, Jérôme Pernoo, violoncelle.
20.30 Concert international. Bad Kissingen. Par le Trio Tchaïkovski : *Trio Vitebsk*, de Copland ; *Piano terzette*, de Chédrine ; *Trio pour violon, violoncelle et piano op. 50*, de Tchaïkovski.
22.00 Voix souvenirs. Georges Thill, ténor et concertiste. *Quella fiamma che m'accende*, de Marcello ; *Le Tilleul*, Lied, de Schubert ; Œuvres de Franck : *Le Mariage des roses ; S'il est un charmant gazon ; O fraîche nuit, nocturne ; L'Enlèvement*, de Levadé ; *La Barchetta* (chanson vénitienne), de Hahn ; *Joseph : Champs paternels* (acte 1), de Méhul ; Œuvres de Massenet : *Le Cid : O noble lame étincelante* (Rodrigue, acte 1) ; *Ah ! Tout est bien fini* (acte 3) ; Werther : *Pourquoi me réveiller* (acte 3) ; *La Damnation de Faust : Invocation à la nature* (IVe partie), de Berlioz ; *Carmen : Air de la fleur (acte 2)*, de Bizet.
23.07 Transversales.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *Kata Kabanova*, opéra de Janacek, par le Choeur du Théâtre de Prague et le Philharmonique tchèque, dir. Mackerras, Benackova (Katia), Straka (Boris), Randova (Kabanicha), Peckova (Varvara), Vele (Dikoj).
21.40 Petite histoire de l'opéra tchèque.

هكذا من الأصل

Le Monde

DIMANCHE 24 - LUNDI 25 MAI 1998

Pâtisseries

par Pierre Georges

IL Y A QUELQUE CHOSE d'un peu étrange tout de même dans le jeu politique. Nous étions tous partis pour une semaine d'enfer : droite en fusion, mairie de Paris en ébullition, échanges de *« scuds »*, selon le mot même des artilleurs, à l'Assemblée nationale, sur les emplois fictifs ou présumés tels.

Et puis d'un seul coup, d'un seul, plus rien. Silence radio et télévision. Trêve sur l'ensemble du front ! Les couteaux aux vestiaires et les élus aux champs ! Tout n'est plus que luxe, calme et volupté sous l'aimable pont de l'Ascension.

Ce n'est pas qu'on le regrette d'ailleurs, mais parfois on finirait par s'interroger. Avons-nous rêvé ? Ces fracas d'armures, ces offensives, ces accusations, ces phrases définitives, ces lourds soupçons, ces petites et grandes manœuvres, enfin tout ce qui fait le charme exquis des jours ordinaires, fini, terminé, comme par enchantement ou par consentement mutuel. La guérilla reprendra à une date ultérieure. Aussitôt que possible et dès que la France politique en aura fini de lécher ses plaies et de fourbir ses mots en chaise longue.

Jeu de dupes alors ? Peut-être faudrait-il réintroduire dans ce journal cette vieille rubrique « ouvert-fermé » pour signifier que le débat politique, à l'instar des musées ou des spectacles, fait relâche ces jours-ci.

En ce silence assourdissant cependant, une petite note de musique, genre polyphonie corse. *France-Soir*, en briseur de trêve, fait sa « une » sur la fille du pâtissier. Mai étant plutôt le mois des communions solennelles et des pyramides de pâte à choux, le quotidien a retrouvé et publié une magnifique photo de Xavière Tiberi en communiante et prête à recevoir le Bon Dieu avec confession. Cet admirable document ethnologique accompagné d'un non moins admirable titre – *« l'autre visage de Xavière Tiberi »* – n'apportera certes pas une contribution décisive au débat judiciaire. Mais, comment dire, quand on est dans la difficulté, il est bon et réconfortant de pouvoir compter sur ses amis.

Et des amis, à Corte, Xavière Tiberi n'en manque pas. A preuve ce reportage dans *« une ville émue »* et *« tous ces amis d'enfance comme les gens de la rue* (qui) *n'ont pas de mots assez élogieux pour celle qui reste la fille du pâtissier Casanova »*. Xavière jeune fille, Xavière le jour de son mariage, Xavière et Jean, l'album de famille nous est présenté et *« le cœur de Corte saigne »* devant tant d'injustice, tant d'acharnement judiciaire indigne.

La ville corse donc *« adule l'épouse du maire de Paris »* et la fille du pâtissier Casanova. Les Cortelais *« l'aiment, l'ont aimée, l'aimeront »*, précise l'envoyée spéciale de *France-Soir*, et elle le leur rend bien. La preuve, rapporte le quotidien, incorrigible, la fille du pâtissier aurait logé des petits-cousins, en HLM à Paris !

Autre histoire patissière d'actualité, avec le festival de Cannes finissant, celle du film de Nanni Moretti, Aprile. Son héros, lui-même, n'est autre qu'un erzatz de pâtissier trotskiste. On savait bien que le trotskisme menait à *tout, à condition d'en sortir*. Mais, tout de même, il ne faudrait pas prendre les enfants de Léon pour des canards sauvages !

(Cette chronique reprendra le mardi 2 juin.)

Le FN dénonce violemment les accords sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS envoie une délégation à Paris « vérifier » la préparation du projet de loi

UNE DÉLÉGATION du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS, indépendantiste) a quitté Nouméa pour Paris, samedi 23 mai, afin d'*« aller vérifier que l'esprit et la lettre de l'accord de Nouméa sur l'avenir institutionnel du territoire sont bien respectés »* dans le projet de loi en préparation, a indiqué vendredi à l'Agence France-Presse son porte-parole, Victor Tutugoro.

Outre Roch Wamytan, président du FLNKS, la délégation, qui compte rester une dizaine de jours à Paris, comprend les cinq autres membres de la cellule de négociation, dont l'ancien président du FLNKS, Paul Néaoutyine. *« L'accord de Nouméa ne représentait pas le projet exact du FLNKS, mais un compromis. Nous entendons veiller maintenant à ce que ce compromis soit mis en œuvre dans sa totalité »*, a expliqué M. Tutugoro.

Un mois après l'aboutissement des pourparlers, et trois semaines après la signature des accords de Nouméa par Lionel Jospin, Roch Wamytan et Jacques Lafleur – président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) –, le Front national réagit avec violence. Il consacre à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie pas moins de deux pages de *Français d'abord*, l'organe du parti, daté de la première quinzaine de mai. *« Dix ans après Ouvéa, la minorité indépendantiste a obtenu ce qu'elle cherchait grâce à la complicité socialo-communiste et la lâcheté du RPCR : l'indépendance pure et simple de la Nouvelle-Calédonie »*, lit-on dans un article non signé.

« LEÇONS DE L'HISTOIRE »

« Cette démarche est odieuse », commente Damien Bariller, le rédacteur en chef de la publication, également directeur du cabinet de Bruno Mégret, délégué général du FN. Selon M. Bariller, *« la Nouvelle-Calédonie, c'est la France »*. Le collaborateur de M. Mégret paraphrase ainsi une fameuse formule de François Mitterrand, déclarant en 1954 : *« L'Algérie, c'est la France. »*

De son côté, Roger Holeindre, vice-président du parti d'extrême droite, laisse parler son *« humeur »*, qu'il a particulièrement mauvaise. *« Ces malheureux imbéciles »* – les différents gouvernements français qu'il qualifie de *« professionnels de l'anti-France, de l'anti-Occident et de l'anti-homme blanc »* – ne *« savent même pas ce que la France, malgré quelques errements, a amené dans ces îles : la santé, le mieux-être et, surtout, la paix civile pour toutes ces tribus encore totalement canibales au XIXᵉ siècle. »* *« Ce que désirent les socialistes pour la Nouvelle-Calédonie, c'est tout simplement l'indépendance du territoire »*, proteste l'ancien militant de l'Algérie française, qui parle d'*« acte de haute trahison »*.

Se faisant menaçant, M. Holeindre conclut son article en promettant de *« faire passer en Haute Cour ceux qui, oubliant les intérêts de la France et des Calédoniens fidèles, qui sont majoritaires, commettent le plus grand des crimes, oublieux des leçons de l'Histoire et des résultats criminels que leurs idées nauséabondes ont amenés ailleurs »*.

Autisme : le préfet du Nord souhaite des explications

À LA DEMANDE du secrétariat d'Etat à la santé, la préfecture du Nord a contacté, vendredi 22 mai, la direction du centre hospitalier spécialisé (CHS) de Bailleul, rebaptisé Etablissement public de santé mentale des Flandres, pour lui demander des explications sur les pratiques de contention de jeunes adultes autistes accueillis dans l'un de ses services (*Le Monde* du 23 mai). Dominique Colas, directeur adjoint de l'hôpital, nous a précisé qu'*« une inspection de la santé avait eu lieu à deux reprises »*, en 1996 et en 1998, sur le cas de Tony, vingt-quatre ans, dont la mère avait alerté l'association Sésame-Autisme Nord-Pas-de-Calais parce qu'il était attaché à longueur de journée.

Dans son premier rapport, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) du Nord, n'avait observé, selon Dominique Colas, *« rien d'anormal compte tenu de l'état du patient »* et elle avait même proposé *« une amélioration des moyens de contention »*.

Les partisans de M. Blondel prennent le contrôle du syndicat FO des impôts

« BLONDÉLISTES » contre « non-blondélistes » : le syndicat FO des impôts (SGI-FO), qui a toujours été dirigé par des contestataires de la ligne confédérale, est le théâtre d'une bataille fratricide, qui illustre les tensions traversant Force ouvrière.

Elu à la tête du syndicat en septembre 1997, avec un vote favorable à 97 % sur son orientation, Jean-Yves Joly a été évincé au cours d'une réunion houleuse du conseil syndical, il y a deux mois. Préparée avec l'aval de la confédération et de la fédération des finances, l'offensive a reçu l'appui des « barons du Sud », qui tiennent les régions Aquitaine, Midi-Pyrénnées, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, où le SGI-FO conserve une influence importante, et qui ont la capacité de faire ou défaire l'équipe de direction.

Le départ vers l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) de M. Mairé, entraînant dans son sillage la responsable parisienne du syndicat des impôts, a déclenché l'offensive des blondélistes. Se présentant comme *« loyalistes »*, ils ont voulu, en mettant en minorité la direction du syndicat, couper court à tout autre départ vers l'UNSA, dont le congrès aura lieu du 26 au 29 mai.

Pour régler la crise, un congrès exceptionnel du SGI-FO a été convoqué les 26 et 27 mai. Bien que sans illusion sur son sort, M. Jolly a décidé de se représenter. Dans une contribution signée par une dizaine de ses proches, il dénonce le *« véritable procès à connotation stalinienne »* qui lui a été fait.

Une seconde contribution, paraphée par M. Roulet et par Christian Courant, de la fédération des finances, tous deux membres du conseil syndical du SGI-FO, ainsi que par les principaux « barons du Sud », appelle, de son côté, à revenir sur *« une orientation dévoyée par une minorité »*.

Alain Beuve-Méry

DÉPÊCHES

■ **MAJORITÉ : le Parti radical de gauche (PRG) a rappelé**, vendredi 22 mai, à l'issue de la réunion de son bureau national, son opposition à la réforme de la justice, à la réforme du mode de scrutin européen et à celle sur le cumul des mandats. Jean-Michel Baylet, président du PRG, a indiqué que les parlementaires de son parti *« voteront contre le texte du gouvernement »*.

■ **PARIS : Claude Goasguen, secrétaire général de Force démocrate** et l'un des vice-présidents du groupe Paris, le 6 avril et présidé par Jacques Toubon, au conseil de la capitale, a suggéré, vendredi 22 mai, dans un entretien à l'Agence France-Presse, de réunir les conseillers RPR et UDF du Conseil de Paris pour créer un *« groupe uni »*, après l'échec de la conciliation menée par Philippe Séguin entre Jean Tiberi et Jacques Toubon. Pour présider ce groupe, M. Goasguen évoque les noms des RPR Edouard Balladur, Jacques Toubon et Françoise de Panafieu.

■ **OPPOSITION : Jacques Barrot, député (UDF-FD) de la Haute-Loire**, estime, dans un entretien au *Figaro* du 23 mai, que l'Alliance entre le RPR et l'UDF *« n'est qu'un premier acte »* et que l'union de l'opposition *« exigera l'effacement progressif des appareils partisans (...) Il faut des courants, mais des courants de pensée, pas des écuries présidentielles. »*

■ **MINEURS CGT : Marcel Barrois, président de l'union régionale des syndicats de mineurs du Nord-Pas-de-Calais**, ancien conseiller régional PCF, a assigné en justice les responsables CGT de la coordination qui l'avait destitué il y a deux semaines. Jugement rendu le 2 juin.

Tirage du *Monde* daté samedi 23 mai : 486 147 exemplaires · 3